

Après l'échec des négociations

**L'équipage se prononce
sur le retour du « France »
au Havre**

LIRE PAGE 34

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algerie, 1 DA : Maroc, 1 dir, 1 timbre, 100 m. :
Allemagne, 1 DM : Autriche, 7 sch. : Belgique,
8 B. : Canada, 50 c. : Danemark, 2,50 kr. :
Espagne, 10 pes. : Grande-Bretagne, 14 p. : Grèce,
15 dr. : Iran, 45 rls : Italie, 200 L. : Liban, 125 p. :
Luxembourg, 9 fr. : Norvège, 2,50 kr. : Pays-Bas,
0,75 fl. : Portugal, 10 esc. : Suède, 1,75 kr. : Suisse,
0,50 fr. : U.S.A., 75 cts : Yémen, 6 m. dir.
Tari des abonnements page 70
5, RUE DES ITALIENS
75121 PARIS - CEDEX 03
C.C.P. 6287-23 Paris
Tél. Paris 10 6372
Tél. : 770-91-29

SITUATION CONFUSE AU PORTUGAL

L'épreuve de force engagée à Lisbonne tourne à l'avantage du Mouvement des forces armées

L'ALERTE

Le nouveau coup de tonnerre de Lisbonne n'a pas éclaté dans un ciel serein. De lourds nuages avaient commencé de s'amonceler au début de la semaine, lorsqu'il était devenu évident que des éléments d'extrême droite, s'appuyant sur le général Spínola, s'apprêtaient à prendre au pied de la lettre l'appel lancé le 10 septembre par le général Spínola à la « majorité silencieuse ». Celui-ci a-t-il seulement tacitement approuvé le projet de manifestation du 28 septembre ? A-t-il encouragé ses promoteurs ? On s'agitait-il d'une manœuvre concertée — dont le déroulement du 19 septembre aurait été le coup d'envoi — visant à exprimer avec éclat le mécontentement et le rassemblement de la droite au nom de l'antimarxisme, à la faveur d'une grande démonstration publique libérant en quelque sorte le chef de l'Etat ? La démonstration fut, pour l'instant du moins, très ambiguë.

Ces événements, qui constituent une sérieuse alerte, s'inscrivent dans le prolongement de ceux qui, au début de la semaine, avaient conduit au remplacement du premier ministre modéré, M. Palma Carlos, par le colonel Gonçalves — devenu depuis lors général —, un homme fortement influencé, quant à lui, par les thèses marxistes. La situation avait été précisée, en particulier, par le refus hâtif du Conseil d'Etat d'accroître les pouvoirs du premier ministre et d'avancer la date d'élections qui, sans aucun doute, compromet les pouvoirs du général Spínola.

Mais — et c'était sans doute le cas au début de la semaine — on peut rechercher l'explication de ces événements sans être inspiré par des considérations totalement démocratiques. Le général Spínola, d'abord considéré comme un « baronnet » sans réelle « étoile politique », a acquis une réputation d'officier libéral grâce à la publication de son livre « Le Portugal et son futur », paru peu de semaines avant la chute de M. Caetano. Il fallait toute la sagesse de la censure pour ne pas voir dans cet ouvrage que les accents démocratiques qu'il contenait, notamment pour ce qui concernait le statut des territoires d'outre-mer.

Le président de la République y exprimait aussi le souci de ne pas hâter avec lenteur la faire évoluer le statut des territoires portugais et définissait une conception très... militaire de l'unité. Ce sont ces traits-là qui frappent à la lecture aujourd'hui possible en France — du livre qui a joué au Portugal un rôle de détenteur.

La droite portugaise avait courbé le dos le 25 avril, et depuis lors, l'armée, il est vrai, avait emboîté le pas, en apparence, comme un seul homme derrière le Mouvement des forces armées, très influencé par les idées de gauche.

Le pouvoir, et notamment les difficultés de la décolonisation — soulevées par le soulèvement des Portugais blancs du Mozambique il y a trois semaines — ont montré l'étendue de l'autorité du Mouvement des forces armées. Civils et militaires conservateurs ou, simplement, effrayés par la force manifestée dans tous les secteurs par le parti communiste ont sans doute estimé que le moment était venu de reprendre l'offensive.

Mais le Mouvement des forces armées et le gouvernement provisoire ont fait face et paraissent, samedi après-midi, avoir repris la situation en main. Ainsi s'expliquerait, en tout cas, l'annulation décidée à la dernière minute par le chef de l'Etat de la manifestation de la « majorité silencieuse ».

LA NOUVELLE CONSTITUTION DE LA R.D.A. SUPPRIME TOUTE REFERENCE A LA « NATION ALLEMANDE » (Lire page 40.)

- La manifestation de soutien au général Spínola annulée
- Trois cents personnalités de droite ont été arrêtées

Une confuse épreuve de force se déroule à Lisbonne entre la droite, qui se réclame du général Spínola, et les dirigeants du Mouvement des forces armées favorables à la gauche. Elle a eu pour origine la grande manifestation qui devait rassembler ce samedi 28 septembre, dans la capitale portugaise, la « majorité silencieuse » et qui a finalement été annulée par le chef de l'Etat à 13 heures. C'est pour empêcher ce rassemblement que les militaires de gauche ont tenté, dans la nuit de vendredi à samedi, d'occuper de Lisbonne, des barricades, démenties ce samedi en début de journée. Le premier ministre, le général Gonçalves, avait été, toute cette semaine, en désaccord ouvert à propos de la manifestation, avec le président de la République.

Aucune déclaration officielle n'avait confirmé dans la matinée du samedi 28 septembre l'information publiée à « bonne source » et publiée à 4 heures du matin par l'Agence France-Presse de Lisbonne, puis confirmée vers 8 heures, selon laquelle le général Spínola aurait pris tous les pouvoirs au Portugal, à l'issue d'un long conseil des ministres qui avait eu lieu dans la nuit. Un porte-parole gouvernemental a déclaré ne pouvoir « ni confirmer ni infirmer » les rumeurs de changement dans l'équilibre des pouvoirs au Portugal ou à la tête du gouvernement. De même, aucune confirmation officielle n'a été donnée des informations faisant état de l'implication du général Vasco Dos Santos Gonçalves, premier ministre, et du général Otelo Saraiva de Carvalho, gouverneur militaire de Lisbonne et commandant adjoint du Copcon, organisme de coordination du maintien de l'ordre. De toute évidence, des événements très graves se déroulent au Portugal, des barricades ont été dressées dans la nuit de vendredi à samedi sur les principales voies d'accès à la capitale afin d'empêcher le déroulement de la manifestation de la « majorité silencieuse », prévue pour ce samedi 28 septembre dans l'après-midi.

Le palais présidentiel de Belem, résidence du général Spínola, ainsi que celui de Sao Bento, qui abrite le chef du gouvernement, étaient gardés au début de la matinée par des unités de blindés. Des troupes avaient pris position aux abords de la capitale. La publication de tous les journaux a été suspendue. L'armée et la police occupent l'immense de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La manifestation de soutien au général Spínola annulée

Trois cents personnalités de droite ont été arrêtées

Une confuse épreuve de force se déroule à Lisbonne entre la droite, qui se réclame du général Spínola, et les dirigeants du Mouvement des forces armées favorables à la gauche. Elle a eu pour origine la grande manifestation qui devait rassembler ce samedi 28 septembre, dans la capitale portugaise, la « majorité silencieuse » et qui a finalement été annulée par le chef de l'Etat à 13 heures. C'est pour empêcher ce rassemblement que les militaires de gauche ont tenté, dans la nuit de vendredi à samedi, d'occuper de Lisbonne, des barricades, démenties ce samedi en début de journée. Le premier ministre, le général Gonçalves, avait été, toute cette semaine, en désaccord ouvert à propos de la manifestation, avec le président de la République.

Aucune déclaration officielle n'avait confirmé dans la matinée du samedi 28 septembre l'information publiée à « bonne source » et publiée à 4 heures du matin par l'Agence France-Presse de Lisbonne, puis confirmée vers 8 heures, selon laquelle le général Spínola aurait pris tous les pouvoirs au Portugal, à l'issue d'un long conseil des ministres qui avait eu lieu dans la nuit. Un porte-parole gouvernemental a déclaré ne pouvoir « ni confirmer ni infirmer » les rumeurs de changement dans l'équilibre des pouvoirs au Portugal ou à la tête du gouvernement. De même, aucune confirmation officielle n'a été donnée des informations faisant état de l'implication du général Vasco Dos Santos Gonçalves, premier ministre, et du général Otelo Saraiva de Carvalho, gouverneur militaire de Lisbonne et commandant adjoint du Copcon, organisme de coordination du maintien de l'ordre. De toute évidence, des événements très graves se déroulent au Portugal, des barricades ont été dressées dans la nuit de vendredi à samedi sur les principales voies d'accès à la capitale afin d'empêcher le déroulement de la manifestation de la « majorité silencieuse », prévue pour ce samedi 28 septembre dans l'après-midi.

Le palais présidentiel de Belem, résidence du général Spínola, ainsi que celui de Sao Bento, qui abrite le chef du gouvernement, étaient gardés au début de la matinée par des unités de blindés. Des troupes avaient pris position aux abords de la capitale. La publication de tous les journaux a été suspendue. L'armée et la police occupent l'immense de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

Radio-Clube et Radio-Républica — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'Information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégrader en « guerre civile », pour le seul « profit des ennemis de la situation démocratique actuelle ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée de vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'ordre sera rétabli.

A CAMP-DAVID

Les cinq principales puissances capitalistes cherchent les moyens de conjurer la crise

Les ministres des affaires étrangères et des finances d'Allemagne fédérale, de France, de Grande-Bretagne, — M. Callaghan était représenté par un haut fonctionnaire, — du Japon et des Etats-Unis, se réunissent ce samedi 28 septembre à la résidence présidentielle américaine de Camp-David (Maryland). Cette rencontre est suivie dimanche d'une autre entre les ministres des finances et les responsables des banques centrales des cinq mêmes pays, analogues à celle qui s'était déroulée à Champs au début du mois. L'Italie pourrait se joindre à une partie des travaux.

M. Sauvagnargues, qui s'est entretenu vendredi avec M. Kissinger, devait être reçu par M. Ford, lequel a confirmé qu'il rencontrerait « certainement », à une date non précisée, M. Giscard d'Estaing.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) suit avec une particulière attention les discussions de Camp-David, et son président M. Jarrin (Equateur), procède actuellement à des consultations aux Etats-Unis d'une réunion extraordinaire.

M. Sauvagnargues reçoit aux Etats-Unis un accueil exceptionnellement favorable

De notre correspondant

Washington. — Les entretiens de M. Sauvagnargues dans la capitale américaine s'achèvent, ce samedi 28 septembre, par une conversation avec M. Gerald Ford, qui l'a invité à son petit déjeuner. Dans l'après-midi, le ministre des affaires étrangères se rendra à la résidence présidentielle de Camp-David pour la réunion des cinq grands pays industrialisés consommateurs de pétrole.

Pour sa première visite à Washington en qualité de ministre, M. Sauvagnargues a reçu un accueil exceptionnellement favorable, tant du Parlement que de la Maison Blanche. Incontestablement, les récentes et sévères mesures d'austérité pétrolière décidées par le gouvernement français ont produit la meilleure impression sur les officiels américains, qui attribuent à la démarche française une valeur d'exemple. Aussi bien le vice-président, M. Rockefeller, présent au petit déjeuner offert vendredi matin par M. Kissinger, que les nombreux sénateurs, invités à déjeuner par l'ambassadeur de France, M. Kocoulik-Moritz, se sont félicités de l'attitude française.

Dans l'après-midi de vendredi, MM. Kissinger et Sauvagnargues ont repris leurs entretiens au département d'Etat et, dans la soirée, le secrétaire d'Etat a offert un dîner à la National Gallery en l'honneur du ministre français. A cette occasion, M. Kissinger a décrit la France et les Etats-Unis comme « de bons amis et de solides alliés », conscients des menaces contre leur propre identité et des dangers qu'il y aurait pour eux à ne pas trouver les bases d'une action commune.

M. Sauvagnargues a déclaré que les difficultés passées n'avaient jamais affecté l'unité profonde existant entre la France et les Etats-Unis. Il a exprimé le sentiment d'avoir établi avec les dirigeants américains des relations de travail qui vont désormais permettre aux deux pays d'œuvrer en étroite coopération.

En fait, les conversations franco-américaines de Washington ont confirmé le nouveau départ des relations entre les deux pays. De part et d'autre, on veut entrer les querelles du passé et établir une concentration de facto. L'ère des réformations réciproques semble avoir disparu, et c'est sous le signe de l'empirisme que, dans l'après-midi de vendredi, MM. Kissinger et Sauvagnargues ont procédé à un large tour d'horizon international.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 36.)

AU JOUR LE JOUR

TOUT ET RIEN QUE...

Que M. Chirac, devant les élus U.D.R., ait tenté, comme il l'avait promis, de dire toute la vérité aux Français, était une entreprise honorable, mais, hélas ! décevante. Quand on demande à un témoin de se livrer à cet exercice périlleux, on entend par là qu'il doit dire tout ce qu'il sait de la vérité ou de ce qu'il croit être la vérité. Son rôle se limitant à donner une information parcelle à ceux qui prendront les décisions, sa responsabilité s'arrête là.

Mais un gouvernement prend des décisions, ce qui implique qu'il fait des synthèses. Et, s'il entend y inclure toute la vérité, les millions de passés-révolus avant qu'il n'y parvienne : la science universelle n'est donnée à personne.

Toute la vérité, c'était trop beau : il nous aurait suffi de rien que la vérité.

ROBERT ESCARPIT.

Pour une coopération renouée avec l'Afrique

M. Pierre Abelin, ministre de la coopération, s'est rendu en Côte-d'Ivoire, puis au Dahomey. A Abidjan il a assisté à l'invitation du gouvernement ivoirien, au quatrième congrès de l'Union fraternelle des anciens combattants d'expression française d'Afrique et de Madagascar.

Simultanément se poursuivent à Paris les négociations pour la révision des accords conclus en 1961 entre le Dahomey et la France. Enfin, le président du Gabon, M. Omar Bongo, vient d'arriver à Paris divers entretiens, dont il tire les conclusions dans une interview au « Monde » (Lire page 4.)

M. Abelin définit ci-dessous la politique qu'il entend suivre.

Par PIERRE ABELIN (*)

milie dans les pays francophones de l'Afrique subsaharienne. C'est aussi la participation de la France à toutes sortes d'opérations de développement, depuis les grands travaux d'aménagement des fleuves (Sénégal ou Niger) jusqu'aux petits équipements appelés à transformer la vie rurale africaine comme ils ont transformé la nôtre (adduction d'eau, électrification). Ce sont enfin des opérations particulières adaptées aux besoins de tel ou tel pays, par exemple la télévision scolaire en Côte-d'Ivoire, des concours au développement des industries naissantes, un large appui aux jeunes universités d'Afrique.

Rien n'est plus vain que la querelle du « qui y gagne ? ». Aux esprits chagrins qui, les uns dénoncent le néo-colonialisme, les autres, les mêmes parfois, ne répondent pas seulement en les opposant les uns aux autres, mais en rappelant deux vérités d'évidence, accessibles au bon sens de tous les Français. D'une part, notre action répond aux intérêts à long terme et parfois à court terme de nos partenaires.

(*) Ministre de la coopération.

terme de la France et de l'Europe, intérêts politiques, culturels, commerciaux et monétaires. C'est dire que la coopération n'est pas à sens unique. D'autre part, cette action ne peut être mesurée à la seule aune de nos intérêts.

(Lire la suite page 4.)

AU CARREFOUR DES TÉLÉVISIONS

Le prix Italia

C'est une émission dramatique présentée par l'O.R.T.F. « Jossé », qui a remporté le prix Italia. Paradoxalement, il s'agit d'une des productions les moins intéressantes dans cette compétition internationale.

Une catastrophe, un encouragement à la télé de papa, ce prix Italia décerné à « Jossé », la dramatique d'Alain Franck et Guy Jorre, adaptée d'une nouvelle de Marcel Aymé, une histoire de l'entre-deux-guerres, avec Jacques Dufré et Maria Meriko, le frère et la sœur, l'adjutant à la retraite et le professeur de piano romancier. Ils se détestent, ils se détestent d'abord façon Daumier, et puis façon Guignol. C'est lourd, c'est raide, c'est appuyé et, surtout, c'est complètement à la remorque de ce qui se fait ailleurs actuellement, et qu'on aurait aimé voir s'imposer enfin sur nos écrans : des personnages, ou plutôt des personnes, vives, moi, en situation, le nôtre, si proche de la réalité que le romanesque en arrive à se confondre avec le reportage.

C'était le cas pour cette admirable production danoise « Les Nœuds » (elle a eu le prix de la R.A.L., heureusement),

EUROPE

Portugal

Une situation confuse

(Suite de la première page.)

Il annonce que le gouvernement « fera la nécessaire pour que la manifestation en faveur de son Excellence le président de la République puisse se dérouler dans l'ordre et la dignité ».

Un communiqué très ferme du Mouvement des forces armées, diffusé peu avant 8 heures par la radio nationale, déclare que le Mouvement reste « déterminé à accomplir son programme ».

Il demande aux Portugais de rester vigilants « en vue de répondre à toute manœuvre de la réaction ». Le communiqué confirme, en outre, sans autre précision, l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes aux premières heures de la matinée. Il dénonce « les milieux les plus réactionnaires », qui, ne comprenant pas les buts du mouvement du 25 avril, tentent « de ressusciter un passé condamné bien clairement par le peuple portugais et par le monde entier » au moyen de « manœuvres séductrices visant à la création d'un climat émotionnel, de sabotage économique », et même en recourant au « trafic d'armes ».

C'est le projet de manifestation de la « majorité silencieuse » qui est à l'origine de la crise. Les murs de la capitale et des principales villes portugaises s'étaient, en une nuit, couverts d'affiches reprenant des passages du discours prononcé le 10 septembre par le général Spínola, dans lequel, notamment, il appelait la « majorité silencieuse » du Portugal à se dresser contre tous « les extrémismes ». Ces appels ont, par ailleurs, visé tout spécialement le parti communiste.

Les membres du comité d'organisation appartiennent, pour les plus éminents d'entre eux, au parti libéral, situé très à droite sur la scène politique portugaise. Aussi la gauche avait-elle rapidement dénoncé comme « réactionnaire » et « contre-révolutionnaire » cette manifestation, que ses organisateurs présentaient comme destinée à aider le général Spínola et même le Mouvement des forces armées à lutter contre l'infiltration, dans tous les secteurs de la vie publique portugaise, du parti communiste.

Une semaine de tension

Durant toute la semaine écoulée, une grande tension a été perceptible entre les différents organes du pouvoir à Lisbonne. Tout en demeurant muet sur cette question, le général Spínola ne paraissait pas contraire à cette manifestation qui pouvait être pour lui une source de plémiscie.

En revanche, le gouvernement, où figurent auprès des militaires, dont plusieurs sont considérés comme très progressistes, des socialistes et des communistes, était hostile à la tenue de cette manifestation.

A Strasbourg, M. Soares a déclaré qu'il avait pu prendre contact avec Lisbonne, où la situation était désormais « calme », et où le Mouvement des forces armées est maître de la situation et bien décidé à poursuivre l'application de son programme. Un tel programme est une telle situation, pour lui, une source de plémiscie.

M. Soares a décidé, dans ces conditions, de prononcer à Strasbourg le discours prévu.

Des incidents avaient déjà eu lieu le 25 septembre dans la soirée, à la fin d'une corré de la manifestation du général Spínola. Des heurts assez vifs s'étaient produits entre partisans de la droite — qui avaient occupé l'arène — et militants de gauche et d'extrême gauche.

LE COMMUNIQUÉ DU MOUVEMENT DES FORCES ARMÉES

Lisbonne (A.F.P.). — Le communiqué du Mouvement des forces armées diffusé à 7 h. 30 par la radio nationale déclare que :

« 1) Les milieux les plus réactionnaires, qui ne comprennent pas les buts du mouvement du 25 avril tentent de ressusciter un passé condamné bien clairement par le peuple portugais et par le monde entier ».

« 2) Ces activités vont des manœuvres séductrices tendant à la création d'un climat émotionnel au sabotage économique en passant par le trafic d'armes ».

« 3) En vue de garantir la marche vers la nouvelle société démocratique, définie sans équivoque par le programme du Mouvement des forces armées, il a été procédé à l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes aux premières heures de la matinée ».

« 4) L'opération en question, conduite par des forces militaires, n'avait évidemment pas été suivie d'un échec. Mais le Mouvement des forces armées, qui reste déterminé à accomplir son programme, demande au peuple de garder sa sérénité et de rester vigilant en vue de répondre à l'importance que manœuvre de la réaction ».

La lecture du communiqué a été précédée et suivie de l'hymne du mouvement du 25 avril « Grande Vira Moura ».

Dans la soirée de vendredi, les premières barricades apparurent sur les voies d'accès à la capitale. Des civils arrêtaient les véhicules, les fouillaient et remettaient aux conducteurs des tracts. L'un d'entre eux, signé d'un « Comité de vigilance antifasciste », demandait « à chacun de descendre dans la rue pour prévenir la manifestation fasciste ». Le tract demandait aux militants de gauche de se réunir dans un parc, près du lieu où devait se tenir la manifestation de soutien au président Spínola, une heure avant le début de cet événement.

Sans que l'on puisse totalement exclure l'hypothèse d'une provocation — aucune consigne n'a été publiquement donnée par les partis aux mouvements de gauche de tenter d'empêcher physiquement la manifestation — il est vraisemblable que des militants gauchistes ou communistes ont tenté d'empêcher des Portugais venus de province de se joindre à la « majorité silencieuse » de la capitale.

C'est sans doute l'analyse de la situation conduisant à cette action de blocage des routes qui a été l'objet d'un premier conseil des ministres, qui s'est tenu dans la première partie de la nuit, sous la présidence du général Spínola. Une deuxième réunion, de quatre heures, toujours sous la présidence du chef de l'Etat, a eu lieu aux premières heures du 28 septembre. A son issue, un communiqué, dans lequel le gouvernement s'engageait à veiller à ce que la manifestation de la « majorité silencieuse » se déroule dans le calme, a été publié.

Aux premières heures de la matinée, la capitale offrait un aspect normal. La plupart des bureaux dressés dans la nuit avaient été démantelés, soit par ceux qui les avaient dressés, soit par les militaires qui contrôlaient les accès vers la capitale. Ceux-ci fouillaient minutieusement tous les véhicules se rendant vers Lisbonne. Les occupants de ceux dans lesquels des armes étaient trouvées étaient arrêtés.

DU COUP D'ÉTAT A L'ÉPREUVE DE FORCE

AVRIL

25. — Des unités de l'armée se soulevèrent contre le gouvernement de M. Soares. Le coup d'Etat fut déclaré. Le général Spínola, relevé quelques semaines auparavant de son poste de chef d'Etat-major adjoint, a pris la direction d'un mouvement d'insurrection dirigé par un groupe de jeunes officiers (les « capitaines »).

MAI

15. — Le général Spínola devient président de la République.

16. — M. António de Palma Carlos, « modéré de centre droit », est nommé président du conseil. Le gouvernement comprend, en particulier, deux ministres communistes, des socialistes et des libéraux du parti démocrate populaire et des techniciens politiques. Le seul membre du P.C. Soares, ministre des affaires étrangères, réintègre le gouvernement.

22. — Certains membres du gouvernement expriment leur mécontentement de ne pas avoir été informés de l'autorisation donnée à M. Castro de se réinstaller au Brésil.

23. — A Londres, les négociations s'ouvrent entre M. Mario Soares et les représentants du P.A.I.G.C. Le ministre des affaires étrangères se voit accusé à Lisbonne de trahison avec trop de hâte un accord sur le cessez-le-feu.

24. — A Porto, le général Spínola annonce la mise en œuvre d'un coup d'Etat et tente de le désamorcer.

JUIN

21. — Un décret-loi restreint la liberté de la presse.

27. — Des élections au sein du gouvernement font reporter la publication d'un traité de lois économiques, fiscales et sociales.

JUILLET

2. — Les partis de gauche protestent contre la nomination de M. Veloso Simão, ancien ministre du gouvernement Castano, comme représentant du Portugal aux Nations unies.

9. — Au cours du conflit entre les modérés et la gauche, M. Palma Carlos démissionne. La campagne anticomuniste se développe.

17. — A la suite de tractations difficiles avec le mouvement des capitaines qui est décidé à éviter un « coup de barre à droite », le général Spínola nomme premier ministre le colonel Gonçalves, connu pour son rôle dans le mouvement du 25 avril. Quatre représentants du Mouvement des forces armées entrent au gouvernement. M. Álvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste, reste ministre d'Etat.

18. — Le général de Spínola dénonce la « chimère d'unité » et lance un appel à la « majorité silencieuse ».

27. — Le général de Spínola annonce que « le moment de l'autodétermination est venu pour l'Afrique portugaise ».

Les grandes orientations de la politique économique ont été bien définies, estime l'O.C.D.E.

Au Portugal, « les grandes orientations de la politique économique et l'échelle des priorités sont relativement bien définies », qu'il s'agisse de prévenir la récession, d'éviter une rupture dans le processus de production, de redistribuer les revenus ou de relancer l'industrie. C'est du moins l'avis exprimé par les experts de l'O.C.D.E. sur le Portugal remonte à septembre 1972, le gouvernement de l'époque ne s'étant pas, en 1973, montré particulièrement coopératif quant au déroulement des travaux de l'O.C.D.E.

Dans l'actuel document, les experts estiment qu'un des traits essentiels du programme du 15 mai réside dans le maintien des institutions de base d'une économie de marché, même si est envisagée une intervention plus active de l'Etat dans les domaines économique et social. En outre, ajoutent-ils, « les autorités ont l'intention — très réaliste — de concentrer leurs efforts sur les solutions à apporter aux problèmes économiques courants, réservant les décisions à long terme pour après les élections prévues en 1975 ».

L'étude, rédigée à la mi-juillet, souligne l'insuffisance de l'appareil statistique portugais, ce qui a restreint l'analyse du passé récent et les prévisions quantitatives pour le proche avenir. Les experts de l'O.C.D.E. soulignent également que « le risque sérieux d'une spirale inflationniste prix-salaires est sans doute aujourd'hui le problème le plus important de la politique économique » du Portugal. Selon eux, « le blocage des prix n'est qu'une mesure temporaire devant céder la place à des moyens de contrôle plus souples ». Des augmentations de prix impor-

Dans une étude rédigée cet été

tautes semblent, dès lors, probables dans les mois à venir, entraînant une érosion du pouvoir d'achat. Aussi « le besoin le plus pressant reste l'établissement, dès que possible, d'un appareil institutionnel de négociations régulières sur les salaires et les conditions de travail, au sein de la nation, du secteur et de l'entreprise... [qui] n'éliminera pas les conflits d'intérêts ni les pressions inflationnistes, mais permettra de trouver, d'une façon ordonnée, des solutions de compromis ».

Autre danger : « Le risque de développement du sous-emploi paraît considérable, compte tenu des forces dépressives qui s'exercent déjà dans l'économie et du contrôle sévère de l'immigration dans certains pays européens, même si l'on n'assiste pas à un retour massif de population en provenance des territoires d'outre-mer ». Aussi, pour maintenir un niveau élevé d'activité, les experts jugent nécessaire le recours à une politique de soutien de la demande, ainsi qu'à des mesures plus spécifiques. L'apparition d'un important déficit du secteur public leur semble indispensable, mais cette évolution « devra être soigneusement expliquée devant l'opinion publique » et comporter une augmentation de la fiscalité sur les revenus les plus élevés et, dans le même temps, la lutte contre la fraude fiscale. De même, une croissance relativement rapide du crédit est souhaitable, avec la mise en place de bonifications pour des secteurs bien définis et contrôlés.

Ainsi, le gouvernement portugais se trouve confronté à de difficiles problèmes de gestion. Le déficit budgétaire, le déficit commercial, la balance des paiements courants qui est acceptée peut être financée sans grandes difficultés, étant donné le niveau élevé des réserves et les possibilités d'emprunt à l'étranger. Pour 1974, le déficit commercial du Portugal avec les pays hors de la zone escudo pourrait, selon l'O.C.D.E., atteindre 1,5 milliard de dollars, contre 0,9 milliard en 1973. « Il faudrait en reculer l'importance des recettes invisibles pour donner lieu à un déficit courant considérable ».

En conclusion, les experts de l'O.C.D.E. soulignent que « les plans concrets d'action à long terme devront être subordonnés à la clarification préalable d'un certain nombre de questions. En particulier, le poids que représenteront les dépenses militaires, le type de relations avec les territoires d'outre-mer, la nature des biens que les autres pays de l'O.C.D.E. pourront exercer un rôle important dans l'avenir de l'économie portugaise ».

LE PORTUGAL ET SON AVENIR du général Spínola

C'est le 22 février dernier que ce livre, qui devrait immédiatement être traduit en français, a été publié à Lisbonne. Le général Spínola, ancien commandant en chef en Guinée, venait d'être nommé le 15 janvier chef d'Etat-major adjoint. Le 16 mars, il était destitué. On connaît la suite.

Le général est cité dans son livre — dont la traduction française vient de paraître — que la guerre est militairement perdue. A ses yeux, la solution de la question coloniale ne peut être que politique. Il préconise d'accorder aux provinces portugaises le droit à l'autodétermination, et envisage la création d'une sorte de Commonwealth — ou, si l'on préfère, de « Communauté ». Il manifeste, bien qu'en termes fort prudents, son désir de libéraliser la vie politique portugaise.

M. Mario Soares, l'actuel ministre des affaires étrangères, écrivait dans le Monde du 6 mars à propos de ce livre : « Le général Spínola vient de franchir une dangereuse barrière, et personnellement nous nous félicitons de ce qu'il a accompli ».

★ Flammarion, 260 pages, 22 F.

Chine

● Mme IMELDA R. MARCOS, épouse du président philippin, a rencontré le président Mao Tse-tong de la ville située à l'extérieur de Pékin, annonce une dépêche de l'agence officielle philippine (P.N.A.) datée de Shanghai. — (A.F.P.)

Corée du Sud

● UNE MANIFESTATION de quelque mille catholiques a eu lieu, le jeudi 26 septembre à Séoul pour exiger du gouvernement la libération des prisonniers politiques. Le parti néo-démocrate a de son côté déposé à l'Assemblée nationale un projet de résolution demandant au président Park Chung Hee d'amnistier les détenus. — (Reuters, A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

● LE MAGAZINE DE LA PHALANGE ESPAGNOLE *Fueros Nuevos* a critiqué le gouvernement de M. Carlos Arias Navarro avec une extrême virulence, dans l'édition de son numéro du 26 septembre. C'est, en particulier, le projet de création d'associations politiques défendu par le chef du gouvernement qui fait l'objet de cette attaque, sans doute la plus vive qui ait été jamais publiée dans la presse espagnole pour le régime franquiste contre Franco. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

Etats-Unis

● Mme BETTY FORD, épouse du président des Etats-Unis, a admis le 27 septembre à

Espagne

La police de Madrid assure que des membres du P.C. étaient impliqués dans l'attentat de la Puerta del Sol

● M. Santiago Carrillo dément catégoriquement

Le secrétaire général du parti communiste espagnol, M. Santiago Carrillo, a vigoureusement rejeté, le vendredi 27 septembre, dans une déclaration, les alléguations de la police espagnole, selon lesquelles des membres du P.C. d'Espagne seraient impliqués dans l'attentat du 13 septembre à Madrid. Le Monde du 25 septembre 1974. M. Carrillo affirme qu'au sein des personnes dont l'arrestation a été annoncée à Madrid s'apparentent au parti communiste d'Espagne et rappelle que cette organisation a déjà, dans le passé, marqué « sans ambages son désaccord avec le terrorisme ». L'attentat de la Puerta del Sol est à son sens « une action typiquement fasciste », et le dirigeant communiste espagnol estime même qu'un tel « crime » n'a rien de commun avec les activités commises jusqu'à la fin de l'ETA à basque.

A Madrid, la police, en mettant hors de cause l'un des militants basques, Juan Manuel Gullarraga Mendizabal, initialement soupçonné d'avoir participé à l'attentat, a réitéré ses accusations contre le P.C.

De notre correspondant

Madrid. — « Quatre nouvelles caches utilisées par l'ETA et le parti communiste espagnol ont été découvertes à Madrid, en liaison avec l'attentat perpétré le 13 septembre et qui a provoqué la mort de onze personnes », a déclaré au cours d'une conférence de presse le 27 septembre, M. José Salas, chef de la brigade d'enquêtes sociales de la police madrilène. De nouvelles arrestations ont été opérées, dont celle de M. Alfonso Sastre, auteur dramatique. Les détenus sont actuellement interrogés. M. Sastre est l'époux du docteur Genoveva Forest, médecin psychanalyste, arrêtée il y a quelques jours dans le cadre de cette même enquête et qui, selon la police, appartenait depuis 1962 au P.C. espagnol. C'est dans les appartements de membres du mouvement révolutionnaire basque ETA — 5 personnes, dont M. et Mme Sastre, qu'ont été découverts un revolver, deux machines à polycooper, plusieurs machines à écrire, trois uniformes d'officier de l'armée de

terre et un matériel pour fabriquer des faux passeports. D'après le chef de la brigade d'enquêtes sociales, Mme Sastre a transporté dans sa voiture les auteurs de l'attentat du 13 septembre à la Puerta del Sol, un jeune homme et une jeune fille non identifiés, jusqu'à une cache située à Alcorcón, localité des environs de Madrid. Toujours d'après le policier, Mme Sastre avait parfaitement quel était l'objectif de l'attentat. Dans les milieux madrilènes de l'opposition, le scepticisme n'en continue pas moins de dominer, en raison des divergences qui existent notamment entre les personnes arrêtées et le P.C. Certains vont même jusqu'à dire que les milieux officiels de Madrid essaient de brouiller les cartes dans le but de compromettre la lutte démocratique, dont la création avait été annoncée à Paris fin juillet par M. Carrillo et Calvo Sotelo, membre de l'Opus Dei et ancien président du conseil d'administration du quotidien *El Mundo*. — J.-A. N.

Turquie

M. Ecevit assouplit sa position

(Correspondance)

Ankara. — Chargé par le président de la République de dénouer la crise ouverte après la démission du gouvernement, le 16 septembre, M. Bulent Ecevit, leader du Parti républicain du peuple et premier ministre de la coalition sortante, a repris, vendredi 27 septembre, ses consultations avec les chefs des autres formations politiques.

Après le rejet par le Parti démocratique de l'idée d'un gouvernement de coalition chargé d'organiser des élections législatives anticipées en décembre, le Parti républicain du peuple, revenant sur sa décision initiale, a indiqué qu'il était prêt à renvoyer la consultation au-delà de la date qu'il préconisait.

« Le P.R.P. donnera toutes facilités en vue de la formation d'un gouvernement de coalition », à la condition que des élections anticipées aient lieu au printemps-après le vote du budget, par exemple, au cours d'une conférence de presse, M. Bulent Ecevit, il a précisé que « l'assemblée du P.R.P. » (organisme dirigeant de son parti) avait établi cette nouvelle ligne de conduite à l'issue de neuf heures de délibérations. Soulignant qu'il « n'hésiterait pas à former un gouvernement minoritaire si la possibilité lui en était assurée », M. Ecevit a ajouté : « Le problème de Chypre nous oblige à sortir de l'impasse la plus vite possible. Dans le cas où des élections anticipées seraient décidées, elles devraient avoir lieu rapidement, car une période d'instabilité et d'incertitude serait préjudiciable à l'économie du pays ».

Après avoir rendu compte, vendredi matin, au président de la République, M. Fahri Korutürk, des nouvelles directives de son parti, M. Ecevit s'est entretenu successivement avec M. Suleyman Demirel, chef du Parti de la justice (le plus important parti d'opposition), ainsi qu'avec les dirigeants du Parti répu-

bliscain de la confiance et du Parti démocratique.

Les représentants des deux dernières formations ont indiqué qu'ils allaient consulter les organismes directeurs de leur parti et qu'ils comptaient pouvoir donner, lundi prochain, leur réponse aux propositions de M. Ecevit. Quant à M. Suleyman Demirel, il a réaffirmé qu'il excluait toute alliance du Parti de la justice avec le P.R.P.

Des rumeurs circulent à Ankara selon lesquelles les membres du Parti de la justice, mécontents de la politique générale suivie par les dirigeants du P.J. et favorables à une coalition avec le Parti démocratique et le Parti islamique du salut national, envisageraient de « se révolter » contre M. Demirel et ses principaux collaborateurs. Des tracts, portant la signature « Mouvement de rénovation du Parti de la justice », ont été mis en circulation, à quelques semaines du congrès national du parti. Les « rebelles » avanceraient comme candidat à la présidence du P.J. le nom de M. Kamuran Inan, sénateur de Bitlis, qui a récemment fait la tournée des capitales occidentales, venant notamment à Paris afin d'exposer la thèse turque au sujet de Chypre.

● PRECISION. — Lord Bravely, sous-secrétaire d'Etat à la Défense, dans une annonce faite le 27 septembre (*Le Monde* du 27 septembre) n'a pas quitté le gouvernement britannique pour des raisons politiques. Ainsi que le précisait notre correspondant dans un passage qui a sauté à l'impression, M. Wilson a dû se séparer de son collaborateur qui est accusé d'avoir perçu indûment une somme de 16 000 livres alors qu'il dirigeait une firme industrielle. De son côté, Lord St. David a quitté le parti travailliste parce qu'il le juge « trop à gauche ».

● M. LUIS CARRAL, président du conseil d'Etat, a annoncé vendredi 27 septembre à Médina-De-Boa que l'Etat congolais désolait tout le commerce extérieur et aurait le monopole de l'importation des produits de première nécessité, dont il assurerait lui-même la distribution aux détaillants. L'Etat contrôlerait aussi la com-

mercialisation des produits agricoles destinés à l'exportation afin d'assurer aux producteurs « des prix plus justes ». — (A.F.P.)

Yougoslavie

● CINQ ETUDIANTS en philosophie et un de leurs professeurs ont été condamnés le 27 septembre, à Ljubljana (Slovenie), à dix mois de prison ferme chacun pour avoir « présenté d'une façon fautive et malveillante les rapports sociaux et politiques en Yougoslavie ».

Il s'agit d'étudiants de Belgrade, Zagreb (Croatie) et Ljubljana (Slovenie), et d'un professeur de la faculté de Zagreb, condamnés pour avoir rédigé une motion de soutien à huit professeurs de la faculté de philosophie de Belgrade accusés « d'activité antiparti ».

صباح الامل

DIPLOMATIE

A Strasbourg

Le Conseil de l'Europe ne décidera d'admettre à nouveau Athènes qu'après les élections grecques

L'Assemblée du Conseil de l'Europe a refusé, vendredi 27 septembre, de rendre son avis sur le retour de la Grèce dans l'organisation européenne avant que soit réalisée ce qu'elle considère comme une condition préalable : des élections législatives démocratiques.

Strasbourg. — La visite et le discours de M. Averoff au Conseil de l'Europe ont marqué le retour de l'enfant prodige. L'heure était à la joie. Pourtant, ces retrouvailles ne seront véritablement célébrées que le jour où les élections grecques auront eu lieu. La Grèce sera admise à reprendre sa place au sein de la famille des pays démocratiques constituant le Conseil de l'Europe. Or, ce jour est encore à venir. M. Averoff a déclaré qu'il n'y avait pas de solution de compromis qui serait déguisée, d'abord par les représentants des deux communautés.

De notre envoyé spécial

avec le revolver sur la tempe et qu'aucune solution ne saurait intervenir dans l'immédiat et tant que les Grecs chypriotes ne pourraient rejoindre leur foyer. M. Pavloglou a certes rappelé les responsabilités grecques. Mais chacun des partenaires a solennellement promis de fermer la porte à une solution de compromis qui serait déguisée, d'abord par les représentants des deux communautés.

Les débats de vendredi et les applaudissements prolongés qui ont accueilli M. Averoff indiquent que cette reconnaissance ne fait problème pour aucun des membres du Conseil de l'Europe. Ces derniers, d'ailleurs, visiblement soucieux de retrouver l'un des leurs dont les avaient séparés les années de la dictature des colonels grecs, ont paru subjugués par la malice dont leur ancien collègue a fait preuve dans le débat. S'exprimant dans un français remarquable, le ministre grec de la Défense a impressionné ses auditeurs avec la liste des innombrables réalisations que le gouvernement Caramanlis vient d'opérer sur la voie de la démocratisation en deux mois seulement. Avec le même brio, il a répondu aux questions qui lui furent posées le matin par les parlementaires et l'après-midi par les journalistes.

Devant ces derniers, particulièrement, il a tenu à démentir les informations erronées qui, à-t-il dit, ont été publiées un peu partout sur la loi électorale grecque et selon lesquelles celle-ci excluait pratiquement de la compétition les petits partis en fixant un seuil de 17 % des suffrages pour qu'il soit possible d'obtenir des sièges. « Cela est absolument faux », a-t-il déclaré. « Je n'ai pas compris que les élections grecques se fassent en deux étapes. D'abord, 85 % des suffrages permettront d'être les députés sans la moindre restriction. Supposons ainsi qu'une circonscription grecque comporte cent mille électeurs avec cinq députés à élire. Tout candidat qui obtiendra vingt mille votes sera élu. C'est seulement pour les votes qui jouera le seuil de 17 %. Cette prime en faveur des grands partis n'interviendra donc que pour 15 % des suffrages et n'a l'autre but que de renforcer la stabilité des gouvernements. » M. Averoff, qui n'avait guère évoqué le problème chypriote dans son exposé, a été amené à parler longuement, en réponse à de nombreuses questions qui lui furent posées, notamment par les parlementaires turcs, dont M. Pavloglou, chef du parti de la confiance. Soit en raison de l'atmosphère européenne de Strasbourg, soit à cause des vieux liens d'amitié qui unissent les deux hommes, le ministre grec a souhaité qu'ils soient mandatés l'un et l'autre pour régler « entre eux » le problème chypriote. M. Averoff a réaffirmé qu'en tout cas il ne négocierait pas

Le ministre de la Défense grec, M. Evangelos Averoff, avait auparavant plaidé le dossier d'un retour immédiat de la Grèce au sein du Conseil de l'Europe. Il avait notamment annoncé que les élections auraient lieu au cours de la première quinzaine de novembre.

possible. Ceci accepté, le retrait de la ligne de démarcation actuelle est négociable et, bien entendu, les réfugiés chypriotes grecs pourront s'installer comme ils le voudront sur les territoires d'où nous nous serons retirés. Pour le reste, les Chypriotes grecs pourront rester dans les territoires sous l'administration turque, pourvu qu'ils acceptent de se soumettre à cette administration, de même que les Turcs devront pouvoir rentrer chez eux dans un territoire sous administration chypriote grecque, à condition qu'ils acceptent cette dernière. Rien n'empêche, beaucoup des uns et des autres, de continuer à rester sous l'administration de leurs compatriotes ; ce qui renforcera la solution fédérale.

JEAN SCHWEGEL

RECONNAISSANCE «DE FACTO» DE LA C.E.E.

M. Ortolli est invité à Moscou pour discuter des rapports entre les Neuf et le Comecon

M. Fedelev, secrétaire général du Comecon — l'organisation économique rassemblant les pays de l'Est européen — vient d'adresser une lettre à la Commission de Bruxelles, invitant le président Ortolli à venir à Moscou pour délibérer des problèmes que posent les relations entre la Communauté et le Comecon. La Commission n'a pas encore fait connaître sa réponse, mais on a tout

lieu de croire qu'elle sera positive. Rappelons qu'à partir du 1^{er} janvier 1975 la politique commerciale tombe sous la compétence de la Communauté. Cela signifie que les pays membres ne pourront plus conclure de façon bilatérale des accords commerciaux avec les pays de l'Est : ceux-ci devront être négociés par la Commission au nom de la Communauté.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — L'invitation adressée à M. Ortolli peut être légitimement considérée comme une reconnaissance «de facto» de la Communauté. Elle est l'aboutissement logique du changement d'attitude amorcé par les Soviétiques vers l'Union soviétique il y a quelques années. L'Union soviétique reconnaît l'existence de la C.E.E., sinon, lorsque l'occasion s'en présentait, pour en critiquer les objectifs et les méthodes. Certains pays de l'Est — tels la Pologne et la Hongrie — avaient établi des contacts « techniques » avec les institutions bruxelloises, essentiellement dans le but d'obtenir des aménagements de la réglementation

agricole communautaire de nature à faciliter leurs exportations vers les États membres de la C.E.E. Mais la portée de ces relations était restée étroite et limitée. Les premières avances de M. Fedelev datent du mois d'août 1973. Remettant M. Norgaard, le ministre danois des affaires économiques internationales, qui assurait alors la présidence des travaux des Neuf, le secrétaire général du Comecon avait émis le souhait qu'un contact s'organise entre la Communauté et le COMECON. Les Neuf, estimant

sans doute qu'il n'y avait aucune raison pour que les Soviétiques ou les organismes qu'ils animent ne se plient pas aux rites et procédures de la Communauté, les invitèrent à donner un caractère moins désinvolte à leur tentative de rapprochement : en septembre 1973, la présidence danoise fit savoir au nom des Neuf à M. Fedelev que la Communauté avait pris connaissance de sa démarche et que si le COMECON désirait « approcher la Communauté », la commission serait « prête à recevoir toute communication » en la matière.

En février 1974, lors du vingt-cinquième anniversaire du COMECON à Moscou, M. Fedelev évoqua l'initiative qu'il avait prise quelques mois plus tôt et regretta que la Communauté n'ait pas donné suite. En mai 1974, les ministres des affaires étrangères des Neuf délibérèrent à nouveau des relations avec les pays de l'Est. Voulant rendre clair le fait que la réponse donnée en leur nom au mois de septembre 1973 ne constituait en aucune manière une fin de non-recevoir, ils chargèrent l'ambassadeur d'Allemagne fédérale à Moscou — la présidence des travaux communautaires était alors assurée par les Allemands — de confirmer à M. Fedelev que la commission était ouverte à tout contact.

En juillet 1974, le numéro 3 de la commission économique du parti communiste soviétique vint à Bruxelles prendre un contact très discret auprès de la Commission. Reçu longuement par M. Wellenstein, le directeur général des relations extérieures du collège européen, il posa une série de questions sur la Communauté et ses compétences, ainsi que sur la manière dont Bruxelles envisage l'organisation des relations commerciales avec les pays de l'Est.

Dans quel contexte politico-économique va se dérouler la visite de M. Ortolli à Moscou ? A partir du 1^{er} janvier 1975, la politique commerciale devient du ressort de la C.E.E. C'est la Commission qui, au nom des pays membres, négociera avec l'Est. Au cours de leur session d'octobre à Luxembourg, les ministres des affaires étrangères doivent examiner à cet égard un modèle d'accord commercial que leur proposera la Commission.

La coopération économique et industrielle, c'est-à-dire en réalité la partie la plus importante des relations économiques Est-Ouest — tombe-t-elle également sous la compétence de la Communauté ? Certains gouvernements membres le contestent. En fait, même s'ils restent maîtres de cette coopération industrielle, leur autonomie de décisions en la matière ne sera plus complète : en juillet dernier, le conseil des ministres a décidé que la coopération économique et industrielle avec les pays de l'Est serait désormais l'objet de consultations entre les Neuf.

Sur un plan plus politique, Moscou souhaite sans doute que l'établissement de relations amicales avec la Communauté s'accompagne de la reconnaissance du Comecon par cette dernière. Les Soviétiques peuvent enfin espérer que ce geste de bonne volonté à l'égard de l'Europe de l'Ouest pourra contribuer, comme ils le souhaitent, à débloquent politiquement la conférence de Genève sur la sécurité.

PHILIPPE LEMAITRE

M. BREJNEV A REÇU LE PRÉSIDENT ASSAD

M. Brejnev, secrétaire général du parti communiste d'Union soviétique, a eu, le vendredi 27 septembre, un échange de vues avec le président syrien, M. Assad, de passage à Moscou, sur le chemin de Fyoungang. Selon l'agence Tass, M. Brejnev a déclaré à son interlocuteur que l'U.R.S.S. « appuiera invariablement la juste lutte des peuples arabes contre l'agression israélienne », et a exprimé « la détermination de l'Union soviétique à contribuer toujours au renforcement de la capacité défensive » de la République arabe syrienne. Les deux hommes d'État ont souligné « la nécessité de reprendre la conférence de Genève sur le Proche-Orient à une date aussi rapprochée que possible ».

Selon le quotidien libanais An Nahar, toutefois, la visite du général Assad à Moscou aurait pour objet la reprise des livraisons d'armes à l'Égypte. A ce propos, l'hebdomadaire égyptien Al-Ahram et Yom croit savoir que M. Brejnev envisage la possibilité d'une visite en Égypte, avant de se rendre aux États-Unis au printemps 1975.

LE VISAGE DE LA FRANCE RICHE

Plus on monte dans les sphères où se trouvent concentrés l'argent et la réalité du pouvoir, plus le secret est impénétrable.

Il n'est pas facile de savoir ce que touchent un préfet de région, un commissaire aux comptes, un directeur départemental de l'agriculture, un administrateur judiciaire, un administrateur de sociétés...

Nous y avons réussi pourtant et c'est une véritable radioscopie des hauts revenus que nous présentons cette semaine. Des revenus réels, cela va sans dire : l'accessoire avec le principal.

Mais ces Français qui cumulent tout : l'argent et le pouvoir, les salaires et les jetons, les honoraires et les commissions, d'où viennent-ils ?

Sont-ils une classe, une caste ou une dynastie ?

Quelles sont, dans leur réussite, les parts respectives du talent, de l'héritage, de la chance et de la politique ?

Parvenus au sommet, sont-ils en repos ou vivent-ils inquiets ?

Voici, sans fard, le visage de la France riche.

LE PRIX D'UN FRANÇAIS (SUITE)

LE NOUVEL **observateur**
Lundi 30 septembre : un numéro à ne pas manquer.

ONU

LES POUVOIRS DE LA DÉLÉGATION SUD-AFRICAINES SONT REJETÉS EN COMMISSION.

New-York. (Nations unies) (A.P.P.). — Les pouvoirs de la délégation de l'Afrique du Sud ont été rejetés, vendredi 27 septembre, par la commission de vérification des pouvoirs de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations unies. Le vote a été acquis par cinq voix (Sénégal, Chine, Philippines, Tanzanie et U.R.S.S.) contre trois voix (États-Unis, Belgique, et Costa-Rica) et une abstention (l'Espagne). La décision de la commission doit être soumise à l'Assemblée générale.

Le conseil des Nations unies pour la Namibie a d'autre part adopté, vendredi, un « décret » aux termes duquel toutes matières premières ou ressources minières, agricoles ou autres exportées de Namibie sont susceptibles de saisie et de confiscation, et les navires transportant ces marchandises susceptibles d'être arraisonnés. Le conseil s'est estimé fondé à prendre un tel « décret » en application des décisions de l'Assemblée qui confiant notamment l'administration de la Namibie.

AMÉRIQUES

Libre opinion

L'ÉTAT DE GUERRE INTERNE est maintenu au Chili

Par LOUIS JOINET (*)

Le 11 septembre 1973, la junte militaire chilienne commençait son règne en imposant l'état de siège et en déclarant l'état de guerre interne, qui permet de légaliser formellement les arrestations arbitraires, la compétence des conseils de guerre et les jugements secrets ou expéditifs.

A l'approche de l'anniversaire du coup d'Etat, l'archevêque de Santiago était intervenu avec insistance auprès de la junte pour qu'elle mette fin à l'état de guerre, dépendant que l'opinion internationale se mobilisât dans le même sens.

En annonçant, le 11 septembre dernier, non sans une certaine mise en scène et avec une habile publicité, la levée de l'état de guerre interne, la junte s'est assigné un double objectif : donner satisfaction à l'Eglise, qu'elle ne peut affronter sans graves difficultés en politique intérieure, et couper court à la campagne internationale qui l'accuse, en donnant des gages de libéralisation. En fait, l'Eglise comme l'opinion internationale viennent d'être victimes d'un extraordinaire marché de dupes. La vérité est tout autre : l'état de guerre est maintenu au Chili. La nouvelle nous vient de Santiago sous la forme la plus manifeste qui soit : les journaux officiels de la République du Chili des 10 et 11 septembre 1974.

Ces deux documents démontrent comment, par un habile tour de passe-passe juridique, la junte s'est en réalité livrée à une véritable manipulation de l'opinion internationale. La manœuvre comporte deux temps :

Par un décret-loi n° 640, publié à la veille du 11 septembre 1974 et passé inaperçu, la junte modifie discrètement la réglementation de l'état de siège, en distinguant quatre degrés, ce qui lui permet d'introduire des catégories inconnues à ce jour, dont une inédite état de siège dit de « défense interne ». Sans autre précision, ce décret indique que, dans ce dernier cas, « les dispositions légales prévues aux titres III du livre 5 et IV du livre 2 du code de justice militaire, ainsi que les pénalités propres au temps de guerre, sont applicables ». Derrière ce langage hermétique, accessible aux seuls initiés, se cache une sinistre réalité : ces titres et ces livres n'ont d'autre objet que d'instaurer la compétence des conseils de guerre et de réglementer leur procédure. Toutes règles dont il a été fait une application intensive depuis septembre 1973.

On devine le deuxième temps de la manœuvre. Par un second décret-loi n° 641, publié le lendemain, le 11 septembre, jour anniversaire du putsch, la junte peut se permettre sans risques de provoquer la levée de l'état de guerre. Elle le fait en ces termes : « L'action patriotique et efficace des forces armées chiliennes et de la population a permis de contrôler l'action subversive des groupes organisés qui tentaient de prendre le contrôle politique du pays, ce qui avait déterminé la junte de gouvernement à assumer le mandat suprême de la nation. (...) En conséquence, il n'est pas nécessaire de maintenir la déclaration de guerre interne. »

Cette mesure laisse espérer qu'aurait seul subsister l'état de siège en vigueur depuis un an, qui, malgré son caractère d'exception, implique le retour à la justice militaire du temps de paix et le rétablissement d'un minimum de droits pour la défense, dont l'habitus corpus (1). En vain. Après avoir levé l'état de guerre interne, ce même décret ajoute qu'en contrepartie, et pour une durée de six mois, « la totalité du territoire de la République sera soumise à l'état de siège dit de « défense interne ».

En d'autres termes, le rapprochement des décrets-lois n° 640 et 641 indique sans équivoque possible que l'état de siège nouvelle formule, applicable depuis le 11 septembre 1974, entraîne les mêmes effets que l'état de guerre interne en vigueur auparavant. Ainsi, les engagements publiquement pris par la junte ne comportent en réalité aucune conséquence pratique pour garantir le sort des personnes secrètement détenues, comme le docteur Van Schooten, ou en instance d'être jugées, comme l'ex-sénateur communiste Luis Corvalan ou l'ancien ministre Godofredo Almeyda, et, en fait, le sort d'innombrables prisonniers politiques chiliens.

Reste la Cour suprême. Comment va-t-elle réagir lorsque seront déposées les prochaines demandes d'habitus corpus ? Se rendra-t-elle complice de ce marché de dupes ? On peut espérer que, préoccupé par la crise qui se développe au sein du collège des juges chiliens, qui ressemblent de plus en plus comme une atteinte à leur honneur cette escroquerie juridique, elle fera droit aux prochaines demandes, sauf à se déconsidérer définitivement.

(*) Magistrat, ancien président du Syndicat de la magistrature.

(1) Procédure donnant à toute personne arrêtée le droit d'être présentée à un juge dans un délai bref.

Le président du parti radical a été arrêté

M. Anselmo Sule, président du parti radical, qui faisait partie de la coalition de l'Unité populaire, a été arrêté le vendredi 27 septembre. M. Sule, qui était en liberté surveillée depuis le mois de juin dernier, a été transféré au centre d'internement de Riquelme, où se trouvent déjà plusieurs personnalités de l'Unité populaire dont M. Luis Corvalan, secrétaire général du P.C. chilien.

Ce centre d'internement a récemment reçu la visite de quatre avocats européens, dont M. Gido Calvi, qui vient de déclarer à l'Unité, organe du P.C. Italien, que « la junte ne tient pas à lancer un procès à M. Corvalan, aucune charge n'est

pu être relevée contre lui, après un an d'enquête ». M. Calvi a indiqué que, comme son client, tous les leaders démocrates chiliens sont décidés à refuser d'être libérés si les quelques dix mille prisonniers politiques ne le sont pas également.

Le tribunal militaire de Santiago a prononcé, le 26 septembre, des sentences d'emprisonnement ou d'exil à l'encontre de soixante et une des cinquante-sept personnalités militaires et civiles jugées en avril dernier pour avoir participé au prétendu « plan Z » visant, sous la présidence d'Allende, à la liquidation d'officiers supérieurs.

Le ministre des finances de la junte a annoncé, pour sa part, qu'à partir du 1^{er} janvier 1975 quarante-sept mille fonctionnaires devront abandonner leur emploi.

A Londres, la Chili et la Grande-Bretagne seraient parvenues à un accord sur la consolidation de la dette chilienne pour les deux années écoulées. Cet accord bilatéral, qui est dans la ligne des décisions prises par les pays créanciers du Chili au sein du Club de Paris, devrait être signé entre les deux pays dans les jours qui viennent. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

Le gouvernement norvégien a relevé de ses fonctions, le 27 septembre, son conseil général honoraire au Chili, pour avoir tenu des propos favorables à la junte. M. Ragnar Janholt avait notamment déclaré à des journaux locaux que le renversement du régime du président Allende était « nécessaire et désirable ».

BIEN RENSEIGNÉ DANS

L'IMMOBILIER

un annuaire des appartements neufs (les baux de crédit ce mois-ci dans notre guide des nouveaux villages)

« Les Étamines »
FOSSÉS - 95
OCIL - 387-39-09

dans tous les kiosques SF

Saint-Domingue

UN COMMANDO RÉVOLUTIONNAIRE DÉTIENT PLUSIEURS DIPLOMATES EN OTAGES AU CONSULAT DU VENEZUELA.

(Correspondance.)

Saint-Domingue. — Un commando révolutionnaire armé s'est emparé le vendredi 27 septembre en fin de matinée au consulat du Venezuela de la direction du centre d'information des États-Unis ainsi que du consul et du vice-consul du Venezuela à Saint-Domingue. Il détenait encore les otages samedi matin. Les révolutionnaires appartenant au « Movimiento liberador 12 de marzo » (Mouvement de libération du 12 janvier). Ils ont posé leurs conditions et exigent que trente-six détenus politiques soient libérés d'une prison où se trouvent les prisonniers de la République dominicaine et conduits au Mexique en leur compagnie. Ils demandent en outre au gouvernement des États-Unis le paiement d'une rançon de 1 million de dollars « en tant qu'indemnisation pour le soutien que le gouvernement des États-Unis apporte aux militaires qui exploitent les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ».

Le diplomate américain, Mlle Barbara Bushinson, a été enlevée par ses hommes armés à l'avenue Mexico et aussitôt emmenée au consulat du Venezuela. L'immeuble a alors été occupé par le commando. Outre le consul et le vice-consul, les otages sont : M. Jesús de Gregorio del Corral, et le vice-consul, plusieurs fonctionnaires qui se trouvaient sur les lieux sont aux mains du commando.

Le chef de ce mouvement politique, le docteur Philo Matos Moquete, est en prison depuis le mois de novembre de l'année dernière et son nom figure en tête de la liste des vingt-six prisonniers dont la libération est exigée. Ces derniers mois, un vaste mouvement en faveur de la libération des détenus politiques s'était manifesté dans les rues. Les policiers qui occupent le consulat vénéto-dominicain leur action comme une réponse au refus du gouvernement. Le sort de ces détenus politiques, dont certains d'entre eux sont maintenus en prison malgré les décisions judiciaires de mise en liberté — avait attiré l'attention de divers organismes de défense des droits humains. Vendredi soir, alors que l'ambassadeur des États-Unis était reçu par le président Balaguer, une commission présidée par l'archevêque de Saint-Domingue, Mgr Polanco, offrait ses bons offices pour favoriser la libération des prisonniers politiques et leur départ à l'étranger avec les autorités de la République dominicaine. M. Matos Moquete, qui a été libéré, a déclaré à la presse que la situation était tendue, la police semblait se préparer à l'attaque et le commando assurant dans un message adressé par télexype à l'ambassadeur des États-Unis, qu'il était prêt à faire sauter le consulat.

JEAN ALBOUIS.

Cuba

DEUX SÉNATEURS AMÉRICAINS EN VISITE OFFICIELLE

Invités personnels de M. Fidel Castro, les sénateurs Jacob Javits (républicain de New York) et Charles McNamara (démocrate de Rhode Island) sont arrivés à La Havane le vendredi 27 septembre à bord d'un avion privé qui effectuait la traversée à partir de Miami. Ils ont été accompagnés de vingt-neuf envoyés spéciaux de la presse américaine, autorisés par le gouvernement cubain à couvrir ce que le sénateur Javits a déjà qualifié de « visite historique ». C'est en effet la première fois depuis la rupture des relations diplomatiques entre Cuba, en 1961, que des membres du Congrès se rendent dans l'île.

Les deux sénateurs s'élèvent à la commune des affaires étrangères du Sénat et sont connus pour leurs opinions « libérales ». Sont-ils chargés d'une mission d'information officielle par le département d'État ? C'est une question secondaire car il est très probable qu'en tout état de cause, à leur retour, prévu pour lundi, ils feront part à M. Kissinger, avec les impressions qu'ils auront recueillies durant leur voyage et des conclusions qu'ils en tireront. Aucun entretien avec M. Fidel Castro n'est envisagé par leur programme mais, comme l'a déclaré le sénateur Javits, « une telle rencontre va de soi ».

De son côté, le sénateur McNamara n'a pas fait mystère de ses sentiments. Il considère qu'une révision des rapports entre les États-Unis et Cuba s'impose. M. McNamara et Javits devraient assister aux cérémonies organisées samedi soir à La Havane pour célébrer le quarantième anniversaire des « comités de défense de la révolution », créés en 1960 par M. Fidel Castro, qui prononcera à cette occasion un grand discours. Il pourrait y exposer ses vues sur la « normalisation » des relations avec Washington, sujet qui est à l'ordre du jour de la capitale fédérale depuis des mois. La plus litigieuse est celle de la levée de l'embargo sur le commerce avec Cuba, dont M. Castro fait la condition préalable à une négociation. — A. C.

AFRIQUE

Pour une coopération renouvelée

(Suite de la première page.)

Elle répond aux responsabilités qui incombent à l'ancienne puissance colonisatrice et aux exigences d'une solidarité humaine qui ne peut, à notre époque, se limiter aux frontières de l'Hexagone.

Ces données élémentaires rappelés, le voudrions tenter d'exposer aux lecteurs du Monde, en termes aussi simples que possible, l'action qui est menée dans ce domaine conformément aux directives du président de la République et du gouvernement.

Celles-ci, qui font leur part à la continuité et au changement, peuvent se résumer en quatre mots : spécificité, adaptation, dialogue, ouverture. Chacun mérite explication.

Spécificité d'abord. Le président de la République, en réalisant au rang d'un ministère à part entière le département de la coopération, a souhaité marquer de manière pérenne la volonté de maintenir le caractère spécifique et prioritaire des relations avec l'Afrique francophone. Là se trouve l'élément de continuité. Plus que jamais, la France entend porter une attention particulière aux jeunes États dont les élites s'expriment dans sa langue, qu'ils aient été ou non administrés par elle à l'époque coloniale.

Certes, la France ne restreint pas son intérêt à cette seule partie du vaste tiers-monde. Mais elle affirme sa volonté de donner à son action en Afrique une intensité et, si possible, une ampleur particulières, répondant ainsi à l'attente manifeste des dirigeants des principaux États de cette partie du monde, qu'il s'agisse des hommes d'État libanais, de représentants internationaux ou de jeunes dirigeants qui ont accédé aux affaires ces dernières années.

Adaptation, tel est le deuxième mot-clé qui complète et rectifie partiellement le premier. La France de 1974 reconnaît entièrement l'indépendance de ses partenaires. Elle ne souhaite rien imposer. De ce principe, à mes yeux fondamental, découle la nécessité d'adapter notre action aux besoins et aux besoins des variables de nos partenaires, et par conséquent de la diversité de leurs conditions de vie. C'est ainsi que le Gabon ou le Congo, se trouvant enrichis par la hausse du prix du pétrole, d'autres, les malheureux États du Sahel, subissent simultanément les conséquences de l'inflation mondiale — l'augmentation du prix des céréales les frappe autant et peut-être davantage que celle du pétrole — et d'une sécheresse catastrophique et sans précédent. Entre les deux se situent des pays dont la situation

n'est guère affectée en bien ou en mal, la hausse de la valeur de leurs exportations se trouvant annulée par celle de leurs importations. Quelques chiffres illustrent la disparité des situations. Le budget de la Côte-d'Ivoire égale dix fois celui de la Haute-Volta. L'aide française représente 30 % du budget ivoirien, mais seulement 1 % du budget ivoirien. Le P.N.B. par tête s'élève à 700 dollars au Gabon, à 60 dollars en Haute-Volta et au Rwanda. Il est de 330 dollars en Côte-d'Ivoire.

A la diversité croissante des situations économiques répond une diversité également croissante des attitudes politiques. Il n'appartient pas à un membre du gouvernement français, élu-il chargé de la coopération, de formuler des jugements sur les options de nos partenaires. Je me bornerai à rappeler que chaque gouvernement se détermine comme il l'entend, choisit le modèle de développement qui lui convient et entretient avec la France des liens de coopération plus ou moins étendus.

L'adaptation c'est aussi le dialogue, troisième mot-clé. Ces dernières années, on a beaucoup réfléchi à la coopération sur les rives de la Seine. Des commissions composées d'hommes éminents ont délibéré. D'excellents rapports ont été soumis à l'attention du gouvernement. Au moment où il s'agit de traduire ces réflexions en actions, j'ai estimé nécessaire de consulter nos partenaires africains, afin de vérifier si nos idées concordent avec les leurs ou tout au moins pouvaient être harmonisées aux leurs.

L'ouverture

Tel est le sens des groupes de travail que nous avons constitués et dont l'objet est bien plus de préparer des missions de dialogue en Afrique que de rédiger de nouveaux rapports. Dès le mois d'octobre, ces missions se rendront dans les capitales africaines, où, je le sais, elles sont attendues avec beaucoup d'intérêt. On ne s'écartera pas, enfin, qu'un gouvernement décidé à pratiquer l'ouverture en tous domaines, la pratique également dans ses relations avec l'Afrique.

Ouverture, cela peut et doit signifier bien des choses qui marqueront, ont peut légitimement et utilement intervenir le changement.

Tout d'abord, la France se montre plus ouverte encore que par le passé à la coopération européenne et internationale dans son action de développement.

Gabon

« La France n'entend pas réduire son aide à notre pays »

nous déclare le président Bongo

Actuellement en visite privée à Paris, M. Omar Bongo, président de la République gabonaise, sera, mardi 1^{er} octobre, l'hôte à déjeuner de M. Jacques Chirac à l'hôtel Matignon. Le chef de l'État gabonais, qui a été reçu jeudi 26 septembre par M. Giscard d'Estaing et qui s'est entretenu avec plusieurs ministres français, dont M. Pierre Abélard, ministre de la coopération, a de son côté reçu, vendredi matin, M. Jacques Foccart, ancien secrétaire général pour les affaires africaines et malgaches. Il a échangé ces divers entretiens avec notre collaborateur Philippe Descazes.

« La France n'entend pas réduire son aide au Gabon », nous a déclaré le président Bongo en tenant les conclusions de sa rencontre avec M. Giscard d'Estaing. « Le président de la République, à-t-il poursuivi, nous a bien souligné l'importance de la coopération, la politique, pourvue avant tout, tant par le général de Gaulle que par Georges Pompidou. À l'avenir, nous sommes parfaitement conscients de ce que nous avons essentiellement besoin de nos crédits fournisseurs. Ceux qui nous consentent des avances ne sont d'ailleurs pas condamnés à perdre leurs fonds, bien au contraire. »

Évoquant, à ce sujet, la réalisation du chemin de fer transgabonais, qui reliera le port d'Owendo, sur l'océan Atlantique, aux immenses gisements de fer de Bafanga, situés dans la partie nord-ouest du territoire gabonais, le président a affirmé : « Le premier tronçon, commencé à partir du littoral en direction de la ville de Boma, est déjà en construction et nous allons, dès le mois prochain, entamer, à partir de Boma, le tronçon qui reliera Bafanga à Boma. Il y a là d'importantes travaux de génie civil en perspective, ce qui est loin d'être dépourvu d'intérêt pour les entreprises françaises. »

Abordant l'épineuse question du prix des matières premières, M. Omar Bongo a dit : « Pour 1974, les prix de notre minerai d'uranium ont été réduits à notre entière satisfaction par la France. Il est bien entendu avec nos partenaires français que la

convention d'établissement de la Compagnie des mines d'uranium de Franceville (COMUF) devra être révisée dès l'année prochaine, tandis que de nouveaux entretiens auront lieu pour un éventuel réajustement des prix de l'uranium gabonais. »

A propos de la hausse du prix du pétrole, le président gabonais a indiqué : « Mon pays est membre associé de l'OPEP. Dans le mesure où les décisions de cet organisme sont conformes à l'intérêt national, nous les suivons volontiers, mais cela ne présente pour nous aucun caractère d'urgence. » Il a ajouté : « La France, pays consommateur, ne peut avoir dans le domaine pétrolier qu'un point de vue différent de celui du Gabon, pays producteur, mais cela ne compromet en rien notre coopération. »

Enfin, confirmant qu'il avait discuté avec M. Giscard d'Estaing de l'ensemble des questions africaines, et notamment de la décolonisation des territoires portugais, M. Bongo nous a précisé : « Le Portugal doit accélérer le processus de la transmission des pouvoirs aux responsables politiques africains. Par ailleurs, je continue de suivre avec un intérêt particulier l'évolution de la situation à Sao-Tomé et Principe, depuis près de dix ans, le Comité de libération de l'archipel, mouvement nationaliste officiellement reconnu par l'Organisation de l'Unité africaine, a installé à Libreville des représentants, qui bénéficient largement de notre appui diplomatique et de notre concours financier. » — Ph. D.

Des commentaires simplistes

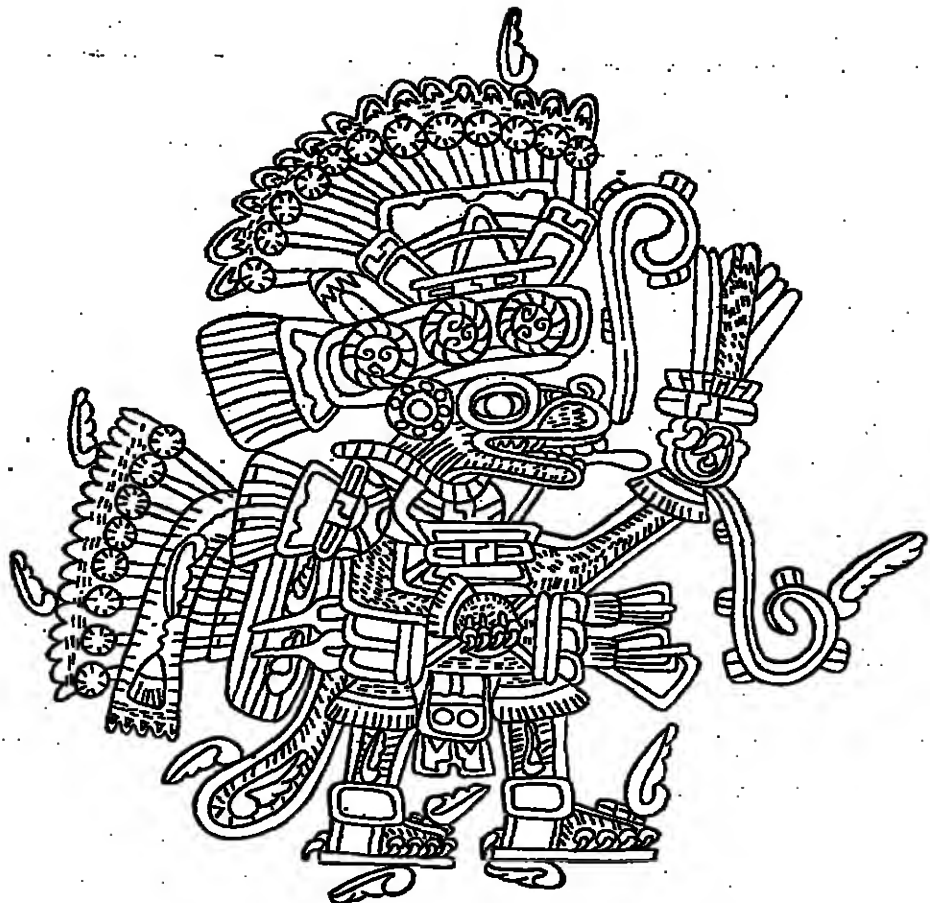
Les relations avec le tiers-monde donnent lieu à trop de commentaires simplistes inspirés par la passion plutôt que par la raison. Pour les uns, la coopération serait synonyme de néo-colonialisme ou d'impérialisme, les difficultés du tiers-monde n'auraient d'autres causes que l'exploitation des pays pauvres par les pays riches ; pour d'autres, inspirés par une démagogie aussi absurde bien que contraire, la coopération serait un prétexte à générosité mal justifiée et jamais payée de retour.

Serait-il naïf de faire appel à la fois à l'intelligence et au cœur des Français ? Qui pourrait contester le drame humain de la mauvaise répartition des richesses sur cette terre ? Le mal est trop profond pour dépendre d'une seule cause et appeler un seul remède. Comme tous les maux, il peut en engendrer d'autres plus terribles encore et dont, cette fois, nous serions les premières victimes. Contribuer au développement des pays pauvres, c'est faire preuve d'intelligence autant que de cœur, car c'est en assurant un meilleur équilibre à long terme du bien-être dans le monde que nous garantissons notre propre avenir.

La coopération avec l'Afrique répond ainsi à l'intérêt de la France, en particulier à l'extension de notre langue et de notre influence. Elle répond à l'intérêt de l'Europe qui trouve en Afrique à la fois un terrain d'action commune et une complémentarité géographique. Mais la raison ne suffit pas à mobiliser les énergies. On peut souhaiter éliminer toute attitude paternaliste et en même temps faire appel à la générosité.

La coopération franco-africaine, ainsi placée dans le contexte de plus larges solidarités entre les peuples au niveau régional comme au niveau mondial, peut et doit demeurer un élément essentiel de la politique de la France et des rêves des jeunes Français.

PIERRE ABELIN.



Mexique

Une voix
du tiers-monde

LUIS ECHEVERRIA, HÉRITIER DE LAZARO CARDENAS...

M. LUIS ECHEVERRIA ALVAREZ a présenté le 1^{er} septembre 1974 le bilan de sa quatrième année de gouvernement devant députés et sénateurs réunis en séance solennelle. Pendant plus de quatre heures d'histoire, le chef de l'Etat a abordé tous les thèmes de politique intérieure et étrangère, improvisant à l'occasion pour dénoncer la montée du terrorisme aveugle ou réaffirmer son attachement à la démocratie constitutionnelle.

Amorce de démocratisation du parti révolutionnaire institutionnel (P.R.I.), relance vigoureuse de la scolarisation à tous les niveaux, création de centres de recherche technologique, extension du nombre des adhérents à la Sécurité sociale, mécanismes visant à une meilleure redistribution du revenu national, décentralisation industrielle et développement régional, décentralisation administrative du Grand-Mexico qui abrite près de dix millions d'habitants en 1974, croissance économique maintenue à un taux de 7 %, extension spectaculaire de la production de pétrole et de la pétrochimie : les signes positifs ne manquent pas dans ce bilan. A l'extérieur, le président Echeverría s'est lancé dans une diplomatie

d'ouverture visant à diversifier les relations et à diminuer la dépendance à l'égard d'une seule puissance.

Cependant, l'apparition d'une inflation préoccupante déconcerte une opinion mexicaine habituée à une relative stabilité monétaire depuis trente ans. Aussi le débat politique a-t-il tendu à se cristalliser en cette fin d'année autour de la question prioritaire. Le dialogue, arbitré par l'Etat, entre syndicats et employeurs est plus vif que de coutume. Cette réalité désagréable tend à estomper aux yeux de l'opinion les résultats remarquables obtenus en diplomatie et la volonté du gouvernement d'agir en faveur des secteurs les plus défavorisés de la population.

Le président Echeverría, qui se veut l'héritier de Lazaro Cardenas, qui a nationalisé les pétroles mexicains, a lui-même contribué à faire descendre la politique dans la rue en sollicitant la critique et le dialogue. Son équipe n'est pas constituée de techniciens anonymes mais de personnalités brillantes et souvent jeunes : Mario Moya Palencia, Porfirio Munos Ledo, Lopez Portillo, Cervantes del Rio, Leandro Rovirosa Wade. C'est parmi eux qu'il convient de chercher celui qui, dès octobre 1975, sera désigné

comme le candidat officiel du P.R.I. pour succéder en décembre 1976 à M. Echeverría.

Le système politique mexicain, qui n'est pas sans rappeler celui du Parti du Congrès indien, n'est pas parfait et il suscite des critiques auprès d'une opinion dont le scepticisme a été nourri par des décennies de frustrations. Mais il a permis une remarquable stabilité, et M. Echeverría, partisan sincère d'une réelle démocratisation, a cependant hésité à bouleverser des structures ayant fait leurs preuves. C'est aussi que les groupes de pression au sein même de ce système complexe et vieillissant sont peut-être plus forts que sa volonté de rénovation. Le président a choisi en tout cas de persuader, de s'adresser à la classe politique de demain, à la jeunesse. Il a rallié à sa cause et à sa personne la plupart des anciens dirigeants de la révolte étudiante de 1968, ainsi que des écrivains aussi éminents que Carlos Fuentes, Octavio Paz ou Jesus Silva Herzog. Et la parution, cet automne, d'un ouvrage acide de Daniel Cosío Villegas, qui passe au crible l'action du gouvernement depuis 1970, prouve que le respect proclamé de la liberté d'expression n'est pas une formule vide de sens dans le Mexique de 1974. — M. N.

Une interview du chef de l'Etat

« Nous ne craignons pas la confrontation »

« Je ne crois pas qu'il y ait un seul gouvernement dans le monde d'aujourd'hui qui puisse se flatter d'avoir atteint tous ses objectifs... » La réponse est venue, rapide, et une lueur d'ironie illumine le regard attentif, sérieux, derrière les verres légèrement teintés. Le président mexicain Luis Echeverría Alvarez doit terminer son discours en décembre 1974. Au cours de ses quatre premières années de gouvernement — on serait tenté d'écrire « de règne » — tant les pouvoirs d'un chef d'Etat sont importants au Mexique, — M. Echeverría a certes beaucoup innové.

Conscient de la nécessité d'un coup de barre pour restaurer la confiance après le drame d'octobre 1968, il a offert une ouverture démocratique aux opposants du régime. A l'extérieur, rompant délibérément avec des décennies de facilité et d'immobilisme, il a rangé son pays dans le camp des nations en voie de développement et contesté aux grandes puissances industrielles le droit de régler le sort des peuples plus modestes. Sur ces deux points, un bilan objectif devra sans doute être dressé en 1975. Mais il est déjà évident que le style du gouvernement Echeverría a été radicalement différent de celui de ses prédécesseurs immédiats.

Cet homme de cinquante-deux ans, d'allure athlétique, intelligent et sensible, a sans relâche sollicité le dialogue et la critique. Il a recherché le contact avec tous, et d'abord avec les plus humbles. Est-il satis-

fait du bilan, encore provisoire, de son gouvernement ? Non, sans doute. « Qui oserait l'être ? » Mais au moins est-il resté fidèle à ses premiers principes.

« Aussi souvent que cela a été possible, je me suis rendu en province, dans les campagnes, dans les ateliers, les universités, sur la place publique pour sentir le pouls de la nation. Chaque fois, j'ai constaté des promesses de progrès. Certains, lors de ces visites, ont pu avoir des motifs d'alarme. Je pense qu'il y a eu des jeunes, tous les jeunes, étudiants, paysans ou ouvriers, sont le meilleur gage de cohésion et de réussite pour cette entreprise de transformation nécessaire de notre société. Il convient d'écouter tous les Mexicains qui veulent contribuer au progrès général : chacun d'entre eux a quelque chose à apporter à l'édifice commun et quelque chose à dire. En fait, c'est des gens simples que j'ai le plus appréciés.

« C'est pourquoi je répète avec une conviction accrue que nous ne craignons pas la confrontation. Nous n'étudions aucune critique. C'est bien au contraire un grand encouragement, un bilan objectif devra sans doute être dressé en 1975. Mais il est déjà évident que le style du gouvernement Echeverría a été radicalement différent de celui de ses prédécesseurs immédiats.

« C'est pourquoi je répète avec une conviction accrue que nous ne craignons pas la confrontation. Nous n'étudions aucune critique. C'est bien au contraire un grand encouragement, un bilan objectif devra sans doute être dressé en 1975. Mais il est déjà évident que le style du gouvernement Echeverría a été radicalement différent de celui de ses prédécesseurs immédiats.

« C'est pourquoi je répète avec une conviction accrue que nous ne craignons pas la confrontation. Nous n'étudions aucune critique. C'est bien au contraire un grand encouragement, un bilan objectif devra sans doute être dressé en 1975. Mais il est déjà évident que le style du gouvernement Echeverría a été radicalement différent de celui de ses prédécesseurs immédiats.

« C'est pourquoi je répète avec une conviction accrue que nous ne craignons pas la confrontation. Nous n'étudions aucune critique. C'est bien au contraire un grand encouragement, un bilan objectif devra sans doute être dressé en 1975. Mais il est déjà évident que le style du gouvernement Echeverría a été radicalement différent de celui de ses prédécesseurs immédiats.

ouvertement et il est bien que cela soit ainsi. Il est bon aussi une fois que tous les problèmes soient posés avec franchise au gouvernement. Il est naturel qu'il y ait une attitude de surprise, et même de désaccord, lorsque la situation économique est affectée par des causes très anciennes, très complexes, très vieilles. L'essentiel est que chacun sache que le gouvernement lutte de toutes ses forces. Tout le monde doit faire des sacrifices. Ce que nous souhaitons, c'est que les travailleurs ne soient pas les seuls à faire ces sacrifices. Nous voulons au contraire que les travailleurs, qui ont été sacrifiés pendant si longtemps, pâtissent moins que les autres de la lutte contre l'inflation. Nous étudions des projets de réforme fiscale. L'Etat a besoin d'accroître ses ressources pour mieux répondre aux besoins de l'éducation, de la santé, de l'infrastructure...

Rationaliser le taux de croissance démographique

— Vous avez souvent dit que l'industrialisation du Mexique s'était faite au détriment de la classe paysanne. Et qu'il était nécessaire de renverser la vapeur. Est-ce que les effets de cette nouvelle politique agraire sont déjà visibles ?

— Dans beaucoup de régions du pays, je dirais oui. Dans d'autres, non. Les effets sont encore modestes. C'est un problème dont la solution est à long terme. Mais nous avons une nouvelle loi agraire, une nou-

velle loi des eaux, des organisations agraires solides qui luttent, et il y a solidarité entre le gouvernement et les classes paysannes.

— Vous avez fait allusion, le 1^{er} septembre, lors de la présentation au Congrès du bilan de la dernière année de gouvernement à des invasions de terres par des paysans mais aussi à des occupations illégales de communautés agricoles par des grands propriétaires ?

(Lire la suite page 7.)

Une diplomatie d'ouverture

Par ANDRÉ FONTAINE

Il ne saurait en être autrement. Le terrible Cortés ne s'est emparé du pays qu'avec une poignée de conquistadores, en jouant les uns contre les autres amérindiens et royaumes indigènes. Son sang et celui de ses compagnons, venus d'Espagne sans femmes, se sont mêlés à celui des Indiennes. La civilisation hispanique, la foi catholique, ne sont pas arrivées dans un pays sans passé ; malgré les persécution et les effroyables aux- quelles ont été soumis les autochtones, elles ont fini par s'intégrer avec les civilisations. Au mépris des hommes correspond l'extraordinaire syncrétisme de leurs croyances et de leur culture.

A Tlatelolco, sur l'emplacement de la bataille qui livra Mexico à Cortés, une stèle célèbre, avec la noble grandiloquence, ce qu'elle fut « une victoire et une défaite, mais l'enfantelement dans la douleur d'un peuple mélangé ».

Et un vaste ensemble architectural fait de ruines aztèques, d'une église franciscaine à la pureté sans défaut et de constructions modernes, traduit dans la pierre l'union des « trois cultures ». C'est là que se déroula, en 1968, en écho à notre mal, une tragédie sanglante aux conséquences retombées, qui assombrirait l'éclat des Jeux olympiques. Tout près se dresse le gratte-ciel d'un jeune ministre des affaires étrangères, M. Emilio Rabasa, conduit, sous l'impulsion du président Echeverría Alvarez, la politique étrangère de son pays. Une politique étrangère dont on pourrait dire qu'elle aussi est métisse, puis- que aussi bien elle se vent avant tout la synthèse des trois univers auxquels le Mexique a conscience d'appartenir : l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, le tiers-monde ; une politique étrangère dont l'originalité et le dynamisme n'ont cessé de se confirmer au cours de ces dernières années.

Si près des Etats-Unis

Un proverbe souvent cité dit : « Pauvre Mexique, si loin de Dieu, si près des Etats-Unis... » C'est le seul pays d'Amérique

latine à avoir avec eux une frontière commune. Et pas une petite frontière : 3 200 kilomètres. Il l'a payé cher, puisque les Yankees —

(Lire la suite page 6.)

Dans le respect de la loi

Il n'est pas certain cependant que cette majorité apprécie l'ampleur du virage de la diplomatie mexicaine depuis 1970. En septembre 1974, les classes moyennes, en particulier, paraissent d'abord préoccupées par la hausse du coût de la vie, par les ravages d'une inflation qui n'épargne pas le Mexique malgré les progrès spectaculaires de la production pétrolière permettant au pays d'échapper, en partie, aux remous de la crise énergétique mondiale. M. Echeverría en a conscience et admet ce décalage entre les soucis internes et les objectifs extérieurs.

« C'est bien naturel, il est normal, alors que le thème de l'inflation est malheureusement à l'ordre du jour, que les citoyens songent tout d'abord à leur niveau de vie, à la hausse des prix. Nous sommes en train de discuter, comme chaque année à cette époque, les revalorisations de salaires. C'est un débat délicat, difficile, dans lequel l'Etat intervient en même

temps que les syndicats et les employeurs. Mais tout se passe dans le cadre de la loi. En 1970, au début de mon gouvernement, nous avons décidé de mettre fin à des règles et à un système qui avaient jusqu'alors surtout favorisé la concentration des revenus et renforcé le pouvoir de groupes privilégiés.

Cette évolution nécessaire s'est faite, je dois le dire, pacifiquement et dans le respect de la Constitution. Non seulement l'aide sociale aux secteurs les moins favorisés de la population a été largement développée, mais nous avons estimé et nous estimons encore aujourd'hui, malgré les menaces de l'inflation, que les classes laborieuses ne peuvent en aucun cas être tenues pour responsables de la hausse du coût de la vie. Il ne saurait y avoir de paix sociale sans maintien de ces principes essentiels. Aussi le gouvernement a-t-il l'intention de continuer à lutter aux côtés de ceux qui tra-



UNE DIPLOMATIE D'OUVERTURE

(Suite de la page 5)

Si, sous Cardenas, le pays a réussi à nationaliser ses pétroles, et les chemins de fer, les lignes aériennes, sont entièrement mexicaines, si les entreprises d'Etat se développent dans divers secteurs, dont la sidérurgie, si, sous Echeverria, une législation a été adoptée sur les investissements étrangers — américains à 80 % — et les transferts de technologie, les activités des multinationales à prépondérance américaine constituent un sujet de préoccupation constant pour un gouvernement désireux de maintenir et de renforcer l'indépendance nationale.

L'indépendance, une immense colonne linitée de celle de la Bastille, avec son Ange d'or au lieu de notre « génie », la symbolise sur une des glorietas —

places — du paseo de la Reforma, qui traverse la capitale de part en part. A quelques mètres de là, à côté d'un grand hôtel, on remarque un vaste immeuble très moderne, gardé comme une forteresse. Le drapeau étoilé flotte à sa façade : c'est l'ambassade des Etats-Unis, installée là comme si le pouvoir qu'elle représente entendait surveiller de près l'indépendance du Mexique et l'usage qui en est fait. Il est bien évident qu'on ne laisserait pas ses dirigeants lui donner un tour carrément contestataire : fidèles ou alliés. Ce n'est même plus de politique extérieure qu'il s'agit ici pour la superpuissance de l'Ouest, mais de sécurité, militaire et idéologique. De même la proximité de l'Oncle Sam interdit-elle au Mexique tout protectionnisme, tout contrôle des changes.

Les temps ont tout de même changé. Le ministre des affaires étrangères, M. Rabasa, nous a raconté sa rencontre avec M. Henry Kissinger, en mars 1972, à Acapulco. « Il m'a demandé quelle était mon opinion sur les relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine. Je lui ai répondu qu'il y avait jusqu'alors, à Washington, deux catégories de secrétaires d'Etat également négatifs, les interventionnistes, qui se mélaient de la vie quotidienne de ces pays, et les indifférents. Il n'a pas oublié ces paroles, puisqu'il me les a rappelées en octobre 1973. » A cette date, a été signé un traité qui apportait enfin une solution au différend, vieux de douze ans, provoqué par l'excès de salinité du rio Colorado. Celui-ci, du fait du détournement d'eaux de dragage, em-

poisonnait les cultures de la vallée de Mexicali. La question avait été tranchée dans son principe l'année précédente, au cours d'une visite à Washington du président Echeverria.

L'heure de l'émancipation

Ces résultats sont d'autant plus appréciables que, sous l'impulsion de M. Echeverria, le Mexique s'est nettement émancipé de la tutelle américaine, avec une diplomatie autonome, action et ouverture. Le président l'a montré notamment en accomplissant, au printemps 1973, un grand voyage à travers trois continents, pour lequel il lui avait fallu demander un accord spécial du Congrès : « Nous ne pouvions, avait-il déclaré, grandir dans les limites de

nos frontières. » Il a visité successivement le Canada, la Grande-Bretagne et la Belgique, avant de rencontrer, à Paris, Georges Pompidou, qui, pour lui souhaiter la bienvenue, lui annonça l'adhésion de la France au deuxième protocole du traité de Tlatelolco, par lequel les puissances nucléaires s'engagent à respecter le statut de dénucléarisation de l'Amérique latine. C'était la première fois que la France acceptait ainsi de mettre une limite géographique à l'usage de ses moyens de destruction massive. Le successeur de de Gaulle célébra, à cette occasion, la volonté du Mexique de « mettre sa nouvelle puissance au service d'idéaux qui sont également les nôtres ».

Le chef de l'Etat mexicain devait ensuite montrer qu'il ne redoutait pas les reproches des uns ou des autres en se rendant successivement, avant de regagner Mexico, à Moscou et à Pékin, où il eut un long entretien avec Mao Tse-toung. Partout, il a signé des accords commerciaux ou culturels, ou encore des engagements d'investissements, soulignant son désir de diversifier les courants d'échanges de son pays. Un autre voyage européen, au début de 1974, lui a permis de visiter l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et la Yougoslavie, de participer à une réunion du club de

Rome à Salzbourg et de rendre visite, premier président de l'officiellement laïque République mexicaine à le faire, au pape Paul VI.

M. Echeverria a pris, d'autre part, sur un grand nombre de problèmes essentiels des positions qui ne concordent pas précisément avec celles de la Maison Blanche. C'est ainsi qu'il a échangé des visites officielles avec Allende, qu'il a aidé à faire face aux conséquences du blocus de fait américain. Il a condamné avec force le putsch des militaires de Santiago et accueilli avec effusion la venue de leur plus illustre victime. Si le ministre des affaires étrangères Rabasa s'est rendu, en juin 1974, au Chili, cela a été essentiellement pour obtenir des saut-conduits destinés à permettre aux personnes réfugiées à l'ambassade du Mexique de quitter le pays.

Même originalité à l'égard de Cuba. Le Mexique a été le seul pays d'Amérique latine à ne jamais rompre avec le régime de Fidel Castro. M. Echeverria fait campagne pour sa réintégration au sein de l'Organisation des Etats américains et il ne s'est pas caché de faire de cette réintégration l'un des objectifs du voyage qu'il a mené, en juillet-août dernier, en Equateur, au Pérou, en Argentine, au Brésil, au Venezuela et à la Jamaïque. Au cours de son passage à Caracas, il est convenu avec le président Carlos Andrés Pérez de convoquer, le 9 décembre prochain à Lima, une conférence latino-américaine « au sommet », à laquelle Fidel Castro ou le président Dorticos serait invité.

Plus libre de ses mouvements

Un peu partout au cours de ce voyage M. Echeverria s'est posé en leader d'une Amérique latine plus libre de ses mouvements et qui donnerait la priorité absolue à son développement économique. L'accueil triomphal qui lui a été fait à Buenos-Aires, quelques jours après la mort de Juan Domingo Peron, montre qu'après la disparition dans cette partie du monde de tant de dirigeants prestigieux l'appel du président mexicain est entendu avec de plus en plus d'intérêt. Qu'il ait osé, en Argentine, rencontrer les leaders des partis d'opposition et parler publiquement, au Brésil, de la « nécessité du soutien populaire à la représentation politique » montre bien, en dépit des évidentes restrictions que connaît, au Mexique, l'exercice de certaines libertés démocratiques, dans quel sens s'orientent ses préoccupations et son action. Pour Mexico, il s'agit aujourd'hui de contribuer activement à une véritable novation des rapports entre Washington et le monde latino-américain, entendu au sens large puisque, avec El Salvador, les anciennes positions britanniques et hollandaises, il a cessé d'être exclusivement ibérique.

La conférence qui s'est réunie à Tlatelolco à l'initiative de M. Echeverria, en février 1974, pour faire le point de ces rapports a bien mis en lumière, même si elle n'a pas abouti à des résultats très concrets, les évolutions en cours. « *Enfants de la fois la condensation et la confrontation* », avait dit M. Henry Kissinger dans son allocution à la séance d'ouverture, « supportons ensemble un nouvel engagement vis-à-vis de la communauté interaméricaine. » Le mot de communauté ne figurait pas dans le discours qu'avait prononcé avant lui le président Echeverria : celui-ci avait seulement parlé de coexistence. Et si le mot espagnol de coexistencia, qui rend compte de ce concept, a un sens nettement plus positif que celui auquel nous a habitués la pratique de la coexistence Est-Ouest, il va de soi, malgré certaines dénégations officielles, que cette différence de terminologie n'était pas fortuite. Lorsqu'on lit la déclaration finale de la conférence, on y trouve des mots comme « *compréhension, coopération, interdépendance, solidarité* », mais non celui de « *communauté* ». Tout ce qu'on sait des discussions à l'intérieur de la conférence est que l'opposition vigoureuse de plusieurs délégations aux efforts de celle des Etats-Unis, qui avait un peu trop tendance, au gré de divers participants, à vouloir imposer purement et simplement sa rédaction.

Si la déclaration de Tlatelolco était muette sur la communauté interaméricaine, elle a fait en revanche de la « *réalité de l'unité latino-américaine* » l'une des bases de relations « *franches et réalistes* » avec les Etats-Unis. La similitude des problèmes de l'Amérique latine avec ceux des autres pays en voie de développement est aussi mentionnée au

nombre des bases de ces relations. Là encore, on retrouve dans la déclaration l'inspiration directe du président Echeverria, dont le moindre titre de fierté n'est pas d'avoir proposé aux Nations unies une « *charte des droits et des devoirs économiques des Etats* », qui reconnaît à chaque pays le droit de disposer librement de ses ressources naturelles, d'adopter librement les structures économiques qui lui conviennent et lui impose de renoncer aux moyens de pression économique comme aux mesures de discrimination. La charte fait défense aux sociétés multinationales de s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats, prévoit des accords garantissant le juste prix et la stabilité des produits de base, l'accroissement des crédits d'assistance non liés à long terme et à faible taux d'intérêt et la transmission rapide et au moindre coût aux pays moins développés des progrès scientifiques et technologiques.

Ce langage ne pouvait pas ne pas rencontrer un grand écho non seulement en Amérique latine, où pour des millions d'hommes le développement économique est encore un mot — sinon un mensonge — à supposer qu'ils en aient entendu parler — mais dans l'ensemble du tiers-monde. La conférence des pays non alignés d'Alger, où M. Rabasa, qui représentait le Mexique, déclara avec peut-être un peu trop d'optimisme, car les balonnettes existent encore, que « *les consortiums se sont substitués aux « balonnettes » d'autan* », a approuvé, en septembre 1974, la déclaration du président Echeverria de réunir une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur les matières premières.

Ainsi, tout en restant en bons termes avec les Etats-Unis, dont il devait accueillir avec effusion quelques jours plus tard le représentant, en la personne de M. Kissinger, à la conférence de Tlatelolco, M. Echeverria a-t-il rejoint le camp de ceux qui contestent ouvertement le maintien du statu quo dans les relations d'échange entre les pays riches et les autres. Or c'est sur ce statu quo que repose, dans une large mesure, la prospérité du monde capitaliste, et au premier chef des Etats-Unis. Qu'il ait pu le faire sans provoquer, bien au contraire, l'ire de ses voisins du Nord témoigne à la fois de la profondeur des changements intervenus dans le monde et de l'habileté d'une diplomatie qui n'aurait pas si bien réussi à accroître sa liberté de mouvement si elle n'était pas profondément consciente et de la justesse de sa cause et de l'importance des appuis sur lesquels, tant au Mexique qu'à l'étranger, elle peut en définitive compter.

ANDRÉ FONTAINE.

Nous pouvons vous offrir les mêmes services que votre banque.

et même davantage !

Nous connaissons le pays. Pour les questions de commerce extérieur, c'est pratique. Egalement pratiques sont nos services complets et spécialisés du genre auquel vous êtes habitués. Nous avons 90 années d'expérience, plus de 380 succursales dans tout le Mexique et des correspondants dans le monde entier. Si vous choisissez une banque mexicaine avec autant de soins que la vôtre, vous nous choisirez certainement.



La Banque du Mexique

Prime Institution of Deposits, Savings and Trust with Branches throughout the Country.

DIVISION INTERNATIONALE

Isabel la Católica 44-3er. Piso, Mexico 1, D. F. Tél. : 518-90-20

BUREAUX A L'ETRANGER

AGENCE DE NEW-YORK : 45 Wall Street, N.Y., U.S.A.

FRANCFORT (Allemagne) : 6000 Frankfurt am Main Bockenheimer Landstrasse 51-53

PARIS (France) : 99, avenue des Champs-Élysées

MADRID (Espagne) : Alcala Num. 45

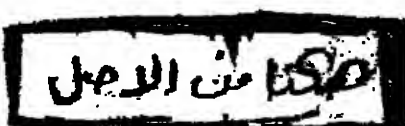
LOS-ANGELES (Californie) U.S.A. : 458 South Spring St.

TOKYO (Japon) : Kokusai Biru, 1-1 Marunouchi 3 Chome, Chiyoda-Ku, Tél. : 213-5257, 5258

BUREAUX FRONTALIERS AU MEXIQUE

Nogales, Sonora, Av. Obregon 28

Tijuana, B.C. Calle 3a. No. 1939-2



صوتنا في العالم

une voix du tiers-monde

« Nous ne craignons pas la confrontation »

(Suite de la page 5.)

— Certainement. Ces invasions sont fréquentes. Ce sont de vieux problèmes, de vieilles rancœurs, créées par de petites propriétés ou même de grandes institutions qui s'étaient installées il y a de nombreuses années sur des terrains appartenant à des communautés agricoles qui n'avaient pas réclamé leurs droits en temps utile. Aujourd'hui ces communautés veulent récupérer leurs biens, elles veulent reprendre possession de leurs terres. C'est donc une source de conflits permanents que nous nous efforçons de résoudre avec équité.

— Est-ce que l'amélioration du niveau de vie moyen de la population ne se ramène pas, d'une manière ou d'une autre, à la question du taux de croissance démographique qui est l'un des plus élevés du monde avec 3,5 % par an ?

— Il convient en effet de limiter ce taux de croissance. Nous sommes déjà plus de cinquante millions de Mexicains. Si près de la moitié de la population n'est pas encore en âge de travailler, elle n'en exige pas moins une quantité croissante de biens de consommation et de services. Il nous faut donc accroître nos richesses nationales et en assurer la répartition équitable. Mais il nous faut aussi faire admettre que le pays doit rationner sa croissance pour le bien des générations futures. Il faut que les couples puissent déterminer s'ils veulent et s'ils peuvent avoir des enfants, qu'ils disposent de tous les éléments d'information pour se décider en toute liberté. Il ne faut pas avoir dans ce domaine de pressions de l'Etat, de groupes et encore moins de l'étranger.

— Le Mexique a donc sensiblement inféchi sa doctrine en la matière ?

— Oui, c'est vrai, nous avons changé. Parce que nous avons fait des progrès dans la connaissance de ce problème. C'est ainsi que nous avons créé un Conseil national de la population au lendemain de la conférence de Bucarest et nous avons rappelé que la dignité humaine devait être rigoureusement respectée.

— La politique d'ouverture démocratique que vous avez préconisée lors de votre accession à la présidence peut-elle se poursuivre sans que le système politique mexicain évolue d'une manière plus ouverte et ne permette finalement l'apparition des courants politiques traditionnels en Occident ?

— En réalité, je vous dirai qu'il y a, dans notre système, beaucoup de liberté. Certaines formations se plaignent. Il est vrai, que le parti révolutionnaire institutionnel, le PRI, qui est majoritaire, dispose en quelque sorte d'un monopole. Mais il me semble que des formations ne travaillent pas assez activement de leur côté pour obtenir ce qu'elles désirent.

— Mais le monopole de fait du PRI ne constitue-t-il pas une barrière de fait à l'ouverture démocratique ?

— Je ne le pense pas. Le PRI donne une grande stabilité au pays et à nos institutions. Il faut admettre que les choses ont plutôt bien marché jusqu'à présent et je crois que les formations de l'opposition amélioreront leurs conceptions et leurs activités, elles progresseront dans le sens que vous indiquez. Elles disposent pour cela de garanties légales. D'ailleurs, un nouveau parti de gauche vient de se constituer. Ses dirigeants sont des hommes qui avaient participé à la révolution d'été de 1968. Ils ont eu toute latitude pour s'organiser et apparaître légalement sur la scène politique.

nécessités de l'économie, au besoin de technologie, au désir d'échapper au contrôle d'un centre de puissances extérieures.

— Pendant de nombreuses années, la relation essentielle du Mexique s'est faite avec une seule nation. Nous lui achetions les trois quarts de nos importations et lui vendions les trois quarts de notre production. Il y avait alors une sorte de totalitarisme. Mais, en accord avec la majorité des Mexicains, qui estiment que nous devons diversifier nos échanges et nos relations, j'ai poursuivi résolument cette nouvelle politique qui vise à rompre la dépendance. Nous sommes maintenant avec ceux de nombreux pays d'Amérique du Sud et des Caraïbes, avec ceux de nombreux pays d'Afrique et d'Asie. La Charte des droits et des devoirs économiques vise à faire prendre conscience de cette solidarité.

— N'êtes-vous pas déçu par la manière dont le groupe de travail

des Nations unies a abordé jusqu'à présent le projet mexicain de Charte ?

— Non, pas réellement déçu, mais réaliste, oui. Les sociétés transnationales s'opposent, comme il était prévisible, à cette instauration d'un ordre économique mondial plus juste. C'est pourtant le seul chemin logique et rationnel pour parvenir à la paix. En 1972, nous avons posé des principes de base d'une manière très simple. Depuis le projet s'est, dans une certaine mesure, enrichi, mais il a aussi été limité. L'obstruction a joué sur des points fondamentaux, c'est certain. Les Nations unies devront décider cet automne. Non, je ne suis pas déçu. Les difficultés qui ont surgi à Genève, puis à Mexico lors de la réunion du groupe ad hoc en juin, étaient, je le répète, prévisibles. C'est une longue bataille et nous n'avons certainement pas l'intention de renoncer. L'alternative est simple : ou un nouvel ordre économique mondial, ou la guerre nucléaire.

déjà commencé. C'est en octobre 1975 que le nom du candidat à la magistrature suprême pour la période 1976-1982 sera connu. Des noms sont avancés dans les milieux politiques. N'estime-t-il pas, après tout, qu'un mandat de six ans est bien court ?

— C'est un mandat dont la longueur est raisonnable et prudente, prévue par la Constitution. Il s'agit d'en faire le meilleur usage possible, c'est tout. Nous ne voulons surtout pas que le principe de la non-réélection puisse être remis en cause. Vous savez que ce principe a été le point de départ de la révolution, l'élément qui ne serait pas bon qu'un chef d'Etat reste trop longtemps aux affaires. Il faut nous en tenir rigoureusement à ce que la loi a prévu. De toute façon, en six ans on peut faire beaucoup de choses. Cela n'empêche pas que l'on se sente angoissé à l'idée de tout ce qu'on aurait voulu réaliser.

— Vous quitterez le pouvoir avec mélancolie ?

— Mais non, pas du tout. Je vais peut-être vous étonner, mais je songe à me retirer dans ma propriété de famille, une demeure rustique que j'ai acquise en 1955. C'était une ferme abandonnée et toutes les économies de la famille ont été utilisées pour l'aménager. Le décor est champêtre, nous avons planté des arbres, beaucoup d'arbres. Nous avons quelques vaches, un pigeonier, des faisans. C'est la paix, le calme, de bons livres, de la musique. Voilà à quoi nous pensons, ma femme et moi : à ce havre bucolique, tout près de Mexico...

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGAU

Une retraite bucolique

Avant la fin de 1974, M. Luis Echeverría doit renoncer, quelque part à la frontière, le président Gerald Ford. En 1972, un entretien avec le président Nixon avait permis l'étude relativement accélérée d'un contentieux vieux d'une quinzaine d'années : les dommages causés à l'agriculture mexicaine par la salinité des eaux du Colorado. Depuis le 1^{er} juillet 1974, le Mexique reçoit à nouveau des eaux parfaitement utilisables pour l'exploitation agricole de la vallée de Mexicali. Les dépenses nécessaires ont été entièrement prises en charge par les Etats-Unis. De ce nouveau traité avec les Etats-Unis, M. Echeverría espère un règlement favorable dans la question, non moins délicate, des braccos, ces travailleurs mexicains qui se rendent par centaines de milliers chaque année dans les Etats du sud des Etats-Unis pour louer leurs bras.

« Il faut, précise le chef de l'Etat mexicain, que nos travailleurs soient traités avec dignité et de manière civile. Il faut un règlement qui accorde de meilleures conditions de travail, qui ne disposent actuellement d'aucune garantie légale. Ils reçoivent des salaires très inférieurs à ceux des ouvriers agricoles nord-américains. C'est un aspect considérable pour les patrons de fermes ou d'entreprises américaines. Mais le phénomène n'est pas limité à la frontière sur des Etats-Unis. Beaucoup de nos troupes vont jusqu'à Chicago et dans le centre des Etats-Unis, et là aussi les entreprises les utilisent au rabais, dans des conditions tout à fait énormes et injustes.

« Nous devons trouver une solution équitable, normaliser et réguler

leur rayonnement (à partir de 1000 av. J.-C.) sur la plus grande partie du Mexique jusqu'en Amérique centrale : gravures et peintures rupestres du Morelos et du Guerrero, délicates figures de terre cuite à Tlatilco, près de Mexico, et dans l'Etat de Puebla, voire rochers gravés à Chalchicomula, au Salvador. En tous ces points, à l'éloignement les uns des autres, l'existence du style olmèque est aussi évidente que peut l'être, par exemple, celle du gothique français à Chypre. Quant à Monte-Alban, métropole religieuse de premier rang au cœur du Mexique, la sculpture et la céramique de ses phases les plus anciennes sont aussi « olmèques » que possible.

Dans cette perspective, les Aztèques, conquérants d'un empire grâce à leurs prédécesseurs, les Tlaxcaltecas, de l'ère du XII^e siècle de notre ère, et même les Mayas classiques des merveilleuses cités, telles que Palenque et Tikal, apparaissent comme relativement récents. L'histoire de l'homme civilisé, au Mexique, ne commence pas à l'époque qui, pour nous, celle du début de l'empire romain, mais plusieurs siècles avant, que la louve mythique ait allaité Remus et Romulus. La Venta décline quand Périotles commande à Athènes. Les derniers feux de la culture olmèque brillent quand s'allumaient ceux d'Alexandrie, puis le flambeau passe aux Mayas, alors que commence la chute de Rome en Occident. Ainsi se dévoile à nos yeux un passé, une dimension temporelle du Mexique, semblable à une immense avenue dont l'origine se perd encore dans la brume.

Au même titre que celles qui correspondent à notre vieux monde oriental et gréco-romain, on voit le Mexique être jalonné de temples et de dieux, de trésors, de ruines, témoignages des espoirs, des élan et des passions de quatre espèces. Le Mexique, qui avait pu paraître une sorte de décor sans profondeur, prend place maintenant parmi les grands courants de civilisation qui de loin en loin, dans l'immensité de l'espace et de la durée, élèvent l'homme au-dessus de la condition humaine.

Le Mexique est un pays qui produit et exporte beaucoup plus qu'on ne croit ...et pas seulement de la couleur locale : automobiles, camions, autobus, pièces détachées, moteurs, motocyclettes, bicyclettes, wagons de chemin de fer, téléviseurs, récepteurs radio, électrophones, etc...

Le Mexique est aussi le producteur mondial n° 1 de fluorine ; il vient également au troisième rang de la production mondiale de plomb et d'antimoine, et aux quatrième rang de la production d'argent. Ce vaste marché doit vous intéresser, soit en tant qu'importateur ou exportateur, soit en effectuant des investissements dans l'industrie ou le tourisme : hôtels, immeubles en copropriété, résidences secondaires dans les régions côtières et tous développements de centres touristiques.

Pour tous renseignements, écrivez aux adresses suivantes :

BANCO DE COMERCIO, S.A. Une banque avec idées modernes
Division internationale
Bolívar y V. Corraza - México 1, D.F. - MEXICO

RESEAU BANCOS DE COMERCIO

35 banques commerciales avec plus de 500 bureaux dans tout le pays : FINANCIERA BANCOMER, Banque pour le développement HIPOTECARIA BANCOMER, Banque hypothécaire

Bureaux de représentation à l'étranger :

LONDON 35 Gracechurch Street
London E.C. 3V-0DY Suite 1080
England
Mr. Henri E. Moquette

LOS ANGELES 800 Wilshire Boulevard
Suite 1080
Los Angeles, Cal. 90017
Mr. Howard F. Klein, Jr.

NEW YORK 540 Madison Avenue
New York, N.Y. 10022
Mr. Pierre Magar

MADRID Alcala 30
Madrid 14, España
Lic. Manuel Justo Sierra

TOKYO Shinkokai Bldg. Room 842
4-1, Marunouchi, 3-Chome
Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan
Mr. Ryuhel Kato

Le président Echeverría est à deux ans de la fin de son mandat. Mais, en fait, la course à la succession a

Non à la course atomique

Vu de l'étranger, le Mexique de 1970 était un pays apparemment peu soucieux de solidarité avec les autres nations d'Amérique latine, très lié en revanche aux Etats-Unis bien qu'il ait été le seul, parmi les membres de l'O.E.A., à avoir conservé des relations diplomatiques avec le régime cubain. C'était aussi un Mexique qui avait connu la tragédie sanglante de Tlatelolco, l'étant une ombre sinistre sur les Jeux olympiques de 1968. Le Mexique du président Echeverría était une nation qui revendiquait hautement sa place dans le camp du tiers-monde, qui a rassuré ses liens avec l'Amérique latine d'une manière spectaculaire et efficace. En quatre ans, M. Echeverría a multiplié les déplacements à l'étranger : au Japon, aux Etats-Unis, au

Canada, en Europe, en U.R.S.S., en Chine, dans plusieurs pays de l'hémisphère occidental. Partout, le président mexicain s'est présenté comme un défenseur des thèses des nations moyennes et petites : non à la course atomique, oui à une redistribution plus équitable des richesses de la planète, définition d'un code de justice internationale par la présentation, en avril 1972, à Santiago du Chili, de la Charte des droits et des devoirs économiques des Etats.

« Notre politique extérieure a effectivement beaucoup changé depuis 1971, dit le président. Mais la politique extérieure ne saurait être dissociée de la politique intérieure. Elle correspond à des aspirations longtemps refoulées. Elle répond aux

Canada, en Europe, en U.R.S.S., en Chine, dans plusieurs pays de l'hémisphère occidental. Partout, le président mexicain s'est présenté comme un défenseur des thèses des nations moyennes et petites : non à la course atomique, oui à une redistribution plus équitable des richesses de la planète, définition d'un code de justice internationale par la présentation, en avril 1972, à Santiago du Chili, de la Charte des droits et des devoirs économiques des Etats.

« Notre politique extérieure a effectivement beaucoup changé depuis 1971, dit le président. Mais la politique extérieure ne saurait être dissociée de la politique intérieure. Elle correspond à des aspirations longtemps refoulées. Elle répond aux

LA PROFONDEUR DU TEMPS

Par JACQUES SOUSTELLE

que nous avons la preuve que, mille ans plus tôt, dans la zone torride du golfe, des hommes élevaient des monuments, taillaient le jade, menaient à bien de vastes travaux de terrassement et de drainage, inventaient une écriture hiéroglyphique.

que nous avons la preuve que, mille ans plus tôt, dans la zone torride du golfe, des hommes élevaient des monuments, taillaient le jade, menaient à bien de vastes travaux de terrassement et de drainage, inventaient une écriture hiéroglyphique.

L'art olmèque

Toutes les idées fondamentales, tous les thèmes sur lesquels les civilisations subséquentes broderont leurs variations, nous en trouvons déjà l'essentiel à La Venta, à San Lorenzo, à Tres Zapotes et autres centres olmèques : pyramides, autels et stèles à bas-reliefs, offrandes précieuses, calendriers, calendriers complexes. Certes, l'art olmèque se distingue des autres arts autochtones par certains traits « exotiques », comme le thème du « bébé-jaguar » et la présence obsédante du félin, qui fut sans doute la première des divinités. Autre caractère singulier : les énormes têtes monolithiques pesant de 15 à 20 tonnes, aux traits quelque peu négritoïdes, qui s'élèvent de place en place dans les sites olmèques. Cela dit, on ne peut guère discuter le rôle de « civilisation mère » que remplit cette mystérieuse culture, ces autels à riches mayas, les stèles de Monte-Alban, les personnages divins ou sacerdotaux de Teotihuacan, se situent dans une lignée dont l'origine, la source, est sur la côte du golfe.

Il va sans dire que ces nouvelles certitudes s'accompagnent pour nous d'autant de nouveaux problèmes. Qui étaient ces Olmèques ? D'où venaient-ils ? Comment se sont-ils développés ? Quelle est leur sculpture, leur architecture, leur écriture ? S'il est vrai que leur architecture demeure assez rudimentaire, il est vrai aussi que personne, même le Maya, ne les surpassera dans les traitements des jades et des serpentes.

Et voici maintenant qu'à la lumière de découvertes récentes nous voyons la civilisation du

golfe rayonner (à partir de 1000 av. J.-C.) sur la plus grande partie du Mexique jusqu'en Amérique centrale : gravures et peintures rupestres du Morelos et du Guerrero, délicates figures de terre cuite à Tlatilco, près de Mexico, et dans l'Etat de Puebla, voire rochers gravés à Chalchicomula, au Salvador. En tous ces points, à l'éloignement les uns des autres, l'existence du style olmèque est aussi évidente que peut l'être, par exemple, celle du gothique français à Chypre. Quant à Monte-Alban, métropole religieuse de premier rang au cœur du Mexique, la sculpture et la céramique de ses phases les plus anciennes sont aussi « olmèques » que possible.

Dans cette perspective, les Aztèques, conquérants d'un empire grâce à leurs prédécesseurs, les Tlaxcaltecas, de l'ère du XII^e siècle de notre ère, et même les Mayas classiques des merveilleuses cités, telles que Palenque et Tikal, apparaissent comme relativement récents. L'histoire de l'homme civilisé, au Mexique, ne commence pas à l'époque qui, pour nous, celle du début de l'empire romain, mais plusieurs siècles avant, que la louve mythique ait allaité Remus et Romulus. La Venta décline quand Périotles commande à Athènes. Les derniers feux de la culture olmèque brillent quand s'allumaient ceux d'Alexandrie, puis le flambeau passe aux Mayas, alors que commence la chute de Rome en Occident. Ainsi se dévoile à nos yeux un passé, une dimension temporelle du Mexique, semblable à une immense avenue dont l'origine se perd encore dans la brume.

Au même titre que celles qui correspondent à notre vieux monde oriental et gréco-romain, on voit le Mexique être jalonné de temples et de dieux, de trésors, de ruines, témoignages des espoirs, des élan et des passions de quatre espèces. Le Mexique, qui avait pu paraître une sorte de décor sans profondeur, prend place maintenant parmi les grands courants de civilisation qui de loin en loin, dans l'immensité de l'espace et de la durée, élèvent l'homme au-dessus de la condition humaine.

En même temps que se déplaçait à nos yeux le centre de gravité de la civilisation mexicaine, nous voyions reculer de plus en plus l'horizon chronologique : un quart de siècle environ, puis c'est pendant la guerre mondiale que les fouilles de Matthew Stirling révélèrent pour la première fois la splendeur des énigmatiques Olmèques. Encore est-ce beaucoup plus tard que, grâce à la datation par le carbone 14, nous avons pu acquiescer à la certitude que La Venta, par exemple, grand centre religieux olmèque, éleva sa pyramide et ses autels plus de mille ans avant l'ère chrétienne.

C'était là un saut prodigieux dans le passé. Jusqu'à ces dernières années, on admettait que les plus anciens monuments mexicains dataient à peine d'un siècle ou deux avant le Christ : par exemple, la pyramide de Culcillo, près de Mexico. Et voici

En même temps que se déplaçait à nos yeux le centre de gravité de la civilisation mexicaine, nous voyions reculer de plus en plus l'horizon chronologique : un quart de siècle environ, puis c'est pendant la guerre mondiale que les fouilles de Matthew Stirling révélèrent pour la première fois la splendeur des énigmatiques Olmèques. Encore est-ce beaucoup plus tard que, grâce à la datation par le carbone 14, nous avons pu acquiescer à la certitude que La Venta, par exemple, grand centre religieux olmèque, éleva sa pyramide et ses autels plus de mille ans avant l'ère chrétienne.

C'était là un saut prodigieux dans le passé. Jusqu'à ces dernières années, on admettait que les plus anciens monuments mexicains dataient à peine d'un siècle ou deux avant le Christ : par exemple, la pyramide de Culcillo, près de Mexico. Et voici



Créer de nouveaux emplois et lutter contre l'inflation

Par LEOPOLD SOLIS (*)

DE 1945 à 1970, l'économie mexicaine s'est développée à un taux annuel moyen de 2,5 à 3 % par an. Mais au milieu des années 60 le pays a connu une inflation provoquée en grande partie par la mise en place d'une solide infrastructure. D'autre part, l'application de la réforme agraire et de l'élevage ont donné une plus grande flexibilité à l'offre agricole. Ce qui permit d'augmenter les exportations de ce secteur et marqua une première étape particulièrement faste pour l'agriculture et le commerce extérieur. L'inflation qui caractérisait cette époque coïncidait avec une redistribution des revenus. Cette redistribution facilitait l'investissement des investisseurs industriels et commerciaux et expliquait la plus grande souplesse dont fit preuve par la suite l'offre dans ces deux secteurs.

Le secteur public s'employa, de son côté, à accroître le rendement de l'investissement privé et prodigua aux chefs d'entreprise les encouragements nécessaires. Les articles manufacturés firent l'objet de dispositions tarifaires plus favorables tandis que des permis ou licences furent consentis pour l'importation d'un nombre accru de marchandises. Cette politique protectionniste ne manqua pas d'avoir des répercussions sur les prix qui, du fait du coût pratiquement inchangé de la main-d'œuvre, aboutirent à un relèvement des bénéfices du secteur privé. Alors s'amorça un processus d'investissement qui favorisait encore, durant la période d'inflation, une baisse du taux réel des intérêts et une forte demande de crédit. A cette étape de développement dans un contexte inflationniste succéda, à la fin des années 60, la période dite de « développement stabilisateur » qui poursuivait un double objectif : promouvoir une croissance rapide et protéger les prix ainsi que le taux de change. Le ministre du Développement a maintenu l'indice de rentabilité élevé de l'investissement privé et on accéléra la modernisation des structures économiques. Le premier de ces objectifs fut atteint par une politique de substitution des importations, la promotion des industries de transformation, une politique fiscale inchangée et un relèvement modéré des salaires réels. Au cours de cette étape, le déficit gouvernemental fut comblé par des crédits tant externes qu'internes.

La substitution des importations s'intensifia, en même temps que la capacité de production des activités industrielles. Par contre, l'agriculture et l'élevage connurent une récession qui toucha aussi les exportations en général et plus particulièrement celles de ce secteur. Sa vocation étant de plus en plus nationale, le processus de développement visa d'abord à la substitution des importations ainsi qu'à la mise en place d'une infrastructure industrielle solide et puissamment protégée contre la concurrence étrangère. A la faveur de ces mesures, on enregistra une hausse des prix des biens de production d'origine industrielle — notamment de ceux destinés au secteur agricole — et le relèvement parallèle des prix des biens de consommation industriels. Il fut aussi possible de réutiliser les recettes provenant des bénéfices réalisés par les agriculteurs et des revenus réels des consommateurs en vue de l'emploi d'une main-d'œuvre industrielle accrue ainsi que d'une augmentation des bénéfices et profits industriels, qui ne firent pas l'objet de très sévères prélèvements fiscaux. Alors que ces divers facteurs assuraient des marges bénéficiaires élevées au secteur industriel, celles du secteur agricole accusèrent une récession en dépit des améliorations technologiques apportées à l'agriculture commerciale et des prix

de garantie consentis par les autorités fédérales aux produits agricoles de consommation nationale. Durant cette période de stabilité, les taux d'intérêt effectifs augmentèrent de façon drastique et l'investissement privé se maintint au niveau antérieur. Par contre, les fonds disponibles furent surtout canalisés vers les activités industrielles sans que soit enregistré, à l'exception d'une courte période transitoire, une baisse de la demande de crédit. Au cours de la même période de stabilité des prix, on enregistra une hausse caractéristique de la participation des rémunérations du travail au revenu national, participation qui avait connu un déclin important durant la guerre. Cette situation, le relèvement du capital se maintint, ce qui s'explique, dans une large mesure, par les innovations technologiques (technologie agricole et apport technologique inclus dans le capital importé, par exemple), l'amélioration de la formation et de la productivité de la main-d'œuvre ainsi que les économies réalisées sur le plan extérieur à la faveur de l'investissement public. A ce jour, aucun de ces facteurs ne semble devoir s'érouler.

Une inflation sévère

Le « développement stabilisateur » était essentiellement fondé sur une surveillance vigilante du rapport élasticité-rendement de la masse monétaire et sur les effets multiplicateurs des opérations bancaires sur le plan national. Malheureusement, l'investissement privé ne réagit pas favorablement à cette initiative et les résultats ne furent pas satisfaisants : la forte pression exercée par la demande sur une offre nationale encore faible se répercuta défavorablement sur le niveau des prix, situation que détériora encore l'extrême liquidité du système financier et l'incidence inflationniste des importations nationales. Les premiers mois de 1973 connurent une hausse des prix de la production et de la demande de biens manufacturés destinés à la vente à l'étranger. Si l'on ajoute les problèmes structurels que connaît alors le secteur agricole, on com-

prendra que cette année 1973 ait été marquée par une baisse sensible du produit national. Début 1972, le secteur public augmenta ses dépenses en vue de ramener le rythme de croissance économique à un taux normal. Malheureusement, l'investissement privé ne réagit pas favorablement à cette initiative et les résultats ne furent pas satisfaisants : la forte pression exercée par la demande sur une offre nationale encore faible se répercuta défavorablement sur le niveau des prix, situation que détériora encore l'extrême liquidité du système financier et l'incidence inflationniste des importations nationales. Les premiers mois de 1973 connurent une hausse des prix de la production et de la demande de biens manufacturés destinés à la vente à l'étranger. Si l'on ajoute les problèmes structurels que connaît alors le secteur agricole, on com-

prendra que cette année 1973 ait été marquée par une baisse sensible du produit national. Début 1972, le secteur public augmenta ses dépenses en vue de ramener le rythme de croissance économique à un taux normal. Malheureusement, l'investissement privé ne réagit pas favorablement à cette initiative et les résultats ne furent pas satisfaisants : la forte pression exercée par la demande sur une offre nationale encore faible se répercuta défavorablement sur le niveau des prix, situation que détériora encore l'extrême liquidité du système financier et l'incidence inflationniste des importations nationales. Les premiers mois de 1973 connurent une hausse des prix de la production et de la demande de biens manufacturés destinés à la vente à l'étranger. Si l'on ajoute les problèmes structurels que connaît alors le secteur agricole, on com-

prendra que cette année 1973 ait été marquée par une baisse sensible du produit national. Début 1972, le secteur public augmenta ses dépenses en vue de ramener le rythme de croissance économique à un taux normal. Malheureusement, l'investissement privé ne réagit pas favorablement à cette initiative et les résultats ne furent pas satisfaisants : la forte pression exercée par la demande sur une offre nationale encore faible se répercuta défavorablement sur le niveau des prix, situation que détériora encore l'extrême liquidité du système financier et l'incidence inflationniste des importations nationales. Les premiers mois de 1973 connurent une hausse des prix de la production et de la demande de biens manufacturés destinés à la vente à l'étranger. Si l'on ajoute les problèmes structurels que connaît alors le secteur agricole, on com-

Indépendance technique et économique

La politique économique doit aujourd'hui surmonter de sérieuses difficultés pour pouvoir concilier les objectifs nationaux à long terme d'une part, la stabilité et la croissance économique à court terme d'autre part. Cette politique doit obligatoirement se dégager des aléas de la conjoncture. En conséquence, les instruments et les organismes de la planification économique et sociale sont appelés aujourd'hui plus que jamais à jouer un rôle déterminant. Le régime s'est montré favorable à l'institution d'une communauté de programmation nationale qui se chargera non seulement de planifier la stratégie du développement à long terme, mais aussi de diagnostiquer les causes de la stagnation. L'un de ses principaux objectifs est d'appliquer les mesures à court terme propres à garantir les progrès futurs.

Au cours des dernières années, la stratégie de développement national a reçu une orientation nouvelle. Deux objectifs essentiels lui ont été assignés : améliorer la distribution des revenus ; consolider l'indépendance technique et économique du pays vis-à-vis de l'étranger.

La programmation de dévelop-

En outre, afin d'éviter toute nouvelle pression sur la balance des paiements, le gouvernement a dû alors accroître son endettement interne pour pouvoir faire face à ses dépenses. Cette mesure, puisée à la hausse des prix des articles importés limitant le développement de la production nationale, l'inflation interne n'a pu être évitée. Pour améliorer la situation, des efforts considérables ont été déployés au cours des derniers mois pour régulariser le rythme des dépenses publiques et des capitaux mobiles afin de pouvoir endiguer la demande. De plus, le programme adopté prévoit des recettes très supérieures aux dépenses afin de limiter les pressions exercées sur le crédit, tant interne qu'externe. Les prix des produits énergétiques et les prix de garantie des produits agricoles ont été maintenus à des niveaux de première nécessité et ceux de certains produits industriels ont été révisés ; enfin, les salaires ont été réajustés. En un mot, le Mexique cherche à assurer son équilibre dans le moyen terme.

main-d'œuvre importante, les emplois seront multipliés et le processus jouera un rôle décisif dans la réorientation de la production de l'investissement.

Mais il ne suffit pas de créer de nouvelles sources d'emploi. Il faut aussi réduire la différence existant entre les revenus dont disposent les villes et les campagnes. Pour ce faire, la stratégie adoptée doit avant tout chercher à accroître l'emploi dans le secteur agricole et lui allouer des ressources considérables, excédant très largement toutes celles qui lui ont été consacrées par le passé.

Par ailleurs, il nous faudra amorcer un processus accéléré d'échanges en vue d'adapter, de substituer et de mettre au point des technologies conformes à la situation particulière du Mexique. Le programme à long terme qu'a mis en œuvre le Conseil national de la science et de la technologie se chargera de définir et de réaliser ces processus, en adaptant à la stratégie nationale. Compte tenu de la conjoncture présente, il nous faut passer de la phase de substitution des importations à celle de l'adaptation technologique.

Les innovations à apporter en matière de technologie doivent encourager et faire connaître le recyclage des entreprises mexicaines, quelles que soient leur importance et leurs activités, par l'utilisation de la technologie importée et son adaptation aux circonstances locales.

La stratégie nationale doit, avant tout, s'attacher à accroître l'efficacité de l'appareil administratif dans son ensemble. Tant les réformes administratives que les travaux de programmation économique et sociale doivent avoir un caractère permanent, afin de confronter sans cesse les objectifs à poursuivre et les résultats atteints, en vue aussi de disposer de groupes de travail aux tâches sera assignée une double tâche : harmoniser les objectifs et les politiques de la stratégie nationale et de chaque secteur économique ; vérifier que les dispositions prises à court terme sont conformes aux objectifs à long terme.

(*) Directeur général de la programmation économique et sociale.

FOMEX : UN INSTRUMENT FINANCIER PRÉCIEUX

— 10 années d'opérations financières

— Un chiffre d'affaires de 16 milliards de pesos de 1964 à 1973

Le FOMEX (Fonds pour la Promotion des Exportations de Produits Manufacturés) est un fonds du gouvernement fédéral créé le 31 décembre 1961 ; son organisme de gestion est la Banque du Mexique S.A. ; son organisme de tutelle, le ministère des finances et du crédit public.

Objet.

Le FOMEX a pour but :

- De permettre à l'exportateur mexicain d'articles manufacturés et de services de concurrencer les exportateurs d'autres pays pour le financement de ses opérations ;
- De protéger les exportateurs mexicains contre certains risques auxquels sont exposés les crédits dérivés de leurs exportations ;
- D'encourager les ventes, sur le marché national, de l'industrie mexicaine fabriquant des équipements et des installations, quand ces produits et services sont en concurrence avec des fournisseurs étrangers ;
- D'apporter un certain type d'aide aux exportateurs et aux fournisseurs nationaux d'équipements et d'installations. Ces aides sont octroyées par le ministère des finances et du crédit public, par l'intermédiaire de la direction générale des études financières.

Ressources financières.

La majeure partie des ressources financières du FOMEX provient d'un impôt de 10 % « ad valorem » perçu sur l'importation de certains produits. Il existe en plus deux contrats de lignes de crédit « revolving » conclus l'un avec la Bankers' Trust Co. de New-York, d'un montant de 20 millions de dollars, l'autre avec la Banque Interaméricaine de développement, d'un montant de 5 millions de dollars.

| Années | Crédits octroyés (en millions de pesos) | Préexportation |
|------------|---|----------------|
| 1971 | 2 418 | 20,7 % |
| 1972 | 3 372 | 22,2 % |
| 1973 | 4 526 | 27,5 % |

Appuis à l'exportation.

1. Opérations de financement :

La Banque du Mexique S.A. réescompte auprès du Fonds, des banques de dépôts et d'épargne et des sociétés financières du pays :
— Des crédits relatifs à la production de services à l'étranger ;
— Des crédits pour financer la production et/ou les biens manufacturés destinés à la vente à l'étranger.

2. Opérations de garantie :

Le Fonds octroie sa garantie, allant jusqu'à 90 % du montant des crédits, pour protéger les exportateurs de matières premières, de produits manufacturés ou de services, ou les institutions de crédit du pays contre les risques « politiques ». Les primes sont établies en fonction du délai du crédit, des risques couverts, de la situation et des perspectives économiques du pays de destination de l'exportation.

Appuis à la substitution des importations d'équipements et d'installations.

1. Opérations d'achat et de vente :

Le FOMEX peut appliquer deux formules :
a) Réescompte total ou partiel, à des institutions de crédit du pays, de papier provenant de financements accordés pour des ventes à crédit ;
b) Octroi d'aides destinées à couvrir une partie des

intérêts des crédits accordés aux exportateurs mexicains pour financer des ventes à crédit.

2. Financement à la production :

De même que dans le cas précédent, l'appui du FOMEX peut être octroyé moyennant le réescompte partiel ou total des effets de crédit ou en couvrant une partie de la différence de la demande sur une offre nationale encore faible se répercuta défavorablement sur le niveau des prix, situation que détériora encore l'extrême liquidité du système financier et l'incidence inflationniste des importations nationales. Les premiers mois de 1973 connurent une hausse des prix de la production et de la demande de biens manufacturés destinés à la vente à l'étranger. Si l'on ajoute les problèmes structurels que connaît alors le secteur agricole, on com-

Taux d'intérêt.

1. Opérations de financement de ventes à crédit à l'étranger :
La Banque du Mexique S.A. en tant qu'organisme de gestion du FOMEX, a établi les taux maxima d'escompte net suivants :
— Délai des crédits jusqu'à un an : 6 % annuel ;
— Délai des crédits de un à deux ans : 7 % annuel ;
— Délai des crédits au-

delà de deux ans (jusqu'à dix ans) : 8 % annuel.

2. Les taux :

Les taux de réescompte applicables par le Fonds aux institutions de crédit sont au minimum de 3 % mais peuvent aller jusqu'à 60 % du taux appliqué à l'exportateur, par l'institution de crédit, suivant la nature des risques encourus par l'exportateur. 3. Opérations de financement à la production et/ou aux stocks :
Le taux maximum d'intérêt applicable aux exportateurs par les institutions de crédit est de 8 % annuel, y compris les commissions et tous autres charges. L'acceptation des frais de documentation. Taux d'intérêt applicable par le Fonds aux institutions de crédit : 5 % annuel.

4. Opérations de substitution des importations :

L'organisme de gestion détermine le taux d'intérêt applicable dans chaque cas, en tenant compte des termes des offres de financement de l'étranger et des coûts des équipements et des installations.

Conditions de la coopération avec le FOMEX.

1. La nature de l'exportation devra être constituée

par un produit ou un service mexicain.

Dans les opérations de ventes à crédit à l'étranger, on considère qu'un produit est mexicain si 50 % du coût direct de production est constitué de composants nationaux ; il s'agit d'un service à l'étranger, il devra être consenti par une entreprise mexicaine et son règlement devra représenter pour le Mexique un revenu important en devises. En ce qui concerne les opérations de substitution d'importations, un produit est considéré comme étant mexicain si 60 % du coût direct de production est constitué de composants nationaux.

2. Le règlement de la vente de la marchandise ou de la prestation de service doit être convenu en monnaie étrangère, en dollars des Etats-Unis ou en toute autre devise acceptable pour l'organisme de gestion.

3. Si l'opération de vente ou de prestation de services est convenue à crédit, l'échéance, la forme d'amortissement du crédit et la proportion que ce dernier représente par rapport au prix de la marchandise ou du service devront être conformes aux pratiques du marché international en ce qui concerne le produit ou le service mis en cause.

4. L'exportateur est tenu

de contracter une police d'assurance couvrant le crédit correspondant à cette police est délivrée par la ou les institutions pratiquant au Mexique l'assurance des risques de crédit à l'exportation.

Ca qui doit être considéré comme produit manufacturé.

La Banque du Mexique S.A. a publié une liste des fractions du tarif de l'impôt général à l'exportation correspondant à des produits qui, pour les effets du programme financier du Fonds, sont considérés comme étant manufacturés.

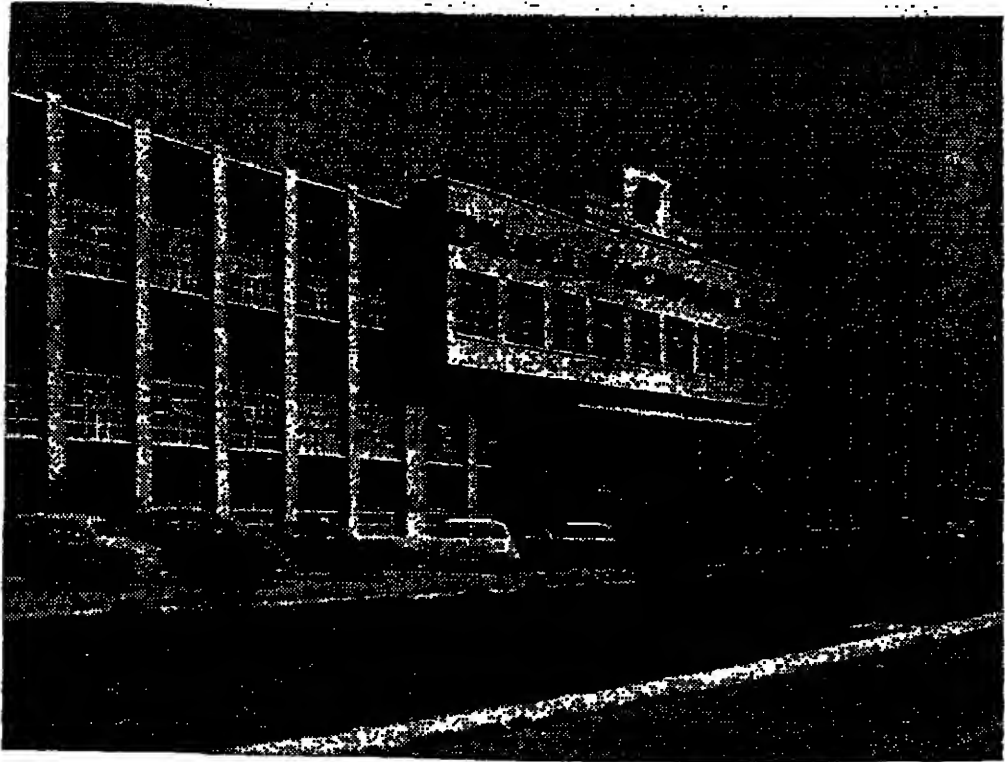
De ce qui précède, nous pouvons conclure qu'avec le Fonds pour la Promotion des Exportations de Produits Manufacturés (FOMEX), dont le siège se trouve à la Banque du Mexique, le pays dispose d'un instrument financier très important, tant dans le domaine interne que dans le domaine externe. Du point de vue interne, le FOMEX permet à l'exportateur mexicain de produits manufacturés de rivaliser avec les exportateurs étrangers, même s'ils exportent aux pays les plus industrialisés ; le FOMEX aide l'industriel mexicain à tous les stades, depuis la préexportation (capital de travail) et le financement des ventes (termes de ventes à crédit) jusqu'à la garantie contre les risques politiques et contre le non-paiement du crédit. L'exportateur mexicain trouve dans le FOMEX un mécanisme qui, depuis dix ans, a démontré les immenses avantages de son assistance.

Du point de vue externe, le FOMEX procure à l'importateur étranger un stimulant supplémentaire, à condition que la qualité et les prix des produits mexicains soient équivalents à ceux des produits manufacturés étrangers. Il peut, en effet, compter sur des financements en monnaie locale ou en monnaie étrangère, à sa convenance, avec de faibles taux d'intérêt et un financement à long terme.

FOMEX : Fonds pour la Promotion des Exportations de produits Manufacturés. — Bolivar 15-408 — MEXICO 1, D. F.

1540

صوتك من الامم



DINA ET RENAULT



Alors que dans les pays en voie de développement on discute avec passion, et ceci non sans raison, des avantages et des désavantages des investissements étrangers, on pourrait citer au Mexique les résultats positifs obtenus par l'association d'entreprises d'Etat françaises et mexicaines.

Actuellement, personne ne conteste que l'association réalisée entre Diesel Nacional S.A., entreprise appartenant au gouvernement mexicain, et la Régie nationale des usines Renault, entreprise nationale, a donné des résultats franchement satisfaisants pour les deux parties, et l'on peut affirmer que les relations entre les deux entreprises se sont renforcées et élargies, permettant de consolider un « *modus operandi* » grâce auquel les deux parties ou les deux associés s'appuient mutuellement pour atteindre leurs objectifs, réaliser un développement industriel plus important et effectuer une pénétration plus large du marché automobile mexicain.

Au cours de ces années de travail en commun, le succès obtenu par les automobiles Renault auprès du public mexicain n'a fait que se développer. Ce succès a décidé Diesel Nacional

et la Régie nationale des usines Renault à développer leurs installations.

La construction de la nouvelle usine d'automobiles de Diesel Nacional, située à Ciudad Sahagun (à 100 km de la ville de Mexico), prévue pour atteindre une production de 40 000 véhicules par an, a commencé en 1974.

Cette nouvelle usine, étudiée pour un développement important, est conforme aux nécessités du marché, sera équipée des machines les plus modernes de la technique automobile, ouvrant ainsi la possibilité de fabriquer les modèles actuels et futurs de la gamme Renault dont la conception est à l'avant-garde de l'industrie automobile.

De plus, la fabrication des modèles Renault 4 se poursuivra dans leurs deux versions. Ce sont les véhicules les plus économiques qui existent sur le marché mexicain. La fabrication de la Renault 8 et de la gamme Renault 12 (Renault 12 TL et Renault 12 Guayin), se poursuivra également.

Les progrès du groupe automobile Dina-Renault constituent un exemple montrant comment la coordination entre deux entreprises d'Etat peut donner des résultats constituant un

bénéfice pour l'ensemble des pays intéressés et permet d'offrir sur le marché d'un pays comme le Mexique des véhicules automobiles de la qualité la plus élevée à un prix très raisonnable.

Pour réaliser cette production qui doit plus que doubler, Renault Mexicana S.A. de C.V., qui est l'organisation commerciale qui centralise la distribution et la vente des véhicules fabriqués par l'association, prend les mesures nécessaires pour le renforcement de son réseau de distributeurs pour couvrir l'ensemble du pays.

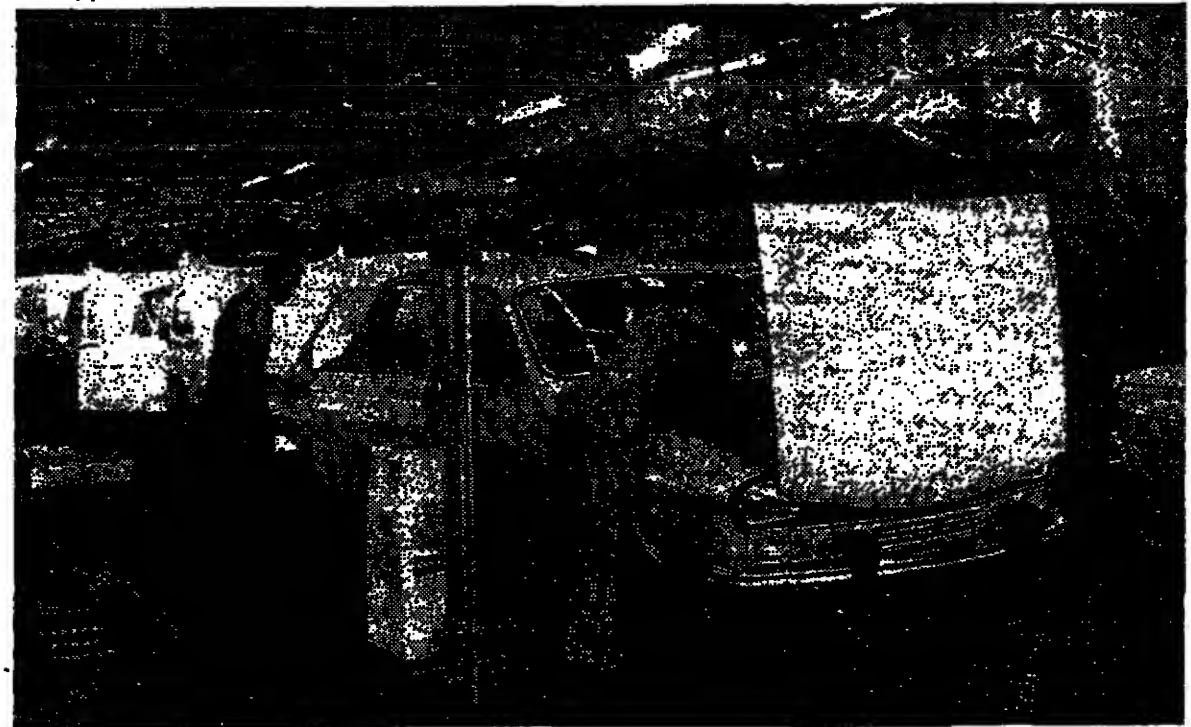
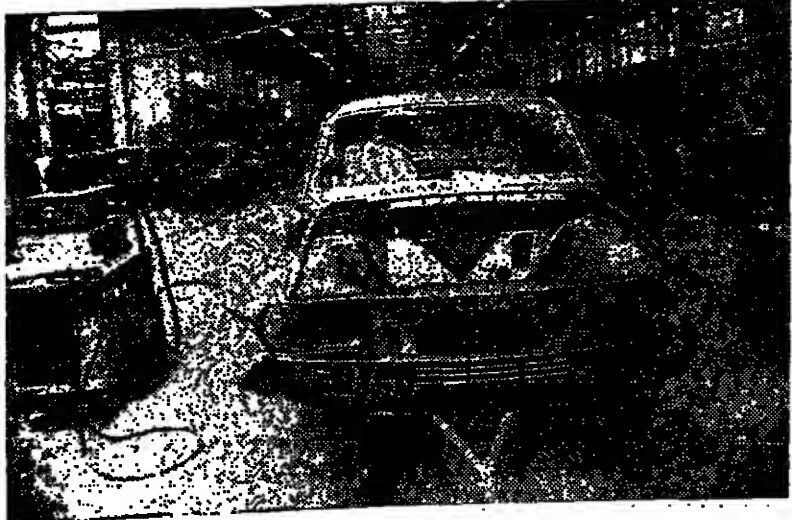
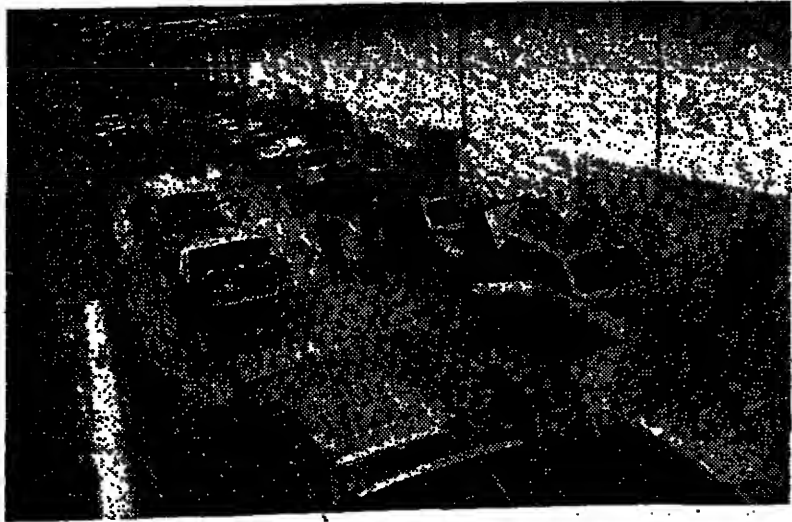
RENAULT MEXICANA S.A. DE C.V.

| | | |
|--------------------------------------|----------------|---|
| 1. Ventes de véhicules neufs | 1970 | 13 900 véhicules |
| | 1971 | 14 700 véhicules |
| | 1972 | 14 800 véhicules |
| | 1973 | 16 300 véhicules |
| | 1974 | 19 500 véhicules |
| | Prévision 1975 | 22 000 véhicules |
| 2. Ventes de pièces détachées | | : 72 millions de pesos. |
| 3. Personnel | | : 500 personnes. |
| 4. Réseau de distribution et service | | : 60 distributeurs ; 30 succursales de distributeurs. |
| Nouveaux distributeurs en 1974 | | : 18 |
| Total | | : 108 |

BREF RÉSUMÉ HISTORIQUE

- 1960 — Dans le but d'utiliser un pourcentage élevé de pièces et de fabrications mexicaines, la Régie nationale des usines Renault signe avec Diesel Nacional un accord concernant le montage et la distribution du modèle Dauphine.
- 1962 — Le modèle Renault 4 est présenté sur le marché mexicain.
- 1963 — Le premier bloc moteur d'origine mexicaine est fabriqué pour la nouvelle Renault 8.
- 1966 — Dina et Renault se répartissent les activités techniques et commerciales dans le cadre de nouveaux accords signés au mois de novembre. Dina continuera la fabrication des modèles Renault alors qu'une nouvelle organisation, la Renault Mexicana, se chargera de leur commercialisation.
- 1970 — Le désir qu'a le gouvernement de développer sa politique d'industrialisation se manifeste très clairement. D'autre part, la croissance du potentiel économique du marché automobile mexicain offre de nouvelles perspectives à l'industrie et à Renault.
- 1971 — Le nouveau modèle Renault 12 est présenté simultanément sur le marché mexicain et en France.

- 1972 — Les deux entreprises signent d'importants accords pour la constitution d'une association en participation entre Dina et la régie Renault, ce qui entraîne un investissement initial de 100 millions de pesos et un investissement de 25 millions de pesos dans une seconde étape.
- 1973 — Présentation de la Renault 12 Guayin.
- 1974 — Le réseau de commercialisation de Renault Mexicana compte 100 distributeurs avec leurs installations de vente et de services.
- Au cours de cette même année, la construction de nouveaux ateliers de montage commence à Ciudad Sahagun, Etat de Hidalgo, dont la production annuelle prévue est de 40 000 unités et qui profitera des progrès les plus récents de la technologie automobile.
- De ce fait, le pourcentage de pièces et main-d'œuvre mexicaines incorporées aux modèles Renault atteindra 70 %. Une augmentation appréciable des exportations vers l'Amérique centrale et l'Amérique du sud sera réalisée.
- L'association Dina-Renault est devenue l'une des entreprises dynamiques de l'industrie automobile qui, grâce à son action, apporte une contribution importante au développement industriel du Mexique d'aujourd'hui et de demain.





MEXICO ET LES DÉSÉQUILIBRES RÉGIONAUX

PENDANT longtemps la croissance de la ville de Mexico fut pour les Mexicains exclusivement un objet de fierté nationale : ville héritière de la capitale aztèque, Tenochtitlan, ville coloniale prestigieuse, longtemps la plus importante d'Amérique du Nord, symbole de la nation mexicaine illustré par des monuments comme le palais national, la basilique de Guadalupe, le Musée national d'anthropologie ou l'Université nationale autonome du Mexique. Avant 1970, peu de savants avaient souligné les particularités et les dangers de cette ville : E. Beltrán, spécialiste d'écologie et de ressources naturelles ; E. Flores, économiste versé dans les problèmes agricoles ; M. Gomes Mayorga, architecte. L'analyse précise de l'urbanisation mexicaine commençait à peine au Colegio de Mexico avec Luis Uribe. C'est alors que Mexico, sans cesse d'être un patrimoine glorifié, devint un problème politique et économique national.

La ville n'a cessé d'accroître son poids dans le pays, tant pour la population, l'emploi, la production, que pour la consommation : par exemple, 40 à 50 % du personnel des entreprises de plus de dix employés en 1960, ou 20 % de la consommation nationale des métaux. L'origine de cette concentration est politique : malgré une Constitution fédérale, le pouvoir hérité de la vice-royauté de la

Nouvelle-Espagne a toujours été en fait fortement centralisé, tout mouvement centrifuge étant réprimé par la force au dix-neuvième siècle, et le parti révolutionnaire institutionnel jouant le rôle intégrateur après la révolution de 1910.

La prise en charge partielle de la croissance économique par l'Etat à partir de l'année 1950 a renforcé ce rôle de la capitale : dans la politique d'accueil des industries depuis la décennie 1940, Mexico fut privilégié, car c'est dans ses bureaux que se réglaient les innombrables démarches concernant le financement, les exemptions d'impôts, les importations de machines ; les usines se sont agglomérées dans la banlieue même.

D'autre part, un noyau d'affaires s'est constitué aux mains d'une bourgeoisie qui s'installe dans l'industrie sous Porfirio Díaz, se renouvelle partiellement pendant la révolution et multiplie ses liens avec l'Etat post-révolutionnaire jusqu'à nos jours. Enseignement supérieur et services techniques d'un haut niveau, systèmes de communications centralisés vers la capitale, commerces de gros et commerces de luxe diversifiés qu'on ne retrouve aussi perfectionnés dans aucune ville de province, permettant, en liaison étroite avec le capitalisme international, un développement des affaires.

Une pollution atmosphérique intense

En même temps naît ici, liée à ce monde de l'industrie et à celui de la bureaucratie d'Etat, une classe moyenne d'employés et de techniciens dont la croissance numérique est rapide et dont le poids politique est important dans le parti. Même si la masse de la population garde un niveau de vie faible, la part de cette classe moyenne est importante, plus que dans les autres capitales latino-américaines à l'exception de Buenos-Aires ou de São-Paulo : ainsi se développe une clientèle qui justifie la multiplication des industries de biens de consommation, l'expansion des supermarchés, l'expansion d'une circulation automobile intense vers des banlieues toujours plus éloignées.

Ce type de croissance de la ville a commandé le mode d'emprise sur le sol urbain : pour les classes populaires forme la laideur d'une ville importée des campagnes, celles du centre du pays surtout, le bi-

donville ou le lotissement populaire de banlieue, peuplés de constructions basses bon marché, sont la forme de logement la moins coûteuse mais nécessitent d'immenses étendues de terrains, à urbaniser tant soit peu tôt ou tard. Pour les couches moyennes, la villa à l'américaine, desservie par les autoroutes suburbaines, est l'idéal au prix d'une urbanisation coûteuse pour la collectivité en raison de l'étendue des terrains occupés.

Le rythme de croissance de Mexico n'est pas destiné à se perpétuer « naturellement » et, de plus, les pouvoirs publics sont déjà intervenus pour le limiter. D'abord la croissance de la population, après s'être principalement réglée sur le rythme de l'immigration rurale vers la ville, dépend de plus en plus de la croissance naturelle de la population urbaine elle-même (près des deux tiers pour 1960-1970). Or, si la mortalité est



déjà assez basse en milieu urbain (8,2 %), la natalité est restée très élevée jusqu'à la fin des années 1960 ; mais, au tournant des années 1970, la fécondité s'abaisse enfin, beaucoup plus tard que dans les autres grandes capitales latino-américaines : on peut s'attendre à un ralentissement de la croissance démographique de Mexico, ce qui ralentira la progression des besoins en eau, en terrains, en transport dans les années 1980. Mais ce sont ces besoins de plus en plus difficiles à satisfaire, qui ont attiré l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité de freiner la croissance urbaine.

D'abord l'expansion physique de la ville, avec une faible densité, liée à la spéculation sur les terrains s'étend de plus en plus loin, immobilisant des sommes considérables, atteignant des effluves de la réforme agraire dans le bassin agricole ou menaçant des forêts du domaine public sur les pentes des montagnes.

Cette expansion nécessite un équipement de transports qui ne peut être satisfait : les autobus de banlieue sont cabotants, bondés, irréguliers ; les autoroutes de déchargement ou les petites interurbaines sont quotidiennement bloquées par une circulation automobile qui croît avec le niveau de vie de la classe moyenne, suscitant en ville des problèmes insolubles de parking. Le métro, solution la meilleure sans doute,

voit sa rentabilité freinée par l'extension de l'habitat vers les banlieues en immenses zones à faible densité difficiles à desservir.

Si l'encombrement est surtout sensible pour les conditions d'habitat de la population, les industries sont sensibles aux prix des terrains et aux contraintes de l'approvisionnement en eau. L'hydrologie du bassin de Mexico a représenté une difficulté spéciale de l'urbanisation : ce bassin endémique pourvu d'un lac a nécessité un drainage pour éviter les inondations, des techniques de fondation des édifices élevés pour pallier l'affaissement du sol d'argile laqueuse à mesure de sa dessiccation liée au drainage et aux pompages, enfin l'apport d'eaux provenant de bassins fluviaux voisins, principalement celui du Lerma, entraînant la protestation des riverains : pour 42 %, la consommation urbaine a été satisfaite en 1971 par des pontons lointains et coûteux.

Enfin, industrie et circulation automobile ont entraîné une pollution atmosphérique particulièrement intense en saison sèche : de décembre à avril le phénomène s'accentue dans l'air calme, dont la stabilité est accrue par des inversions de température nocturnes, et les quartiers proches des usines et des berges d'argile poussièreuses du lac de Texcoco (bord est de la ville), quartiers populaires pour l'essentiel, sont les plus atteints.

La nécessité de freiner la croissance de la ville est apparue dès les années 1960 : mais la situation administrative de l'agglomération a continué à rendre toute action inefficace : en effet, dès les années 1960, la croissance urbaine s'effectuait à la fois dans les délégations du district fédéral, entité dépourvue d'élus locaux et placée directement sous contrôle du gouvernement fédéral, et dans les municipalités voisines de Mexico, Etat dont la capitale est la ville voisine de Toluca. La décision prise par les autorités d'interdire usines et lotissements nouveaux et de contrôler la consommation industrielle d'eau a été appliquée dans le district fédéral seulement, si bien que la croissance s'est reportée sur la banlieue dans l'Etat de Mexico : le seul municipio de Nezahualcóyotl, créé à cet effet, a accueilli en moins de dix ans un demi-million d'habitants dans un immense quartier pauvre en terrain marécageux, tandis que les emplois industriels augmentaient dans l'ensemble de la banlieue de 150 000 entre 1960 et 1970. C'est seulement depuis les années 1970 qu'on s'essaie réellement à limiter la croissance de l'ensemble de l'agglomération.

« Un bastion national puissant »

Mais, dès les années 1960, les industriels ont cherché terrains, main-d'œuvre ou services hors de la capitale. On a vu que jusqu'aux années 1960, la croissance de l'industrie nationale s'est effectuée à Mexico, pour des raisons politico-administratives principalement, avec Monterrey comme seule exception de taille. Guadalajara ne s'est lancée que vers 1960, tandis qu'ailleurs les industries naissent seulement sous l'égide d'un département de Mexico : bureaux, direction, services techniques y restent, tandis qu'on trouve la main-d'œuvre et les terrains pour l'usine à quelques heures d'autoroute : ce fut d'abord Toluca, puis Puebla, puis Cuernavaca, qui ont créé des zones industrielles équipées à cet effet, avec ainsi 56 000 emplois industriels créés de 1960 à 1970.

C'est peu de chose face à la puissance industrielle installée dans la capitale, où d'ailleurs les organes de gestion, les services de haut niveau technique, restent fortement concentrés, toute initiative dans ce domaine restant exceptionnelle en province.

Bien des forces dans le pays restent cependant favorables à la croissance de Mexico : face aux Etats-Unis et à leur emprise sur le nord du pays, ne faut-il pas un bastion national puissant, concentré point d'appui de la bureaucratie d'Etat allée une bourgeoisie nationale. Seule la ville serait capable d'asseoir une politique nationale non pas indépendante des Etats-Unis, mais au moins capable de négocier avec eux en préservant des secteurs essentiels de la société mexicaine. Par ailleurs l'énorme ville est

seule à posséder une diversification de services et de fabrications propre à dégarer des économies d'agglomération et une masse de consommateurs suffisante à des fabrications permettant des économies d'échelle. Mais, précisément, si la croissance industrielle mexicaine dépend tellement de la capitale, c'est que la classe moyenne consummatrice s'y concentre, si bien que ce type de croissance est de peu de profit pour les zones rurales pauvres, en particulier celles du centre et du sud du pays.

D'autres inconvénients peuvent conseiller un freinage de la croissance de Mexico : de plus en plus la croissance industrielle de haut niveau, tel comme à Buenos-Aires, ou surtout à São-Paulo, n'est-elle pas le fait de firmes multinationales, dont la taille est telle qu'elles ne peuvent s'appuyer que sur ces grandes métropoles, mais pour une stratégie internationale ? Croissance décidée à New-York plus qu'à Mexico, pour conquérir certes les marchés mexicains, mais tout autant ceux des Antilles ou d'Amérique centrale. Par ailleurs, la capitale a un haut niveau de consommation qui fait qu'elle tend à prélever très largement sur les ressources et sur la production nationale : 30 % de l'énergie, 18 % du lait, etc.

Dans un pays qui frappe par l'intensité des contrastes de niveau de vie selon les régions, le dynamisme de la capitale joue un rôle essentiel dans l'accentuation de ces contrastes.

CLAUDE BATAILLON.
C.N.R.S.-Toulouse Le Monde.

FABRICATION DES VOITURES DESTINÉES AU MÉTRO DE MEXICO

Le gouvernement mexicain a encouragé la création d'un important ensemble industriel qui, sous plusieurs aspects, constituera le pivot de la fabrication d'une série de produits essentiels au développement du pays. Cet ensemble industriel se trouve installé à Ciudad-Sahagun, à 100 kilomètres de distance de la capitale. L'une des entreprises participantes est **Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril S.A.**, où sont fabriqués différents matériels destinés au transport ferroviaire. Ainsi que nous l'avons dit précédemment, cette entreprise est la propriété du gouvernement mexicain. L'on effectue actuellement des travaux d'extension de la halle principale de l'usine destinés à permettre le commencement de la fabrication des voitures utilisées par le métro de la ville de Mexico, dont le matériel actuellement en service est de fabrication française.



Installations de Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril à Sahagun, Mexico, où seront construites les voitures pour le métro de la ville de Mexico.

Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril S.A. compte sur l'assistance technique des sociétés suivantes pour la fabrication des voitures destinées au métro : Société Générale des Constructions Electriques et Mécaniques **ALSTHOM S.A.** et Compagnie Industrielle de Matériel de Transport **C.I.M.T. LORRAINE S.A.**, qui se chargeront de fabriquer ou d'acheter en France les pièces qui seront encore importées, ceci sous surveillance technique du contrôle de qualité et des prix de la Société Française d'Etudes et de Réalisations de Transports Urbains **S.A. SOFRETU** (entreprise d'Etat française). La première série sera de 345 unités, qui seront destinées à intensifier le service sur les lignes actuelles

du métro de la ville de Mexico et à couvrir les besoins de deux extensions. Cette série de voitures commencera à circuler sur les lignes du métro de Mexico au mois de novembre 1975, selon le programme de fabrication en cours de **Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril S.A.** D'autre part, des négociations ont commencé avec les autorités de Jalisco pour préparer un programme de fabrication de voitures du métro de la ville de Guadalajara. La part de matériel mexicain dans les voitures sera augmentée graduellement en fonction d'un programme soigneusement établi et aux termes duquel le nombre des pièces fabriquées au Mexique augmentera graduellement jusqu'à atteindre 80 % de la valeur totale.

PEMEX

Une entreprise industrielle pouvant disposer de plus de 3 milliards de dollars U.S. à son actif. C'est la richesse énergétique du pays... LE MEXIQUE a non seulement trouvé son autonomie en matière de pétrole, mais peut déjà en exporter.

PETRÓLEOS MEXICANOS
MARINA NACIONAL 329 MEXICO 17, D. F.



une voix du tiers-monde

BILAN DE LA RÉFORME AGRAIRE

La terre, le crédit, les pluies, le maïs...

LES réalités de la réforme agraire mexicaine ne sont pas faciles à saisir. N'entre pas qui veut dans un ejido, méfiez-vous du *campesino* mexicain, son comportement, ses paroles se ferment devant le citoyen, même s'il s'agit d'un technicien de l'agriculture. On l'a bien vu récemment encore, de 1967 à 1974, dans la mise en œuvre du plan Puebla. Il se proposait d'intensifier la production du maïs chez cinquante mille exploitants des ejidos du plateau à climat tempéré de Puebla. Pour sa mise en œuvre, ce plan a exigé, pendant cinq ans, un très gros effort pédagogique, l'animation quotidienne était associée aux champs d'expériences et aux conversions de crédit. Au début de toutes ces initiatives et de tous les dévouements qu'elles comportaient, c'est un fait que le plan Puebla n'a pas donné tous les résultats escomptés, tant il est difficile de vaincre l'inertie d'une masse paysanne visiblement attachée à toutes ses traditions.

Aux yeux du villageois, la réforme agraire ne va pas et ne doit pas aller au-delà de la redistribution des lots de terre cultivables aux « ayants droit ». L'Etat doit s'en tenir à cette fonction de distribution mais il doit aussi soutenir, contre toute spéculation, le

52 % à 55 % de la surface agricole utile

Disons, sans plus tarder, que ce n'est là qu'une forte moitié de l'agriculture mexicaine. Les vingt mille ejidos de la réforme agraire ne couvrent que 52 à 55 % de la surface agricole utile (S.A.U.). Encore faut-il leur adjoindre les terres des très petites propriétés, pour le reste, la grande culture s'en est chargée et elle ne se prive pas d'être moderne, voire même ultra-moderne, à l'américaine.

Comment en est-on arrivé, au bout de cinquante années de réforme agraire, à cette dichotomie juridique qui nous laisse ignorer ? L'observateur averti du *campo* mexicain sait qu'elle exprime les réalités fondamentales d'un pays rural, dont il n'existe pas un autre exemple dans le monde.

Constatons tout d'abord que les onze mille latifundios de 1910 ont pratiquement disparu. C'est à peine s'il subsiste dans des cantons isolés et oubliés, trois cents à quatre cents haciendas que la réforme agraire n'a pas encore éliminées. Il n'y a pas en, à proximité, une association légale de paysans pour en demander la réduction et l'Etat n'a pas encore trouvé les crédits et les techniques nécessaires à l'œuvre de colonisation que représenterait la prise en charge des ejidos qui se substituerait au grand domaine. Partout ailleurs, et tout d'abord sur les territoires fertiles du Mexique central, la réforme agraire a été réalisée. Le décret de janvier 1915 et l'article 27 de la Constitution de 1917 ont servi de fondements à cette révolution spontanément amorcée au cours de la guerre civile (1910-1920) par les « capitalistes » du Morelos

prix des denrées. Et puisqu'il veut que l'on vote pour le président, ce que l'ejidatario fait volontiers, il faut qu'il fournisse du crédit. On ne peut pas cultiver la terre sans crédit pour les semences. Au bout de cent vingt jours, on rembourse — si les pluies ont donné la récolte escomptée. Le *Credito ejidal* compte, bon an mal an, 15 % de perte. C'est à l'Etat de prendre en compte ce risque d'origine climatique.

Quatre mots suffisent à nourrir les conversations dans les campagnes mexicaines : « Terre, crédit, pluies, maïs ». Ce sont là, dans la bouche d'un ejidatario, des expressions sacrées. Leurs diminutifs s'accompagnent, dans la voix, d'indignations qui les sensibilisent à l'oreille de chacun. En dehors de quoi, on n'a que faire des innovations que les *campesinos* et qui ont trait aux engrais, aux semences sélectionnées, aux pratiques coopératives. Elles sont trop chargées d'inconnues et de risques pour qu'on puisse les accepter sans y réfléchir au moins jusqu'aux prochaines semailles. Ce qui revient à les éluder. Quant à entrer dans un système d'agriculture collective, si prometteur qu'on puisse le croire, autant revenir à l'ancienne hacienda et à son travail forcé, de sinistre mémoire.

Un code agraire a été rédigé en 1934. Depuis lors, il n'a cessé d'être enrichi de textes nouveaux et nous ne manquons pas d'analyses juridiques qui en font la synthèse. Il est moins commode de savoir, région par région, quand comme engrais, par quelle législation a été appliquée.

Dans un pays aux terres, aux climats, aux productions aussi variées que ceux du Mexique, les modalités de la réforme agraire ont été infiniment diverses et le Mexique n'a pas encore le cadastre où s'inscriraient les modalités de la réforme agraire. L'histoire de la réforme agraire mexicaine, en date, la première du monde puisqu'elle devance de trois ans celle de Lénine, reste à faire. Elle sera difficile à écrire parce qu'elle interfère avec un phénomène démographique sans précédent : le Mexique avait quinze millions d'habitants en 1920 ; il en a cinquante-six millions de nos jours. Cela veut dire que les campagnes qui en recouvrent 45 %, soit vingt-cinq millions, sont surpeuplées et qu'il en résulte de fortes tensions sociales. De plus la réforme s'est faite en parallèle avec une conquête, tous azimuts, des terres vierges, celles du désert au Nord, par l'irrigation, et celles des tropiques humides, dans le Sud, par le défrichement. Depuis un demi-siècle, les surfaces cultivées ont doublé et la production a quadruplé. Cette expansion, définie sous le mot de « marche à la mer », s'est faite tantôt au bénéfice des ejidos et tantôt à l'avantage de la grande culture. Le bilan est à faire secteur par secteur en fonction des denrées produites : sucre ou coton, sorgho ou café, oléagineux ou bananes, etc.

Archaisme et cultures traditionnelles

Fait-on le bilan, en 1974, de la réforme agraire et de la politique pionnière, on constate alors que 100 % d'un côté, la petite culture de deux millions d'ejidatarios auxquels il faut ajouter environ un million de petits exploitants *rancheros* ou *milperos*. Dans 85 % des ejidos, il s'agit de modes de vie archaïques et de cultures traditionnelles : le maïs, les haricots, les piments, les citrouilles et les tomates y ont en plus grande part. Si l'agriculture traditionnelle est de retour, les rendements restent bas, le plus souvent en raison d'une pratique agronomique par trop routinière. De l'autre côté, la grande culture mexicaine est, aux alentours de cinquante à soixante-cinq mille « petits propriétaires ». Cette expression officielle peut surprendre. Elle veut en fait marquer le refus légal de la « grande propriété ». En fait, il s'agit bien, chez les ci-devant latifundistes réduits au « noyau » de leur ancien domaine comme chez les nouveaux grands colons, pionniers et planteurs, d'une culture néo-archaïque, industrialisée et à gros rendement, sur de vastes surfaces. Les productions ont un caractère spéculatif, qu'elles soient orientées vers le marché intérieur — et c'est le cas pour le blé et l'élevage ou de lait — ou vers l'exportation — qui concerne le café, le coton et les cultures spéciales telles que la tomate d'hiver, les fraises, les fruits tropicaux vendus aux Etats-Unis.

Seule une minorité d'ejidatarios et de très petits exploitants s'intéressent à l'agriculture spéculative. C'est ici qu'intervient l'impresario, qui a partie liée, le plus souvent, avec les représentants régionaux de la grande culture. Il est de bon ton au Mexique de parler le moins possible de cet état de choses. Même chez les théoriciens de l'« agrarisme » le plus exigeant, on n'en fait mention qu'à demi-mot. Peut-être parce que ces publicistes n'ont pas un accès direct

millions d'habitants. Or il se trouve placé au centre d'un dispositif à trois échelons où se rassemblent, sur de courtes distances, des terres tropicales de 0 à 800 mètres d'altitude, des terres tempérées de 800 à 1 800 mètres, des terres froides de 1 800 à 2 800 mètres. Le tout relié par un réseau routier d'exceptionnelle qualité en dépit des obstacles du relief. Dans un cercle dont le rayon varie de 100 à 250 kilomètres, on récolte du café et des bananes, du maïs et des légumes, du blé et des pommes de terre, celles-ci récemment mises à la mode sous forme de frites à Mexico. Et ceci en toute saison pour les fruits et légumes dont on peut, en hiver, exporter une part aux Etats-Unis. Côte à côte ou presque, on peut avoir l'orge pour d'excellentes bières, l'agave-sourire, pour le pulque, boisson populaire, et la vigne dont Martell fera du « Brandy Chevrny », qu'il se refuse à appeler cognac, mais personne ne s'y trompe.

Tels sont les contrastes de la vie agricole mexicaine après soixante années de réforme agraire et trois décennies de conquête pionnière. Le pays peut-il continuer à satisfaire des besoins réels et des réformes accomplies ? Certainement pas. Chez les économistes, on voit se dessiner des inquiétudes au sujet de la capacité de production du Mexique. Quatre fois — ou presque — plus étendu que la France, le Mexique n'a guère plus de la moitié de la S.A.U. française (surface agricole utile). L'immense désert et beaucoup de montagnes font que les terres cultivables sont en fait assez limitées : 18 à 20 millions d'hectares. Et comme une forte moitié de la S.A.U. aux mains des ejidatarios et autres petits exploitants, n'a qu'une très faible productivité, il y a de quoi s'inquiéter quand on sait que la population mexicaine s'accroît, à l'heure actuelle, au rythme de deux millions de nouvelles bouches à nourrir chaque année.

Traitées par les spécialistes et publiées, le plus souvent, dans des cercles restreints pour ne pas alarmer l'opinion, les statistiques font apparaître les données suivantes : 15 % des exploitants sont à même de livrer 85 % des denrées agri-

coles commercialisées, cependant que 85 % des agriculteurs fournissent les autres 15 %. Ce qui souligne le haut degré d'autoconsommation par la masse des petits exploitants. De même, on a pu calculer que 2 % des unités agricoles de production étaient à même de pourvoir à toutes les exportations de denrées agricoles ; que 10 % des exploitants pourraient fournir tout le ravitaillement des marchés urbains nationaux ; enfin, que 22 % des agriculteurs produisent seulement de quoi couvrir les besoins rétrogrades du monde

« La réforme de la réforme »

Du point de vue politique et social, les « potins noirs » du monde rural ont sérieusement grossi depuis un quart de siècle. Ceci à cause de la trop rapide croissance de la population rurale. Dans les campagnes surpeuplées, 1 200 000 fils de cultivateurs sont inscrits sur les listes des « ayants droit ». Mais on n'a pas de parcelles d'ejidos à leur confier et, par ailleurs, la loi s'oppose, avec raison, au partage des lots. Les partisans de la « réforme de la réforme agraire » réclament un partage en lots ejidales, des « noyaux » conservés des anciennes haciendas ou des plantations nouvelles que contrôle la grande culture. Selon ces agraristes, la réforme totale devrait conduire à la constitution de grandes unités d'exploitation collective du type sovkhozes ou kolchozes. Ceux qui voudraient, sur ce point, modifier la Constitution de 1917, les décrets d'irréversibilité ont pleine valeur devant les tribunaux et il est difficile de les considérer comme nuls et non avenue. D'autant plus que nombre d'entre eux sont aujourd'hui dans les mains de gens qui, cardénistas ou alcardénistas, peuvent faire état d'un passé révolutionnaire ne prêtant pas à discussion. Sur tout, les ejidatarios ne veulent pas entendre parler des systèmes collectivistes qui pourraient leur être proposés. Les expériences qui ont été faites, dans cette direction, au camp d'Oreque (1920-1924) et de Cardenas (1934-1940), n'ont eu qu'un succès peu de succès. Celles qui, à une époque plus récente, ont mieux réussi, concernent seulement des ejidos isolés et que l'Etat soutient financièrement. On peut difficilement étendre la for-

mule dans la mesure où elle est presque toujours très onéreuse, sans susciter pour autant le moindre enthousiasme.



La question se pose aussi, dans l'immédiat, de la hausse de production qui ne manquerait pas de se produire si on enlevait

H. ENJALBERT.



BANCO DEL ATLANTICO, S.A.
Banque de Dépôts

FINANCIERA DEL ATLANTICO, S.A.
Banque de crédits à moyen et long terme

BANCO INMOBILIARIO DEL ATLANTICO, S.A.
Banque Hypothécaire

BANCO INTERNACIONAL INMOBILIARIO, S.A.
Banque d'Epargne Crédit et Foncière

EXPORT-IMPORT-FINANCEMENT

Le Groupe Financier del Atlantico met à votre disposition sa grande expérience dans le financement du Commerce International entre Mexico et le reste du Monde.

Les interventions sur le marché financier et les émissions d'actions et obligations sont une autre de nos spécialités. Nous pouvons aider vos filiales au Mexique dans ce domaine.

Banque Associée à la Banque Nationale de Paris.

GRUPO FINANCIERO DEL ATLANTICO

Division Internationale
V. Carranza No. 48
Mexico 1, D.F.
Tel: 585-31-00

TELEX: BANATLAN MEX. 017 71 305
BANATLAN MEX. 017 72 456



UN UNIVERS EN

PAR un matin de la fin de février 1949, quand, avec ma femme et mes enfants, je pris le train à la gare de Mexico pour le voyage de 72 heures qui devait me conduire à New-York, je ne savais pas que dix ans s'écouleraient avant que je retrouve l'air léger de l'Anahuac. Nous venions de passer un peu plus de trois ans dans ce pays de légendes qui sont des réalités et de réalités qui dépassent la légende.

Mexico avait quelque deux millions et demi d'habitants, un million de plus que lorsque nous étions arrivés, et la maison que nous avions habitée quelques mois en 1946, dans la Colonia Narvarte, aux limites de l'agglomération, avait été depuis longtemps absorbée par la ville.

Le président était Miguel Alemán, célèbre pour son sourire et pour les histoires qui couraient sur son compte. On devait lui en prêter beau-

coup, mais les Mexicains ont toujours beaucoup aimé colporter sur leurs dirigeants des histoires de corruption et de scandale. Elles étaient parfois fondées. A cette époque la *mordida* (version plus agressive du *bakchik*) était reine à tous les niveaux de l'administration. Le petit peuple prenait cela avec philosophie : « Que roben, pero que trabajan », me disait mon concubine (« Qu'ils volent, mais qu'ils travaillent... »).

Et l'on travaillait. La vie du paysan était rude, qu'il fût petit propriétaire, salarié d'une grande propriété ou membre d'un *ejido* (terme collectif). La ruralité (une des plus fortes du monde) avait amorcé un exode rural qui chassait vers les quartiers périphériques de Mexico, tout parsemés de petites maisons d'adobe, un immense *lumpenproletariat* qui ne trouvait pas aisément d'emploi dans

les industries naissantes et peuplait la ville d'une infinité de petits métiers.

Les dirigeants aussi travaillaient. C'est l'époque où se préparaient les grandes campagnes d'alphabétisation que devaient mener Jaime Torres Bodet et ses successeurs. Des hommes sérieux, attentifs, vigilants, comme l'économiste Jesus Silva Herzog, planifiaient l'avenir du Mexique. Lombardo Toledano, dans une semi-opposition, tentait de redonner au syndicalisme une impulsion révolutionnaire, comme à l'art les trois monstres sacrés de la peinture mexicaine : Diego Rivera, Orozco et Siqueiros.

La guerre finie et l'industrialisation s'amorçant, il fallait trouver un nouvel équilibre économique et de nouveaux rapports avec les Etats-Unis de Truman. Anti-américaine, la révolution mexicaine, à ses origines

(1910-1917), était plutôt germanophile. Montrer une préférence pour le camp allié était encore assez mal vu dans le Mexique de 1946. Mais il y avait des nuances, et la position des Français était assez favorable. Un peu en marge de la politique nationale, mon vieil ami Don Alfonso Reyes, affirmait hautement sa francophilie. Les Français d'ailleurs disposaient du solide bastion des Barcelonnettes, maîtres tout-puissants du commerce de la nouveauté et des grands magasins.

Les crises de croissance

Je retrouvai Mexico en octobre 1958. La ville avait doublé de taille et de population. Les grattes-ciel avaient fait leur apparition : de nouvelles techniques permettaient de déjouer les pièges du fond de la mouvant sur lequel est cons-

truite la ville. Le pays était passé de vingt-sept à trente-sept millions d'habitants. Pourtant tout était familier : les voix, les couleurs, les usages, les rues, les amis.

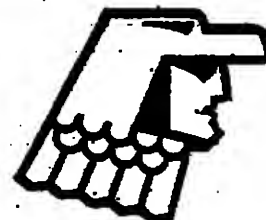
Mais très vite on sentait que quelque chose avait changé. C'étaient les

dernières semaines de la présidence de Ruiz Cortines. J'avais connu cet homme au visage sévère alors qu'il était gouverneur de l'Etat de Veracruz. Sa campagne s'était déroulée sur le thème de la moralisation. Et il est certain que ce thème favori des campagnes présidentielles mexicaines n'était pas resté cette fois lettre morte. La fonction administrative cessait d'être ce qu'on appelle au Mexique *chamba gorda*, c'est-à-dire une combine lucrative.

Cortines aurait pu terminer son mandat dans le succès si le succès même ne l'avait trahi. Au cours de l'année 1958 des troubles graves se produisirent et donnèrent lieu à une de ces répressions brutales qui font partie du comportement mexicain. On peut faire d'autres analyses, mais je pense personnellement que ces troubles avaient pour ori-

Si le Mexique vous tente, envoyez-vous avec

AEROMEXICO



toute une gamme de voyages soigneusement préparés et suivis par les spécialistes du Mexique
AEROMEXICO



DC 10-30

| AM 451 | AM 450 |
|---|--|
| Départ PARIS/Orly-Sud mardi, jeudi, samedi • 13 h 40 | Départ MEXICO lundi, mercredi, vendredi • 14 h 00 |
| Arrivée • 22 h 35 MEXICO même jour | Arrivée • 11 h 40 PARIS/Orly-Sud mardi, jeudi, samedi |
| • = heures locales | |

Escales à MADRID & MIAMI

N'hésitez pas à nous contacter pour de plus amples renseignements, brochures, tarifs, etc...

AEROMEXICO - 10, Rue de la Paix - 75002 PARIS
Téléphone : 742.64.44 & 266.04.22

COUPON RÉPONSE

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
TÉLÉPHONE _____

مكتبة الامم المتحدة

EXPANSION

De la répression à l'espérance

l'arrivée à Mexico au début de janvier 1969. Dinant un soir au dernier étage du ministère des affaires étrangères, je regardais la place des Trois-Cultures et la carcasse calcinée de l'institut polytechnique. Un vieil homme, quasi-parti du gouvernement, me disait : « Tu vois mon époule et moi murmurer à l'oreille : « Tu aussi, tu te demandes comment nous avons pu en arriver là ? »

C'était, en effet, la question. Le Mexique s'était prodigieusement développé au cours de ces dix dernières années : une population qui dépassait quarante-huit millions d'habitants, une industrie en plein essor, des progrès décisifs en matière d'éducation, une amélioration notable de vie. Mais, au cours des sept millions d'habitants, était devenue une des métropoles les plus belles et les plus modernes du monde, tout en gardant le charme de ses spectacles de rue et de ses « colonias » de toutes les époques. On n'américanise pas un pays comme le Mexique : c'est lui qui mexicanise l'Amérique. Ce pays est le seul à avoir conservé, au cours de sa longue histoire, son caractère d'« être toujours l'indien qui triomphe. Il y a justement sur la place des Trois-Cultures un monument au méprisage.

Mais que restait-il de la révolution devant tant de luxe urbain, tant de pauvreté paysanne, devant tant de criantes inégalités sociales ? L'argent est là, il coule à flots, et le peso est solidement accroché au dollar.

semblance avec Mairaux. Il a évolué du communisme vers une sorte de gauchisme intellectuel violemment antisoviétique. Son audience littéraire est plus considérable que son audience politique, mais il est assez représentatif d'un courant de pensée qui a joué un rôle important.

qui a joué son rôle. Il est remarquable que le parti communiste n'ait jamais eu d'influence décisive dans le régime ni dans l'opposition socialiste. Il est vrai que l'appareil du parti communiste institutionnel lui barre la route des masses. Il est vrai aussi que les réfugiés espagnols ont apporté au Mexique, terre d'asile de Trotski, toute une variété d'hérésies marxistes en général fortement antislaviniennes. Mais cela même était dépassé vers 1936 et je ne retrouvais plus alors que le souvenir de Marceau Pivert qui s'adressait à l'Institut français d'Etudes Sociales de Victor Serge, de Benjamin Péret, de Gomez Gordon, dirigeant du POUM à Barcelone pendant la guerre d'Espagne. Dans l'année suivante Cuba attirait l'attention de la jeu-

Mais quel Mexicain admettrait un modèle autre que mexicain ? Si le Mexique grandissait, c'était à lui de dominer ses crises de croissance.

mais qui a l'argent ? Cuba, cette fois, à un attrait irrésistible, et l'année suivante l'exemple du Chili fait songer, fait rêver, les révoltes prennent corps. Des guérillas paysannes apparaissent dans les terres chaudes, des guérillas urbaines apparaissent dans Mexico. La répression est plus feutrée, mais toujours aussi efficace.

Tout le monde s'accorde à reconnaître le mérite de Diaz Ordaz, mais la violence a porté un coup mortel à sa présidence. En 1970, le parti désigne comme candidat un homme nouveau, Luis Echeverria. Il a la réputation d'être un homme de gauche, mais dès son discours d'investiture il refuse les tendances et se donne comme devise : « *Arriba y adelante* ! » (vers le haut et en avant).

J'ai eu l'occasion d'assister à ce discours d'investiture. Il était clair que les applaudissements jaillissaient surtout quand le président évoquait les thèmes traditionnels de la révolution mexicaine : poursuite de la révolution agraire, indépendance économique et moralisation de la vie publique.

Mais les militants massés dans le grand auditorium de Chapultepec n'étaient pas tout le peuple mexicain. L'année suivante j'ai eu l'occasion d'interviewer, Luis Echevarría. Les revendications violentes continuait, et la répression aussi, mais il se défendait de n'être, comme certains disaient, qu'un technocrate de gauche.

L'expérience a prouvé au moins qu'il est habile et honnête. Ni les guérillas paysannes (dans le Guerrero notamment), ni l'agitation urbaine n'ont cessé, et les forces de l'ordre n'ont toujours là; mais dure, mais cela ne semble pas devoir durer le régime, qui garde bonne conscience. « Jamais le prestige du Mexique et celui de son président n'ont été aussi grands que maintenant... », après la disparition d'Allende, il offre le seul modèle progressiste d'Amérique latine, le Cuba assagi de Castro mis à part.

ROBERT ESCARPIT.

Chiapas : le géant endormi

CHAPAS, « un géant endormi qui ne se réveillera pas tout seul », affirmait le président Luis Echeverría au cours de l'un des fréquents voyages dans cet Etat du sud-est mexicain auquel il semble porter une affection particulière, mais qui vient d'être particulièrement touché par le cyclone tropical « Fifi ».

Géant en effet, que ce territoire de 74 415 km. carrés (le huitième des Etats méridiens en superficie), peuplé à peine d'un million et demi d'habitants mais reposant sur une nappe de pétrole si vaste qu'elle dépasse la largeur de la frontière avec le Guatemala. On comprend dès lors les efforts déployés pour insufler le goût du progrès à une population en trois quarts inactive, peu alphabétisée mais conservant jalousement l'héritage d'une culture plusieurs fois millénaire.

A Réforma, la future capitale pétrolière qui n'est encore, pour l'instant, qu'un hameau enfoui dans une végétation exubérante, le gouvernement veut d'investir 45 millions de pesos (18 millions de francs) pour creuser de 1 000 mètres le puits principal dont la profondeur atteint ainsi 6 000 mè-

Officiellement, l'État a investi dans cette région en 1974, un total de 800 millions de pesos (240 millions de francs) pour la réalisation d'un plan à long terme prévoyant des investissements d'un total de 1 050 millions de pesos pour le développement tant économique que politique et éducatif de la région, de même que l'aménagement d'un

On a fait partie des ressources du chiapas a été jusqu'ici exploitée. Tandis que s'achève au sud la modernisation de Puerto Armeria, la région de la Sierra Villahermosa, enchantant en paysage verdoyant, traversant en paysages montagnes recouvertes d'une culture nomade dont la principale technique de fertilisation a été d'un sol principalement voué à l'élevage.

Cinquante ans d'attente

Cette route si ardemment désirée qu'elle provoqua au cours des années la formation de villages dans les montagnes avoisinantes était devenue une route commerciale importante que le gouverneur Manuel Velasco Suarez, un neurologue de grande réputation qui opéra au ancien président Llosa, avait fait ouvrir, qui fut le premier de Chine, l'an dernier, des méthodes de médecine rurale qui pourraient pallier, dans son propre pays, les déficits dramatiques des services médicaux.

avec ses trois cent mille indigènes dispersés dans les montagnes, ignorant souvent l'espagnol, communi quant dans les dialectes des tribus natives, acetés, cholés, tairas, etc., les dialectes, les coutumes, les particularismes, conservant d'étranges rites, mœurs, danses, légendes, magies, hérités du monde de l'espagnol et des ancêtres mayas.

Sur la place du *zoozo* on au marché de San-Cristobal-Las-Casas, on se trouve, en outre, un spectacle haut, en couleurs avec

Devenu indépendant en 1823, après de sanglantes luttes contre le conquérant espagnol, intégré au Mexique, le Chiapas est une des 32 États mexicains. Le Chiapas célèbre cette année son 150^e anniversaire de « mexicanité ». Les 500.000 touristes nationaux et étrangers qui affluent au Chiapas sont les Américains qui vont passer cette année par Tuxtla-Gutiérrez et San Cristóbal de las Casas (joyau de l'architecture hispanique) ou au lit avec curieuses et lenoris architectés un peu partout : « Todo en Chiapas es *art déco* ». Volonté de réaffirmer la mexicanité de l'État demeuré le plus pauvre indigène du Mexique. Les Chiapanèques, les Chiapanèques eux-mêmes, les Chiapanèques eux-mêmes de leur appartenance à la grande fédération ?

jambes nues malgré un froid parfois assez vif.

San-Cristobal-La-Casas, la vieille cité royale au charme colonial incomparable, avec ses maisons aux toits de tuiles roses, ses rues repavées à l'ancienne, ses enseignes discrètes, sa cathédrale baroque aux retables follement

baroque aux reliefs tourmentés et sculptés, est maintenant assaillie par les anthropologues, ethnologues, sociologues de toutes nationalités, désireux de déchiffrer quelques nouveaux mystères des grandes civilisations olmèques et mayas.



Un vieux ranchero espagnol, maître d'un domaine qui porte bien son nom de royal, à quinze minutes d'avion de San-Cristobal, mais à un jour et demi à cheval d'Ocosingo, le dernier village accessible par la route, raconte avoir hébergé le chercheur Jacques Soustelle en route vers le pays des Lacandons. Aujourd'hui encore, des étrangers savent l'hospitalité du vieux Pépe avant de reprendre, à cheval, l'étroit sentier grimpant à travers col-

Le casse-tête indigène

Le cas des quelques deux cents familles lacandonnes d'origine chippewyanne d'orientation ou, ce qui n'est guère mieux, d'invasion touristique, et à qui le gouvernement vient de distribuer de nouvelles terres, pechant et chassant un peu, élevant quelques vaches maigres, tirant parfois de la culture, du maïs, n'est somme toute qu'un cas marginal à côté des trois cent mille autres indigènes du Chiapas, plus urbanisés, mais dont l'isolement et la misère sont aggravés, tirant au gré du hasard, méditant un véritable casse-tête ethnique, économique et démographique.

Dispersés sur une superficie de 5 000 kilomètres carrés, ces groupes indigènes hétérogènes, partagés entre cinq grandes ethnies de culture et de civilisation distinctes, parfois soumis à des climats excessifs, à un taux de natalité atteignant 23,51 et à un taux de mortalité allant jusqu'à 9,94 pour mille habitants, résistent silencieusement à l'intégration.

Un vaste programme de développement fonctionnant sous le sigle de Prodesch, approuvé par

lignes et montagnes aux paysages tropicaux d'une inouïable beauté et d'une variété plus étonnante encore, traversant des vallées où des rancheros surveillent au galop des troupeaux comptant de deux cents à cinq mille bêtes, jusqu'à la jungle épaisse, parcourue de mille bruits inconnus et où des mystérieux signes gravés sur les arbres indiquent la direction des Naha.

Naha : c'est là, sur les bords d'un lac paisible ressemblant à l'Amérique du Nord, que les Indiens américains ont inventé les ornements multicolores qu'on y chasse encore, que vivent les derniers véritables descendants des Mayas, des Lacandons au profil pas toujours très typique du célèbre indio, les Indiens du peuple des Mursi, les Indiens (ou des millénaires, comment savoir) les cheveux longs jusqu'aux épaules, une petite frange du même noir d'ébène et la même chemise de cotonnade blanche très ample, à manches courtes.

Depuis les premières études de Franz Bopp, on continue d'avoir une véritable autorité polémique et morale sur les familles de Māhā et de Bonampak, les meurs simples et sages de ces deux peuples, qui semblent plus guère avoir de secrets à offrir. Les rituels religieux y sont pratiquement abandonnés. Les rites de deuil, les jeunes d'adoption ont substitué la monogamie à la polygamie de leurs pères. Deux jeunes anthropologues américains, qui ont travaillé sur une langue faite près de la grande cascade en feuillage de Shank'n, le vieux saxe, qu'il incontesté de la petite colonie, duquel ils espèrent tirer quelque chose de plus que la langue que chaque mois, un hydravion diversement que touristes allaient mands curieux d'apercevoir, ne craint que pour une heure, l'été d'un jour Lacandon, et chaque nuit, le bruit d'un moteur vient rompre le silence presque surmuni de l'habit d'un missionnaire, les habitants d'origine locale, installés depuis plus de dix ans, au sommet d'une petite colline s'est mis en anthropologie l'attente d'avoir pu connaître ce peuple, qui ne saurait être si différent, si paisibles.

l'UNICEF, l'UNESCO, la F.A.O. et l'O.M.S., a été inauguré en 1971 pour le développement politique, économique, éducatif et culturel des diverses communautés. Le centre du Prodech, situé à San-Cristobal et dirigé par un homme d'une admirable générosité, ex-étudiant en théologie à Rome, ex-consul du Mexique en Finlande, est constamment envahi par une foule aux costumes vivement colorés qui contrastent avec l'épaisse vareuse d'un bleu foncé de son directeur.

Le Prodesch a installé vingt-huit coopératives de production dans les milieux indigènes, qu'elles soient côtières ou de l'intérieur, instaurant des programmes d'électrification et d'approvisionnement d'eau, ainsi qu'une radio communautaire diffusant en plusieurs langues ou dialectes. Cette dernière initiative témoigne, il faut le reconnaître, l'un des plus importants succès de l'État mexicain fonctionnaire, mexicain d'une volonté certaine de respecter des mythes, des croyances, des légendes, des coutumes qui font du Chiapas une sorte de Mexique dans le Mexique, un Etat que les touristes américains comme étrangers ne quittent jamais sans promesse d'y revenir.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que le Chiapas célèbre cette année un autre anniversaire dont l'intérêt débordé largement le continent américain : le cinq centième anniversaire de la naissance du célèbre Frère Las Casas, lequel effectua au moins huit traversées de l'Atlantique, entre 1502 et 1517, et qui écrivit la première *Histoire des Indiens d'Amérique*.

Historien, ethnographe, sociologue et même écologiste cinq siècles avant l'invention du terme, Simon de la Rochelle, le Frère des Hommes, a écrit dans ses quelque trente ouvrages, les attaques contre les injustices dont sont victimes les indigènes fraîchement conquis par Cortez, décrit la conquête de l'Amérique comme une reprise d'esclavage sur les autochtones et va même, dans *Le Trésor du Pérou*, jusqu'à dénier aux rois espagnols le droit de possession des territoires découverts par les missionnaires, celui de conversions au Christ qui ne soient pas volontaires.

S'il est vrai que le Mexique est un pays magique et surréaliste, comme les Mexicains eux-mêmes se plaisent à le raconter, c'est bien au Chiapas que cette magie s'exerce le plus vivement, au son joyeux des marimbás, que ce soit dans un humble village comme Chamula en temps de carnaval tout comme devant les temples antiques, les ruines de Bonampak, ou de la pyramide de Chichén Itzá, ou de pelote de Chichimul (où les Mexicains puisèrent l'emblème de leurs Jeux olympiques), près des fameux dées de Montebello. Autant de vestiges du talent créateur de ces découvreurs de mathématiques et de malaxés.

**tout est soleil au
MEXIQUE**



Les plus lointains symboles deviennent réalité. Les Aztèques, déjà appelaient Xiuhtecuhtli « Prince de Turquoise » ce soleil qui dore toujours les plages du Pacifique ou de la Mer des Caraïbes. Des noms qui font rêver : Acapulco, Puerto Vallarta, Cozumel. Soleil toujours, qui se fait pyramide, tout près de Mexico, à Teotihuacan. Mais vous découvrirez aussi dans des paysages grandioses : Monte Alban, Palenque, Chichén Itza, un soleil encore, prenant visage humain au centre et que vous verrez au Musée d'Anthropologie où il fait briller les ors des églises baroques, les villages azteques. oui, tout est soleil au Mexique.

1. *...ous priez pas de vos meilleures vacances. le Mexique est moins cher que vous ne le pensez et vous voudrez sûrement y revenir*

De nombreux vols quotidiens relient l'Europe au Mexique

**Consultez votre Agent
de Voyages**



CONSEJO NACIONAL DE TURISMO - DEPARTAMENTO DE TURISMO - MEXICO D.F.
DELEGATION GENERALE POUR L'EUROPE 31, AV. GEORGE V 75003 PARIS
BUREAU D'INFORMATION 36 AV. GEORGE V 75008 PARIS TEL. 722.13.15



LA PYRAMIDE ET LE MASQUE

« Imprimé dans le Mexique pour servir à cette publication sur les fêtes de l'Académie de l'Homme, sous le patronage de la Commission des Nations Unies pour le développement culturel, sous le patronage de la Commission des Nations Unies pour le développement culturel, sous le patronage de la Commission des Nations Unies pour le développement culturel... »

LORSQUE, au dix-huitième siècle, l'armée coloniale espagnole est enfin dominée la sierra del Mayar, au nord-ouest de Mexico, les missionnaires de mandement aux Indiens Coras de construire une église dans le hameau de Santa Teresa. Les Coras se transforment en masques, en sculpteurs, en peintres; les missionnaires leur montrent des gravures représentant les saints catholiques et les Coras décident de les reproduire à leur manière: certains avaient le visage blanc et ils souriaient; d'autres avaient le visage brun et ils pleuraient. Quand tout fut terminé, un missionnaire montra aux Indiens le Christ de l'autel et il leur dit que l'église était un lieu d'amour, paisible était sous la protection d'un dieu d'amour. Alors les Coras revinrent la nuit dans l'église et ils s'accomplirent au pied de l'autel. Horrifié, le missionnaire qui les avait surpris les réprimanda vigoureusement.

Mais les Coras ne comprennent plus: pourquoi le dieu d'amour ne pouvait-il être le témoin de l'amour? Ils se soulevèrent, chassèrent le missionnaire et fermèrent l'église, dont les murs se crevassèrent et dont le sol se recouvrit bientôt d'herbes folles. Les Coras décidèrent de ne plus fournir qu'une fois par an, pendant la Semaine sainte. A cette occasion, ils se déguisent en diables, en se peignant le corps de bleu, de blanc et de noir; puis ils miment un accomplissement collectif en plein air et donnent leur version de la Passion. Le Christ est devenu pour eux un dieu fondateur, et ses exploits se situent à l'aube des temps; son sacrifice ne rachète pas les péchés de l'humanité; mais grâce à son sang versé, le mal, à nouveau, pousse sur la terre de Quetzalcoatl, le soleil ne s'éteindra pas, les pluies tomberont au bon moment.

Ces cultures qui cohabitent et s'affrontent

Cette anecdote, rapportée par Fernando Benítez dans la somme monumentale et passionnante qu'il a consacrée aux Indiens du Mexique (1) et reprise par Carlos Fuentes dans son essai, *Temps mexicain* (2), montre à quel degré de syncrétisme sont parvenues les différentes cultures qui cohabitent et s'affrontent le sol mexicain. Hors des grandes villes, qui s'enflent chaque jour d'un exode rural presque continu et où le « modèle » de civilisation obéit aux impératifs de la technologie moderne, les cultures indiennes, définies par la vie tribale, rituelle, communautaire et aussi dans certains cas par l'usage des hallucinogènes et de la drogue (peyotl), essaient de survivre, dans des conditions économiques et matérielles souvent précaires. Ce Mexique indien a évidemment fasciné la plupart des étrangers qui l'ont connu, de près ou de loin. « Cette culture — écrivait Antonin Artaud en marge d'un essai inachevé sur le Mexique et la civilisation (3) — il faut dire que le dernier barbare maya, le plus lointain paysan indien, la porte en lui comme un atavisme; et, avec cette culture qui l'arme de connaissances internes dans une exacerbation de tous ses nerfs, l'indien non instruit est en face de nous.

Européens, pareil à sa civilisation d'un haut grade... » Il faut bien dire que, jusqu'à la création, en 1948, de l'Institut national indigéniste, l'attitude des Mexicains face à leurs minorités indiennes a été assez fluctuante. Ainsi, en 1915, le romancier Martín Luis Guzmán écrivait dans une série d'articles réunis sous le titre *La querrelle de Mexico*: « La masse indienne est, pour le Mexique, un poids, une entrave, et il faudrait être bien hypocrite pour voir en elle un facteur dynamique déterminant. » Par contre, le grand anthropologue Mammé Gamo lui répondait l'année suivante: « Quand nos familles indiennes auront été incorporées à la vie nationale, les forces que recèle le pays à l'heure actuelle, à l'état passif et latent, se transformeront en énergies dynamiques immédiatement productives et on verra se fortifier le véritable sentiment de la nationalité. » Coras, Huicholes, Tarahumaras, Tzotziles, Lacandons, confrontent donc le Mexique à l'heure actuelle à un problème qui ne cesse de hanter depuis des siècles, celui de la cohésion nationale.

Parallèlement, le legs mythologique et spirituel du passé précolombien se fait encore sentir, de façon peut-être plus sourde, mais non moins efficace, et, à son tour, place le Mexique devant une de ces contradictions dont son « extra-histoire » est si fertile. Même si l'on ne veut pas se jeter dans la guele dévorante de cette déesse de la consommation que Carlos Fuentes appelle avec un humour un peu grinçant, le Pezsocial, il est non moins évident que, comme Godot, Quetzalcoatl s'en est allé pour toujours et qu'il est seulement revenu depuis en conquérant espagnol ou en prince autrichien (allusions à Cortés et à Maximilien, fusillé à Querétaro en 1907). Le retour aux mythes ou à l'utopie originaire semble être devenu une nécessité pour le Mexicain, et il est définitivement statufié, pétrifié, recouvert par un masque de jade aux yeux impossibles? Rien de moins sûr: « L'image séculaire d'un âge d'or perdu, Quetzalcoatl demeure le symbole ambigu des espérances frustrées du Mexique moderne », écrit Jacques Lafaye (4).

Peut-être un détour par l'art aztèque permettra-t-il de mieux comprendre le sens de ce « présent secret ». Dans la magnifique musée d'anthropologie construit dans le bois de Chapultepec, la statuaire aztèque semble faite pour rappeler l'absence existentielle entre l'homme et le dieu, pour évoquer l'horreur sacrée des temps premiers et laisser planer la crainte diffuse d'une catastrophe prochaine. Rien de comparable avec le nu grec, « cet être créé en dieu qui n'est cessé d'être un homme », pour reprendre une formule qu'emploie Malraux dans le Musée impérial.

Dans la mythologie aztèque, au contraire, les dieux sont ce que l'homme ne pourra jamais être. Prenant l'exemple de Coatlicue, aujourd'hui encore le Mexique à un problème qui ne cesse de hanter depuis des siècles, celui de la cohésion nationale.

Parallèlement, le legs mythologique et spirituel du passé précolombien se fait encore sentir, de façon peut-être plus sourde, mais non moins efficace, et, à son tour, place le Mexique devant une de ces contradictions dont son « extra-histoire » est si fertile. Même si l'on ne veut pas se jeter dans la guele dévorante de cette déesse de la consommation que Carlos Fuentes appelle avec un humour un peu grinçant, le Pezsocial, il est non moins évident que, comme Godot, Quetzalcoatl s'en est allé pour toujours et qu'il est seulement revenu depuis en conquérant espagnol ou en prince autrichien (allusions à Cortés et à Maximilien, fusillé à Querétaro en 1907). Le retour aux mythes ou à l'utopie originaire semble être devenu une nécessité pour le Mexicain, et il est définitivement statufié, pétrifié, recouvert par un masque de jade aux yeux impossibles? Rien de moins sûr: « L'image séculaire d'un âge d'or perdu, Quetzalcoatl demeure le symbole ambigu des espérances frustrées du Mexique moderne », écrit Jacques Lafaye (4).

Peut-être un détour par l'art aztèque permettra-t-il de mieux comprendre le sens de ce « présent secret ». Dans la magnifique musée d'anthropologie construit dans le bois de Chapultepec, la statuaire aztèque semble faite pour rappeler l'absence existentielle entre l'homme et le dieu, pour évoquer l'horreur sacrée des temps premiers et laisser planer la crainte diffuse d'une catastrophe prochaine. Rien de comparable avec le nu grec, « cet être créé en dieu qui n'est cessé d'être un homme », pour reprendre une formule qu'emploie Malraux dans le Musée impérial.

Dans la mythologie aztèque, au contraire, les dieux sont ce que l'homme ne pourra jamais être. Prenant l'exemple de Coatlicue, aujourd'hui encore le Mexique à un problème qui ne cesse de hanter depuis des siècles, celui de la cohésion nationale.

Parallèlement, le legs mythologique et spirituel du passé précolombien se fait encore sentir, de façon peut-être plus sourde, mais non moins efficace, et, à son tour, place le Mexique devant une de ces contradictions dont son « extra-histoire » est si fertile. Même si l'on ne veut pas se jeter dans la guele dévorante de cette déesse de la consommation que Carlos Fuentes appelle avec un humour un peu grinçant, le Pezsocial, il est non moins évident que, comme Godot, Quetzalcoatl s'en est allé pour toujours et qu'il est seulement revenu depuis en conquérant espagnol ou en prince autrichien (allusions à Cortés et à Maximilien, fusillé à Querétaro en 1907). Le retour aux mythes ou à l'utopie originaire semble être devenu une nécessité pour le Mexicain, et il est définitivement statufié, pétrifié, recouvert par un masque de jade aux yeux impossibles? Rien de moins sûr: « L'image séculaire d'un âge d'or perdu, Quetzalcoatl demeure le symbole ambigu des espérances frustrées du Mexique moderne », écrit Jacques Lafaye (4).

Peut-être un détour par l'art aztèque permettra-t-il de mieux comprendre le sens de ce « présent secret ». Dans la magnifique musée d'anthropologie construit dans le bois de Chapultepec, la statuaire aztèque semble faite pour rappeler l'absence existentielle entre l'homme et le dieu, pour évoquer l'horreur sacrée des temps premiers et laisser planer la crainte diffuse d'une catastrophe prochaine. Rien de comparable avec le nu grec, « cet être créé en dieu qui n'est cessé d'être un homme », pour reprendre une formule qu'emploie Malraux dans le Musée impérial.

Dans la mythologie aztèque, au contraire, les dieux sont ce que l'homme ne pourra jamais être. Prenant l'exemple de Coatlicue, aujourd'hui encore le Mexique à un problème qui ne cesse de hanter depuis des siècles, celui de la cohésion nationale.

Parallèlement, le legs mythologique et spirituel du passé précolombien se fait encore sentir, de façon peut-être plus sourde, mais non moins efficace, et, à son tour, place le Mexique devant une de ces contradictions dont son « extra-histoire » est si fertile. Même si l'on ne veut pas se jeter dans la guele dévorante de cette déesse de la consommation que Carlos Fuentes appelle avec un humour un peu grinçant, le Pezsocial, il est non moins évident que, comme Godot, Quetzalcoatl s'en est allé pour toujours et qu'il est seulement revenu depuis en conquérant espagnol ou en prince autrichien (allusions à Cortés et à Maximilien, fusillé à Querétaro en 1907). Le retour aux mythes ou à l'utopie originaire semble être devenu une nécessité pour le Mexicain, et il est définitivement statufié, pétrifié, recouvert par un masque de jade aux yeux impossibles? Rien de moins sûr: « L'image séculaire d'un âge d'or perdu, Quetzalcoatl demeure le symbole ambigu des espérances frustrées du Mexique moderne », écrit Jacques Lafaye (4).

place le Mexique devant une de ces contradictions dont son « extra-histoire » est si fertile. Même si l'on ne veut pas se jeter dans la guele dévorante de cette déesse de la consommation que Carlos Fuentes appelle avec un humour un peu grinçant, le Pezsocial, il est non moins évident que, comme Godot, Quetzalcoatl s'en est allé pour toujours et qu'il est seulement revenu depuis en conquérant espagnol ou en prince autrichien (allusions à Cortés et à Maximilien, fusillé à Querétaro en 1907). Le retour aux mythes ou à l'utopie originaire semble être devenu une nécessité pour le Mexicain, et il est définitivement statufié, pétrifié, recouvert par un masque de jade aux yeux impossibles? Rien de moins sûr: « L'image séculaire d'un âge d'or perdu, Quetzalcoatl demeure le symbole ambigu des espérances frustrées du Mexique moderne », écrit Jacques Lafaye (4).

Peut-être un détour par l'art aztèque permettra-t-il de mieux comprendre le sens de ce « présent secret ». Dans la magnifique musée d'anthropologie construit dans le bois de Chapultepec, la statuaire aztèque semble faite pour rappeler l'absence existentielle entre l'homme et le dieu, pour évoquer l'horreur sacrée des temps premiers et laisser planer la crainte diffuse d'une catastrophe prochaine. Rien de comparable avec le nu grec, « cet être créé en dieu qui n'est cessé d'être un homme », pour reprendre une formule qu'emploie Malraux dans le Musée impérial.

Dans la mythologie aztèque, au contraire, les dieux sont ce que l'homme ne pourra jamais être. Prenant l'exemple de Coatlicue, aujourd'hui encore le Mexique à un problème qui ne cesse de hanter depuis des siècles, celui de la cohésion nationale.

Parallèlement, le legs mythologique et spirituel du passé précolombien se fait encore sentir, de façon peut-être plus sourde, mais non moins efficace, et, à son tour, place le Mexique devant une de ces contradictions dont son « extra-histoire » est si fertile. Même si l'on ne veut pas se jeter dans la guele dévorante de cette déesse de la consommation que Carlos Fuentes appelle avec un humour un peu grinçant, le Pezsocial, il est non moins évident que, comme Godot, Quetzalcoatl s'en est allé pour toujours et qu'il est seulement revenu depuis en conquérant espagnol ou en prince autrichien (allusions à Cortés et à Maximilien, fusillé à Querétaro en 1907). Le retour aux mythes ou à l'utopie originaire semble être devenu une nécessité pour le Mexicain, et il est définitivement statufié, pétrifié, recouvert par un masque de jade aux yeux impossibles? Rien de moins sûr: « L'image séculaire d'un âge d'or perdu, Quetzalcoatl demeure le symbole ambigu des espérances frustrées du Mexique moderne », écrit Jacques Lafaye (4).

Peut-être un détour par l'art aztèque permettra-t-il de mieux comprendre le sens de ce « présent secret ». Dans la magnifique musée d'anthropologie construit dans le bois de Chapultepec, la statuaire aztèque semble faite pour rappeler l'absence existentielle entre l'homme et le dieu, pour évoquer l'horreur sacrée des temps premiers et laisser planer la crainte diffuse d'une catastrophe prochaine. Rien de comparable avec le nu grec, « cet être créé en dieu qui n'est cessé d'être un homme », pour reprendre une formule qu'emploie Malraux dans le Musée impérial.

Dans la mythologie aztèque, au contraire, les dieux sont ce que l'homme ne pourra jamais être. Prenant l'exemple de Coatlicue, aujourd'hui encore le Mexique à un problème qui ne cesse de hanter depuis des siècles, celui de la cohésion nationale.

Parallèlement, le legs mythologique et spirituel du passé précolombien se fait encore sentir, de façon peut-être plus sourde, mais non moins efficace, et, à son tour, place le Mexique devant une de ces contradictions dont son « extra-histoire » est si fertile. Même si l'on ne veut pas se jeter dans la guele dévorante de cette déesse de la consommation que Carlos Fuentes appelle avec un humour un peu grinçant, le Pezsocial, il est non moins évident que, comme Godot, Quetzalcoatl s'en est allé pour toujours et qu'il est seulement revenu depuis en conquérant espagnol ou en prince autrichien (allusions à Cortés et à Maximilien, fusillé à Querétaro en 1907). Le retour aux mythes ou à l'utopie originaire semble être devenu une nécessité pour le Mexicain, et il est définitivement statufié, pétrifié, recouvert par un masque de jade aux yeux impossibles? Rien de moins sûr: « L'image séculaire d'un âge d'or perdu, Quetzalcoatl demeure le symbole ambigu des espérances frustrées du Mexique moderne », écrit Jacques Lafaye (4).

Peut-être un détour par l'art aztèque permettra-t-il de mieux comprendre le sens de ce « présent secret ». Dans la magnifique musée d'anthropologie construit dans le bois de Chapultepec, la statuaire aztèque semble faite pour rappeler l'absence existentielle entre l'homme et le dieu, pour évoquer l'horreur sacrée des temps premiers et laisser planer la crainte diffuse d'une catastrophe prochaine. Rien de comparable avec le nu grec, « cet être créé en dieu qui n'est cessé d'être un homme », pour reprendre une formule qu'emploie Malraux dans le Musée impérial.

Dans la mythologie aztèque, au contraire, les dieux sont ce que l'homme ne pourra jamais être. Prenant l'exemple de Coatlicue, aujourd'hui encore le Mexique à un problème qui ne cesse de hanter depuis des siècles, celui de la cohésion nationale.

Parallèlement, le legs mythologique et spirituel du passé précolombien se fait encore sentir, de façon peut-être plus sourde, mais non moins efficace, et, à son tour, place le Mexique devant une de ces contradictions dont son « extra-histoire » est si fertile. Même si l'on ne veut pas se jeter dans la guele dévorante de cette déesse de la consommation que Carlos Fuentes appelle avec un humour un peu grinçant, le Pezsocial, il est non moins évident que, comme Godot, Quetzalcoatl s'en est allé pour toujours et qu'il est seulement revenu depuis en conquérant espagnol ou en prince autrichien (allusions à Cortés et à Maximilien, fusillé à Querétaro en 1907). Le retour aux mythes ou à l'utopie originaire semble être devenu une nécessité pour le Mexicain, et il est définitivement statufié, pétrifié, recouvert par un masque de jade aux yeux impossibles? Rien de moins sûr: « L'image séculaire d'un âge d'or perdu, Quetzalcoatl demeure le symbole ambigu des espérances frustrées du Mexique moderne », écrit Jacques Lafaye (4).

Peut-être un détour par l'art aztèque permettra-t-il de mieux comprendre le sens de ce « présent secret ». Dans la magnifique musée d'anthropologie construit dans le bois de Chapultepec, la statuaire aztèque semble faite pour rappeler l'absence existentielle entre l'homme et le dieu, pour évoquer l'horreur sacrée des temps premiers et laisser planer la crainte diffuse d'une catastrophe prochaine. Rien de comparable avec le nu grec, « cet être créé en dieu qui n'est cessé d'être un homme », pour reprendre une formule qu'emploie Malraux dans le Musée impérial.

Dans la mythologie aztèque, au contraire, les dieux sont ce que l'homme ne pourra jamais être. Prenant l'exemple de Coatlicue, aujourd'hui encore le Mexique à un problème qui ne cesse de hanter depuis des siècles, celui de la cohésion nationale.

Parallèlement, le legs mythologique et spirituel du passé précolombien se fait encore sentir, de façon peut-être plus sourde, mais non moins efficace, et, à son tour, place le Mexique devant une de ces contradictions dont son « extra-histoire » est si fertile. Même si l'on ne veut pas se jeter dans la guele dévorante de cette déesse de la consommation que Carlos Fuentes appelle avec un humour un peu grinçant, le Pezsocial, il est non moins évident que, comme Godot, Quetzalcoatl s'en est allé pour toujours et qu'il est seulement revenu depuis en conquérant espagnol ou en prince autrichien (allusions à Cortés et à Maximilien, fusillé à Querétaro en 1907). Le retour aux mythes ou à l'utopie originaire semble être devenu une nécessité pour le Mexicain, et il est définitivement statufié, pétrifié, recouvert par un masque de jade aux yeux impossibles? Rien de moins sûr: « L'image séculaire d'un âge d'or perdu, Quetzalcoatl demeure le symbole ambigu des espérances frustrées du Mexique moderne », écrit Jacques Lafaye (4).

Peut-être un détour par l'art aztèque permettra-t-il de mieux comprendre le sens de ce « présent secret ». Dans la magnifique musée d'anthropologie construit dans le bois de Chapultepec, la statuaire aztèque semble faite pour rappeler l'absence existentielle entre l'homme et le dieu, pour évoquer l'horreur sacrée des temps premiers et laisser planer la crainte diffuse d'une catastrophe prochaine. Rien de comparable avec le nu grec, « cet être créé en dieu qui n'est cessé d'être un homme », pour reprendre une formule qu'emploie Malraux dans le Musée impérial.

Dans la mythologie aztèque, au contraire, les dieux sont ce que l'homme ne pourra jamais être. Prenant l'exemple de Coatlicue, aujourd'hui encore le Mexique à un problème qui ne cesse de hanter depuis des siècles, celui de la cohésion nationale.

Parallèlement, le legs mythologique et spirituel du passé précolombien se fait encore sentir, de façon peut-être plus sourde, mais non moins efficace, et, à son tour, place le Mexique devant une de ces contradictions dont son « extra-histoire » est si fertile. Même si l'on ne veut pas se jeter dans la guele dévorante de cette déesse de la consommation que Carlos Fuentes appelle avec un humour un peu grinçant, le Pezsocial, il est non moins évident que, comme Godot, Quetzalcoatl s'en est allé pour toujours et qu'il est seulement revenu depuis en conquérant espagnol ou en prince autrichien (allusions à Cortés et à Maximilien, fusillé à Querétaro en 1907). Le retour aux mythes ou à l'utopie originaire semble être devenu une nécessité pour le Mexicain, et il est définitivement statufié, pétrifié, recouvert par un masque de jade aux yeux impossibles? Rien de moins sûr: « L'image séculaire d'un âge d'or perdu, Quetzalcoatl demeure le symbole ambigu des espérances frustrées du Mexique moderne », écrit Jacques Lafaye (4).

à la ressemblance de l'inconnu, et ses éléments décoratifs, si séparément on peut les appeler crânes, serpents, mains, se fondent véritablement dans une composition de l'inconnu. Considérés dans leur ensemble, ils se refusent à être nommés. La Coatlicue est le symbole d'une culture cérémonielle: une culture aux répétitions sacrées, qui exclut le renouvellement historique.

Lorsqu'il « convoque » son passé indigène, l'homme mexicain renoue donc le rite et un double espoir, à la fois heureux et funeste: celui d'un retour aux origines et celui d'un châtiment à venir. Une sanglante réproche s'est en effet établie autour du vieux mythe du « sacrifice »: « L'homme a été créé par le sacrifice des dieux », rappelle l'anthropologue Alfonso Caso dans le *Peuple du soleil* (5) — et il doit leur répondre en offrant son propre sang. Le sacrifice humain est essentiel dans la religion conquérante espagnole et ce principe n'a pu exister sans la création des dieux, ceux-ci à leur tour ont besoin que l'homme les entretienne par son propre sacrifice et

qu'il leur fournisse comme aliment la substance magique, la vie, qui se trouve dans le sang et dans le cœur humains.

Cette réurgence périodique de l'holocauste — la Conquête, les guerres d'indépendance, la révolution de 1910, 1988 — constitue une sorte de tribut payé à l'entretien de l'ordre cosmique. « Vire l'histoire comme un rite est notre façon de l'assumer », écrit Octavio Paz dans *Post-Scriptum* (1969), qui est un complément à son célèbre *Labyrinthe de la solitude*. A travers ces manifestations rituelles, le Mexique s'est affirmé tout en se niant: pour les Espagnols, la conquête du Mexique a été un exploit; pour les Indiens ce fut une catastrophe qui prenait sa source dans le cosmos. L'immense brassage de la révolution a permis aux Mexicains de mieux se connaître et en même temps le pays a eu tendance à se replier sur lui-même. « L'été 1968 », dit Paz, « le 2 octobre 1968, est à la fois la négation de ce que le Mexique souhaite être depuis la révolution et l'affirmation de ce qu'il est depuis la conquête. »

« L'Espagne nous a isolés de notre passé indien »

A la séparation qu'établissent les économistes et les sociologues entre ville et campagne, Mexique moderne et Mexique traditionnel, vient donc s'ajouter une dichotomie beaucoup plus profonde, qui dépasse les concepts de développement et de retard, de paupérisme et de richesse. Sous la marque du Mexique visible palpite un autre Mexique, qui n'est pas séparable et qui relève de ce que Marx appelait « la conscience obscure du monde ». Le Mexique semi-inconscient, fait de croyances et de mythes déposés comme des sédiments au cours des temps. Octavio Paz a identifié un des principaux thèmes: « Depuis l'indépendance le processus d'identité nationale sentimentale avec le monde pré-hispanique s'accentue, jusqu'à se transformer, depuis la révolution, en une des caractéristiques les plus notables du Mexique moderne. Ce qu'on n'a pas dit, c'est que les Mexicains, dans leur immense majorité, ont adopté le point de vue aztèque et ainsi ont forgé, sans le savoir, le mythe qu'incarnent la pyramide et sa pierre des sacrifices. » Une sorte d'aberration historique a fait apparaître la civilisation aztèque comme le socle plus sûr des cultures précolombiennes,

alors que leur période glorieuse se situe, selon Paz, autour du neuvième siècle. Après, commençant les grandes légendes, tolèques d'abord, puis aztèques, que les autres civilisations virent déferler avec « admiration et terreur ». L'archétype aztèque de la pyramide marque depuis lors profondément la vie sociale et politique du Mexique. Le regard que l'on jette alentour est évidemment différent selon que l'on se trouve sur la plate-forme ou que l'on gravit les marches pour le sacrifice. Par une imbrication étroite entre le sacré et le politique, le Mexique a été façonné, et les laissés place au vice-roi, auquel ont succédé caudilles et présidents. Chaque passage marque également une coupure: « L'Espagne nous a isolés de notre passé indien », dit Paz — et ainsi elle s'est isolée de nous, bien qu'il y ait « un pont qui va de l'histoire au vice-roi, du vice-roi au présent ».

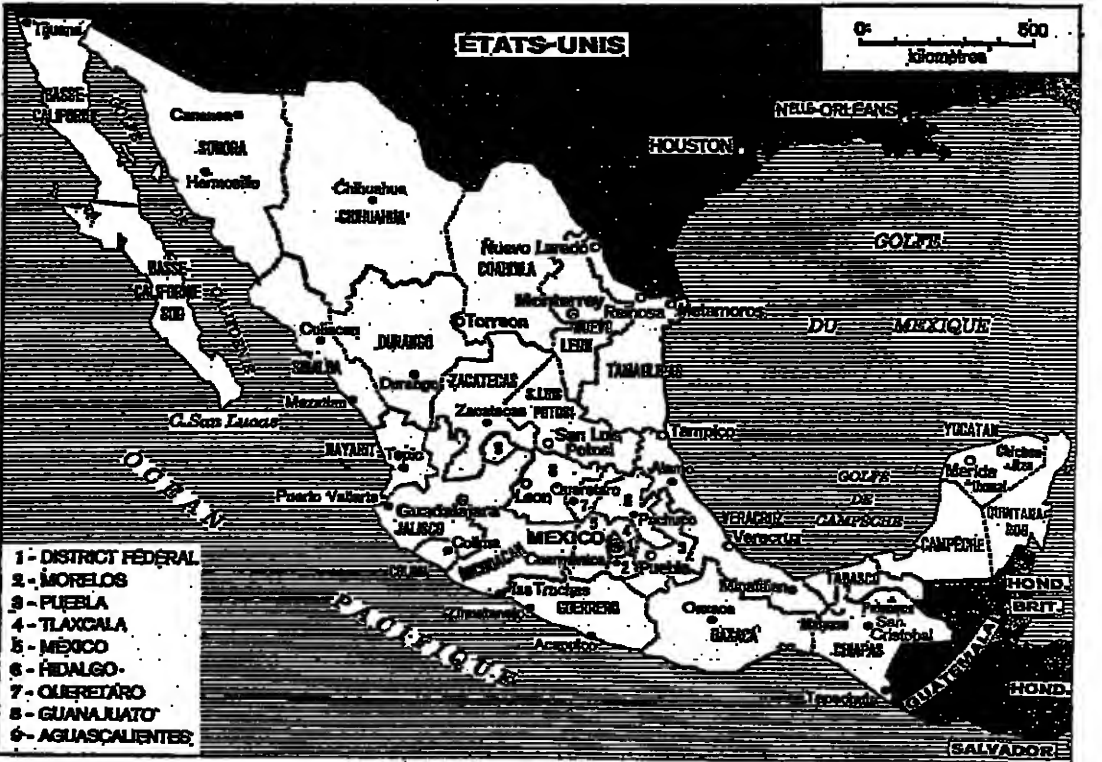
Dans ces conditions on comprend que pour Paz comme pour Fuentes la transformation du Mexique passe par la remise en question des archétypes: « La critique de la pyramide — commente-t-il — est la critique de la pyramide. » Cette entreprise de démythification s'avère d'autant plus difficile que les Mexicains pratiquent avec

délectation un art du masque qui les protège des autres mais qui, également, les dissimule à eux-mêmes. A plusieurs reprises au cours de l'histoire, le modèle servant de façade au Mexique a été emprunté à l'étranger. Pendant la période coloniale, constate Jacques Lafaye, « l'orientation de la vie spirituelle en Nouvelle-Espagne et le développement d'une conscience nationale mexicaine ont été avant tout des variations régionales de l'évolution du monde hispanique ». Plus tard, au moment de l'indépendance, l'équivoque a peut-être été plus forte encore: « Les masques de Montezuma et de Jéfferson — écrit Fuentes — convergent difficilement à une culture mexicaine, plus d'une théocratie indigène vaine au moment de son expansion et d'une autocratie européenne conquérante, quelque défilé décadent. »

Avec la révolution de 1910, les « masques » vont voler en éclats. Entre l'été 1914 et l'été 1915, on assiste même à la mise en place, avec l'entreprise zapatiste, d'une « culture » fondée sur la démocratie directe et sur la liberté individuelle associée de tâches communautaires (6). Mais le projet zapatiste fut sacrifié à l'industrialisation nationale et au développement de l'ensemble du pays. Le Mexique a alors peu à peu revêtu le masque de la « modernité », que les événements de 1968 ont remis en question. Depuis, le Mexique a retrouvé cette « impassibilité » dont parle Paz: « Sur notre territoire, plus fort que les pyramides et que les sacrifices, que les églises, les émeutes et les chateaux populaires, règne à nouveau le silence, antérieur à l'histoire. »

CLAUDE FELL.

- (1) Fernando Benítez, *Los indios de México*, Mexico, edit. ERA, quatre volumes.
- (2) Carlos Fuentes, *Temps mexicain*, Mexico, Cuzco, edit. de Joaquín Mortón, 1971.
- (3) Antonin Artaud, *Les Tarahumaras*, (Paris), 1933.
- (4) Jacques Lafaye, *Quetzalcoatl et l'archétype*, la formation de la conscience nationale au Mexique, Préface d'Octavio Paz, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1974, p. 278.
- (5) Alfonso Caso, *El pueblo del sol*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, deuxième édition, 1962, p. 22.
- (6) Dans son livre *La Révolution mexicaine* (Gallimard, 1973), Jean Meyer a bien montré le revers de la « médaille » zapatiste: aversion de toute discipline individuelle, calomnies se terminant par des règlements de comptes sanglants, aventurisme, etc.



BANCO NACIONAL DE COMERCIO EXTERIOR, S.A.

La BANQUE NATIONALE DU COMMERCE EXTÉRIEUR : la plus vaste gamme de services pour les exportateurs et les importateurs au Mexique

Cet établissement national de crédit est régi par des ordonnances à caractère général relatives aux banques de dépôt et aux institutions financières. En raison de sa constitution ad hoc, il a reçu une spécialisation fondée avant tout sur la nature des financements qu'il consent.

En 1973, la B.N.C.E. mexicaine a octroyé plus de 755 millions de dollars, soit 49,8 % de plus que l'année précédente. De ce montant, 57,8 % ont financé des opérations de commerce extérieur, 35 % sont allés à la production et 7,2 % à des activités diverses.

Les crédits destinés à l'encouragement des exportations facilitent la vente des produits mexicains sur le marché international. Ils placent en effet les sociétés exportatrices dans des conditions favorables par d'importantes réductions de taux d'intérêt et selon des modalités de remboursement intéressantes.

Une attention toute particulière est accordée au financement à la production des matières premières et des produits manufacturés, classés comme préexportables, afin de réunir les plus grandes quantités exportables possibles et faciliter la conservation et l'accumulation

des stocks, pour les placer en temps opportun sur le marché international. La banque accorde également des crédits à la production agricole et à l'élevage destinée à l'exportation. En allouant aussi des crédits pour la production de marchandises habituellement importées, elle cherche à encourager la substitution aux importations.

D'autre part, elle stimule des activités diverses dans les régions frontalières pour augmenter la consommation des denrées nationales. Elle finance intégralement certaines entreprises pour leur permettre d'assurer le besoin du marché intérieur et de placer l'excédent de leur production sur les marchés extérieurs.

L'institution intervient aussi dans le financement des importations, notamment des équipements nécessaires à l'industrialisation du pays; cette activité s'effectue avec l'assistance du secteur public qui permet d'obtenir des conditions plus favorables.

Divers accords ont été passés avec des banques étrangères pour les opérations à caractère international, pour la création d'entreprises à capital mixte et pour le financement de crédits à l'achat

des produits mexicains à l'étranger.

La B.N.C.E. s'efforce de regrouper et d'organiser les petites entreprises pour leur permettre d'acquiescer des stocks en vue d'obtenir des commandes importantes des acheteurs étrangers ou, au contraire, d'acquiescer en bloc des matières premières à des prix intéressants, qui influent favorablement sur leurs coûts de production.

Par l'intermédiaire de sa filiale la Impulsora y Exportadora Nacional, la banque a pu favoriser la commercialisation de produits divers, ce qui a permis aux producteurs d'accroître leurs bénéfices tout en obtenant de meilleures conditions de vente.

Pour compléter et soutenir ses activités financières, la B.N.C.E. effectue des études de promotion et diffuse régulièrement des informations sur l'orientation du commerce extérieur mexicain. Son efficacité s'appuie sur plus de trente-cinq ans d'une expérience fructueuse. Son personnel spécialisé ainsi qu'un vaste réseau de correspondants, à l'étranger, représentent une solide garantie dans le vaste domaine des opérations de commerce extérieur du Mexique.

BANCO NACIONAL DE COMERCIO EXTERIOR, S.A.

Venusiano Carranza 32 - MÉXICO 1, D. F.

Votre expansion passe par le Crédit Lyonnais.

- 2 400 agences en France.
- Représentations, filiales et participations dans les cinq continents.

CREDIT LYONNAIS

Affaires Internationales : 19 bd des Italiens, Paris 2^e - Tél. 508.70.00

Représentation au Mexique : Monsieur André Grimaldi d'Esdra, Paseo de la Reforma 445, Mexico 5 D.F. - Tél. 5-33-03-60

Europariétaires : Banco di Roma - Banco Hispano Americano - Commerzbank - Crédit Lyonnais.

مكتبة الامم المتحدة

une voix du tiers-monde

La croissance impétueuse du Grand Mexico

MEXICO est l'une des dix plus grandes villes du monde. En 1970, elle comptait déjà six millions huit cent quatre-vingt mille habitants et il convenait d'y ajouter les trois millions qui vivaient dans la zone dite métropolitaine. En 1980, le Grand Mexico atteindra un peu plus de quatorze millions de personnes. La densité actuelle est de cent vingt-cinq habitants au kilomètre carré.

Le Grand Mexico regroupe 18 % de toute la population mexicaine, fournit 50 % de la production industrielle, draine la moitié des activités commerciales de la République, absorbe 60 % de ses ressources financières, dispose de 75 % des centres d'enseignement supérieur et de 55 % des cadres professionnels. Il ne lui faut pas moins, chaque jour, de 3 000 tonnes de bétail, de 3 millions de litres de lait, de près de 2 millions de kilowatts-heures, de 1 800 tonnes de gaz, de 6 000 mètres cubes d'essence et de 40 000 litres d'eau potable par seconde. Face à une situation qui n'est pas seulement l'apanage de Mexico mais se retrouve dans toutes les grandes agglomérations urbaines, nous améliorons nos services publics pour réduire la contamination de l'environnement, augmenter l'approvisionnement, élargir et multiplier les centres récréatifs et culturels populaires, pallier les carences d'espaces verts et offrir au citadin une plus complète sécurité.

J'aimerais signaler en premier lieu le problème posé par la lutte de l'homme pour l'eau, problème universel mais qui, dans notre capitale, présente une acuité particulière du fait de circonstances géographiques et spécifiques : situé à 2 240 mètres au-dessus du niveau de la mer, Mexico est, en effet, l'une des rares métropoles du monde à n'avoir pas été édifiées au bord d'une rivière, contrai-

nement à New-York qui a l' Hudson, Londres, la Tamise, Paris, la Seine, Rome, le Tibre, Buenos Aires, le río de la Plata.

Construite il y a six cent cinquante années sur un lac entouré de quatre autres plans d'eau, la ville a connu de très sérieux problèmes d'alimentation en eau. Du fait de sa croissance explosive, ses sources d'approvisionnement se sont peu à peu avérées insuffisantes et il a fallu en trouver de nouvelles, sans cesse plus éloignées. Signalons toutefois que, au cours des trois dernières années, le débit a été accru de 7 mètres cubes et Mexico dispose aujourd'hui — chiffre inédit dans son histoire — de 40 mètres cubes par seconde qui satisfont non seulement les besoins actuels mais aussi ceux qu'on prévoit pour un avenir immédiat.

Par ailleurs, Mexico est situé au cœur d'une vallée fermée, dépour-

vue d'écoulement naturel pour ses eaux pluviales et usées, ce qui, par le passé, lui a valu de désastreuses inondations. Le menace en est encore latente. En effet, l'évolution des eaux est assurée par le canal de dérivation dont la construction remonte à soixante-dix ans et qui avait été conçu pour les besoins d'une population de 500 000 habitants.

Un système de pompage complexe et onéreux a amélioré la circulation des eaux sans pour autant écarter définitivement le danger d'un débordement aux conséquences aussi incalculables que dramatiques. Pour s'en convaincre il suffit de savoir que la ville — construite sur un sous-sol argileux, hautement compressible, formé par des dépôts successifs de cendres volcaniques dans l'eau — s'est enfoncée peu à peu pour atteindre une dénivellation de 6 mètres par rapport au canal.

Urbanisme

et sept millions se déplacent en autobus et les autres ont recours aux trolleybus et aux tramways. Mexico compte vingt-cinq mille taxis et un million de voitures particulières.

L'administration s'est attachée à doter la ville d'un circuit urbain — analogue à celui qui a été récemment aménagé à Paris — qui, long de près de 39 kilomètres sans tenir compte des voies radiales correspondantes, devrait permettre de décongestionner et donc d'accélérer le trafic. Sept des quarante-deux échangeurs qui sont déjà terminés dans le circuit sont en cours de construction.

D'autre part, des travaux ont été entrepris pour doter la capitale de vastes espaces verts qui non seulement aideront à protéger l'environnement, mais se-

ront aussi consacrés aux loisirs. La superficie du célèbre bois de Chapultepec a été portée à 280 hectares, tandis que 350 000 mètres carrés de terrains concrets à la décharge des ordures ont été réaménagés en parcs. En outre, le programme de boisement ou de reboisement de la ville et des hauteurs qui entourent la vallée de Mexico a été intensifié et six millions de jeunes arbres ont été plantés.

Les travaux d'embellissement intéressent non seulement le cœur de la capitale et les lieux de promenade traditionnels comme le parc de l'Alameda, les jardins Botánicos de Xochimilco et la place Garibaldi, mais aussi les monuments historiques et les villages de province pour que les habitants puissent constater de la grandeur de leur passé.

Pour remédier à la détérioration de l'économie familiale — phénomène mondial — les autorités municipales ont pris une série de mesures au nombre desquelles figurent des campagnes de vente à bas prix de fruits et légumes au grand marché central, l'implantation de magasins dits « de quartier » dans les faubourgs, les pharmacies à la création de pharmacies offrant des prix de 15 à 20 % inférieurs à ceux que pratiquent les pharmacies dites « de riches », une production accrue de viande enrichie au soja, enfin le maintien des tarifs de transport qui sont parmi les plus bas du monde.

Parallèlement à ces tâches de caractère institutionnel figurent la construction d'écoles, de marchés et de centres sportifs, ainsi que divers ouvrages d'adduction d'eau potable, d'égouts et d'éclairage public.

Le gouvernement s'est aussi tout particulièrement occupé de créer des logements populaires — son administration en a déjà



terminé 31 851 — qui ont été affectés aux secteurs les plus démunis de la population, non salariés notamment. Parmi les Mexicains, cette promotion destinée aux non-salariés est indépendante du gigantesque programme entamé par l'administration fédérale qui, à l'aide de divers fonds destinés à la construction, crée des logements pour les ouvriers, les employés du gouvernement et les membres de la marine et de l'armée nationale.

Autre aspect fondamental de notre politique, la décentralisation administrative a été amorcée, et ses résultats sont particulièrement satisfaisants. Mexico compte seize commissariats largement habilités à statuer sur tous les problèmes administratifs et à satisfaire aux requêtes les plus diverses. De la sorte, le public bénéficie plus directement d'une assistance légale, de services et d'actions collectives. Chaque fois que des assemblées de quartiers, formées d'éléments appartenant aux courants d'opinion les plus variés, ont été constituées, elles ont aidé à cerner les problèmes existants et à leur apporter des solutions pertinentes. Un effort spécial est actuellement déployé pour constituer des comités réunissant les habitants d'un même pâté de maisons et pour les mobiliser au service de la tâche civique commune.

Notre capitale a modifié en quelques années ses anciennes structures. Elle a, pour ce faire, constamment recherché de nouvelles formes et méthodes de

Nous avons tenté d'humaniser notre ville pour que sa population puisse accéder immédiatement et aisément aux bureaux du gouvernement, pour que ses démarches soient facilitées et pour qu'elle dispose directement des services qui lui sont destinés, plus particulièrement de ceux qui s'adressent aux secteurs les plus défavorisés.

Le plus grave conflit que connaissent aujourd'hui les communautés urbaines du monde entier est celui qui oppose l'homme à l'implacable progression du minéral, qu'est la croissance démographique. Toute activité des autorités municipales des grandes métropoles, nous en sommes pleinement conscients, doit avoir tout visé à la réhabilitation des valeurs essentielles de l'être, à contrecarrer l'égoïsme, à rompre la subordination vis-à-vis de l'ordre urbain.

M. OCTAVIO SENTIES,
chef du département
du District fédéral.

PÉTROLE ET DÉVELOPPEMENT

Le développement industriel du Mexique a bénéficié d'un approvisionnement satisfaisant et opportun en produits pétroliers. A dater de 1945, année qui marque le début du processus systématique d'industrialisation visant à accélérer et diversifier le développement de l'économie nationale, l'industrie pétrolière nationalisée a entièrement couvert la demande de produits consommés dans les différentes branches industrielles.

La transformation de la structure économique et sociale du pays s'est accompagnée d'une augmentation continue de sa consommation de produits énergétiques. La demande nationale a progressé au cours des dix dernières années à un rythme annuel moyen de 7,4 %. Ce chiffre, comparativement élevé par rapport à ceux enregistrés par d'autres pays économiquement plus avancés, est dû à l'évolution soutenue de notre économie, à la modernisation et à la diversification de nos activités ainsi qu'à la croissance accélérée de notre population. Si ces tendances persistent on estime que, pendant la prochaine décennie, cette progression se maintiendra pour atteindre un taux de 8,5 %.

La mise en œuvre par le gouvernement de vastes programmes d'investissements dans les secteurs pétrolier et électrique a permis au Mexique d'assurer sa quasi-autosuffisance en produits énergétiques.

Peu de grands gisements pétroliers ont été découverts au cours des dernières années, et d'autres sont en demande sans cesse croissante, aussi a-t-il été obligé d'importer du pétrole brut et distillé pendant les quatre dernières années ; cependant, fin 1972, deux gisements très importants ont été localisés dans le sud-est du pays, ce qui a permis de suspendre l'importation de pétrole brut depuis juin dernier. Aujourd'hui, ces nouveaux gisements représentent 30 % de la production de pétrole brut. En 1973, une nouvelle raffinerie en construction à Tula, Etat de Hidalgo, entrera en opération, ce qui permettra de cesser définitivement les importations. Cette usine aura une capacité de 100 000 barils par jour.

Essentiellement destinée à la consommation interne, la production de pétrole brut et distillé prévoit l'exploitation rationnelle des gisements pétroliers, tout en maintenant un rapport réserve-production qui assure des marges de sécurité raisonnables au pays.

Pour la diversification des sources d'énergie

Il nous semble intéressant de signaler qu'au cours des dix dernières années, la pétrochimie de base a bénéficié d'une promotion énergique également dispensée par Petroleros Mexicanos (PEMEX). Ce nouvel essor de l'industrie pétrolière nationalisée a permis l'implantation de nombreuses entreprises privées, spécialisées dans l'industrie pétrochimique secondaire, lesquelles élaborent des produits finis et semi-finis.

Par ailleurs, PEMEX a mis en œuvre un programme échelonné sur dix ans qui prévoit le développement équilibré des divers secteurs de l'industrie pétrolière. Dans la mesure où seront atteints les objectifs

annuels fixés par ce programme, le développement de l'industrie nationale continuera à bénéficier d'un approvisionnement satisfaisant en produits énergétiques.

Par ailleurs, le développement même de PEMEX favorise la création et la promotion de nombreuses activités industrielles. En effet, si l'industrie pétrolière consomme des produits finis très divers, l'industrie nationale, pour sa part, produit chaque année davantage de matériels et d'équipements destinés aux industries pétrolières et pétrochimiques de base.

Actuellement, la croissance accélérée de la capacité de production d'énergie électrique dépend, pour une large part, des hydrocarbures et du gaz naturel. On estime qu'à l'avenir elle sera assurée, dans une plus large mesure, par des usines thermoelectriques et que, en 1982, la production hydro-électrique ne comptera plus que pour 26 % de la production totale, contre 58 % en 1960. La diversification des sources d'énergie primaire encouragée sensiblement l'industrie pétrolière, qui sera alors fortement mise à contribution du fait du développement industriel. En 1981, l'usine nucléaire de Laguna Verde (Etat de Veracruz) entrera en opération et assurera à elle seule 10 % de la production. L'utilisation de l'énergie géothermique contribuera également, bien que modestement, à l'économie d'hydrocarbures et, dans un avenir proche, la production hydro-électrique à base de charbon recevra de substantiels encouragements.

Par le passé, à la faveur de tarifs peu onéreux et de subsides accordés à ses produits, le secteur énergétique a aidé à maintenir la croissance de l'économie mexicaine. Pourtant, le gouvernement fédéral a récemment révisé cette politique en autorisant la modification des prix et en supprimant progressivement les subventions, en vue d'apporter l'appui financier nécessaire aux programmes de développement mis en œuvre par certains secteurs énergétiques.

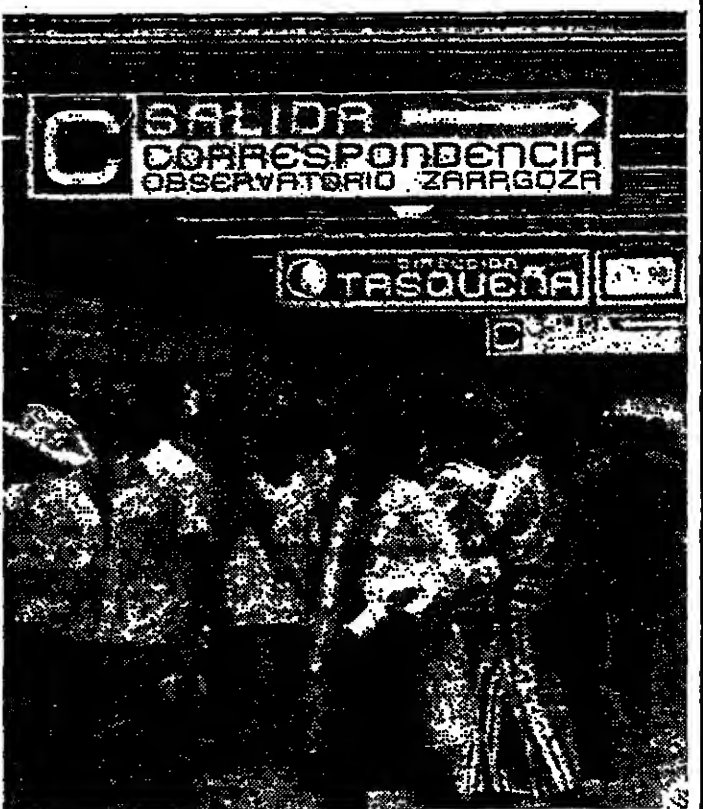
L'exécution des programmes d'expansion de l'industrie pétrolière nationalisée évitera tout obstacle au développement industriel du Mexique qui pourrait causer un approvisionnement inadéquat en hydrocarbures et gaz naturel. Les nouveaux gisements pétroliers permettent d'assurer que, pendant les dix prochaines années, le Mexique disposera de pétrole brut en quantité suffisante pour approvisionner son marché national.

En outre, les activités d'exploration se poursuivent, et il semblerait que l'on ait de bonnes perspectives de localisation de nouveaux gisements de pétrole et de gaz dans différentes régions du pays.

A la lumière de ce qui précède, le Mexique réaffirme sa confiance dans son industrie pétrolière, qui contribuera, comme elle l'a fait jusqu'à maintenant, au développement des différents secteurs de son activité économique et plus particulièrement à l'essor de son industrie nationale.

ANTONIO DOVALI JAIME.

1.495.381.373 passagers transportés depuis 1971 et, pendant la même période, 25.157.960 kilomètres parcourus sur 37 kilomètres de lignes. Un taux de croissance annuel moyen de 13,5 %. Au service du public, pas un seul accident.



Le Métro de Mexico est l'orgueil des Mexicains de ses collaborateurs et de ses amis français

SISTEMA DE TRANSPORTE COLECTIVO (METRO)



INTERMEX
International Mexican Bank Ltd.

INTERMEX est une merchant-bank récemment fondée par :

- Banco Nacional de México, S.A.
- Bank of America Limited
- Deutsche Bank, A.G.
- Inlat S.A. de C.V. (Groupe Senderos)
- Paribas International, S.A.
- The Dai-ichi Kangyo Bank, Limited
- Union de Banques Suisses

et spécialisée dans le financement d'opérations à court, moyen et long terme au Mexique, et en Amérique Latine.

Capital souscrit : £5.000.000



International Mexican Bank Ltd.
Président : Agustín F. Legorreta.
Directeur Général : Gérard Legrain.
Directeur Général Adjoint : Francisco O. Willy.

Buckingham House, 3 Queen Victoria St., London EC4N 8HP. Téléphone : (01) 236 1241. Télex : 881141/2



Enseigner et préserver vingt-cinq siècles d'histoire

Au Mexique, pendant des millénaires, des générations successives ont créé l'un des patrimoines culturels les plus riches et les plus variés de l'humanité. La vie urbaine, commencée il y a vingt-cinq siècles, a légué des témoignages surprenants de la capacité créatrice de l'homme : ensemble citadins de tracé rigoureux qui se voulaient en accord avec l'ordonnement supérieur et immuable de l'univers ; pyramides à degrés dans lesquelles chaque corps, chaque détail architectural se réfère à l'un des aspects du sacré ; peintures murales et bas-reliefs qui commémorèrent les conquêtes d'autres peuples ou imaginaient la vie après la mort dans des mondes supérieurs ou inférieurs de l'au-delà ; figurines et vases de terre cuite, aux formes les plus diverses, dont la technique de décoration la plus élaborée était le stuc polychrome d'une grande finesse ; sculptures de pierre dans lesquelles l'artiste respectait essentiellement la matière qu'il travaillait et dont il obtenait la plus grande expressivité ; délicats objets d'or moulés à la cire perdue ; coques photographiques ; textiles brodés et ouvrages en plumes qui formaient tous, l'héritage matériel inappréciable du monde préhispanique du Mexique.

dynamique, les formes, les significations et les techniques de deux civilisations différentes que l'histoire a mises en contact.

Le meilleur de l'habileté, de l'imagination et de la sensibilité des peuples qui ont rendu possibles la Mexique d'aujourd'hui et celui du futur, a pris forme dans les chefs-d'œuvre grandioses ou dans les objets insignifiants, qui sont beaux parce qu'ils

d'antécédents importants. Déjà à la fin du XVIII^e siècle, les Crisoles se sont réclamés du passé indigène pour justifier leur demande d'indépendance vis-à-vis de la métropole espagnole. Mais c'est surtout à la suite de la révolution de 1910 que s'est produit un effort intellectuel collectif qui a cherché des formes d'expression et des contenus propres, authentiques, qui nécessitent avant tout une

indigénisme. Enfin, tout un mouvement nationaliste, qui comprend certains aspects économiques, politiques, sociaux et intellectuels, et qui a atteint sa plus grande cohérence dans les années 30 — mais qui est encore loin d'être épuisé, bien qu'il ait subi des changements importants et ait été révisé de façon chaque fois plus critique, — crée au Mexique une conscience indubitable de l'importance du patrimoine culturel et de la nécessité de le protéger.

Un pays forgé dans un cadre colonial et qui n'a pas terminé sa lutte pour une pleine libération économique a besoin de définir avec précision son plan national et d'y canaliser tous ses efforts. Pour que ce plan soit authentique, il doit être fondé sur une identité nationale et une conscience historique définissant clairement l'unité sociale, dont nous espérons assurer le développement autonome — non autarcique. Il doit également définir les profils et les traits distinctifs qui singulariseront cette société.

Recenser et restaurer

La résolution mexicaine de forger une nationalité a monopolisé les efforts de beaucoup de Mexicains, parmi les meilleurs, durant plusieurs générations. A certains moments, on a cessé l'effort d'arriver à créer une nation culturellement homogène. On envisage, néanmoins, aujourd'hui, la possibilité d'une société pluraliste, à laquelle ne manquera pas pour autant la cohésion nécessaire à un développement équilibré et juste. L'évolution historique du pays et une géographie qui l'a sillonnée plus les années régionales que la communication générale et l'uniformité ont permis la persistance de diverses traditions culturelles, aux caractéristiques bien définies, et dont les racines plongent profondément dans le temps. Elles ont été capables de résister au contact, à l'oppression et aux efforts de changements imposés, qui prétendaient les transformer ou les assimiler à la culture dominante, et cela même à des époques antérieures à la conquête européenne. Cette persistance historique légitime la reconnaissance du projet de société pluraliste pour un pays qui se trouve dans les conditions du Mexique.

De toute manière, quel que soit le chemin que suivra le Mexique dans le futur, il doit tenir compte d'une exigence insurmontable : la nécessité d'affirmer une conscience historique et d'identifier les éléments correspondants — ce n'est pas évidemment pas de possibles identités régionales.

Le patrimoine culturel du pays, dans le contexte actuel, acquiert une fonction claire et précise. Les objets qui le composent, sont porteurs d'un message historique qui peut et doit s'intégrer dans la conscience des Mexicains d'aujourd'hui. Cette tâche définit une politique culturelle, dont les différentes parties peuvent s'énoncer brièvement :

● La conservation. — La protection des biens qui forment le patrimoine culturel et historique du pays, afin de les transmettre aux générations futures sans diminution de son

potentiel de signification historique, est considérée comme une obligation permanente. En d'autres termes, la première responsabilité devant le patrimoine historique est de le conserver dans sa plus grande authenticité, afin de garantir que le message original dont il est porteur soit un document utile dans le futur. En conséquence, il faut s'occuper des problèmes de restauration et de reconstruction des monuments, ainsi que de recensement et de l'enregistrement des biens culturels.

● La recherche. — Le message dont sont porteurs les objets qui forment le patrimoine culturel ne peut être révisé que par la recherche scientifique. Il est indispensable de promouvoir un travail scientifique permanent.

● La vulgarisation. — Cet aspect, souvent négligé des chercheurs scientifiques, est une étape indispensable du processus qui tend à intégrer la signification du patrimoine culturel dans la conscience historique d'un peuple. On pourrait l'énoncer comme la nécessité de traduire le message scientifique qu'interprète le savoir, en étudiant l'héritage culturel, en un langage que puissent comprendre les différents secteurs sociaux.

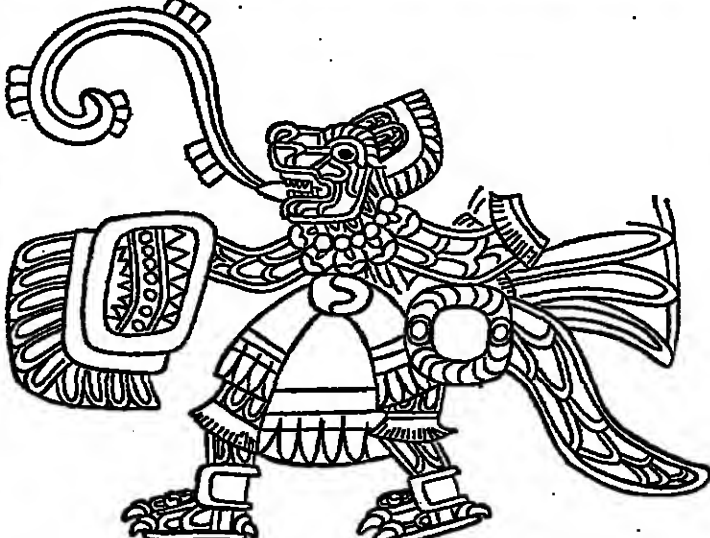
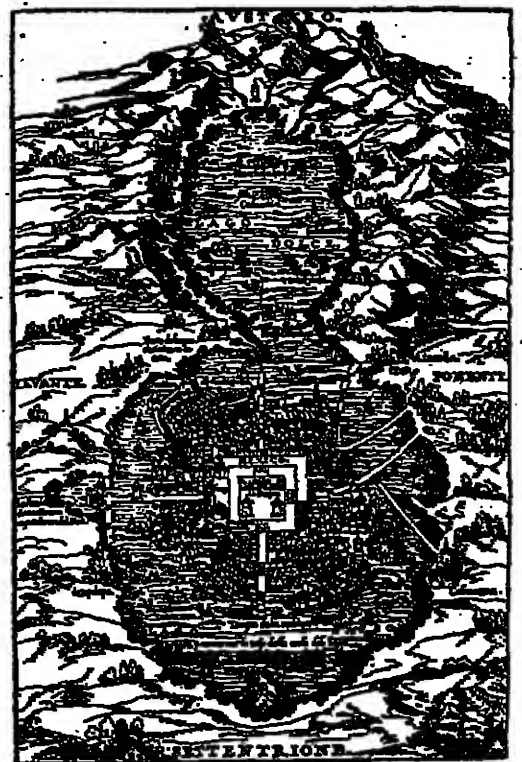
Les trois énoncés antérieurs sont en accord avec l'essence d'une politique relative au patrimoine historique et culturel du Mexique. Nous sommes, bien sûr, loin d'avoir atteint une structuration complète de cette politique, et certaines des idées exprimées n'ont pas encore été mises en application dans une action conséquente et d'ampleur appréciable. Néanmoins, le seul fait de poser ces questions permet déjà

d'orienter beaucoup d'actions de manière cohérente.

Pour citer quelques exemples concrets, nous pouvons signaler qu'à l'Institut national d'anthropologie et d'histoire on travaille actuellement sur un plan qui cherche à équilibrer la connaissance relative que l'on a des différentes régions archéologiques, et l'on définit en même temps une politique de conservation et de restauration. Il a été organisé un système national dont les diverses unités fonctionnent selon un même schéma opérationnel, qui vise à la préservation et à la divulgation didactique des biens du patrimoine culturel. Par ailleurs, un programme de musées scolaires a été mis sur pied avec un faible investissement. Il permet de mettre en contact les enfants avec les objets historiques qui les entourent, pour qu'ils appréhendent ce patrimoine commun et prennent pleinement conscience de la responsabilité qu'ils ont pour eux sa préservation. D'autre part, en 1972, a été votée une loi fédérale des zones et monuments archéologiques, artistiques et historiques. Elle définit un régime légal permettant de garantir la préservation du patrimoine culturel qui, durant des siècles, a été soumis au pillage et à la destruction.

En résumé, le Mexique prend chaque jour davantage conscience de la nécessité de conserver, d'étudier et de divulguer son héritage culturel, où il trouve une base solide et indispensable pour élever ses aspirations à un développement économique et social original, indépendant et autonome.

GUILLERMO BONFIL, directeur général de l'Institut d'anthropologie et d'histoire.



Tristes échantillons

Pendant les quatre cent cinquante dernières années, on s'est imbriqué dans le monde occidental, de tradition latine-chrétienne, toujours avec une violence profonde et parfois avec l'intention manifeste de le nier, voire de le détruire. Certaines œuvres du Mexique colonial, ainsi que beaucoup d'autres appartenant à des époques plus récentes, ne sont, ni ne veulent être, autre chose qu'une imitation docile, stérile, de ce que les autres peuples ont légitimement créé ; ce sont à peine de tristes échantillons, révélateurs de la stérilité de pensées et de sensibilités colonisées. D'autres œuvres, par contre, témoignent de la fécondité d'un médium culturel où se rejoignent, en une harmonie

sont utiles — ils ont été créés dans un monde antérieur à la séparation entre l'utile et le beau, comme l'a noté Octavio Paz. Nombre de jours, nombre d'années, de siècles même, au cours desquels s'est accumulé un inlassable labeur faisant intervenir diverses formes de production, dont les plus lourdes mais aussi le mérite historique ont toujours été assumés par les artisans anonymes, le peuple.

Chaque société, selon le moment historique qu'elle vit, regarde son héritage culturel à travers le miroir de ses propres conditions de vie. Une réflexion critique et profonde, qui éclaire le sens que l'on doit donner au patrimoine historique du pays et sert de base à une politique culturelle bien définie, est nécessaire au Mexique actuel. Il est certain que cette tâche analytique ne manque pas

réévaluation du patrimoine historique. Il y a eu une recherche intense, parfois désespérée de « l'être mexicain », dont la démarche reflète toujours la préoccupation du passé comme réponse probable. Il n'est donc pas étonnant que l'intérêt pour l'archéologie, l'histoire, l'ethnologie et la linguistique ait suivi de très près les inquiétudes manifestées dans d'autres domaines : sans ces références, on ne peut comprendre exactement le sens de la peinture murale de l'école mexicaine, ni les manifestations correspondantes en musique, ni la danse, ni la littérature, ni l'architecture, ni la sculpture. Il n'est pas non plus possible de comprendre la pensée de Vasconcelos, ni celle des philosophes de la « mexicanité », et il est bien sûr encore plus difficile de situer parfaitement la politique

LA VILLE DE MEXICO ENTREPREND DES TRAVAUX GIGANTESQUES

Le Grand-Mexico, qui rassemble aujourd'hui quelque dix millions d'habitants, aura bientôt résolu un des problèmes les plus graves liés à la croissance démographique : celui de l'évacuation des eaux usées et pluviales. Cela se fera d'abord par la construction d'un des plus longs tunnels hydrauliques du monde, qui reviendra à environ 5 milliards de pesos. La longueur totale de l'ouvrage sera de 102 kilomètres, il s'étendra, dans un premier temps, sur 68 kilomètres : cette première section — déjà achevée à 94 % — pourrait être mise en service dès cette année. Ce système de drainage profond permettra d'éviter les fortes inondations urbaines, mettant toute la région à l'abri d'une catastrophe généralisée.

Depuis 1910, date à laquelle Mexico ne comptait qu'un demi-million d'habitants, l'explosion démographique — une des plus fortes jamais enregistrées en milieu urbain — mais aussi l'effacement progressif du sous-sol avaient contribué à aggraver le problème de l'écoulement des eaux. Le grand canal d'évacuation, dont le niveau se trouve désormais au-dessous du niveau de la plate-forme urbaine, assurait de plus en plus difficilement sa fonction. Les eaux usées devaient être aspirées par des systèmes de pompage complexes et coûteux. On avait dû renforcer le vieux canal par d'autres ouvrages hydrauliques, notamment l'ensemble de barrages édifiés à l'ouest de la métropole, des réservoirs de moindre importance installés en d'autres zones, ou encore en recourant le rio Churubusco. Le projet en cours de réalisation prévoit le recouvrement de ce canal, dont les services seront relayés par le nouveau complexe souterrain.

Le système de drainage profond de la ville de Mexico, constitue une démonstration de la technique mexicaine. Plus de sept mille ingénieurs et ouvriers, dotés d'équipements modernes et protégés par des systèmes de sécurité d'avant-garde, travaillent à des profondeurs atteignant 250 mètres.

Dans sa première phase, le tunnel — construit grâce aux ressources de l'administration métropolitaine, représentée par le ministère de l'Intérieur du District fédéral — est constitué par un collecteur central de 499 mètres de long et de 6,50 mètres de diamètre. Une de ses branches est longue de 10 170 mètres, tandis que la branche centrale mesure 7 730 mètres ; toutes deux ont un diamètre de 5 mètres. A la fin des travaux, ces deux conduits d'alimentation auront une longueur respective de 27 et de 25 kilomètres. Recevant les écoulements provenant des collecteurs, des canaux secondaires et d'autres ouvrages auxiliaires, ils les déversent dans le collecteur central. Ce dernier assurera le déversement de l'ensemble des eaux dans le rio El Salto, affluent du rio de Tula.

La pente du collecteur central est déterminée par une dénivellation de 140 mètres, entre le niveau urbain et le seuil de sortie, qui se trouve sur le territoire de la commune de Tepic-de-Rio, dans l'Etat de Hidalgo, à 50 kilomètres du cœur de la ville azèque. Epave dorsale de l'ouvrage, ce collecteur atteindra une

capacité de débit de 200 mètres cubes à la seconde. Or les besoins actuels ne sont que de 150 mètres cubes par seconde. Si la profondeur moyenne du collecteur central est de 120 mètres, elle atteint le double à son point maximal (section 15). Pour l'excavation de la galerie, on utilise des boucliers en acier qui avancent par pression et sont munis d'énormes cracs de perforation qui attaquent le terrain par oscillations de 70 degrés.

A la fin de la première étape de cet ouvrage gigantesque, le volume des déblais devrait se monter à 3,5 millions de mètres cubes. Les matériaux extraits — essentiellement des argiles, des tuils, des andalèses et des roches — serviront de ballast pour les voies ferrées ainsi que pour la construction de routes et le nivellement de terrains de culture.



IMCE conseillers commerciaux du Mexique AU MEXIQUE LE MEILLEUR INVESTISSEMENT

Peu de pays offrent de si nombreuses possibilités d'investissement. Le Mexique est l'un d'entre eux. Pour le démontrer, une importante exposition internationale : *Le Mexique, le meilleur investissement*, a été inaugurée le 28 juin et restera ouverte jusqu'au 20 octobre 1974. Patrons à la fois par le gouvernement mexicain et par l'industrie privée, elle offre aux investisseurs étrangers, l'unique possibilité de connaître les milliers de produits actuellement importés par le Mexique qui pourraient être fabriqués sur place. Le Comité organisateur de l'exposition a la conviction que tous, visiteurs de *Le Mexique, le meilleur investissement*, pourvus d'un dossier de renseignements économiques et industriels qui peuvent faire de ce pays un marché d'investissement exceptionnel. Dans ce but, nous exposons aux visiteurs de l'exposition dix aspects importants de notre économie.

1. Le potentiel du marché intérieur à croissance rapide, conséquences de l'amélioration du niveau de vie.
2. La situation géographique privilégiée du Mexique pour les échanges commerciaux entre l'Orient et l'Occident, et particulièrement entre les autres pays latino-américains et les Etats-Unis (2 600 kilomètres de frontière commune).
3. La liberté complète de contrôle des échanges pour le rapatriement de dividendes, royalties, etc.
4. La stabilité du peso mexicain, lequel se maintient à parité avec le dollar U.S. pendant les vingt dernières années.
5. Une infrastructure complète à évolution rapide, qui stimule et garantit une production industrielle croissante et le développement des marchés.
6. L'existence de ressources naturelles, notamment en pétrole et en gaz naturel, qui a permis en 1973 de couvrir

près de 90 % de la demande d'énergie et permettre une autonomie complète dans peu de temps. Quant à l'énergie électrique, le Mexique pourra produire, dans deux ans, 50 millions de kilowatts-heure.

7. L'existence d'un capital humain abondant et qualifié de formation, ainsi qu'une politique de concertation gouvernement-industrie privée, facilitant la formation de techniciens et d'ouvriers.
8. Le renforcement de la politique traditionnelle du gouvernement, tendant à promouvoir l'établissement de nouvelles industries et l'expansion des installations industrielles actuelles, au moyen d'une protection des importations, d'exemptions d'impôts totales ou partielles aux nouvelles industries, et d'une aide fiscale et financière aux exportations.
9. La stabilité politique traditionnelle du Mexique.
10. Le traitement équitable du Mexique envers les investisseurs privés, nationaux ou étrangers. Pendant ces quinze dernières années, l'économie mexicaine a joui d'un taux d'expansion économique exceptionnel (la moyenne annuelle d'augmentation du produit national brut a dépassé 7 % en termes réels).

Le Mexique vous invite à participer au développement d'un pays de plus de 56 millions d'habitants qui s'accroît au rythme annuel de 2,5 % et qui continuera d'être le meilleur investissement, longtemps après l'exposition.

Soyez assurés de la plus chaleureuse des bienvenues à l'exposition *Le Mexique, le meilleur investissement*.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez prendre contact avec :

IMCE à PARIS : Institut mexicain du commerce extérieur, 66, avenue des Champs-Élysées (8^e)
IMCE à MEXICO : Instituto Mexicano de Comercio Exterior, Insurgentes sur 1443

Service des Relations Publiques
du "DÉPARTAMENTO DEL DISTRITO FEDERAL"

مركز التجارة الخارجية

Le Monde aujourd'hui

UNE FEMME A SA FENÊTRE

Les grands principes et les grands sentiments

Nous n'avons plus envie de l'entendre, l'histoire, cette bête pessimiste. Elle raconte : Ecoutez-moi. Chaque fois que la « question féminine », le « féminisme » effleure en flot, chaque fois l'homme construit une digue et la société redevient mer étale.

Nous avons ri ? Non, pas cette fois. Au bout de millénaires, n'avons-nous pas, conquies, enfin, ce droit qu'on refuse seulement aux esclaves... et à nous : la libre disposition du corps ? Le droit de décider quand et combien de fois nous pouvons assurer l'amour nourricier et l'épanouissement d'un être neuf ? Et c'est bien là le droit d'insister sur la composition même de nos pays, d'accord ? Alors, voyez, autour de nous, ce sont les dernières escarmouches de la guerre des sexes : seuls deux indifférents des conflits qu'on ne déclare pas. Vient au jour, celui-ci va s'achever comme les insurrections de tout colon : le dominant recomposera l'équivalence de l'autre. Finissant d'être maître, l'homme deviendra partenaire et, de seigneur, se fera compagnon.

Et puis, boum ! L'explosion éclate à Bucarest, en pays socialiste, provoquée par ceux qui parlent au nom du socialisme, donc de l'égalité. Voilà qu'un Congrès mondial de la population, pour jeter aux ornières des surpuissants, des surindustrialisés, des super-riches des vérités incontestables, c'est, implicitement, sur la silhouette, la séculaire soumission des femmes qu'ils s'appuient. On leur barre, en un discours, les perspectives qu'on se targuait si fort d'avoir ouvertes devant elles. La féminité ne fut-elle pas toujours au plan des sociétés, la grande mystère ? Les gouvernements semblent sous-entendre que, socialisme ou non, elle continue. Un raisonnement incontestable de-

bouche sur un déni de justice si habituel, qu'il en est devenu inconscient.

Les pays jusqu'ici fournisseurs de matière brute orientent aux fabricants exportateurs d'objets (depuis l'acier jusqu'à l'ordinateur) : « Vous devenez sans cesse plus riches et nous toujours plus pauvres. » La dynamique du développement joue en votre seule faveur. Ce que l'Angleterre, vers 1800, nomma le « paupérisme » joue maintenant à l'échelle planétaire. Et vous projetez à l'échelle du monde le raisonnement de Malthus : né pauvre, on le reste, simplement si on est moins nombreux. Chacun happe une miette plus grosse, par conséquent, faites moins d'enfants. Vous refusez : les foules innombrables, c'est notre force, notre moyen de peser sur vous. Nous voulons devenir si nombreux que vous preniez peur, submergés. Des enfants, nous en voulons toujours plus et non pas toujours moins.

Les droits « donnés »

Artistique entrelacement de vérité et d'hypocrisie. Comment contester le scandale de pays sans cesse enrichis et de pays qu'on maintient dans l'endettement, le sous-développement, l'effacement ? Mais pour démontrer ce dévouement intolérable, a-t-on le droit de sacrifier la moitié la plus exploitée des peuples prolétaires : les femmes ? En fait, l'Inde poursuit sa campagne pour limiter les naissances, envoie des informateurs jusqu'aux villages reculés. La Chine est allée contre la plus ancienne loi fondamentale de ses traditions en proclamant l'équivalence en droit de la femme, en faisant sauter les banderoles des pieds et des familles et finalement « Pi Con » —

« A bas Confucius » — a surtout ce sens-là. Par le mariage tardif, l'avortement facile, la contraception, l'éloignement des époux, Mao promet aux femmes leur « moitié du ciel ». Et par combien de statistiques l'U.R.S.S. et les démocrates populaires n'ont-elles pas montré que, sous le drapeau marxiste, les femmes sont maîtresses de leur profession et de leurs enfantements ? Et n'y eut-il pas, volé, peu, des Françaises allant faire interrompre une grossesse aussi bien en Pologne qu'à Londres ou à Stockholm ? (Ce qui n'empêchait pas Staline de décorer les « mères héroïnes » de treize enfants tout comme notre Académie française.)

Or, d'un coup, pour soutenir l'indéniable cause de l'égalité des peuples, on atomise allégrement les droits « donnés » aux femmes. Est-ce ce « donné » qui rend les gouvernements si dévotement envers cette partie de leur législation ? Les hommes, la passé les mœurs capables de refus : de grèves (même quand on en nie l'existence) ou de cette résistance passive qu'est le travail au ralenti. Mais les femmes ? Une fois créée l'atmosphère nataliste, on s'empresse d'abolir les facilités de la contraception, on est tranquille : aucune grève perdue.

C'est qu'il faut une conscience déjà très en alerte, et un degré d'information élevé pour que se manifeste le refus. Quand le peuple est « obscur » (selon le beau terme des anciens révolutionnaires russes), les femmes, manquant de toute perspective sociale, se résignent à se limiter au rôle biologique : elles enfantent. Nous avons vu en Algérie : combattantes déterminées du P.L.N., souvent héroïques, toujours dévouées, les femmes, si tôt attachées à l'indépendance ont été, faute de travail, rejetées vers la famille.

le hulk, l'enfantement... l'obscurité sociale. Avec, comme chez nous, la bénédiction de la religion.

Le rôle du couple

Une conquête récente manque par définition d'enracinement dans l'inconscient des peuples, ce qui la rend fragile. L'Inde, ces années-ci, offrait en modèle l'écolière qui apprend, qui exerce un métier. Mais le peuple est plus habitué, bien sûr, à la villageoise exténuée suivie de sa petite bande au ventre enfié. On à la misère des faubourgs détalant les aînés autour d'elle dans la poussière et attendant le sommeil en serrant un nouveau-né contre une poitrine sans lait. Aux femmes de l'Inde, on répétait ces temps-ci : n'enfantez que si vous pouvez nourrir. Va-t-on exclure cette possibilité ? C'est peu probable. Moins probable encore que la Chine dénie leur ascension aux jeunes travailleuses libérées de la faim, de la belle-mère et de l'exercice de bébé.

Alors ? Eh bien, il reste une démonstration : c'est que le « oui » des femmes est plus vite rendu qu'à aucun autre. Les gouvernements semblent sous-entendre que l'adversaire, sur ce terrain-là, n'aura pas même l'idée de leur reprocher l'abandon des principes. Car il y a, comme dit la chanson, les grands principes, mais aussi les grands sentiments.

Notre ministre du travail a déclaré (1) que la France servit de médiateur dans cette querelle. Personnellement, il a soutenu : un Congrès, que le nombre des enfants devait être décidé par le couple.

DOMINIQUE DESANTI.
(Lire la suite page 23.)

(1) Au « Journal télévisé » du 28 août, deuxième chaîne.

A la campagne

LES ÉMOIS DU PÈRE GOUGEON

Le père Gougeon prenait son casse-croûte de 9 heures selon un calendrier bien réglé aux étapes invariables :

- 1) La tranche de lard dont il accompagnait la tranche de pain sec et râpé ;
- 2) La beurrée de rillettes, taillée comme au rasoir autour d'une miche de 4 livres ;
- 3) La beurrée de fromage, sectionnée à mesure, et suivant une progression circulaire, en portions triangulaires ;
- 4) La beurrée de confiture de prunes bleues, étalée avec art sur un tapis de beurre demi-sel.

Il n'aimait guère qu'on le dérangeât dans cette activité aussi minutieuse qu'efficace. Il dut donc un froclement de sourcils quand il aperçut la casquette du père Bardoux, marchand de bestiaux, qui allongea le cou par le carreau de la porte restée ouverte, tout en frappant du poing sur le carreau resté fermé.

« Je venais voir si vous aviez pas un petit cadeau pour moi... », lança le valeureux gougeonard. Dans son langage cela voulait dire : « Y a-t-il une bête à vendre ? »

Familier de la boutique, le père Gougeon fit semblant de s'y méprendre et répliqua sur le même registre : « Des cadeaux ? Avec le prix qu'on vend nos produits, c'est pas le moment ! »

« Que voulez-vous, c'est la surproduction ! »

« Je vais vous dire, moi, c'est la faute à tous ceux qui produisent en gros. »

« Ça, vous l'avez dit, quand y en a trop, y en a trop. »

Après cette brève analyse économique, on s'achemina vers le pré où le père Gougeon gardait une belle génisse normande qui n'avait point voulu « reprendre de veau » après son premier.

« On va faire affaire, si vous êtes généreux », répéta-t-il à plusieurs reprises avec un sourire entendu.

« Combien vous le faites, votre vache ? C'est ainsi que commen-

un marchandage - à la traverse -, ob l'on se lança des « picanes », comme on dit aux étapes invariables :

Parti de 3 000 F, le marchand était monté à 3 750, mais le père Gougeon, lui, n'avait rabattu encore que 50 F, symboliques, sur les 4 000 F qu'il exigeait. On ne fit donc point affaire.

Pourquoi, l'exploitant agricole avait le sourire quand il vint à la table, où son épouse Eugénie lisait le journal :

« Moi, y a que ça qui me plaît dans mon métier : les bêtes ; on a de la viande à les élever, mais on rigole bien en les vendant. On peut raconter des histoires, c'est dans le jeu du commerce. Aujourd'hui, j'aurais pas envie de la vendre au père Bardoux, et je l'ai fait monter comme j'ai voulu, parce qu'il m'avait roulé, la dernière fois, sur la vache jaune... »

Eugénie ne disait rien, elle savait qu'à la maison on a besoin d'argent pour renouveler le chapelet et payer les échéances, remplacer la vieille Aronde qui brinquebale, etc.

Il n'était pas sûr que les autres négociants seraient plus généreux : le père Gougeon la craignait bien aussi ! Inala, sur la lance de son amusement, il acheva son repas interrompu avec de petits hochements de tête enjoués ; puis, il s'adonna à l'un de ses rares plaisirs quotidiens : quand il fermait son couteau de poche en corne, le cliquetement de la lame était pour toute la table le signal discret, mais impératif, de la fin du repas. Il aimait alors à voir femmes et enfants avaler goulûment les dernières bouchées pour se précipiter au travail.

Il n'était pas loin, alors, de se prendre pour un maître.

MAURICE SOUTIF.

A LA VILLE

La vieille dame et l'ananas

Huit heures et demie. Il y a longtemps que les gens sérieux ont fait leur marché. C'est l'heure des derniers clients — les imprévoyants, les dîne-tard, les oisifs.

Petite, toute petite, vacillante, elle semble hésiter à entrer dans la boutique. Sans âge. Sans voix. Vêtu creux et cabot vide, cheveux raris et manteau râpé : la vieille vit avec quelques francs, imagine presque trop « par-faite » de la mort quotidienne, trop complète, trop exemplaire. Rien n'y manque. Pourtant la caricature de la misère ne fait pas rire.

« C'est pour quoi ? » « C'est pour du beurre, monsieur. » « Le beurre, c'est là-bas. » La silhouette traverse doucement le magasin. Elle attend qu'on veuille bien la servir. Elle attend plusieurs minutes. Le client qui la précède fait « la plein » de provisions, sans se préoccuper de la fermeture. Un « bon » client, apparemment. La trentaine, et la tenue soignée, la rigueur de la nouvelle bourgeoisie à la mode.

« C'est combien, le beurre ? », dit-elle. « Ça dépend lequel. » « Le plus petit. » « 1,95 F. » Deux pièces extraites du vieux porte-monnaie de cuir noir : et en glissant le « ça » dans le panier, comme un souillon, un soupir, un étouffement abattu : « C'est 2 F, maintenant, le beurre... »

Lui s'aperçoit qu'il était oublier d'emporter trois boîtes de flocons d'avoine et son porridge. Les voilà. Le carton est plein. Comment y faire tenir encore l'ananas, le crime de merrons, le magnum de whisky ? On va chercher un sac en plastique. Elle regarde l'ananas. « Et ça, c'est combien ? Ça doit être bien trop pour moi... » « 5 F le kilo. » « Ah ! c'est par kilo... » « Il y en a des petits qui sont dans les 5 F. »

Un silence. La machine à calculer cliquette l'addition du client. « Vous donneriez un ananas à madame pour moi, s'il vous plaît, et le tout sur ma note, comme d'habitude », et il empoigne son carton et son sac.

Moment de gêne dans l'épicerie. On ne transgresse pas ainsi les règles du jeu. La vieille dame voudrait protester, ou remercier, ou s'excuser, la commis se demande s'il a bien entendu, et voudrait bien se faire répéter... Lui est déjà parti. Il ne verra pas que l'épicier choitait attentivement un fruit rabougri, trop mûr, invendable. Il ne verra pas l'expression rigide, haineuse, de trois autres clients qui attendaient ni ce qu'on lit sur leurs visages : « Pour qui se prend-il, celui-là ? Il veut donner des leçons ? Il a de l'argent à jeter par les fenêtres ? » Il ne verra pas non plus les mains nouées de la vieille dame, nouées ce soir-là un peu plus aux poignées de son cabas.

Qu'importe.

D'ailleurs, la rue est déserte.

ROGER-POL DROIT.

Au fil de la semaine

C'est qui change le plus vite en France depuis que M. Giscard d'Estaing a été élu en promettant le changement, c'est peut-être M. Giscard d'Estaing lui-même. Rien de plus normal. Il ne peut plus devenir président de la République. L'est. Ce qui suffit pour lui à tout transformer, et d'abord lui-même.

Voilà un homme qui, depuis près d'un quart de siècle, devait peser en suffrages le poids de chaque phrase qu'il prononçait ; qui était contraint de mesurer chaque démarche, chaque attitude, chaque geste, à l'aune de la situation politique du moment en même temps qu'à l'indice de sa propre popularité ; qui ne pouvait se séparer un seul instant d'un fantôme obsédant et indiscret qui lui ressemblait comme un frère, son double, son image, son personnage public.

Certes, il avait choisi de cultiver l'ambition politique avec une sorte de désinvolture élégante, un apparent détachement. Mais tout de même, quelle garde-robe que d'accessoiriser et d'employer ! Balaise et toque de fourrure pour la chasse à l'ours en Sibirie, saharienne de « ranger » pour les safaris africains, casque de pilote aux commandes de l'avion présidentiel, tenue de ski pour slalom façon champion, maillot de footballeur aux couleurs de l'Athletic municipal de Chamalières, slip pour nager à Roquebrune, sans parler du fameux chandail de la télévision, voilà qui changeait de l'habit des soirs de réception ou du complet bleu croisé, chemise blanche, cravate stricte, uniforme de ministre ; et puis, avec le fusil, la caméra, les bâtons, le ballon, le vélo, l'inhalateur et l'attendant ; et entre des mains aussi distinguées, l'accordéon quasi légendaire ; et encore, parmi tant d'autres rôles brillamment assumés, le lecteur de journal surpris dans le métro, le célébrataire du mois d'août qui dîne chez Lipp avec un camarade qui se nomme Georges Pompidou, le père attentif qui conduit par la main ses filles à l'école le jour de la rentrée des classes. Et toujours, partout et, bien sûr, par hasard, un photographe embusqué... « Il en fait trop », disait-on. Vaire : cela ne lui a pas si mal réussi.

Au registre politique, la désinvolture et le détachement empruntaient d'autres formes et emportaient d'autres jugements. Admirable mécanique intellectuelle, le jeune homme doué à qui tout réussit, un orateur si brillant qu'il donne à ceux qui l'écoutent l'impression d'être eux-mêmes intelligents, le plus sérieux, le plus compétent, le plus ouvert : on n'en finirait pas d'aligner ses prix d'excellence. Mais en même temps, et non sans paradoxe, un hésitant, un doux, presque un fragile : non, non, il n'a pas le goût du pouvoir, le désir de puissance, l'ambition dévorante que certains lui prêtent. Et lui-même, en contrepoint : « Etre Flaubert ou Mallarmé, quel rêve ! »

Au bout de la route, cet extraordinaire dédoublement : au pouvoir pendant plus de onze ans, il apparaît comme un homme nouveau, ministre du général, puis de son successeur, il fait figure d'apposant au gaulisme, d'étranger au pampidolisme ; aux prises d'apposant avec l'inflation, il semble néanmoins le plus qualifié pour la juguler ; destinataire des déclarations de revenus, il n'est pas considéré comme le collecteur des impôts ; enfin, conduit par ses fonctions à refuser autoritairement crédits et subventions et donc à dicter sans cesse des choix essentiels, il est perçu comme un libéral et un technicien qui ne fait guère de politique. Et c'est le succès.

Aujourd'hui, l'épreuve est terminée. Le président a oublié le candidat, il peut redevenir tout à fait lui-même et, en même temps, qu'il le veuille ou non, il devient un autre.

« Etre le dixième », le cinquième, puis le troisième, et un jour enfin, le second, ce n'est rien, confiait Georges Pompidou. Mais passer de ce second rang au premier où l'on est seul, avec tout le poids sur les épaules, sans personne à qui demander ses consignes ni même son avis parce que personne ne peut se mettre en esprit ni même à votre place, alors cela change tout. On ne voit plus les autres de la même façon, ni soi-même du même œil. » C'est bien ce qui est en train d'arriver à Valéry Giscard d'Estaing.

LE CHANGEMENT

Par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Qu'il aille au cinéma, dîne au restaurant, se promène dans la rue, ou se baigne avec l'un ou l'autre de ses enfants, qu'il conduise sa voiture la nuit, qu'il choisisse d'alléger la disposition de sécurité, de compléter la preuve, de fuir les conventions et de proscrire les artifices chaque fois que cela est possible, ce n'est plus pour soigner son image de marque et gagner des voix. C'est parce qu'il veut vivre, tout président qu'il est, comme il l'entend et qu'il conçoit sa fonction sans apparat et sans une grandeur factice et raide, à ses yeux harassante et inutile. Le tempérament, les goûts, les habitudes, parlent plus fort que les rites, les contraintes et la tradition.

Peut-être sollicitera-t-il, un jour encore, les suffrages des Français ; mais ce n'est pas alors sur sa bonne mine, sa simplicité ou sa spontanéité qu'il sera jugé, c'est sur les fruits de sa politique. S'il doit secouer un peu ses électeurs — oh ! sans brutalité, — c'est maintenant qu'il faut le faire : ils auront largement le temps d'oublier des désagréments, ou demeurant mineurs. Et, de toute façon, d'être à un nouveau et éventuel rendez-vous électoral qui ne pourra être que le dernier, il soit bien que le vent soufflera, peut-être la tempête, et que la vague viendra, féroce, en sept ou cinq ans, le frapper au visage ; ce qui comptera à ce moment-là, ce ne sera pas tant le style que le fond des choses. Puisqu'il en est ainsi, pourquoi se condamner à une existence de reclus, prisonnier de conventions désuètes, pourquoi ne pas essayer de vivre comme on en envie ? Au diable les précautions, les susceptibilités, la prudence ; à l'attention inquisite, à la tension vigilante succèdent une heureuse décontraction, une quiétude indifférente.

En politique aussi, le point de vue a radicalement changé, et l'homme du même coup.

Quand il regarde devant lui, l'étape à couvrir lui semble autrement longue et accidentée que les trajets moins abrupts parcourus dans d'autres mandats et d'autres postes. Il convient donc de ménager ses forces, d'éviter de s'éssouffier, de laisser faire le temps, ce grand maître. Peut-être est-ce là qu'il faut chercher les raisons de l'indifférence relative manifestée à l'égard de l'inflation. Il est évidemment plus facile de bousculer des habitudes figées, de rattraper un peu du retard pris par la loi sur la vie dans des domaines qui touchent aux mœurs, d'enregistrer l'évolution des rapports sociaux, voire sociaux, que d'inventer un remède-miracle. Et quel traitement, sans souffrance et sans péril, assurerait à la seule France, au milieu d'un Occident malade et morose, la santé et la bonne humeur ? Faute de moyens, voire d'idées bien claires à ce sujet, mieux vaut se réfugier dans un silence si frappant qu'il ne peut plus être le fait de quelque oubli ni du hasard. Si le président se tait alors qu'on le sollicite de toutes parts de s'expliquer, c'est qu'il ne juge pas possible ni opportun de parler et peut-être d'agir. Que le premier ministre, le ministre des finances, le gouvernement fassent leur travail, s'engagent et prennent leurs risques, c'est leur affaire.

Comment aussi ne serait-il pas marqué par le fait d'avoir dû lutter beaucoup plus longtemps et rudement contre ses rivaux et associés de la majorité que contre son adversaire du second tour de l'élection ? D'où les appels réitérés au dialogue adressés à l'opposition « que l'appellerai désormais la minorité », a-t-il dit un jour à Raymond Tournoux, des appels qui commencent même à emprunter un ton d'étonnement navré devant les rebuffades qui les accueillent.

A part cela, on entend soutenir que M. Giscard d'Estaing pille, sans vergogne, le programme commun et qu'il a vu la droite ou la gauche faire la politique de la gauche. Si c'est vrai — et cela doit l'être puisque ce sont des hommes de gauche qui le disent, — c'est mieux que le contraire : à savoir un pouvoir de gauche qui fait la politique de la droite, comme cela s'est produit si souvent en France.

ETRANGER

Reflets du monde entier
LA PHOTO DE LA SEMAINE

Trois ans après la mort de Nikita Khrouchtchev, une stèle à l'homme d'Etat a été inaugurée au cimetière de Novodievitchi à Moscou. Evtyouchenko a lu un poème ; puis, comme il pleuvait, il a abrité sous son parapluie Nina Khrouchtcheva, qui contemplait longuement les traits de son mari disparu fixés dans le bronze par le sculpteur Melvestroy. Un tableau de cet artiste, en 1963, avait provoqué de la part de M. K. cette appréciation sans nuances : « Un singe ferait aussi bien avec sa queue. » (Le Monde du 4 septembre.)

(Photo Sipa-Press, reproduite par Paris-Match du 28 septembre.)



La colère des fourmis vertes

L'hebdomadaire américain TIME relate les difficultés d'une société australienne qui découvre l'un des plus riches dépôts d'uranium du monde mais ne sait pas prévoir l'imprévisible : « Les dirigeants de l'entreprise oublièrent de prendre en considération la répulsion des autochtones à déranger les fourmis vertes qui vivent dans la région. Le minerai (...) se trouve à moins de 200 yards (183 mètres) d'un endroit connu selon les croyances locales comme le Gabo Djung (le lieu de repos des fourmis vertes). Les indigènes pensent que si l'on profane ce sol sacré les insectes (...) se changeront en monstres mangeurs d'hommes qui dévoreront le monde. »

« Les dirigeants de la société (...) essayèrent de venir à bout des croyances des habitants en leur offrant des sommes d'argent de plus en plus élevées. Ils en ont maintenant à près de 14 millions de dollars (67 millions de francs) (...) pour un gisement évalué aux environs de 300 millions de dollars (1.400 millions de francs). Malgré cela, les indigènes refusent toujours de vendre. Entre la pauvreté et la colère des fourmis vertes, ils préfèrent, pour l'instant du moins, rester pauvres. »

THE OBSERVER

La facture du Leda Palace

L'hebdomadaire britannique l'OBSERVER raconte les suites des aventures des malheureux clients du Leda Palace, l'hôtel qui faillit, en juillet dernier, servir de ligne Maginot entre les troupes grecques et turques à Chypre.

« La direction du Leda Palace, à Nicosie, écrit l'OBSERVER, a finalement retrouvé ses clients égarés par les balles et les obus le lendemain du débarquement turc. La lettre qui accompagne les notes restées impayées est un modèle de courtoisie hôtelière :

« Nous espérons que votre voyage de retour a été facile et que votre séjour au Leda Palace aura été agréable, jusqu'à ce malheureux moment de l'invasion turque, le 20 juillet 1974, qui vous laissera, nous en sommes sûrs, le souvenir d'une expérience mémorable. »

« Etant donné que les clients de l'hôtel ont dû être évacués avec l'aide des forces des Nations unies le dimanche 21 juillet, nous avons arrêté votre note au 19 juillet. »

« Veuillez trouver ci-joint votre note de... que vous voudrez bien nous régler à votre meilleure convenance. »

« Nous vous remercions par avance et espérons vous accueillir de nouveau au Leda Palace lorsque la conjoncture sera plus favorable. »

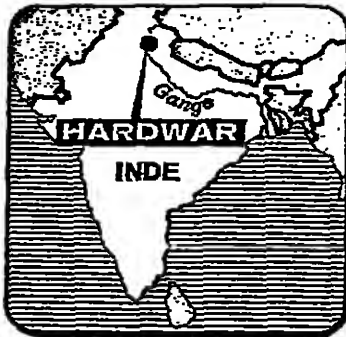


Une Amérique modèle pour les Chinois

La FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW de Hongkong raconte comment s'est effectuée la visite aux Etats-Unis d'une troupe chinoise de trente-deux membres qui, dans le cadre d'échanges culturels entre Washington et Pékin, a présenté quelques aspects des arts martiaux de son pays.

« A San-Francisco, les Chinois ont demandé à faire des visites pour comprendre le style de vie américain. Ils ont aussi voulu se rendre dans la ville chinoise, requête logique, qui leur permettrait de voir comment vit une grande communauté chinoise américaine. Eh bien ! cela leur a été refusé, les services secrets ne pouvant « assurer leur sécurité ». Cependant, lorsque le groupe est allé à Washington, on lui a montré un village modèle dans les banlieues du Maryland (...) »

« La troupe a été amenée dans la maison d'une famille noire exemplaire qui invita les enfants-acteurs du groupe à jouer au billard dans sa salle de récréation au sous-sol. Une famille noire « typique », bien sûr, de celles qui sont sorties du ghetto. Mais, lorsque des Américains, revenant de Chine, se plaindront de « voir au lieu des commodes modèles, ils feront mieux de tourner sept fois leur langue dans leur bouche avant de parler... »

Lettre des « Portes du Gange »
Quand une petite ville reçoit dix millions de visiteurs...

QUATRE millions et demi de pèlerins se baignant, en moins de vingt-quatre heures, au jour fixé par la conjonction des astres, dans le méandre sacré des « Portes du Gange », sur une longueur de rives n'excédant pas celle qui sépare le Pont-Neuf du Pont-des-Arts.

On aurait pu croire que l'entrée résolue de l'Inde dans le monde moderne allait entraîner peu à peu une diminution du nombre des pèlerins. Il n'en a rien été. L'occasion du grand pèlerinage de la Kumbha Mela de Haridwar, qui a lieu tous les douze ans, un million de personnes ont pris leur bain sacré en 1963, plus de 2 millions en 1967, près de 4 millions et demi en 1974. Haridwar « Porte du Seigneur », qui s'appelait autrefois « Portes du Gange », est situé à 300 mètres d'altitude, là où le fleuve débouche des chaînes inextricables de l'Himalaya, dispensant la vie à travers la vaste plaine offerte à sa fécondation.

Il y a des milliers d'années, dit la légende, les dieux firent aux hommes le don de la Ganga céleste qui, descendue sur la terre asséchée, lui apporta à la fois la vie et la pureté du ciel. Le dieu Brahma en personne accueillit la divinité-fleuve au sortir de la montagne et Vishnou y vint aussi, puis son monteur encore la marque de son pied sur la rive. C'est été suffisant pour que Haridwar fût considérée comme l'une des sept villes saintes de l'Inde, attirant les pèlerins par centaines de mille chaque année. Mais ce lieu sacré jouit d'un privilège supplémentaire : selon une autre légende, les dieux, et les démons ayant ensemble baraté la mer de lait, ils se disputèrent le vase d'ambrosie qui en sortit après d'autres merveilles. Lors de ce combat qui dura douze jours des dieux (c'est-à-dire douze ans des hommes),

le vase (khumba) changea de mains plusieurs fois et quatre « gouttes d'immortalité » tombèrent sur notre planète, l'une précipitée à Haridwar où la commémoration de cette baignade tous les douze ans est l'occasion de la Kumbha Mela.

La plupart des pèlerins (en majorité originaires de la moitié nord de l'Inde) ne se contentent pas de prendre dans le Gange un bain de purification et de gagner par surcroît des mérites infinis dans cette vie et dans les suivantes : ils prolongent leur séjour pour rencontrer — fait considéré comme très bénéfique — des « déités » détachées, qui ont abandonné tous les biens de ce monde afin de se consacrer à la recherche de l'absolu. La Kumbha Mela est, en effet, l'occasion traditionnelle d'une rencontre d'ascètes des grands ordres hindous et de nombreux « ashrams », qui viennent pour s'y consacrer. Cette année, plus de soixante-dix mille d'entre eux, descendus pour la plupart de leurs ermitages de l'Himalaya, sont là avec leurs grands maîtres. Drapés dans un vêtement safran ou portant seulement un pagne sommaire, ou encore simplement « vêtus d'espace » et couverts de cendres, complètement rasés ou bien barbus et chevelus, ils vivent, respectant leurs rites, dans des vastes campements organisés au bord du Gange. Non loin de là, dans des camps plus vastes et plus confortables (des tentes y ont le téléphone) bon nombre des organisations religieuses et philosophiques qui abondent en Inde sont représentées. Vivant eux aussi comme des ascètes auprès de leurs « gourous », près d'un million de leurs adeptes sont groupés. Parmi eux, quelques deux mille étrangers « occidentaux », dont beaucoup font ce qu'il faut pour ne pas passer inaperçus.

Or Haridwar est une petite ville de soixante-dix mille habitants, prise entre les collines, essentiellement constituées par deux rues (dont l'une, étroite et tortueuse, bordée d'échoppes et de boutiques, forme le bazar), qui mènent toutes deux au méandre sacré du Gange. En quelques semaines, le trafic montant et descendant y a atteint dix millions de voyageurs, dont deux millions et demi ont utilisé le chemin de fer et les autres la route. La ville du « grand jour », près de cent mille pèlerins sont arrivés par le train, et trois cents autobus par

heure (un toutes les douze secondes) ont déversé chacun cent vingt-cinq pèlerins en moyenne dans les gares routières. Plus d'un million de personnes vivant sur place pendant plusieurs semaines, auxquelles s'ajoutent plus de trois millions de pèlerins venus passer deux ou trois journées pour être sûrs d'être présents au moment le plus faste calculé par les astrologues. Pas une épidémie, pas un accident majeur, aucune panique, aucun désordre : une telle réussite n'est pas le fruit de l'improvisation et implique une longue, minutieuse et efficace préparation technique, en même temps qu'un remarquable sens de l'organisation dont les Indiens font preuve plus souvent qu'on ne le dit.

La Kumbha Mela est une affaire d'Etat alors même que l'Etat se veut laïque. Pour la préparer, un « super-préfet » (il avait, cette fois, trente ans à peine) est nommé une quinzaine de mois à l'avance : il reçoit autorité sur tous les services de la région : ponts et chaussées, travaux publics, irrigation, hygiène et santé, transports, gendarmes, police. De gigantesques travaux sont réalisés : 103 km de routes, 22 ponts — 17 provisoires et 5 définitifs — aménagement des berges, adduction d'eau potable filtrée et javellisée (35 000 m³ par jour), éclairage, installation de plus de 10 000 latrines, service de nettoyage (le D.D.T. et les désinfectants ont été utilisés par dizaines de tonnes), installations de constructions légères et tentes pour abriter plus de trois millions de pèlerins, création de dispensaires et d'hôpitaux de campagne, de postes de P.T.T., de pompiers, de centres de renseignements, d'objets trouvés et de pèlerins perdus ; ravitaillement (2 000 tonnes de blé ; 5 000 tonnes de farine ; 1 200 tonnes d'huile, 3 500 tonnes de riz ; et pour les légumes, le produit de 80 hectares spécialement réservés aux pèlerins). Ajoutons que des « barrières sanitaires » avaient été établies sur les routes et tous les chemins menant à Haridwar, ainsi qu'à la gare, et qu'on ne pouvait présenter de certificat de vaccination (ou de contre-indication) subsistait d'office une injection contre le choléra. (Cette pratique, obligatoire depuis 1954, a mis fin aux épidémies qui prenaient naissance lors des grands pèlerinages.)

L'une des grandes préoccupations du « super-préfet », responsable de toute l'organisation de la Mela, fut d'éviter tout engorgement des voies d'accès au méandre sacré, car, dans cette innombrable foule en marche, la stagnation crée l'inquiétude, qui risque de dégénérer en panique. La surveillance du territoire de la Mela était assurée, du haut de trente-cinq miradors, par des vigiles disposant des plus modernes haut-parleurs à transistors et de cent deux postes téléphoniques — auxquels il faut ajouter les cinquante postes mobiles de la police montée ; tout cet ensemble était relié à un bureau central de contrôle, d'où l'on était informé à chaque instant du tout-fournement des pèlerins le long des voies, bordées de barrières, tracées pour eux sur les deux rives du Gange. Tout engorgement des berges du bassin sacré ou des voies et ponts y conduisant était signalé au bureau central, dont on admirait au passage l'ingéniosité : en ordonnant le simple déplacement d'une barrière jouant le rôle d'une éclusé, il détournait le flot des pèlerins vers une voie de dérivation. Sans même s'en apercevoir, ceux-ci suivaient un parcours habilement sinués pendant le temps nécessaire à la résorption de l'engorgement.

Pour couronner le tout, comme douze ans auparavant, une caméra de télévision embrassant l'ensemble du bassin sacré et fonctionnant en circuit fermé permettait aux responsables d'avoir en permanence sous les yeux l'image du « point chaud » par excellence.

Certes, ce n'est pas dans le dessin d'encourager et de favoriser la tradition que les techniques les plus modernes ont été mises en œuvre. Ce n'est pas non plus pour servir la tradition que les moyens de communication ont été développés et que l'usage de l'électricité, des insecticides et des vaccins s'est répandu. Il n'en est pas moins vrai que, aidant à résoudre au mieux les problèmes posés par la force de la tradition, le progrès se trouve être par la force des choses au service d'une tradition non seulement vivace, mais vivante, qui n'a cessé en Inde, depuis des siècles de manifester sa remarquable capacité d'adaptation et d'absorption. C'est en quel la tradition diffère du traditionalisme qui, stérile et fossilisé, agit comme un poids mort dans l'évolution des civilisations.

PIERRE AMADO.

A PROPOS DU DIVORCE

Une « conciliation » à Pékin

LES recherches actuelles pour une procédure de divorce moins agressive d'une part, moins somnolante de l'autre (pour la conciliation par exemple), me remettent en mémoire l'un des faits qui m'ont le plus frappés dans la Chine de Mao.

C'était en 1955. Les choses ont peut-être changé depuis, mais l'expérience n'en garde pas moins son intérêt.

J'avais à Pékin des amis chinois ; ils habitaient cette ville depuis trois ans, donc en connaissaient bien les us et coutumes. Ils m'ont dit :

« Demandez à assister à un procès de divorce. Cela en vaut la peine. »

En effet. Mon interprète m'accompagna au palais de justice.

La salle où nous entrâmes, claire, nue, avait pour mobilier des chaises et une longue table recouverte d'une nappe blanche. Public restreint. Pas un policier.

Au premier rang prenaient place les deux plaignants, mari et femme. Ils s'assayaient sans se regarder.

Les juges sont trois : deux hommes, une femme. Mon interprète appelle cette dame « présidente ». Elle porte un costume tailleur bleu nuit, des lunettes, les cheveux lisses sont noués en chignon sur la nuque. Traits nets, regard scrutateur ; la douceur de la voix corrige ce que le regard pourrait avoir d'intimidant.

Les deux hommes qui l'encadraient ne cessèrent de sourire pendant les heures que dura la séance. Et pas un instant leur attention ne se relâcha.

L'interprète, qui me traduisait mot à mot les débats, m'a résumé le cas :

La femme — elle doit avoir vingt-deux, vingt-trois ans — veut divorcer. Le mari s'y refuse. Mariés depuis quatre ans, elle a demandé le divorce l'an passé. Le tribunal du district l'a déboutée. Elle fait appel à Pékin.

Et la voilà : petite tête de mule, cheveux bien lisses, de noir vêtu,

avec, comme un défi à l'austérité communiste, un col brodé cerné de dentelle. Chaussettes roses, qu'elle ne cessera de tirer.

La raison essentielle pour laquelle elle demande le divorce ? Cela semblerait singulier en pays socialiste : elle en veut à son mari de ne posséder que 7 mous de terre, alors qu'elle croyait qu'il en avait 20. Ma Chio-yin n'a pas été à l'école. Sans profession.

Lui aussi est tout jeune. Cuisinier de son métier, Sun Tien-fu a fait trois ans d'école primaire. Tête ronde, des rond, oreilles légèrement décollées. Il semble aussi calme qu'elle est surexcitée.

L'interprète donne le nom de « conciliation » à la séance à laquelle nous allons assister. Mais il ne s'agit pas, comme chez nous, d'une formalité somnolante : nous en avons pour trois heures et demi.

Les conjoints seront interrogés ensemble, puis séparément, puis encore ensemble, lorsque les dires de l'un d'eux devront être contrôlés. Le ton entre les juges et eux est celui d'une conversation qu'on pourrait dire amicale, parfois confidentielle.

« Les trois premières années de votre mariage vous avez vécu dans un village. Allons ! Ne nous racontez pas qu'il n'y avait pas la meilleure entente entre votre mari et vous, dit-on à Ma Chio-yin. Combien de voisins nous ont dit qu'on vous voyait parfois la main dans la main, les yeux dans les yeux... Vous avez fait excellent ménage jusqu'à la naissance de votre enfant... »

Un enfant mort-né.

« Elle... Mon mari m'a négligée lorsque j'ai été malade après cette naissance... Il ne me donnait pas de l'argent de très bon gré... Un jour j'ai dû aller lui en demander à la porte de la maison où il travaillait et en prendre dans sa poche... Après le jugement du tribunal qui me débouta et nous imposa de vivre ensemble, je suis allée le chercher et il n'était pas chez lui... »

« Elle... Elle dit que je ne l'ai pas soignée après la naissance de l'enfant ; alors que j'ai rendu les sept mous de terre que je possédais pour lui faire suivre le traitement nécessaire. Mais je l'accuse... »

J'ai noté mot à mot le sermon de père de famille que le juge fait au jeune ménage. En voici l'essentiel :

Ce qui prouve bien qu'il ne tient pas à moi.

La présidente. — Votre vacation montre que vous tenez à lui plus que vous ne le dites. D'ailleurs, il fut aussi gentil avec vous qu'avant votre départ à Pékin. Il vous emmenait au cinéma...

Elle. — Oui.

La présidente. — Au théâtre...

Elle. — Oui.

La présidente. — Vos rapports seraient redevenus affectueux comme naguère si vos parents n'avaient exigé que vous veniez vivre chez eux, à Pékin... (Silence.)

La présidente. — C'est le nœud de la question. Il apparaît que les parents voulaient reprendre leur fille en main et obtenir d'elle qu'elle insistât pour divorcer.

« Un juge. — Vos parents traitent-ils bien votre mari ? »

Elle. — Oui. Mais il se querellait avec eux.

Juge. — Avez-vous d'autres reproches à lui faire ?

Elle. — Non.

C'est au tour du mari de parler. Pendant qu'il plaidera sa cause, elle lui tournera le dos et ne cessera de jouer avec sa chaise.

Sun Tien-fu parle les mains dans les poches, avec une émotion sensible.

« Je puis dire de tout cœur qu'elle était gentille avec moi. Ce n'est qu'à propos d'argent qu'éclataient des querelles. Mon beau-père m'insultait ; il buvait ; un jour il m'a battu. »

Juge (à la femme). — C'est vrai ?

Elle. — Oui.

Lui. — Elle dit que je ne l'ai pas soignée après la naissance de l'enfant ; alors que j'ai rendu les sept mous de terre que je possédais pour lui faire suivre le traitement nécessaire. Mais je l'accuse... »

J'ai noté mot à mot le sermon de père de famille que le juge fait au jeune ménage. En voici l'essentiel :

« Ma Chio-yin, les faits exposés ne prouvent pas la cruauté de votre mari, et nos recherches n'ont rien trouvé de cet ordre à lui reprocher. Vous devez vous aider l'un l'autre, au lieu de divorcer ; vous êtes jeunes, vous avez des enfants, vos parents sont vieux. Ma Chio-yin, si on en encore des idées féodales, ils auraient préféré un gendre riche, mais vous devez considérer autrement la vie. Sun Tien-fu est un honnête et brave garçon. Il a prouvé sa générosité en vendant son petit bien pour vous soigner. Au lieu de buter sur des bagatelles, considérez ses qualités. Vos débuts dans la vie ont été excellents... »

Bref silence. La fille lâche sa chaussette et se lève brusquement :

« Elle. — J'ignore si c'est bien ou mal, mais je veux divorcer. »

Juge (au mari). — Et vous ?

Lui. — Je ne veux pas divorcer.

Après une interruption de séance de quinze minutes, les trois juges reviennent lire la sentence : une sentence intelligible, en langage clair.

Le divorce n'est pas accordé. On reverra cela dans un an, s'ils insistent. Mais d'ici là le jeune ménage devra quitter le domicile des parents, dont l'influence est visiblement néfaste. Ils vivront chez eux. Tous les deux. Rien qu'eux deux.

N'est-ce pas la sagesse même ? La séance est levée.

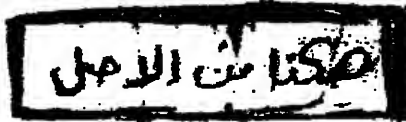
Le couple sort en premier. Je demande à l'un des juges qui est venu me saluer :

« Croyez-vous que les choses s'arrangeront en un an ? Elle a l'air terriblement braquée, dressée comme un petit aspic. »

Il a un sourire malicieux :

« J'en ai vu d'autres... Elle crâne devant le public. Mais quand elle se retrouvera seule avec lui, cela changera... cela changera... Il y a neuf chances sur dix pour que nous ne les reverrions plus... »

MARCELLE AUCLAIR.



LES PLAISIRS INVERSÉS

SI la destinée littéraire d'une œuvre paraissait assurée, c'était bien, au milieu de notre siècle, celle du théâtre de Marivaux.

Le Jeu de l'amour, la Douce inconséquence, la Secousse lyrique, les Fausses Confidences, jolissantes, délicieuses, Française et chez Jean-Louis Baudouin d'une interprétation prestigieuse dont la perfection paraissait donner leur forme définitive à des chefs-d'œuvre désormais inimitables. Et chaque saison, le jeune animateur ressassait les succès, jusque-là méconnus, et, tour à tour, on « découvrait » : *Allegri qui polir l'amour*, les *Sincères*, les *Serments inutiles*, les *étapes*, le *Triomphe de l'amour*. Le public, qui d'habitude éprouvait des platitudes exagérées à des événements de la sensibilité et de la langue dont le charme se haussait et se fortifiait jusqu'au jour, chez Marivaux, de préoccupations et de courtoises et imprévues. Il ne semblait pas pouvoir aller plus loin, ni dans la compréhension, ni dans la connaissance, ni dans l'admiration d'un théâtre dont la beauté, parmi celles qui composent, dessinent et font vivre l'œuvre siételle, le visage du génie français.

Un premier choc vint troubler cette euphorie complaisante, lorsque, en 1956, un curieux érudit, au visage billeux et au regard lourd, publia un *Marlowes par lui-même* où il dénonçait l'écrolement sous-jacent de ces comédies en apparence si bien élevées. Mais la démonstration était si passionnée que ses excès parurent compromettre la thèse de Paul Gascar.

Beaucoup plus violente fut la réaction des fervents de Marivaux, lorsque Planchon, cinq ans plus tard, osa mettre un lit sur la scène où se jouait la *Seconde Surprise de l'amour*. Pourtant, le courant érotique se serait peut-être à nouveau perdu dans les sables si, la saison dernière, Chéreau n'avait spectaculairement fait du désir non seulement le moteur unique mais l'élément essentiel et profond de l'action de la *Dispute*.

En fait, cette tendance était moins révolutionnaire qu'il ne parut, car elle se bornait à pousser à l'extrême l'expression d'un sentiment sous-jacent dans le texte et auquel les metteurs en scène avaient cru devoir conserver sa pudeur première d'expression.

Mais, eu même temps que l'érotisme, Planchon avait introduit dans sa présentation de 1959 un élément autrement nouveau, né de sa volonté de renverser brutalement l'attitude millénaire de l'interprète et du spectateur en présence

de l'œuvre dramatique. On était en pleine époque baroque, et le jeune Roger Pichon s'était jeté avec une cité sur cet auteur étrange, dont le didactisme s'accordait avec sa propre vocation pédagogique et dont il avait immédiatement flairé que les théories sur la distanciation lui ouvriraient, en France, une voie jamais explorée encore, et que, dans le monde dans le domaine de l'interprétation, il était le premier à l'interprétation même des mises en scène traditionnelles de Marivaux ne permettait plus guère, en effet, même à un Jean Vilar, que d'aspirer à se montrer l'égal de ses prédécesseurs, quitte à élargir leur horizon par la révélation d'œuvres oubliées, et à se consacrer à l'amour. Il s'agissait toujours de l'art, par des moyens de plus en plus savants et subtils, une atmosphère de connivence entre les spectateurs et les personnages. Le point suprême était obtenu quand le spectateur s'oubliait et se trouvait, sans raison, mêlé jusqu'à s'identifier avec les personnages dans la joie d'une communion parfaite. Cela créait une sorte de passivité savoureuse qui faisait du spectacle « le type même du « divertissement » et, si, comme on se l'est souvent dit, le spectateur, si son engagement dans la vie le permettait, retrouvait la liberté de son jugement.

Tout au contraire, la nouvelle école exigeait comme plus viril, comme plus digne, plus honnête et surtout plus efficace, que le spectacle d'une pièce se présente au spectateur dans toute sa complexité — consciente ou inconsciente chez l'auteur. — ses contradictions, ses partis pris, ses oublis, ses mensonges même.

Toute œuvre est datée : on ne pouvait la juger indépendamment de son époque. Toute œuvre est une affirmation, une prise de position. On ne pouvait en connaître que dans la mesure où l'on savait quels autres choix étaient possibles, quel engagement ou quelle renouée elle exprimait. Bref, loin de s'élancer libre, le spectateur devait s'interroger, tous yeux ouverts, sur la vérité de cet univers, le condamner ou l'accepter, non seulement comme le fait un juge soucieux d'objectivité mais comme l'homme trouve contraint un homme en lutte contre la société qui l'asservit, et clairement conscient que le théâtre peut être un des moyens de son asservissement. D'une attitude de compréhension qui se croyait généreuse, il fallait passer

à une attitude de défense légitime, logiquement nécessaire dans un combat dont l'enjeu était la liberté et parfois la vie même.

Le rôle du metteur en scène n'était plus, dans ces conditions, de participer à faire baigner le spectateur dans une atmosphère de « participation », mais, au contraire, de l'arracher sans cesse à une euphorie mensongère et périlleuse en lui décelant sans arrêt les pièges grâce auxquels l'œuvre risquait d'endormir sa vigilance.

C'est ainsi que dès le lever du rideau sur la *Seconde Surprise* Planchon nous montrait des valets complaisants et des bourgeois échevillés qui se livraient sur leurs maîtres Du coup, ceux-ci, avant même d'être vus, perdaient leur aurore, et, malgré leurs costumes à la Watteau, leur langage raffiné, leurs attitudes pleines de pudeur, ils apparaissaient dans leur nature « réelle » comme des cochons et des chiens de petitesses. Leur avareie, leurs appétits vulgaires. Plus ils jouaient l'élégance du cœur et de la pensée, plus ils affirmaient sinon leur hypocrisie consciente du moins leur capacité à se mentir à eux-mêmes ; et plus ils dénonçaient la médiocrité et l'impureté d'une société, plus ils révélaient que, malgré les révolutions, la nôtre a d'identique à la leur et combien le combat demeure nécessaire.

On sait à quel point un tel changement d'éclairage au service d'une conception si nouvelle de la finalité du théâtre apparut sacrilège, et d'autant plus que les nouveaux principes furent souvent exprimés et appliqués avec la naïve lourdeur des néophytes. Il faut pourtant prendre conscience de l'impressionnante adhésion des jeunes générations et se demander si cette vague, en apparence dévastatrice, n'a réellement fait que des ravages.

Est-ce un mal qu'elle nous ait obligés à repenser les œuvres que nous aimions et admirions par tradition, alors que la perfection même du plaisir que nous en retirions bloquait dans un jour-de-sac l'interprétation des chefs-d'œuvre ? Après le Cartel comme après Rachet, on ne pouvait plus se séparer dans une imitation stérile ou tout au moins dans une cause. Est-il certain que Marivaux, parmi d'autres, ait tout perdu dans cette aventure, si cruelle qu'elle ait paru au départ ? De nouvelles « lectures » de son œuvre nous ont été imposées qui nous ont déjà permis de mieux comprendre comment ce théâtre si char-

mant, si léger, si gratuit en apparence, avait pu aux dix-huitième et dix-neuvième siècles provoquer des révoltes si violentes.

Bien sûr, cela nous paraît bien étroit de ne considérer dans l'œuvre que son aspect social, mais il n'est pas possible de trop faire le point sur la violence que porte en elle toute création vraiment originale. Est-ce servir Hugo ou même Dumas père que de présenter *Ruy Blas* comme un divertissement lyrique, alors qu'il apparaît comme un scandaleux blasphème aux fidèles de l'Ancien Régime, ou la *Tour de Nesle* comme un innocent mélodrame policier, alors qu'on l'accusa d'être responsable de la création de cercles et d'échancres à tous les autres genres d'immoralité de la monarchie ? Où est la fidélité ? Dans l'œuvre « modernisée », asservie à notre plaisir, ou dans l'œuvre rendue à son agressivité première ?

On nous propose de relire Muraux en nous rassurant qu'au dix-huitième siècle les jeunes filles étaient souvent livrées par le caprice des parents à de maigres laconismes d'elles et que beaucoup d'entre elles en avaient une angoisse justifiée, que la femme occupait dans la société, et surtout dans la société bourgeoise, une place dégradante et que la femme n'était qu'un être d'appoint, une nouvelle. On nous demande de voir tels qu'ils sont et sans les déguisements trompeurs de Watteau ces hommes et ces femmes dont l'oisiveté et l'argent ont fait des fantoches uniquement préoccupés d'eux-mêmes et inconscients du scandale social qu'ils représentent. On nous demande de nous rappeler que le mariage est un moyen d'agrégation, que la procréance a pu être considérée comme une provocation... Pourquoi refuser cet effort ?

Peut-être nous permettra-t-il, par exemple, de découvrir ce qu'il y a de profondément misanthrope (il employait souvent ce mot en parlant de lui-même) chez l'auteur du *Jeu de l'amour* ou des *Fausse confidences*.

Rallions d'abord, avec ces préoccupations en tête, la première comédie originale de Mariwaut, *L'Amour et la Vérité*. Qu'y voyons-nous : l'amère constatation que l'amour et la vérité ont été détrônés par le vulgaire désir et par la flatterie. Et, aussitôt, voici qu'*Arlequin* po' par l'amour nous en offre l'illustration : pour venir à bout des menaces d'une fée perverse qui s'oppose par jalousie à leur amour, deux bergers purs et

sincères sont obligés d'utiliser à ruse, la flatterie, le mensonge et de laisser le cœur pour la raison. Les héros de *Le Serpent et l'Amour* ont pris conscience de cette dégradation de l'amour. Celui-ci est mensonge. Il fait perdre à la lucidité. Aussi essaient-ils de se connaître. Mais ils en ont à peine le temps, car c'est la peur de perdre l'autre qui les rend plus qu'à ses mérites non prouvés que chacun va céder. Se connaître : cette nécessité à la fois morale et stratégique apparaît ici pour la première fois. C'est la peur de perdre l'autre qui devient le leitmotiv de tout le théâtre de Marivaux. C'est le souci angoissé de la connaissance de l'autre qui va pousser à se travestir les héros de la *Double Inconstance*, du *Prince travesti*, du *Jeune Homme à la mode*. Les héros de Marivaux ont-ils à vaincre non seulement leur peur d'être un à un être hostile, mais surtout la peur de se laisser prendre au

pièce de l'amour, de donner son amour à qui ne le mérite pas. L'amour est l'effroi de ces êtres qui ne pensent qu'à lui, qui ne veulent que mourir lui. Et même quand il est payé, comme dans *Le grand traquet*, il risque de trouver un autre amour auquel il s'oppose. C'est ce qui a donné à cette pièce ce climat racinien qui étonna tellement les contemporains et que Daniel Mesguich nous a restitué.

Le théâtre de Marivaux, malgré des dénouements optimistes et factices parce qu'ils étaient imposés par le genre, est une longue galerie de femmes fragiles (1), effarées d'entrer dans la vie, comme des collabos, qui ont peur d'être déçues. Elles durent et dont les petites aïeules s'agitent dans l'effroi du premier vol. Hommes et femmes, chez Marivaux, sont obsédés par l'angoisse d'aimer et n'ont pour arme que leur passion de la connaissance... Mais cette angoisse et cette passion, le spectateur n'en prendra conscience que dans la mesure où lui-même, refusant de se laisser aller à son plaisir, se sentira déçu. C'est pour ces pièces, les auteurs, acceptera de les voir tels qu'ils étaient dans leur milieu et dans leur époque, fera passer le plaisir de la connaissance avant le plaisir d'aimer.

Ainsi les plaisirs sont inversés. Mais pourquoi les refuser s'ils restent des plaisirs, si l'œuvre est assez riche, comme l'est celle de Marivaux, pour soutenir successivement les uns comme les autres. A travers les siècles ?

(1) Et quand la volonté est au service de leur amour, comme dans le Triomphe, elles deviennent presque monstrueuses.

— *La vie du langage* —

NON, LA MARANDE N'EST PAS MORTE

L'HISTOIRE des mots s'écrit d'abord sur le terrain; l'enquête menée par monts et par vaux, de clocher en clocher, fournit les résultats que la confrontation avec les documents de bibliothèque confirmera et précisera. Il se trouve que les lecteurs d'une récente chronique (1) ont spontanément réalisé, à propos de *marande*, *merande* (la collation, le casse-croûte), qu'ils avaient déploré la disparition, une de ces irremplaçables enquêtes sur place. Nous avions enterré un peu vite, écrivait nos correspondants, la *marande* n'est pas morte. La matière fournie, il a suffi de l'organiser pour en faire profiter les historiens du vocabulaire qui liront ces lignes. Des milliers de la *marande* latine vivent encore en France. Où ? Qui les emploie ? Sous quelles formes ? Avec quels sens ?

Où ? Apparemment un peu partout dans l'aire continentale francophone. En Belgique wallonne, « le mot subsiste dans la région de Beaumont, en Belgique » (M. Victor Gaiet, Dinant). Dans les Ardennes, « plus spécialement dans la région de Saint-Hubert » (M. André Schmitz, Bruxelles). En Lorraine, « dans les années 1915-1925, quand je me suis la moisson avec les grands-parents paysans sur le plateau barrois, mon grand-père, vers les 5 heures de l'après-midi, disait toujours : « J'allons marander », en posant sa faux » (L. Chénard, Paris). Dans les Vosges, « Dans mon village d'origine (Châtenol-le-Venant-Bruyères), on dit le nom de marander pour le verbe marander d'un usage courant » (M. Michel Fagnol, Longwy-Haut). Dans l'Est encore « un dérivé de ce mot était encore employé il y a quelques années dans certains villages de la Vège : il s'agissait du verbe marandant » (M. Jean-Claude Nancry).

Poursuivons ce tour de France (M. ne s'en va pas) en glissant vers le Sud-Est : la sùreté - *Alarander* : j'ai entendu ce mot, sûre en v de façon très courante, il y a de de quarante ou cinquante ans, à de de Saint-Dizier (Haute-Marne) par

ces oncles qui était vigile. En particulier, on m'emmenait milieu de la journée, à midi, et même la nuit si le vendange, car on fonctionnait le pressoir toute la nuit. (M. E. Gérard, Paris).

de Bourgogne, et en par-
de l'Autunois, que vien-
tes témoignages les plus
de la région d'Orléans
du langage soit plus le
d'Autun que n'importe
sieurs en province ; ou que
teur bourgennaise écrive
sacilement à un journal que
s. Nous avons donc lieu
roite que la région de
votre le plus célèbre de
sieurs, mais aussi mon
nisme. Quelques attesta-
dans la région d'Orléans
le originaire (l'Autunois, au
lu Morvan), ces deux ter-
ont couramment utilisés.
s. Claude Lospied, Paris). « Ces
mots étaient d'usage au-
suel le bassin du Morvan
s. Dans les familles, on écrit
ent 1914... et aussi dans le
du Charolais ». (M. Léon
u, Chalons-sur-Saône). De
Villedieu, universitaire à Vil-
ne : « Le mot *mérende*
encore en usage dans
des environs de Langres,
de la région de Troyes, de
Guy-Bertrand, Boucé, univer-
sitairement, à Paris.
beau-père, excellent bour-
nais, instituteur en retraite,
et encore volontiers de
pour désigner la *mé-
de la région de Troyes et le casse-
d'Orléans, en particulier.*

« J'ai rarement en-
jamaïs entendu
substantif, j'ai
tendu dire « mé-
Pierre Lafont, Or-
léans ».

Le domaine
bien représenté
d'attestations
correspondant
matifs. « Pu-
que la *mé-
s. Le mot *mé-
tout à fait en-
moins dans les
lectes comme
(M. Jean Bri-
M. F. Bozzi,
méditerranéen du
à plus précie-
« mérendes,
nuances, et
dans les m-
ouvriers auto-
nisme ».**

Mérande n'a
aussi dialecte
n'est ni un
mot de patois
du fond nar-
enquête plus
terme sans d-
qu'en plus
dans les
« Est-il
par toutes les
Il vit encore
Plus de la m-
rétèrent à la
et faisaient en-
ne assistés
s. Le mot
légis. Cepen-
d'une survi-
rela, ne man-

L'existence du Massif
est encore bien signalée :
Souterraine (Creuse) est
une « petite région de
recherche (une quarantaine de
kilomètres au nord-est de la
ville de Marçay) où l'on trouve
des *grands* la collation
par les travailleurs des
usines, en fin d'après-midi, le
samedi, souvent avant la trou-
pe (Clermont, Paris). Nous
nous éloignons nous-mêmes
de la montagne.
En Saintonge
vraisemblablement
aussi, en parlant du goûter
entre heures, on dit toujours

La forme
quand les
glabrent sans
(de nos jours
et le télévisé
variante de p
de la Marne
sont absolu
français cent
devait donc
variations mon
importantes.
malgré d'empla
meute, le m
fis bien sou
nature cu
nasale-dé) : M
mes + l'ar

ou ». Mais je n'ai
u ce mot comme
n'ai jamais en-
grandouner. » (Dr
Saint-Pierre-d'Olé-

occident est moins
mais en nombre
mais nos deux
sont très attri-
- vous les
de (la collation)
collation) sont
vie en occitan, sa
certains de se dia-
le périgourdin ?
- but, Virgilovij ? Et
Roanne : « Elant
Sud-Est, je l'ens
- m'écouter ces termes
- m'écouter couramment
des articles et
- m'écouter les li-è-ss-

[illegible]

Un mot est fixé
tionnaires l'enre-
contestation et
quand la radio
n'utilisent sans
connotation appé-
lante, et l'inter-
dit inconnu du
il et officiel; on
s'attendre à des
atmosphères assez
y en a en effet,
et, dans la mesure
s'en cause sou-
nus par leur ar-
phonétique (m-
Nord à des for-
mes, « mardée »

Est : la collation qu'
habituellement vers 8
matin, sur les lieux
(une simple tasse de
révélé) ».

La pot qui paraît s'écou-
convoqué, au Bourgoin-
démelle, le mot gagne
(aéniqne) et en vi-
gner toute nourriture

La contribution des
teurs est précieuse à
tous; mais, si l'on
nos connaissances ma-
çais, tout ce qui n'a
français convention-
bien nous négligeons
chesses du terroir.

partir de cette contribution, pondra mieux à la question et posait implicitement la chose : pourquoi marande, rendre, etc. sont-ils à tout moins en voie de disparition ?

La marande est profondément liée au travail des champs, aux modes traditionnels de

plus marquée
celui qui
une façon
est restée
exception :
étant par
la bonne
sur le bon
l'aspect
l'aspect uni-
à l'occlusion
grande de
s'expli-
bour-
prise sur
bastaient
fait petite

nde » (ou
se à une
jeune
gègère un
t. le repas
du jour
valeur. A
diste. Qu
la ma-
sion. On
est une
s accom-
s-midi, le
traite -
routier de
s travaux
du soir -
sur le Sud-
prend
heures le
de travail
café au

le mieux
se morvan-
sur terrain
à dési-
préparée.
nos lec-
pus d'un
quel point
du fran-
pas le
et com-
les ri-
seul-on, à

Les grands principes et les grands sentiments

(Suite de la page 17.)

Il cavoue sa fierté d'avoir introduit cette notion de couple, qui rappelle aux gouvernants les droits individuels des gouvernés. Français, issu d'un des pays — je le pense sincèrement — où le conflit des sexes est à la fois le moins aigu et le plus exploré, le ministre sait qu'il n'est pas le même chez nous, appartenait jusqu'en la cheville. Saur dans de très rares milieux « avancés » se n'était pas souvent à la femme. Si le ministre hésite à s'en souvenir, le chiffre atroce des accidents et la mort des femmes (c'est-à-dire dans de sombres hospitaux) lui montrera combien la volonté de la mère était jusqu'à présent peu souvent respectée. Alors, est-il difficile d'établir qui prend cette décision, dans des pays très peuplés, l'homme ou le travail rétribué, c'est-à-dire la moindre liberté ?

Rappelant ici même que la condition des femmes pose le problème des hommes, de leur réticence, de leur recul devant le partage des responsabilités, Française Giroud poursuit-elle ironiquement, quelle n'est-ce vite aussi, déçante, une aussi internationale confirmation ?

Dans le monde mondial on sait qu'une conquête ouvrière n'est jamais acquise, que toujours les patrons tentent de grignoter, d'abaisser les avantages, arcanes, sauvegardes de conditions sociales délabrées » ou d'imperatifs provisoires de l'heure ». Il en va visiblement de même dans le combat féminin qui vise la simple reconnaissance d'être « libres et égaux en droits ». Le pire, c'est d'être en France, dans ce monde, dans ce combat qui semblerait unir à nous ce projet commun : l'équivalence de tous, des peuples comme des sexes.

Face aux femmes, les gouvernements exercent au carré leur habitude du manègement des masses. Le sagesse du pouvoir est d'implanter « Les conseillers » ou sont pas payeurs ». Ils sont encore, bien moins, les parrains.

DOMINIQUE DESANTI.

(1) *Le Monde*, 1^{er}-2 septembre. Il fallait lire : « Dans les pages de v. : v. Wartburg » (et non : « Dans les pages... »), le titre de cette chronique.

SOCIÉTÉ

Portrait

Les cassettes et l'animatrice

Il n'y avait pas à dire. Cette maison de retraite était bien, belle même. Les chambres étaient trop petites, bien sûr, surtout quand on doit apporter la table et les chaises d'une longue vie, tout ce qui a survécu comme après un naufrage. Il faut trier, donner, jeter, et encore on n'y arrive pas.

Le hall, lui, est superbe. Il impressionne tous les visiteurs, avec ses plantes vertes luxuriantes. Il y a des canapés, un coin télévision. La directrice est bien aussi. Correcte, aimable. Elle part le vendredi soir chez elle, car ici ce n'est pas son chez-elle. Elle est encore jeune, elle n'a pas soixante ans.

Mme C. passe beaucoup de temps dans ce vestibule. Si on lui avait dit cela il y a seulement dix ans, elle ne l'aurait pas cru. Elle si difficile, qui trouvait facilement les gens ennuyeux, sans intérêt. Mais sa chambre est si petite qu'il lui semble que ses pensées y tournent comme des mouches, tantôt folles, tantôt poisseuses. Sa fenêtre donne sur le jardin et la campagne. La campagne qu'elle a tant aimée toute sa vie. Mais cette vue, toujours la même, cette pelouse éternelle, ce saule planté là, semble-t-il, depuis le commencement du monde : non, ce n'était pas là une vue. D'ailleurs, quand elle s'allongeait à demi sur son lit, elle ne voyait plus rien qu'un carré de ciel où voyageaient les nuages, indifférents, lointains.

Les heures n'en finissent pas dans cette petite chambre. Et ses photos, soigneusement disposées, il y avait des moments où elle ne voulait même plus les voir. Alors elle les décrochait, se faisait un petit changement, et un jour elle les remettait, variant leurs places. Sa mère encore jeune, souriante dans une robe démodée, morte. Sa sœur si vive, si drôle avec son grand chapeau de paille, morte aussi. Et des photos d'enfants qui n'étaient pas les siens. Pas de photo d'un bel homme en uniforme, ou jeune, souriant, un arrosoir à la main. Non, pas d'homme ici. Son mariage avait été un ratage. Et les autres ? Laissons-les vivre dans le souvenir, comme des oiseaux qui, brusquement, traversent un instant le ciel et s'enfuient.

L'un était mort, les autres ? Elle ne savait pas, elle ne voulait même pas le savoir. Elle avait l'impression que c'était dans une autre vie qu'elle les avait connus. Une vie passée à jamais. Une vie où elle parlait, riait, s'habillait pour le soir, téléphonait. Le téléphone tenait une grande place dans sa vie. Ici, il était dans une cabine, il fallait y glisser des jetons. D'ailleurs, qui attendait vraiment son coup de téléphone ? Et qu'avait-elle à dire ? « Mais oui, je suis bien ici. Vraiment c'est bien. Non ! Ce serait trop gentil ! Un jour, bien sûr, prévenez-moi. »

Elle n'aimait guère les visites. « Venez voir ma chambre. Oui, c'est un peu petit. Mais je m'y trouve bien. » Et les visiteurs jetaient des coups d'œil furtifs sur tous ces vieux qui peuplent la maison de retraite.

Elle, elle en connaît chaque figure. Et elle connaît leurs passions. Bien fades, des résurgences. L'essentiel, ils ne le disent pas sans doute. Ou bien il n'y a rien d'autre. Pourtant si, il doit bien y avoir quelque chose qu'ils ne disent pas. Chacun essaie d'oublier un pan de sa vie dans cet endroit.

Aujourd'hui, c'est dimanche soir. Le jour qu'elle déteste le plus. C'est celui qui sort de son week-end. Les voitures tournent sur le gravier, et ce sont des au revoir criés dans la nuit qui vient. Ils grimpent dans leurs chambres, et, au dîner, on les entend rir et raconter.

Raconter quoi ? Leurs enfants. Ces enfants si bons qui se souviennent que leur mère est ici (ou leur père, mais les pères sont un peu plus discrets), ils viennent la chercher pour un dimanche « en famille ». C'est bien un peu la corvée pour la bru ou le gendre, mais quel ! on a de l'éducation. Les enfants sont quand même contents quand tout s'est bien passé, que la journée se termine par ce claquement de portière et par le « grand merci » : ils sont heureux de rentrer chez eux, le devoir accompli.

Les mères, elles, sont intarissables. A les entendre, leurs enfants sont presque des génies. Ils réussissent, ils ont des autos, des enfants, des maisons. Ah ! ils sont bien, vraiment bien. Une grand-mère sort des photos avec fierté. « Voilà la maison. Voyez ces fleurs ! » Une autre dit : « Voilà mon petit-fils. Presque toujours premier » ou « Voilà ma bru, son père est médecin, et pas un petit médecin, croyez-moi. Ça a tout ce qu'il faut là-dessus », etc.

Et, en effet, sur la photo, la maison a beaucoup de fenêtres, la grand-mère pourrait peut-être avoir là... Elle n'a pas l'air d'y penser, elle est fière de la maison.

Les riches et les pauvres

Ici, il y a les riches et les pauvres. Les riches paient une partie de leur pension. Pour les pauvres, c'est l'État qui paie tout. D'où jalousie de part et d'autre. Les riches préfèrent ne pas payer, mais puisqu'ils paient ils s'imaginent avoir plus de considération que les autres. Meilleures chambres, plus d'attentions de la part du personnel. Et les pauvres surveillent chaque geste, ils supportent mal la moindre différence.

Les riches se groupent volontiers entre eux. Ils ont eu, eux, des « situations ». Ils ne les ont plus, d'accord. Mais enfin il les ont eues. Dans le bâtiment, ou le commerce, ou dans d'autres métiers. Les autres ont été artisans, employés, contremaîtres, ou bien ils ont fait de mauvaises affaires. Eux aussi montrent des photos s'ils trouvent quelqu'un pour s'y intéresser et se vanter de leurs enfants.

Et ainsi, tous ceux qui ont des enfants ont leurs cassettes. Ils les ouvrent, en sortent les bijoux, les font briller, les racontent entre leurs doigts, et cela leur réchauffe le cœur comme le faisait l'or aux mains des avares dans les comédies. Ceux qui n'ont pas d'enfants sont les vrais pauvres des maisons de retraite. Parler d'un neveu ? Si adorable soit-il, il faudrait qu'il soit ministre ou ambassadeur, car la gloire, n'est-ce pas, c'est qu'on ait donné « l'éducation » qui a fait la réussite, la promotion. L'enfant, le fils, la fille peuvent être égoïstes, intéressés, brutaux, s'importer ! Il faut gagner de l'argent ou bien il a des

enfants, une maison, la considération des voisins, et s'il n'a rien de tout cela, on le lui invente. Ah ! ces cassettes, Mme C. en avait plein le dos !

Il ne fait pas non plus bon dire qu'on a eu de l'argent autrefois, une voiture, des robes, si c'est l'État qui paie aujourd'hui pour vous.

Un sage

Quand elle est déprimée dans le vestibule autant que dans sa chambre, Mme C. essaie de trouver M. L. pour se reconforter un peu.

Lui, c'est un sage. Il a eu des fils, mais il est parti à l'étranger il y a longtemps. Il n'écrit qu'un Nouvel An et le père ne sait presque rien de lui. Il n'envoie pas de mandats ni de photos. On ne sait même pas s'il est marié.

Quant au père, sa femme est morte il y a dix ans. « C'était une femme convenable », dit-il, lentement, oui, convenable. Et cet adjectif dans sa bouche prend tout son sens. On comprend tout de suite que sa femme lui convenait en tout et que c'est bien dommage qu'elle ne soit plus là.

Il a raconté sa vie, lui aussi. Il était pauvre dans sa Bretagne. Un cousin lui a écrit qu'il venait en Normandie, qu'il y aurait du travail au moment des foires et qu'après il trouverait peut-être autre chose. Alors il s'est mis en route, à pied.

Dans ce temps-là, c'était encore la « louée ». On se rassemblait sur la place du bourg et les patrons venaient voir chercher pour la journée. Pour quelques sous, la boisson et le pain, on faisait l'ouvrage jusqu'au coucher du soleil. Si le patron était content, il vous retenait pour le lendemain.

Il se plaisait malgré tout dans ce coin-là. C'était plus riche que chez lui. Il fit comme son cousin : il épousa une fille du pays. Celle de son cousin était fille d'aubergiste, la bonne aubaine : une fille gentille et pas de fils dans la maison. Lui, la sienne n'avait pas grand-chose. Le mariage, c'est qu'elle n'ait pu faire d'enfants. Si vive, si intelligente, si brave. Elle faisait les comptes de tout le monde, et ceux de sa cousine pour commencer. Ah ! oui, c'était une femme vraiment convenable.

Il apprit vite un métier, et bientôt il sut faire les roues. Charbon, quoi ! Et puis, il se mit dans la tête de faire aussi les caisses et après il vint faire des charrettes anglaises sans le secours de personne. On venait lui en commander des châteaux et des villas du bord de mer. Il commençait à y avoir des autos, mais on pensait qu'il y aurait quand même toujours des chevaux dans les maisons riches.

Avec cette guerre qui est venue (ah ! quel mauvais temps ! Comme il s'était ennuyé pendant quatre ans), tout a changé. Les gens ont fini leurs charrettes et n'en ont plus commandé. Il a continué avec les chars à foin et comme ça jusqu'aux tracteurs. Alors, là, ça a été complètement fini. Après, il a bricolé à droite et à gauche. Lui et sa femme, ils ont toujours

pu « s'en tirer ». Seulement elle est tombée malade. Les médecins, le pharmacien : presque tout y a passé. C'est pour ça qu'il est venu là. Il ne se plaint pas. Il trouve le lit bon, il aime beaucoup la télé et il a trouvé des camarades pour jouer quelquefois aux cartes.

« Enfin ! »

« Enfin ! » Sa cassette, ce serait plutôt son métier qu'il aimait tant. Mais une fois qu'il a raconté l'histoire, il n'y a plus guère à y revenir. Tandis que les enfants, il leur arrive toujours du nouveau.

Mme C. s'assoit auprès de lui. Il n'est pas trop bavard, mais ses réflexions sont justes, justes comme un mouchoir bien plié. Et comme ça, elle n'est pas obligée d'aller admirer les cassettes. Voilà que la directrice arrive à son tour. Après elle, descend de la voiture une autre personne. Ça doit être cette animatrice dont on a parlé.

Personne n'a été emballé à l'idée d'avoir une animatrice, les parents qui sont à l'origine de la grève scolaire entreprise le 16 septembre sont les leaders de l'association des parents d'élèves, affiliée à la fédération Confédération des parents d'élèves, ils estiment en tout cas être plus capables que d'autres de s'occuper de l'incompétence de l'animatrice, qu'ils souhaitent voir partir. Ses partisans, tout aussi acharnés, appartiennent à l'ensemble à un milieu social plus modeste. Ils sont sensibles notamment à l'affection qu'elle porte aux enfants. Il y a ceux aussi, disent-ils, ceux qui ne se gênent pas pour parler haut.

La directrice a le sourire. Elle frappe dans ses mains. Les conversations s'arrêtent. « Mesdames, et vous aussi messieurs, dit-elle, voici Mme Toulet dont je vous ai parlé. »

Et ils voient avec stupéfaction une petite bonne femme, haute comme trois pommes. Ses joues sont lisses. Ses cheveux noirs sont tirés en arrière, une petite queue de cheval est réunie par un ruban. Elle sourit, elle a un sourire d'enfant.

« J'espère, dit-elle d'une voix claire, que nous nous entendrons bien. Je ferai tout ce que je pourrai pour vous, mais rien n'est obligatoire. » Et elle sourit encore. On dirait Alice au pays des merveilles. « Déjà veuve ! » pensent-ils tous. En effet elle est en noir, comme autrefois.

Mme C. sent comme quelque chose qui s'en va de sa poitrine, comme un noyau qui ne passait pas, ou même un chat installé là depuis si longtemps qu'elle ne le sentait plus. Elle aussi, elle se sent sourire. « Enfin ! » se dit-elle. Et elle voit ces cassettes maudites qui vont rentrer dans les armoires.

EDMÉE RENAUDIN.

Auteurs d'« Gémés au bout de la table » (Stock).

ASSIÈRES LOCALES DU SOCIALISME

7^e arrondissement de PARIS
2 réunions publiques d'information
LUNDI 30 SEPTEMBRE
12 h. Horticulteurs, 34, rue de Grenelle - 20 h. 30, Musée Social, 5, rue Las-Cases
J. J. BENEYERS R. LEJEUNE P.S.G.
Gérard FUCHS
Appel du 11 juin

QUERELLE AU VILLAGE

L'institutrice faisait des fautes d'orthographe...

UNE querelle divise actuellement les habitants de Villiers-Adam (Val-d'Oise). Au centre de cette querelle, l'école primaire et plus particulièrement sa directrice que des parents jugent incompétente. En signe de protestation, quinze familles — soit dix-huit enfants sur cinquante — observent depuis le jour de la rentrée une grève scolaire. D'autres familles au contraire, soutiennent cette enseignante.

Coquet village — peuplé à l'origine d'agriculteurs — Villiers-Adam compte maintenant près de sept cents habitants. La plupart des nouveaux résidents travaillent à Paris, qui n'est qu'à quelques 40 kilomètres, et se rangent dans une catégorie socio-professionnelle nettement plus élevée que la majorité des anciens habitants. Plus instruits, plus « cultivés », selon leurs propres termes, les parents qui sont à l'origine de la grève scolaire entendent l'association des parents d'élèves, affiliée à la fédération Confédération des parents d'élèves, ils estiment en tout cas être plus capables que d'autres de s'occuper de l'incompétence de l'animatrice, qu'ils souhaitent voir partir. Ses partisans, tout aussi acharnés, appartiennent à l'ensemble à un milieu social plus modeste. Ils sont sensibles notamment à l'affection qu'elle porte aux enfants. Il y a ceux aussi, disent-ils, ceux qui ne se gênent pas pour parler haut.

La directrice a le sourire. Elle frappe dans ses mains. Les conversations s'arrêtent. « Mesdames, et vous aussi messieurs, dit-elle, voici Mme Toulet dont je vous ai parlé. »

Et ils voient avec stupéfaction une petite bonne femme, haute comme trois pommes. Ses joues sont lisses. Ses cheveux noirs sont tirés en arrière, une petite queue de cheval est réunie par un ruban. Elle sourit, elle a un sourire d'enfant.

« J'espère, dit-elle d'une voix claire, que nous nous entendrons bien. Je ferai tout ce que je pourrai pour vous, mais rien n'est obligatoire. » Et elle sourit encore. On dirait Alice au pays des merveilles. « Déjà veuve ! » pensent-ils tous. En effet elle est en noir, comme autrefois.

Mme C. sent comme quelque chose qui s'en va de sa poitrine, comme un noyau qui ne passait pas, ou même un chat installé là depuis si longtemps qu'elle ne le sentait plus. Elle aussi, elle se sent sourire. « Enfin ! » se dit-elle. Et elle voit ces cassettes maudites qui vont rentrer dans les armoires.

Mme C. sent comme quelque chose qui s'en va de sa poitrine, comme un noyau qui ne passait pas, ou même un chat installé là depuis si longtemps qu'elle ne le sentait plus. Elle aussi, elle se sent sourire. « Enfin ! » se dit-elle. Et elle voit ces cassettes maudites qui vont rentrer dans les armoires.

le permet. Il a adressé une requête à l'inspecteur d'académie, mais aussi à M. Michel Fournier, ministre de l'Intérieur et maire de l'Isle-Adam.

Les dernières élections municipales ont d'ailleurs accru les difficultés. Trois listes étaient en présence, toutes trois sans étiquette politique précise : celle du maire, et sur laquelle figurait l'autre instituteur qui, lui, est communiste ; une liste sur laquelle était inscrite Mme Valette ; enfin un troisième, celle de l'ancien maire, qui figurait notamment le nom de l'actuel président de l'association de parents d'élèves, un des leaders de la grève. « Ce qui, constate le maire, ne nous empêche pas de nous entendre et prouve que le problème n'est pas politique. »

Un directeur « rouge »

Tel n'est pas l'avis de Mme Valette, soutenue par une toute neuve association autonome de parents. D'allure sportive et énergique, elle n'en parle pas moins d'une voix douce et posée qui confirme son attitude maternelle et affectueuse envers les enfants, que personne, même parmi ses adversaires, ne lui conteste. Ses fautes d'orthographe, qu'elle ne nie d'ailleurs pas, sont, selon elle, accidentelles et servent de « prétexte » à ses adversaires qui n'ont rien « de plus consistant » que de lui reprocher, « c'est la discipline du parti communiste qui joue. Il y a un chef de cellule qui leur dit de ne pas mettre leurs enfants en classe pour ne pas faire partir. Ils ont leurs idées, c'est leur droit, mais c'est lamentable de s'en servir pour balayer tout le reste. »

Certains aspects de son enseignement, critiqués par les parents grévistes, ont, explique-t-elle, été jugés « excellents » par l'inspecteur. Deux de ses élèves, affirme-t-elle en outre, ont fait leurs deux années de cours élémentaires en un an et ont obtenu ensuite de bonnes notes. Quant à la discipline, elle se déclare hostile « à celle des minuscules notes et des points en moins », plus attachée à celle du « contact » entre les enfants et elle et à une « discipline de vie » commune aux enfants et à elle-même.

« On me reproche, ajoute-t-elle, de m'occuper des attitudes mentales. Si je ne le faisais pas, je ne sais pas qui s'en occuperait. Or ce ne sont pas des attitudes mentales, simplement ils ne sont pas fils d'ingénieurs... Pour moi, tous les enfants sont pareils. » Quel qu'il en soit, elle estime que de partir : « Beaucoup de gens dans le village, explique-t-elle, ont du respect et de la sympathie pour moi. » Si l'inspecteur se fait contre moi, contre elle, je ne serais pas restée. »

Seul point commun entre Mme Valette et ses adversaires : tous attendent la solution de l'inspecteur d'académie. En attendant, la tension est vive entre les deux camps. On choisit même son épier selon qu'il lui est favorable ou non, tandis que tel enfant gréviste se fait traiter de « communiste », tel autre de « pressé ». Le climat à l'intérieur de certaines familles n'est pas davantage épargné. Les enfants de Mme Valette, par exemple, sont très liés avec les aînés d'une famille contestataire, qui n'approuvent pas tellement l'attitude de leurs parents.

CATHERINE ARDITI.

Professeur
G. MATHE

LE TEMPS
D'Y PENSER

"Au-delà des réflexions sur la mort, la science, l'acharnement thérapeutique, la vérité dite ou cachée ou malade, la procréation ou l'avortement... c'est une méditation plus vaste sur la condition humaine et la morale sociale."

DR ESCOFFIER LAMBIOTTE - Le Monde

STOCK

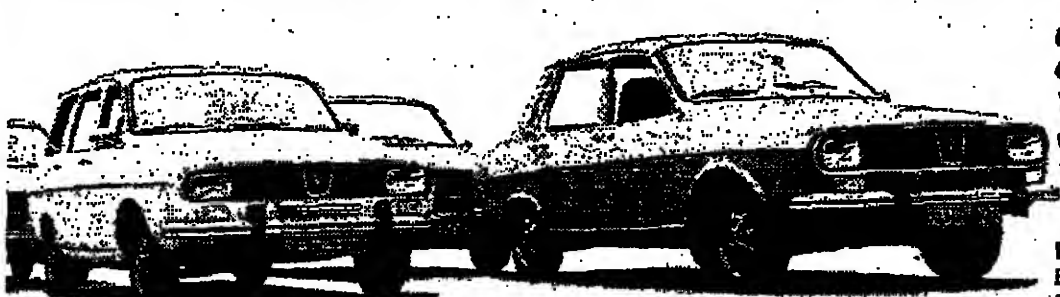
Renault 4 et Renault 6: 4 modèles 1975



déjà chez votre
concessionnaire
venez les essayer
ou écrivez à :

RENAULT INFORMATIONS
B.P. 142
92109 BOULOGNE-BILLANCOURT

Renault 12: 6 modèles 1975



déjà chez votre
concessionnaire
venez les essayer
ou écrivez à :

RENAULT INFORMATIONS
B.P. 142
92109 BOULOGNE-BILLANCOURT

مكتبة الامم المتحدة

JUSTICE

LE VINGT-TROISIÈME CONGRÈS DE LA PRUD'HOMIE

Les syndicats demandent un renforcement des conseils

Nous cent personnes sont actuellement réunies à Cannes pour le vingt-troisième congrès de la prud'homie française. Alors que la réforme d'ensemble des conseils de prud'hommes est pour l'instant écartée (le Monde du 28 septembre), les syndicats attendent une amélioration profonde de leur fonctionnement.

Au Moyen Âge, les prud'hommes étaient des sages dont la parole était reconnue par tous, et qui assistaient le prévôt des marchands et les échevins à rendre la justice lorsque des contestations surgissaient sur les loyers ou les marchés. Après être apparus à Lyon, au début du siècle dernier, les conseils prud'hommes destinés à résoudre entre les patrons et les salariés les conflits individuels relatifs au louage de services, de travail ou d'apprentissage, ont pris un important développement grâce à la loi du 15 juillet 1905.

Les retouches apportées depuis lors ont peu modifié les principes de base, qui ne correspondent plus, dans de nombreux cas, à ceux de la vie économique et sociale du temps d'Emile Loubet ou d'Armand Fallières. Les régions industrielles ont été alors implantées des conseils prud'hommes ne répondant plus à la géographie économique actuelle. Le déphasage est aussi grand en ce qui concerne les professions qui régissent la formation des différents « secteurs » de la juridiction. Celles-ci accordent encore une place appréciable à des métiers qui ont pratiquement disparu, mais elles ignorent, par exemple, les électrotechniciens ou les informaticiens. L'extension des conseils à tout le territoire, à toutes les activités, est donc réclamée par les salariés pour mettre fin à l'actuel engorgement de certains conseils prud'hommes. M. Jean Lecanuet s'y est engagé jeudi devant le congrès. Mais, disent les syndicats, il faudrait qu'il y en ait deux fois plus pour que les dossiers soient réglés dans des délais acceptables.

Cependant, bon nombre de litiges du travail continuent à relever d'autres tribunaux selon des règles ténébreuses, alors que la prud'homie offre aux salariés un moyen plus simple, plus efficace et gratuit pour obtenir justice. Malheureusement, les élections des conseillers prud'hommes sont empreintes d'un archaïsme propre à décourager la meilleure volonté

du corps électoral. Outre les conditions requises pour l'âge, l'ancienneté professionnelle, le scrutin a lieu le dimanche, en fonction du lieu de travail des électeurs. Les syndicats, depuis longtemps, demandent que la consultation soit organisée en semaine. Mais la révision des modalités de sélection — l'une des questions importantes du congrès — n'est pas envisagée sous le même angle par les collèges des salariés et par ceux des employeurs.

Ces derniers sont favorables à une désignation qui agréât aussi à l'O.C.T., à la C.F.T.C., et à la C.G.C., généralement écartés, dans d'autres instances, par le procédé. La C.G.T. et la C.F.D.T., au contraire, sont opposées à la cooptation et réclament le scrutin de liste proportionnel (bien que celui-ci ferait sans doute perdre des sièges aux cégétistes).

Enfin, les représentants des salariés demandent que l'organisation intérieure de la prud'homie soit simplifiée et que ses pouvoirs soient accrus. Ils réclament des crédits de l'Etat pour former les conseillers prud'hommes et pour relever leurs vacations.

La réforme, maintes fois promise, est toujours écartée, tant pour des motifs financiers que pour des raisons liées à tout ce qui touche l'édifice judiciaire. Il y a trois ans, M. Fontanet, alors ministre du Travail, avait envisagé de confier à des « formations » de conseils prud'hommes le soin de faire respecter le droit syndical dans l'entreprise.

M. Durafour, pour sa part, à l'heure présente, entend laisser dormir dans leurs cartons les propositions de la « chambre économique et sociale ».

Peu soucieux, semble-t-il, de mettre en chantier une réforme « grandiose », le ministre, dit-on dans son entourage, désire améliorer progressivement la juridiction prud'homale. Il n'est pas question de placer un magistrat de carrière à la tête de chaque conseil, ce qui risquerait de transformer en simples assesseurs les conseillers élus.

JOANINE ROY.

Les évasions de Fleury-Mérogis

UNE « CHAÎNE » D'AUBERGES D'UN GENRE PARTICULIER

En arrêtant quatre personnes accusées d'avoir organisé l'évasion de deux détenus de la prison de Fleury-Mérogis (« Le Monde » du 28 septembre), les policiers n'ont reconstitué qu'une partie du réseau organisé avec la collaboration d'un gardien, lui-même arrêté à la fin du mois dernier. Quatre autres complices, dont le rôle était sans doute plus important que celui des premiers, ont été récemment identifiés et sont actuellement recherchés. D'autre part, il apparaît que l'on voit aujourd'hui passer dans cette affaire de la découverte d'une chaîne d'évasion à celle d'une « chaîne hôtelière », d'un genre assez particulier pour élargir l'enquête dans de nouvelles directions.

Parmi les quatre hommes écroués le 28 septembre se trouvent non seulement les trois des deux détenus évadés de Fleury-Mérogis en mars et juin derniers (« Le Monde » du 30 août) mais encore le gérant et le directeur de l'auberge de la Moutière à Montfort — l'Amazury (Yvelines), MM. Angelo Fortunat et Francis Hubert. C'est dans cette auberge qu'aurait été organisée avec M. Yvon Deloison, surveillant à la prison de Fleury-Mérogis, les évasions de Jean-Claude Guillemet, maître d'œuvre spécialisé dans les attaques de banques, et de Rachid Gharbi, trafiquant de drogue.

Le réseau avait en outre préparé l'évasion de cinq autres détenus parmi lesquels Georges Ségard, complice de Christian Jubin dans la prise d'otages au palais de justice de Paris, le 10 avril 1972. Cette tentative le 14 juillet dernier avait échoué après que l'un des évadés se fut blessé en franchissant l'un des murs d'enceinte de la prison.

La constitution de cette chaîne d'« entraide » aux détenus n'était apparemment pas due au hasard des relations mais à leur nécessité. Trois des quatre hommes qui viennent d'être arrêtés sont des repris de justice qui connaissent la prison de Fleury-Mérogis pour y avoir été incarcérés. Ce fut, par exemple, le cas du directeur de l'auberge de la Moutière, impliqué en 1972 dans un trafic de faux dollars.

Avant depuis longtemps perdu la renommée que lui avait donnée le Paris élégant des « années folles », cette auberge de Montfort-l'Amaury a connu une « renaissance » et une nouvelle réputation. Malgré son « jardin fleuri » et les trois « fourchettes » accordées par les guides gastronomiques, l'établissement était en situation de faillite lorsque, il y a quelques mois, M. Fortunat en fut nommé gérant par le syndicat

et confia la direction à M. Hubert. Au même moment, plusieurs auberges bien notées de la région, qui connaissent également des difficultés financières, ont été reprises en gérance par des hommes qui déclaraient être associés à une chaîne de restaurants parisiens, et, surtout, appartenir au même groupe qui venait de reprendre en mains les destinées de la Moutière.

Certains de ces nouveaux restaurateurs se sont vu refuser l'autorisation de s'installer. Leur casier judiciaire avait été jugé beaucoup trop chargé. Aujourd'hui, il semble que les enquêteurs doivent diriger leurs investigations au-delà de la seule affaire du réseau d'évasion pour examiner les activités de ce groupe, des activités qui ne seraient pas purement hôtelières et ne se limiteraient pas à la « façade » de quelques auberges.

FRANCIS CORNU.

● Pour escroquerie et émission de chèques sans provision, un conseiller général socialiste de Seine-et-Marne, M. Bernard Jeault, chirurgien-dentiste à Ardenne, a été condamné vendredi 27 septembre à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 500 000 F d'amende par le tribunal de Châlons-sur-Marne. M. Jeault avait été élu en septembre 1973, au deuxième tour, contre le candidat de la majorité, M. Bernhart.

● Un détenu, Rachid Bernard Berkidome, aurait tué, le 1^{er} septembre dernier, d'un coup de couteau dans le cœur, René Villeneuve, autre détenu de la centrale de Muret, au cours d'une querelle (« Le Monde » du 3 septembre). Rachid Bernard Berkidome, qui aurait reconnu les faits, a été inculpé d'homicide volontaire et transféré à la prison Saint-Michel, à Toulouse.

A Besançon

M. Fred Lip comparait en correctionnelle pour émission de chèques sans provision

De notre correspondant

Besançon. — M. Fred Lip a comparu, vendredi 27 septembre, à Besançon, les tourments de la correctionnelle. L'ancien P.D.G. de la firme horlogère était poursuivi, d'une part pour émission de chèques sans provision et, d'autre part, pour subornation de témoins. Dans la première affaire, on reproche à M. Lip d'avoir, en qualité de dirigeant de la société Electra, laissé signer vingt-huit chèques de plus de 1 000 F d'un montant total de 284 000 F, alors que le compte d'Electra à la B.N.P. n'était pas approvisionné. Ceci se passait peu de temps avant qu'Electra ne dépose son bilan, le 5 mai 1971, avec un passif de 5 millions.

M. Lip, qui comparait en personne, ne nie pas avoir eu la responsabilité de l'émission de ces chèques, bien qu'il ne les ait pas signés lui-même. Mais il affirme, avec ses avocats, le bâtonnier Fernand Delamarque, de Besançon, et M. Paul Lombard, de Marseille, que la provision existait bel et bien, puisque la B.N.P. accordait à Electra un découvert de 2 500 000 F, renforcé par une caution personnelle de 500 000 F.

Tout le débat, comme il est de règle dans ce genre d'affaire, a tourné autour de la réalité juridique de ce découvert, qui ne faisait pas l'objet d'un engagement écrit de la banque vis-à-vis de son client.

Certains aspects des mœurs bancaires

Bien que le parquet n'ait pas jugé opportun de faire comparaître les banquiers en cause, de témoins, on devait tout de même entendre, « à titre de renseignement », M. de Riand, directeur de la B.N.P. à Besançon, et le directeur de la Banque de France de Besançon, venu sur convocation, de la défense. Leurs dépositions, pour prudentes qu'elles furent, n'en mirent pas moins en lumière certains aspects des mœurs bancaires.

C'est ainsi qu'à propos des déclarations de crédits que les banques font, chaque fin de mois

à la Banque de France, M. de Riand admit, en toute simplicité, que la B.N.P. déclarait toutes les autorisations égales aux utilisations « car la Banque de France n'aurait pas compris ». C'est pour quoi, bien qu'affirmant que le découvert a été renouvelé en 1971 — du fait de la situation de cette société — la B.N.P. continuait à en faire état sur le bordereau destiné à la Banque de France, pour éviter à cette dernière de se poser des questions et, probablement aussi, pour échapper à des observations toujours pesantes. « On se demande, suraile le président Lorrain, à quel point bien servir les contrôles, dans ces conditions. »

Le directeur de la Banque de France n'y voit pas malice : pour lui, la déclaration de la B.N.P. suffit à prouver que le découvert était officiel et qu'il dépassait le montant de l'échéance au début du mois de mai 1971, alors que la B.N.P. avait déjà refusé de payer certains chèques.

Tout la question reste de savoir si ce découvert n'avait pas de valeur, selon la thèse de l'accusation : s'il était « forcé », pour reprendre l'expression du directeur de la B.N.P., ou officiel, comme l'affirme le directeur de la Banque de France. La déclaration soumise par la B.N.P. auprès de la Banque de France continuait-elle à être probante sans lequel le découvert n'a pas la provision ?

Le tribunal s'est donné jusqu'au 25 octobre pour répondre à cette question, et dire, aussi, si M. Lip, qui plaide la réclusion dans les deux affaires, est convaincu de subornation de témoins pour avoir, lors d'un procès intenté en 1970 devant les prud'hommes par M. Robert Lux — l'ancien P.D.G. d'Electra et ancien directeur chez Lip — produit des attestations défavorables à son collaborateur. M. Lip, à l'occasion de ce procès, avait fait signer, par des salariés de la firme, certains documents qui visaient à prouver que M. Robert Lux n'avait pas eu d'activité dans la société.

CLAUDE FABERT.

Ce tableau est un récapitulatif des annonces des groupes ORES et BOSSARD parues dans différents journaux

Pour tous renseignements s'adresser à :

Marie-Louise EMORINE
23, rue des Mathurins, 75008 PARIS
Tél. 265-18-00

| FONCTION | SECTEUR D'ACTIVITÉ | LOCALISATION | RÉMUNÉRAT. | REPERES | CENTRE ORES | PARUE DANS |
|-----------------------------|---|-------------------------|-----------------------|---------|--|---|
| DIRECTEUR GÉNÉRAL | ALIMENTAIRE | PARIS-OUEST | 180.000 + | 2900 | ORES PARIS 23, rue Tranchet | « Les Informations » 28-9-74 |
| DIRECTEUR COMMERCIAL | Fabricant MEUBLES, ARTS MÉNAGERS, JOUETS Grande Surface Collect. | PARIS | 120.000 + | 2073 A | ORES PARIS 23, rue des Mathurins | « Les Informations » 28-9-74 |
| Futur DIRECTEUR GÉNÉRAL | TRANSFORMATION TEXTILE | NORD | 100.000 | 22125 A | ORES LILLE 201, rue Colbert | « La Voix du Nord » 18-9-74 |
| CHEF DU SERVICE SUCRERIE | CENTRE DE RECHERCHE SUCRERIE | LILLE | 90.000 | 32108 F | ORES LILLE 201, rue Colbert | « La Voix du Nord » 28-9-74 |
| INGÉNIEUR DE FABRICATION | ELECTRONIQUE | Bouillon PARIS N.-O. | 90.000 | 2413 A | ORES PARIS 23, rue Tranchet | « La Voix du Nord » 18-9-74 |
| RESPONSABLE TRAVAUX NEUFS | CHIMIE INDUSTRIELLE | SUD-OUEST | 90.000 | 9104 A | BOSSARD SELECTION 12, r. Jean-Jarvis, PUTEAUX | « La Voix du Nord » 18-9-74 |
| INGÉNIEUR D'AFFAIRES | MOBILIER BUREAU | PARIS | 80.000 | 9101 A | BOSSARD SELECTION 12, r. Jean-Jarvis, PUTEAUX | « La Voix du Nord » 18-9-74 |
| RESPONSABLE DES VENTES | INDUSTRIE ALIMENTAIRE | PARIS | 78.000 + | 33108 C | ORES LILLE 201, rue Colbert | « L'Express » 18-9-74 |
| CHEF D'EXPLOITATION | TRANSPORTS INTERNATIONAUX | PARIS | 78.000 + avantages | 2908 C | ORES PARIS 23, rue Tranchet | « L'Usine Nouvelle » 28-9-74 |
| CHEF SERVICE COMPTABLE | CONSTRUCTION MÉTALLIQUE | ARRAS | 70.000 | 32126 A | ORES LILLE 201, rue Colbert | « La Voix du Nord » 18-9-74 |
| INGÉNIEUR COMMERCIAL | CHARPENTE MÉTALLIQUE OSSATURE LOURDE | PARIS | 70.000 + | 2973 B | ORES PARIS 23, rue Tranchet | « L'Usine Nouvelle » 28-9-74 |
| DIRECTEUR VENTES | MATÉRIAUX - BOIS - DÉRIVÉS | RHÔNE-ALPES | 70.000 | 4227 A | ORES LYON 68, rue Pt-Herriot | « L'Express » 30-9-74 |
| DIRECTEUR COMMERCIAL | ELECTRO-MÉNAGER Radio - Télé | NORD | 65.000 + | 3355 F | ORES LILLE 201, rue Colbert | « La Voix du Nord » 18-9-74 |
| CHEF DES VENTES | ÉTANCHÉISTE | ALSACE | 90.000 + | 72018 A | ORES STRASBOURG 11, allée Robertson | « Les Dernières Nouvelles d'Alsace » 22-9-74 |
| ADJOINT DIRECTEUR TECHNIQUE | TORREFACTION CAFÉ | AMIENS | 90.000 + | 33107 B | ORES LILLE 201, rue Colbert | « L'Usine Nouvelle » 12-9-74 |

البيان



Les Ardennes sortent de l'ombre

« Les années noires sont derrière nous. » C'est ainsi que, dans les Ardennes, on évoque, sur un ton volontaire, les mauvais souvenirs liés à la « défection » de Ford II y a quatre ans. C'est Bardeux, et non Charleville, qui allait accueillir l'usine d'automobiles tant attendue. Le département, en bloc, descendit dans la rue crier son inquiétude.

Depuis, on a repris l'espoir et le marche en avant. Ce ne fut pas sans rencontrer des embûches : des fondrières, des entreprises textiles, des ardoisières, ont fermé. Mais les Ardennes ont des atouts : la jeunesse de sa population, une agriculture diversifiée au sud, des entreprises nouvelles et modernes, des forêts majestueuses, qui produisent un bien de plus en plus rare — le bois — et qu'on voudrait voir traversées par davantage de promeneurs à la recherche de solitude.

Car l'Ardenne est aussi une terre de poètes...

LES PRÉMIÈRES D'UN ENVOL

C'est un trou de verdure où l'éclatante une rivière. Accrochant l'ensemble aux herbes (des haillons d'argent) : on le soleil, de la montagne, l'ère, Luit : c'est un petit nid qui mousses de rayons.

ELAS ! aujourd'hui le spectacle de la Meuse ne serait plus de nature à inspirer Arthur Rimbaud, le fol enfant chéri de Charleville. La rivière est basse, ses eaux ouillées et brunâtres. Des poissons ont le ventre en l'air. Les stations d'épuration de Charleville-Mézières et de Sedan ne fonctionneront que dans quelques mois. Une imposante manifestation contre la pollution de la Meuse et de ses affluents doit avoir lieu le 29 septembre.

Car les Ardennes sont un département industriel : jadis surtout métallurgique (haut lieu de l'estampage) textile, il compte aujourd'hui aussi des usines de verre, d'automobiles et tantôt peut-être un laboratoire pharmaceutique.

Comme pour la plupart des régions on l'économie a trop longtemps visé ses forces dans le travail du

fer et des fibres, la délégation à l'aménagement du territoire a classé, il y a quelques années, le nord des Ardennes dans les zones prioritaires pour la conversion industrielle. Et puis, surtout, il fallait compenser moralement l'immense déception qu'avait causé, ici, en 1970, la préférence témoignée par Ford à Bardeux plutôt qu'à Charleville. En définitive, c'est Citroën qui remplace le géant américain, suivi par quelques autres entreprises. Mais, en cette fin de 1974, le bilan des créations d'emplois, s'il traduit un réel « décollage », fait apparaître aussi la fragilité de l'économie.

Ainsi, de janvier 1970 à juillet 1974, on compte 1 575 emplois industriels créés contre 1 232 postes supprimés par suite de fermetures. 1972 et 1973 ont marqué un bond en avant, mais la progression générale de l'emploi depuis douze ans est beaucoup plus faible dans les Ardennes que dans les trois autres départements de la région (Aube, Haute-Marne et surtout Marne). De plus, on n'est pas à l'abri des faillites, des départs de bilan et des réductions d'horaires.

Sur ce dernier point, des piliers de l'économie locale comme la firme Sommer (2 100 personnes) montrent quelques signes de faiblesse : « Il nous faudra bien six mois pour remonter la pente », expliquent les dirigeants de l'entreprise. Et dire que les primes d'intéressement de fin d'année pouvaient, il y a quelque temps, représenter quatre à cinq mois de salaire chez Sommer !

Autre motif d'inquiétude : l'emploi féminin ne représente que 24 % de l'emploi total, et ce taux tombe à moins de 20 % dans l'arrondissement de Sedan et dans la vallée encaissée de la Meuse, alors que la moyenne régionale est de 32 %.

C'est pourquoi la surprise et le désappointement furent unanimes lorsque les Ardennais lurent dans leur journal du 31 juillet dernier que le gouvernement, à l'initiative de la DATAR, avait décidé de réduire chez eux de 25 % à 12 % la prime de développement régional.

Du député U.D.R., M. Jacques Sourdilhe aux syndicats, en passant par le préfet, les protestations se multiplièrent. « On diminue les primes, mais on trouve bien des devises pour permettre aux trusts français d'investir à l'étranger », constate M. Bernard Poncin, député de la C.G.T. « Il y a beaucoup de P.M.E. dans la région, ajoute pour sa part M. Czerkewski, responsable de la C.F.D.T., et un gouvernement de gauche n'aurait-il pas agi ainsi à leur égard pour le crédit. On rend plus forts les grands : les petits on les asphyxie. »

Il y a des régions plus éprouvées que les Ardennes, dit pour sa part le DATAR. Vous avez obtenu des résultats encourageants. Mais la C.G.T. renvoie la balle en récapitulant six fermetures d'entreprises entre le 19 mai et le 10 septembre et la mise en chômage totale ou partielle de deux mille six cents salariés. La C.F.D.T. comptabilise pour sa part sept cent dix licenciements depuis juin 1973. F.O. reconnaît qu'« il y a évidemment Citroën, mais allez chercher la moindre information dans cette société. Et puis les relations sociales chez Citroën... ».

FRANÇOIS GROSCHICHARD.

(Lire la suite page 32.)

LA PART DU RÊVE

Par ANDRÉ DHOTEL

L'A haute Ardennes est un pays industriel. La métallurgie tient la première place avec ses usines le long de cette Meuse, qui ouvre vers le nord, depuis le siècle dernier, sa grande voie commerciale. Cependant, si l'on s'intéresse à l'Ardenne, ce n'est pas tellement pour favoriser cette remarquable aubaine d'un fleuve et d'une économie qui font leur chemin au travers d'un massif inextricable. On se plait plutôt à venter des légendes aux-quelles on ne croit guère, que ce soit celle des quatre fils Aymon, des Dames de Meuse ou du château du Roc-le-Tour bâti et dévot par le diable. Les fantômes ardennais rivalisent avec les appareils électro-ménagers et, malgré la réputation séculaire, des industries feignent de dominer les esprits avec leurs merveilles gratuites.

Arthur Rimbaud, dont on étouffe difficilement les singulières affirmations, ne fit que détester ces « chers Ardennais », et il n'a pas manqué de vanter les fondrières. On n'a guère remarqué comment ce poète s'attache à décrire des villes imaginaires où s'allument les feux d'un âge nouveau voué à d'immenses entreprises techniques qui « s'échafaudent » sur des passerelles, des gouttières, des gorges. Certes, en même temps il célèbre quelque haut lac, de profond déserts, forêts, prairies ardennaises et mystiques, dont il constate l'originelle virginité ou divinité.

Deux mondes opposés

Qu'est-ce à dire, sinon que l'Ardenne n'a pas besoin de recourir à des histoires vaporeuses pour présenter, en une contradiction saisissante, deux mondes opposés mais actuels, et non pas ennemis, et qui obéissent chacun à leur propre destin. Les dernières maisons de Charleville touchent à la grande forêt. Les usines de la vallée apparaissent toujours dans le même regard que l'infini sylvestre. Le sud du département des Ardennes, dont la culture et l'élevage font une contrée parfaitement civilisée, n'en est pas moins envahi par d'autres forêts. De la forêt de Boult à celle de Mazerny, en passant par la Dives et les bois du mont Dieu, il n'est guère d'horizon où ne se dessine une lisière qui arrête les spéculations banales, et celui qui s'avance dans les taillis ou tutaies a toutes chances de se perdre jusqu'à ce qu'il entende les voitures sur une route lointaine ou le chant d'un oop ou les discussions des cenards. Alors, hanté par les dédales du sous-bois, il se retrouvera peut-être dans d'innombrables prées vallonnées dignes d'un western, claires où s'étend l'inverse et où il verra le monde dans une pureté reconquise.

Que ce pays soit à deux heures ou guère plus de Paris, avec lequel les relations sont constantes,

n'empêche pas tel ou tel, apparemment doué de quelque instruction, de parler, hors de propos, du « fin fond des Ardennes », comme s'il s'agissait du pays perdu par excellence.

La contradiction joue à chaque instant. Elle se retrouve dans le caractère des gens du lieu, à la fois accueillants et sauvages, attachés aux réalités de l'heure et soudain fervents de fantaisies indolentes, économes et donneurs, amicaux et moqueurs. Les guerres n'ont pas manqué de fournir des occasions de peines, de duretés, de travaux, de révoltes propres à retourner toute pensée, mais c'est surtout le pays lui-même qui dans sa substance révèle la double nécessité de l'industrie magnifique et des rêves sans fin.

Un peuple secret

C'est qu'une réalité mystérieuse y subsiste. Il ne s'agit pas de simples rideaux d'arbres, mais d'un véritable monde. Dès que l'on quitte les confins de la Champagne, où viennent d'ailleurs se promener les sangliers, le ciel s'ouvre au vol du milan royal, qui traverse les étendues en maintenant ses ailes dans une immobilité souveraine. Il y a les lentes circuits des buses qui rôdent ensemble. On découvre encore le millier noir, les busards, le rare aigle blanc ou circaète. Enfin, en hiver, les balbuzards pêchent aux prairies inondées où s'ébattent avec le colvert, l'immangeable et superbe canard harlequin, et parfois le cygne sauvage.

Il y a tout le peuple secret des bêtes de la forêt, mais encore avec le botaniste vous vous étonnez d'une flore si proche des cheminées d'usines. Sarcocolla sylvestre, hautes digitales pourpres, balsamines dorées des ruisseaux vous mènent à ces touffes plus rares que sont les osmondes royales, aux roses glanduleuses des marais, enfin l'unique trientalis d'Europe. Avec le mycologue vous découvrirez ces champignons qui n'ont jamais été revus depuis le fin, ou même le début, du dix-neuvième siècle, sans parler du Cortinarius diabolicus qu'on aurait seulement « cru voir ».

C'est ainsi que l'Ardenne, en ses plus humbles visions, impose, plus que tout autre pays, la vérité d'un rêve vivant à la face des industries. Sans jouer la comédie d'un hommage aux légendes, il est nécessaire, tout en se glorifiant des gigantesques nécessités techniques, de savoir s'arrêter devant l'indicible miracle d'une nature intensément réelle et qui nous parle elle aussi de l'avenir, mais d'un autre avenir.

à 3 heures de Paris (rail et route)

SEDAN

ville moyenne

- ville industrielle 3 zones sur la périphérie.
- ville des sports 27 activités.
- ville d'histoire.
- ville touristique, forêt, plans d'eau, prairie-camping, rivières.
- ville culturelle, son château-fort, carrefour artistique régional.
- ville accueillante, ZUP de 1.900 logements.

PRINCIPALE EXPORTATION DES ARDENNES: LA VRAIE BONNE CHALEUR DEVILLE.

- Deville, le plus grand spécialiste français d'appareils de chauffage et de cuisson - 160 000 appareils en 1974.
- Deville, une gamme chaleur complète - du logement individuel à l'ensemble collectif - dans toutes les énergies - fuel - gaz - électricité - charbon.
- Deville, une puissance industrielle de dimension nationale - 2 unités de production - 600 personnes - 50 000 m² de surface.
- Deville, un réseau de 12 000 conseillers-chaleur au service du public.

Société Industrielle Deville - la filiale «chaleur» du groupe Deville Activités - 180 millions de chiffre d'affaires - 1250 personnes.

deville
La vraie flamme bleue.

Sommaire

Page 2. — CHARLEVILLE-MÉZIÈRES : cinq villes qui n'en font qu'une, par POL CHAUMETTE.

Page 3. — L'Europe des écrivains, par JEAN RAMBAUD ; La fin des idées reçues, par JACQUES SOURDILLE.

Page 5. — Des richesses touristiques intactes : exploiter le retard, par JEAN-PIERRE QUÉLIN.

(PUBLICITE)

LES FONDERIES GAILLY

Que de chemin parcouru depuis 1846, date de la fondation par Gustave GAILLY, ancien sénateur, d'une clouterie mécanique spécialisée dans les clous pour chaussures !

A noter que les dirigeants de l'époque sont déjà confrontés à des problèmes de main-d'œuvre spécialisée puisqu'ils se trouvent obligés de recruter des ouvriers cloutiers dans les Vosges. Cette unité fonctionnera pendant plus d'un siècle.

En 1900, c'est l'implantation d'une fonderie de maille à cœur blanc et celle d'une usine de raccords ; cette dernière sera remplacée, quelques années plus tard, par un atelier d'usinage.

En 1921, GAILLY introduit en France la maille à cœur noir, point de départ du développement de la société qui, en 1924, se transforme définitivement en société anonyme.

En 1939, est créée une usine à Meuse-sur-Loire (Loire) dont la production mensuelle actuelle est de 1.500 à 1.600 tonnes/mois de fonte maille perlitique et ferritique, en moyennes et grandes séries, pour l'automobile, le poids lourd, la machine agricole, le matériel de travaux publics notamment.

En 1950, l'usine de Charleville-Mézières commence la fabrication de la fonte à graphite sphéroïdal ferritique et perlitique, recuite et brute de coulée. Elle abandonnera progressivement la production de la maille, transférée à l'usine du Loiret, pour se consacrer exclusivement à la fabrication de la G.S., métal jeune permettant, de par ses qualités, des fabrications de moulage compliqué et à performances élevées.

L'usine des FONDERIES GAILLY de Charleville, grâce à des techniques très poussées, a acquis une réputation certaine de qualité qui lui permet, avec 550 à 600 tonnes de production mensuelle, d'être fournisseur de nombreuses industries, dont certaines de réputation mondiale.

Ses fabrications concernent en particulier l'hydraulique (pièces de précision, telles que les distributeurs), le matériel de travaux publics, le poids lourd, les appareils de manutention et, d'une manière

générale, de très nombreux secteurs industriels, permettant ainsi une grande diversification de la production.

Les FONDERIES GAILLY de Charleville disposent de moyens de production modernes et de services annexes d'assistance, de méthodes et de contrôle.

Deux chantiers de moulage mécaniques et une section de moulage à la main permettent d'élaborer des pièces de 0,200 à 250 kg environ, offrant ainsi une large gamme de produits, de la pièce unitaire à la grande série.

Un service complet est offert au client, depuis la réalisation d'outillages jusqu'à la pièce usinée.

La technicité des FONDERIES GAILLY s'inscrit dans la tradition séculaire ardennaise du travail du fer, métier difficile, exécuté par des hommes dont l'énergie se confond parfois avec la rudesse du climat et du paysage.

En 1968, les FONDERIES GAILLY, profitant de la possibilité offerte par une loi de juillet 1966 sur la transformation des sociétés anonymes, opte pour la formule d'union du Directoire et du Conseil de Surveillance.

La Direction Commerciale des FONDERIES GAILLY, installée à Paris (19^e), au 40, rue d'Hautpoul, grâce à une équipe de spécialistes technico-commerciaux, assure avec les clients et les usines une liaison efficace.

Des méthodes modernes de gestion permettent, avec l'appui d'un service informatique bien adapté, d'établir des prévisions à tous les niveaux, de les contrôler en permanence et de donner à la Direction Générale, ainsi qu'à l'ensemble du personnel, des moyens d'information rapides sur l'activité et les résultats des usines de la société.

Il faut, enfin, souligner que, de tous temps, les dirigeants des FONDERIES GAILLY ont recherché l'efficacité dans l'application de techniques nouvelles et que, d'autre part, leur dynamisme a débordé largement le cadre de la société pour contribuer notamment au développement de la Chambre de Commerce, du Comité d'Expansion, de la société des H.L.M. et des œuvres sociales dans le département.

DIRECTION COMMERCIALE ET ADMINISTRATIVE :
75019 PARIS, 40, rue d'Hautpoul.
Tél. : 206-34-44 - Téléc. 68665.

EATON MANIL

Fonte moulée en coquilles métalliques

Licence exclusive « EATON »

Usine : 08440 VIVIER-AU-COURT (Ardennes)

Téléphone : 34-54-82 et la suite

Siège Social et Services Généraux à Paris :

3, avenue Bertie-Albrecht. — 75008 PARIS
39, rue de la Bienfaisance. — 75008 PARIS

Téléphone : 924-71-80 81 et 82

Téléc. : n° 28527 F MANIL PARIS

USINES DU PAQUISS A.

Société Anonyme au capital de 1.420.000 francs

FORGE ET ESTAMPAGE - MOUFLES ET POULIES DE LEVAGE
ACCESSOIRES POUR CABLES ET CHAINES

CATALOGUE SUR DEMANDE

08520 LA GRANVILLE - FRANCE

Tél. (24) 32-28-30 et 32-58-23 - CHARLEVILLE-MEZIERES - Téléc. 84-334

LES ARDENNES

CHARLEVILLE-MÉZIERES :

cinq villes qui n'en font qu'une

Il y a huit ans — c'était le 1^{er} octobre 1966 — naissait Charleville-Mézières, nouveau chef-lieu des Ardennes issu de la fusion de cinq des onze anciennes communes qui constituaient alors l'agglomération du chef-lieu : Mézières, ancienne place forte et siège de la préfecture qui ne comptait alors que 19 328 habitants ; la grande voisine Charleville, cité industrielle et commerciale prospère, première ville du département avec 28 402 habitants ; Mohon, ancien village que l'industrialisation et surtout le développement du chemin de fer avaient transformé en une cité ouvrière de 9 232 habitants ; Montcy-Saint-Pierre, cité d'origine « champignon » qui venait de passer en quelques années de 1 800 à 2 578 habitants ; et Elion, commune rurale de 843 habitants.

Ces situations très différentes constituaient l'obstacle majeur au projet de fusion dont l'idée avait été lancée, dès 1948, par les élus de Mézières. Mais leurs collègues de Charleville — qui par la seule taxe locale bénéficiaient d'un revenu quatre fois supérieur à celui des quatre autres communes réunies — ne paraissaient pas pressés de partager cette richesse avec les cités voisines moins favorisées.

De leur côté, les habitants des petites communes craignaient que leur intégration dans une grande cité ne se traduise par une trop lourde augmentation de leurs charges.

Ce n'est qu'après de très longues discussions et surtout l'expérience bénéfique d'un syndicat intercommunal créé en 1961 pour l'étude en commun des grands projets d'équipement que quatre-vingt-dix-neuf conseillers municipaux, sur les cent huit qui comprenaient alors les cinq communes, se prononcèrent pour la fusion.

De l'esprit de clocher à l'esprit communautaire

L'esprit de clocher qui avait trop souvent dominé les débats entre les anciens conseils municipaux pouvait faire craindre un échec de cette expérience alors unique en France.

Mais un véritable esprit communautaire a vu le jour, explique M. André Lebon, député (P.S.) et ancien maire de Charleville en rappelant que, lors des élections municipales de 1971, la liste sortante (socialiste-centre gauche) qui avait fait la fusion avait été élue, recevant ainsi, après cinq années de gestion du nouveau chef-lieu, l'approbation de la majorité du corps électoral.

On doit noter d'ailleurs que, à l'occasion de ces élections, aucune des autres listes (U.D.R. et P.C.F.) n'avait remis en cause la fusion.

Sans doute, précise M. Lebon, y a-t-il parfois certaines réticences de quelques anciens habitants des vieux quartiers mais cela n'est jamais très sérieux. Quant aux jeunes générations, des faits quotidiens confirment qu'elles sont parfaitement intégrées.

Au sein même du conseil municipal, toutes les questions y compris celles concernant plus particulièrement l'une ou l'autre des anciennes communes deviennent des quartiers, — sont examinées et traitées dans un esprit d'intérêt général.

Il est en outre normal et même souhaitable que les quartiers — anciens et nouveaux — possèdent une certaine personnalité, et à ce sujet la municipalité regrette parfois que, malgré le dynamisme et la bonne volonté des dirigeants, soutenus par la ville, certaines associations créées pour animer ces quartiers ne parviennent pas toujours à intéresser les habitants à leurs activités.

Lors de la fusion, les municipalités des cinq anciennes communes puis les élus de la nouvelle « communauté » avaient formulé des souhaits et établi un programme d'équipement parfois très important.

Le conseil municipal de Charleville-Mézières a mis un point d'honneur à respecter les décisions prises par les équipes des anciennes communes. Dans le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (S.D.A.U.) qui se prépare actuellement et notamment

celles de Manchester et du Port Busay, et la zone industrielle de Mohon, projets décidés par les anciennes villes qui n'auraient certainement pas pu, sans la fusion, être réalisés aussi rapidement.

L'État a tenu ses promesses

Lorsque l'on demande à M. Ondet, premier adjoint chargé plus spécialement des finances, s'il a reçu de l'État l'aide qu'il était en droit d'attendre au titre des incitations au regroupement des communes, la réponse est également positive :

« Nous avons reçu toutes les

subventions promises et même, ajoute-t-il, à la suite de la loi du 16 juillet 1971 portant sur les fusions, comme nous étions en cours — à trois mois près — dans le délai de cinq ans, nous avons obtenu des primes supplémentaires pour des travaux complémentaires. En outre, la fusion nous a

souvent donné un argument majeur pour obtenir certains emprunts. Ainsi, encore actuellement, l'obtention des crédits en les justifiant par la nécessité d'équiper certains équipements qui étaient insuffisants dans les anciennes communes. »

On doit noter également le concours appréciable apporté dans

la réalisation des grands projets par une organisation des services techniques qui ne pouvait exister dans les communes divisées.

Le responsable du budget municipal se déclare également satisfait des résultats obtenus pour maintenir à un taux raisonnable la progression des impôts locaux.

Des impôts moins lourds qu'ailleurs

Certaines communes pratiquaient une politique financière d'économie à court terme qui entraînait l'augmentation des charges mais en même temps retardait la réalisation des équipements. Cette politique ne pouvait durer longtemps, et une commune comme Montcy-Saint-Pierre, qui venait de doubler sa population, était acclimatée à réaliser d'urgence de grands projets : par exemple, une nouvelle conduite d'adduction d'eau.

Sans la fusion, ses charges auraient augmenté dans des proportions considérables. La fusion a permis, par une intercommunalisation des réseaux, de fournir l'eau à tous les quartiers de la ville.

L'équilibrage des impositions a pu être réalisé dès le budget de 1968 (alors qu'un délai de trois ans était prévu) et l'augmenta-

tion qui en a résulté apparaît comme tout à fait normale lorsque l'on considère la valeur des grands travaux d'équipement entrepris dès les premières années de la fusion.

Cette progression des impôts locaux n'a jamais dépassé celle des impôts du département, et une étude comparative récemment réalisée sur les charges des villes de 50 000 à 100 000 habitants fait ressortir que l'impôt sur les ménages par habitant à Charleville-Mézières a été inférieur de 23 % à la moyenne des autres villes pour la période de 1969 à 1973.

Pour les quatre dernières années, l'augmentation totale du nombre des centimes communaux ressort à 56 %, soit une moyenne de 12,4 % l'an, généralement inférieure à la progression dans les autres villes.

Le poids du chef-lieu

Un rapport établi en 1963 sur les incidences administratives et financières de la fusion par M. Deganne, inspecteur de l'administration, prévoyait que l'ag-

glomération chef-lieu devenait la soixante-quatrième ville française et surtout la troisième ville de Champagne-Ardenne, avant Châlons-sur-Marne, capitale administrative. Elle restait, bien sûr, derrière sa grande voisine Reims, qui progresse elle aussi, mais le chef-lieu des Ardennes prend de plus en plus de poids dans la région. Ainsi, ayant plus de 30 000 habitants, il peut avoir son propre représentant au conseil régional.

Réalisations

et projets

Les équipements routiers demeurent parmi les réalisations prioritaires de la municipalité. D'importants travaux sont en cours sur le second axe urbain dont la partie principale sera mise en service avant la fin de l'année. En même temps que se poursuivra la réalisation des autres tranches en direction de la route de Favi, puis de la voie rapide Charleville-Mézières-Sedan, la ville devra accélérer la mise en chantier de la pénétrante urbaine vers la vallée de la Meuse, et l'on parle déjà d'un troisième axe routier en direction de la route d'Elion.

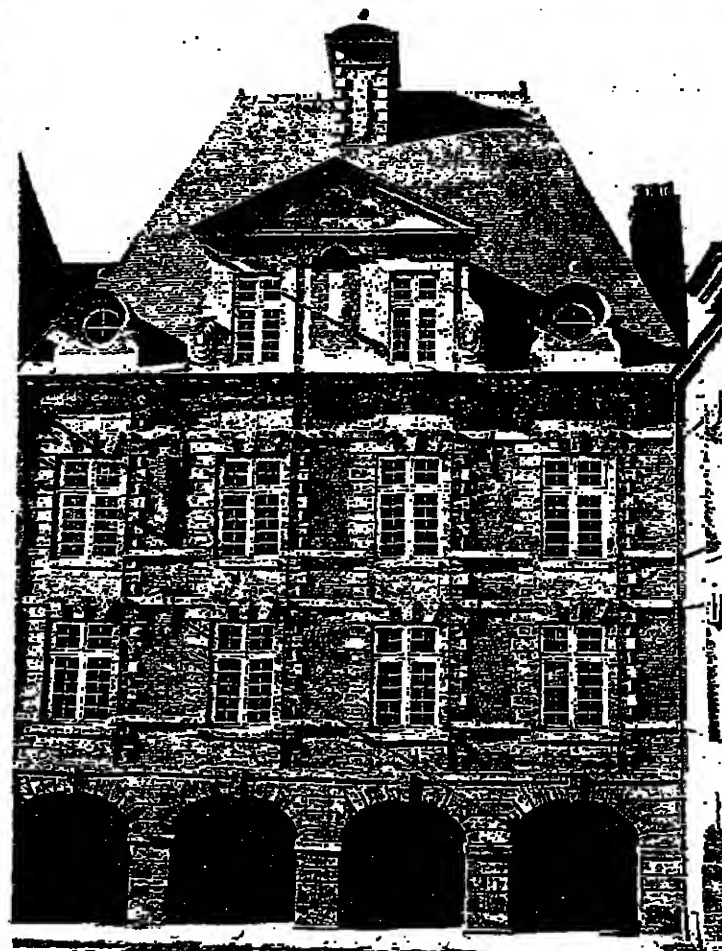
Pour l'ensemble de ces grands projets, la fusion a permis une unité de vues qui va également se concrétiser par la mise en place d'un plan général de circulation et la réalisation d'un réseau d'assainissement pour l'épuration des eaux usées.

Les réalisations ont été nombreuses dans le domaine du logement, des écoles, des équipements sportifs. Elles devront se poursuivre et s'étendre, notamment dans le domaine culturel, où il faut noter la création d'un conservatoire de musique fréquenté par cinq cents enfants de tous les quartiers.

Une dépense de 15 millions de francs est prévue pour la réalisation d'un parc des expositions avec salles polyvalentes et pour la nouvelle caserne de sapeurs-pompiers.

La seule difficulté que redoutent les élus serait le départ de certaines usines actuellement implantées en ville et auxquelles le chef-lieu n'a plus de terrains à offrir depuis que la zone industrielle de Mohon est entièrement occupée.

POL CHAUMETTE.



Un pavillon de la place Duval

ARDUINNA

* ARDUINNA : notre 50^e réalisation, à CHARLEVILLE, face au square de la gare.

nous réalisons 2500 m² de bureaux et de locaux professionnels avec 69 APPARTEMENTS en plein centre...

... pour laisser la ville s'agrandir autour !

Documentation : SEFAC - PROMOVA

17-19, bd Gambetta, 08100 CHARLEVILLE. Tél. : 32-57-12

مكتبة الامم المتحدة

L'EUROPE DES ÉCRIVAINS

L'ARDENNE ne chante pas. Un antique dicton l'affirme. Depuis la légende des quatre fils Aymon, cette terre après « sans cesse martonnée, champ de bataille séculaire », n'avait plus produit, semble-t-il, ni poème ni poète. Des généraux, oui, comme Turpin, et des ingénieurs pour forer son sol épuisé. Mais ni le philosophe Taine ni même l'historien Michelet n'ont fait remonter en cause l'idée reçue. Et puis Rimbaud surgit. Sans doute va-t-il ricaner du square de Charleville — « taillé en meuble en pelouse », — pas plus honnête d'ailleurs que toute la vieille « Europe aux anciens parapets ».

L'une et l'autre vivent encore, bien que s'orientent aujourd'hui vers des voies différentes. Longtemps la Grive célèbre la « petite patrie inconquise », injustement accusée d'ignorer tout lyrisme. Elle chante le « passant considérable » et Rimbaud devient omniprésent à Charleville : statues, musées, plaques, sociétés portant son nom — et le « pauvre Létien », l'emprisonné de Vouziers. Elle redit toutes ses gloires et toutes ses anecdotes, recueille les vers d'Apollinaire.

Car les écrivains ardennais, depuis 1925, ignorent les frontières politiques. Pour eux les trois Ardennes — luxembourgeoise, belge et française — n'en font qu'une. Le massif hercynien, les sillons de la Meuse et de la Senoy en font un seul pays. On ne se ferme pas. On s'ouvre jusqu'à Reims, jusqu'à Liège, et même jusqu'à l'Éifel allemand. Si l'ardennais aime la mère, il faut savoir qu'on ne peut comprendre les autres pays, même lointains, qu'en allant d'abord se terre.

Ils publient eux aussi — l'ardennais mieux que nulle part on sait au chant — leurs cahiers, sans agression envers la « mère », sans le moindre complexe évident.

JEAN RAMBAUD.

GIVET : ...des produits lourds aux céréales et à l'automobile

A quelques encablures de la frontière belge, le Port de GIVET étend, sur cinquante hectares, son domaine de quais, de darses, de terre-pleins, de voies ferrées, de magasins, desservi par un outillage varié et dominé par l'importante construction de son site à céréales.

Effectivement, GIVET occupe une place de choix située entre les ports belges, hollandais et la région parisienne, à égale distance des puissants bassins militaires du Nord et de la Lorraine, à proximité des concentrations industrielles de LIÈGE et de CHARLEROI, voisine des bassins d'AIJ-CHAPPELLE, du LIMBOURG, de la SARTRE et de la SAÛRE.

Depuis 1911, date de la création du Port, nombreuses ont été les circonstances et les péripéties qui ont influencé et même quelquefois bouleversé la vie de cette exploitation.

Certains événements ont eu d'importantes conséquences comme, par exemple, l'arrivée à GIVET en 1960, du premier grand bateau de 1.500 tonnes du type européen, ou l'implantation d'un important site à céréales.

D'autres ont eu des répercussions moins bénéfiques comme l'ouverture, en 1964, de la MOSELLE à la grande navigation, privant le Port de GIVET de sa traditionnelle clientèle lorraine.

En compensant l'installation est toujours là, bien vivante : 80 personnes en 1964, 120 en 1974 s'affairaient sur les 50 hectares de l'exploitation. L'infrastructure lourde occupant 2 kilomètres de quais lourds bâtis en dalles courbes, disposées en pelage sur une dérivation de la Meuse à niveau constant, 12 kilomètres de voies ferrées, 5.000 m² d'entrepôts banalisés, un site à céréales construit et géré par la SICA du NORD-EST de 90.000 tonnes (20.000 tonnes en culottes verticales, 70.000 tonnes en silo à pivot).

Les manutentions banalisées sont exécutées par des grues sur chenilles mobiles et par conséquent, utilisables partout, à quel, ou sur les terrasses de stockage (le Port de GIVET a été l'initiateur de cette technique simple).

L'essentiel des produits manutentionnés, stockés, conditionnés pour la livraison, va des charbons, coques et minerais, aux voitures automobiles, en passant par les céréales, les engrais, les celluloses, les machines-outils, etc.

On a vu simultanément sur le Port 500.000 tonnes de combustibles et 100.000 tonnes de bois de mines ou 300.000 tonnes de combustibles et 5.000 voitures automobiles.

A ces très importantes capacités de stockage, le Port de GIVET joint une souplesse remarquable d'exécution due essentiellement : aux darses courtes, à la diversité des opérations, à la rapidité du matériel de manutention.

En plus de ses activités traditionnelles orientées vers l'industrie lourde, GIVET a pris l'initiative, il y a 5 ans, de répondre à la demande de l'industrie automobile les moyens dont il dispose en hommes, matériels et matériels.

C'est ainsi que depuis cette date, le Port a reçu 25.000 à 30.000 voitures par an, et s'est organisé pour en assurer le transit, la préparation et la réception.

Ces véhicules peuvent être livrés et réceptionnés par camions ou wagons à étages, grâce à un quai de déchargement latéral desservi par deux voies de 50 mètres et un double quai de chargement possédant deux voies de 50 mètres.

Dés à présent, 15 hectares sont aménagés pour le stockage des voitures, soit en parc libre, soit sous domes.

Un service de réception mécanique, de démontage, de carrosserie et de peinture est en place.

En point de vue administratif, un terminal mécanographique I.B.M. est disponible.

C'est la SARABA qui, depuis sa création, a conçu et construit la presque totalité des équipements de ce port. Elle en assure l'entretien de tous les jours : c'est un outil parmi d'autres, qui lui permet d'assurer sa vocation de commissionnaire de transports, tant à GIVET que dans ses nombreuses agences d'Europe Occidentale ou au travers de l'implantation mondiale du Groupe dont elle fait partie.

Regards vers Reims

Car les écrivains ardennais, depuis 1925, ignorent les frontières politiques. Pour eux les trois Ardennes — luxembourgeoise, belge et française — n'en font qu'une.

Le massif hercynien, les sillons de la Meuse et de la Senoy en font un seul pays. On ne se ferme pas. On s'ouvre jusqu'à Reims, jusqu'à Liège, et même jusqu'à l'Éifel allemand.

Si l'ardennais aime la mère, il faut savoir qu'on ne peut comprendre les autres pays, même lointains, qu'en allant d'abord se terre.

Sur ses terres, la Société voyage. Chaque année, elle s'en va tenir ailleurs son assemblée générale : à Rocroi ou à Sedan, à Namur ou à Vitor, en France ou en Belgique, et le 13 octobre prochain à Luxembourg.

Elle est, en somme, une « société régionale internationale ». Demeurée proche de la Grive — qui a pris son nouvel essor vers Reims — elle publie ses propres cahiers : sujets ardennais ou première œuvre d'un écrivain du « massif ».

Elle est liée aux Amis de Rimbaud qui publient leur bulletin à Paris — correspondants à Charleville mais aussi aux États-Unis comme au Ghana — et au centre culturel Rimbaud, — correspondants en U.R.S.S. comme en Éthiopie. Elle a des fenêtres grandes ouvertes sur le monde.

Les jeunes poètes du Club 24 — partis de Reims — ne courent pas de cette dame bientôt cinquantenaire.

(1) 23, Bot du Château-d'Éau, de Charleville-Mézières.

La fin des idées reçues

Je sais... Ce département n'est pas tout à fait comme les autres. Forêts d'ardenne et d'Argonne, mais que se passe-t-il derrière vos brumes de légendes ? « Département inaccessible » sur la frontière de l'Est, comment, par les sept truits quotidiens vers Luxembourg et Cologne, se découvre-t-on aujourd'hui, si proche à deux heures de Paris, et comment se fait-il qu'on trace une autoroute à travers la trouée de Sedan ? « Département assidû » dans les citadelles de Sedan et Mézières, comment ouvre-tu les deux cent mille fenêtres du village olympique de Munich et comment déverses-tu sur le monde entier la moitié de tes produits ?

« Département exposé », rebattu par les invasions à chaque défaite de la France, comment te retrouves-tu gardé par l'artillerie nucléaire du camp de Meilly-en-Champagne et chauffé par une des premières centrales électronucléaires ? Sans doute va-t-il jolir que les Français résistent leur histoire et leur géographie. Le pétrole nous manque et voici le temps des remises en question. Les frontières repoussées pour longtemps à 100 kilomètres à l'est, un centre géographique va donc apparaître sur la Meuse ardennaise à égale distance de Francfort, d'Anvers et de Paris, à mi-chemin de Londres et de Bâle ?

Depuis quelque vingt années, il se passe quelque chose d'inouï dans ce département oublié : Sedan abandonne l'antique drap des pantalons garance pour fabriquer le revêtement plastique de tous les murs d'Europe ; Charleville, ancienne capitale du clou forcé, devient la capitale européenne des pelles mécaniques ; Châteauneuf installe la plus moderne fondrie d'Europe, et Condevoie grâce à l'électronique ardennaise.

Terre d'Arthur Rimbaud et du Temps des cerises, forêts préservées et Meuse endormie, Paris s'interroge. Ardennais ténu et accueillant, bûcherons et rebâtisseurs, est-ce donc là le changement ? Mais vous en avez fait d'autres.

arthur martin

OBJECTIF 1975 : un million d'appareils

Produire et vendre un million d'appareils électroménagers, tel est l'objectif principal que se sont fixé pour 1975 les USINES ET Fonderies ARTHUR MARTIN.

Cet objectif peut apparaître surprenant à ceux qui ont encore en mémoire la période difficile que traversa la Société entre les années 1965 et 1971.

Le redressement de la Société ARTHUR MARTIN a été exemplaire et spectaculaire. Le chiffre d'affaires qui atteignait 324 millions en 1971 dépassera 625 millions en 1974 et aura presque doublé en trois ans.

Aujourd'hui, ARTHUR MARTIN envisage de procéder à de nouveaux investissements. L'un des premiers à réaliser concernerait la construction d'une nouvelle unité pour renforcer le potentiel de production des usines de Revin et de Reims. Sur le plan international, ARTHUR MARTIN vient d'être associé au projet de la division Ensa de Gressat Loire Entreprises pour la construction en Union soviétique d'une usine de cuisinières à gaz d'une capacité annuelle de 500.000 appareils.

Cet heureux et salutaire retournement de tendance ouvre toutes les voies du succès à la réalisation de cet objectif 1975 ; d'autant que les livraisons s'élevaient en 1973 à 700.000

appareils et que, pour cette année, les prévisions oscillent autour de 870.000 appareils.

Mais on peut se demander si la conjoncture économique actuelle et notamment la restriction du crédit ne risquent pas de freiner cette progression.

Tout en se refusant à un pronostic trop précis, M. Jean MOISY, président du directoire, ne se sent pas trop gagné par l'inquiétude.

« Certes, les mesures gouvernementales peuvent retarder la réalisation immédiate de nos projets d'expansion ; mais je suis persuadé que l'avenir restera favorable à l'industrie d'électroménager et il y a à cela deux raisons :

— un retard dans le développement des marchés en France ;

— un désir croissant et généralisé de simplifier et de rendre plus agréable la vie quotidienne. »

UNE PRODUCTION DIVERSIFIÉE

ARTHUR MARTIN, qui emploie avec ses filiales françaises, SAPRIME, SAGAM et SECOMAM, plus de 4.000 personnes, a une double activité, industrielle d'abord, commerciale ensuite.

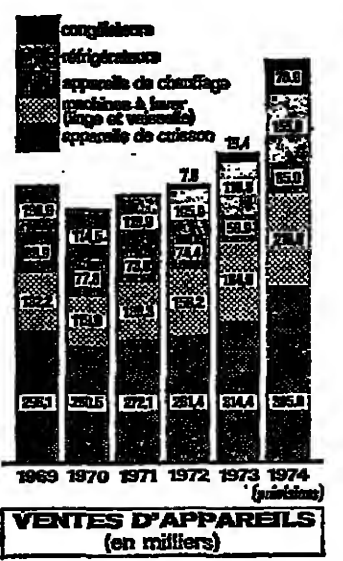
Au plan industriel, la société exploite plusieurs établissements soit directement, soit par l'intermédiaire de ses filiales (voir tableau).

Au plan commercial, la société distribue la marque ARTHUR MARTIN par un réseau de concessionnaires assurant à la clientèle un service personnalisé.

La production regroupe cinq types d'activités : appareils de cuisson, machines à laver et lave-vaisselle, appareils de chauffage individuel, réfrigérateurs, congélateurs.

Cette diversification contribue à assurer à ARTHUR MARTIN une des premières places sur le marché français.

Actuellement, la part détenue par ARTHUR MARTIN représente 16 à 18 % des ventes en appareils de cuisson et plus de 10 % pour les autres appareils ménagers.



Par ailleurs, l'activité industrielle s'est accrue de manière significative au cours de l'année 1973 avec la production de 238.000 cuisinières et 188.000 machines à laver et lave-vaisselle.

CONSOLIDER SA POSITION

La tâche primordiale, aujourd'hui, pour les responsables de la société, consiste à consolider cette position. Pour y arriver, ils veulent augmenter la capacité industrielle du groupe et ils étudient à cet effet, différentes méthodes. Celles-ci vont de l'extension progressive des usines actuelles à la création d'unités complémentaires.

Les secteurs, qui ont retenu en premier lieu l'attention, sont ceux des cuisinières, des machines à laver et lave-vaisselle.

Produire est relativement aisé. Vendre et atteindre en même temps la notoriété auprès des consommateurs constituent une performance plus ardue, qui ne peut s'obtenir sans sérieux et créativité dans la fabrication ; mais surtout qui se réalise par le dynamisme de la politique commerciale de la société.

Une étude ETMAR effectuée, il y a un an, pour déterminer la notoriété auprès du public des firmes d'électroménager, faisait ressortir que la Société ARTHUR MARTIN, tout en conservant sa première place, l'avait consolidée.

UNE POLITIQUE COMMERCIALE

La vente des produits ARTHUR MARTIN est assurée par un réseau qui comprend 1.500 distributeurs et 6.000 points de vente.

ARTHUR MARTIN a basé sa politique commerciale essentiellement sur la qualité du service rendu et tout spécialement l'excellence du service après-vente de ses concessionnaires.

Dans cette optique, ARTHUR MARTIN procède, chaque année, depuis sept ans, à la formation des techniciens d'installation et de dépannage qui lui sont délégués par ses concessionnaires.

Le mouvement des stages sera dans l'avenir encore accéléré afin que l'ensemble des personnels techniques des clients bénéficie de ce service qui concourt à assurer la continuité du renom et l'avenir de la marque.

Sur ce point, M. Jean MOISY n'a aucune crainte : « Ma confiance dans l'impact de la marque est telle que l'avenir industriel d'ARTHUR MARTIN sous les meilleurs auspices. »

CARTE D'IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ

USINES ET Fonderies ARTHUR MARTIN (UFAM)
Siège social : 144, bd Maiesherbes, Paris (17).
Siège administratif : Revin (Ardennes).
Société anonyme au capital de 33.232.570 F.
Conseil de surveillance : président M. Georges Martin.
Directoire : président M. Jean Moisy.
Direction commerciale : M. René Fossoul.
La Société et ses filiales françaises disposent de plus de 200.000 m² couverts sur 450.000 m², emploient plus de 4.000 personnes pour une double activité industrielle et commerciale.
1973 C.A. hors taxes 449 347 000 F
Bénéfice net consolidé 9 391 464 F
Cash flow consolidé 26 589 006 F

| U F A M SIÈGE SOCIAL A PARIS | |
|---------------------------------|--|
| PRODUCTION | <ul style="list-style-type: none"> • ARDAM (REVIN), Machines à laver, lave-vaisselle. • SOREHAM (REIMS), Cuisinières. • FONDERIE (REVIN), Plâtres fonte. • Services Généraux (REVIN), Constructions neuves, Transports, Entretien. |
| VENTE | <ul style="list-style-type: none"> • Services de Direction Commerciale à PARIS. • Agents commerciaux itinérants. • Services d'administration à REVIN. • Services techniques (magasins) à REVIN. |
| ADMINISTRATION COMPTABILITÉ | • REVIN (Ardennes). |

| | | |
|--|-------------------------------|--|
| 95,56 % | 99,03 % | 98,04 % |
| SAPRIME REIMS Activités diverses | SECOMAM REVIN Outillage | SAGAM WASQUEHAL Grandes Cuisines |

PROFILÉS ET TUBES DE L'EST

Société anonyme au capital de 22.820.000 F

Tél. : 637-32-50 - 637-48-21

57, rue de Villiers
92203 NEUILLY-SUR-SEINE

Tél. : PROFUTUBE NLSN 62 532

Profilés à froid de WENDEL

Pour :
l'agriculture
le bâtiment
et toutes
industries

TOUS LES PROFILÉS A FROID en acier :

- formé à chaud
- laminé à froid
- galvanisé
- inoxydable

Sur demande : assemblés, usinés, soudés

GAMME COMPLÈTE DES PROFILÉS COURANTS et ses spécialités :

- palplanches légères,
- glissières de sécurité routière,
- rideaux de coffrage jusqu'à 8 mm,
- poutrelles allégées POUTRELCO-PROFILCO,
- éléments nervrés de bardage et couverture,
- gaines de ventilation agrafées en hélice (conduits aérodynamiques),
- profilés spéciaux pour menuiseries métalliques,
- silos à foin,
- éléments pour faux plafonds,
- etc...

Sur simple demande documentation complète et détaillée :

Usine : FORGES DE MESSEMPRE
Téléph. : (24) 28-01-12
Tél. : PROFILST CARIG 84126

BIÈRE SEDAN

STELLA ARTOIS

BRASSERIES LORRAINES

Place Voltaire - B.P. 34
08201 SEDAN

Tél. : (24) 28-37-47
Tél. : BRALOR SEDAN N° 94.158

LES ARDENNES

Les prémices d'un envol

(Lire la suite page 29.)

Et pourtant, les ouvriers qualifiés, les jeunes qui sortent des C.E.T. ou des lycées techniques trouvent facilement un emploi. Six offres pour chaque élève. Mais pas toujours d'un niveau et d'un intérêt conformes à ceux qu'on serait en droit d'attendre avec un diplôme. Entre la formation dispensée et les offres d'emplois, il y a souvent un abîme. Dans un hypermarché, sur vingt caissières, la moitié environ sont titulaires du Bac G (administration, secrétariat, commerce). Pour tenter de remédier à ces distorsions, le lycée technique de Charleville-Mézières a intelligemment lancé une section d'assistantes d'ingénieurs (deux ans d'études) pour les jeunes filles diplômées d'un bac de l'enseignement secondaire. Elles pourront trouver un travail à mi-temps, relativement bien rémunéré.

Mais Reims, Paris, la Basse-Saône offrent des salaires plus attractifs. « Nous continuons à être un pays naisseur et nous exportons notre matière grise et notre valeur technique », regrette M. Jean-François Dromby (P.S.), adjoint au maire de Sedan. Il y aurait bien un moyen de les retenir : décentraliser, outre des usines, des services de l'Etat. Mais sur ce point, en dépit des espoirs nés du récent déplacement du gouvernement à Lyon, on attend toujours des initiatives concrètes. Sait-on aussi que l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans libérerait d'un coup cinq mille postes de travail dans les Ardennes et favoriserait ainsi des promotions internes ?

A longue échéance, il faut forger les bases d'un développement économique complet. Les infrastructures ont bénéficié d'un salutaire coup de pouce avec la construction, achevée il y a un an et financée dans sa quasi-totalité par le département, de l'autoroute Charleville-Sedan. Piqué au vif, l'Etat ne pouvait pas ne pas suivre ce bon exemple local, et, aujourd'hui, les travaux de la voie Sedan-Bouillon (Belgique) sont en cours. « Jusqu'à maintenant, les Sedanais qui voulaient voir les performances de leur voiture allaient les essayer sur les autoroutes belges », plaisante M. Dromby. Seul problème (secondaire ! dit-on à Sedan) : le contournement autoroutier sud de la ville. Les élus refusent de participer

pour 45 % au coût des travaux, mais l'Etat. D'ailleurs, pour eux, la réforme des finances locales est une tâche autrement plus urgente : en effet, les usines, et donc les patentes, profitent surtout aux communes périphériques, alors que Sedan doit prendre en charge la plupart des équipements sociaux et éducatifs. Les voies de communication, le désenclavement, voilà les têtes de chapitre des revendications des responsables ardennais. Non pas qu'on souhaite tout de suite l'aménagement de la Meuse au gabarit européen : « Les péniches peuvent transporter 280 tonnes, mais, dès qu'on passe en Belgique, c'est comme les autoroutes, la rivière est accessible aux bateaux de 1 000 tonnes. Quant au canal des Ardennes, entre l'Aisne et

la Meuse, il est le seul du type Freycinet dont le trafic augmente régulièrement », fait remarquer M. Maurice Périn, président de la chambre de commerce de Charleville-Mézières. Autre goullet d'étranglement, le logement : le département a reçu une dotation de 260 H.L.M. en 1974 : ce sera probablement le même contingent cette année, mais la seule agglomération de Charleville-Mézières a déjà besoin d'un minimum de 300 habitations sociales, et Sedan de 80. Les autres villes n'ont donc même pas de quoi « lécher le plat ». Toute cette « misère » parce que, à Paris, on rappelle qu'il existe à Revin 150 logements vides construits il y a quelques années. Mais quels logements ! Des casernes, auxquels

les ouvriers et les ouvriers-payans des usines de Revin préfèrent, après leur travail quotidien, la verdure et la fraîcheur de leur ferme ou de leur village en forêt. « Cette affaire des logements de Revin, c'est la « casserole » du département qu'il faudrait se décider à faire passer par pertes et profits », ne craignent pas de déclarer les responsables de l'équipement du département.

Les zones industrielles ? Elles se sont bien remplies. On songe maintenant à en aménager une nouvelle à Tournes sur 50 à 70 hectares. Elle aurait vocation à recevoir des usines et des industries légères pour la main-d'œuvre féminine. Mais ses promoteurs craignent que le « coup de frein aux primes » décidé par la DATAR ne retarde sa réalisation, rognant les industries vers d'autres régions plus attractives. Il n'est pas sûr cependant qu'ils aient raison car aucune étude sérieuse n'a jamais démontré que les primes étaient l'élément déterminant.

Alors, serait-ce la présence d'un aéroport ? Les élus consulaires du département « poussent » le projet de Tournes. L'allongement de la piste actuelle, les équipements de navigation, aboutissent à un devis de 5,2 millions de francs. La DATAR serait prête à dégrader une subvention. Mais M. André Leboucq, député socialiste et maire de Charleville-Mézières, redonne : « Il y a des travaux plus urgents : rocade, terrains de sports, C.E.S., formation d'apprentis, bibliothèques, assainissement, toitures des écoles, logements. Qui prendrait ces avions ? Nous avons six trains vers Paris chaque jour. » « Nous sommes en train de renouveler l'erreur que fit, il y a cent ans, Orléans en refusant le chemin de fer », réplique M. Périn.

Quelle d'anciens et de modernes ? Non, sans doute. Mais l'illustration concrète de deux conceptions différentes des choix prioritaires : les exigences de l'économie ou bien la qualité de la vie.

L'essentiel est le plus difficile étant, pour les responsables de l'avenir d'un département et de l'avenir de ses enfants, de ne pas s'exposer à entendre un jour, dans leur bouche, le reproche : « Ils n'ont rien fait. »

FRANÇOIS GROSCHARD.

PORCHER

De la grande salle de bains au plus petit recoin PORCHER résout tous les problèmes de sanitaire avec une gamme prestigieuse d'appareils équipés d'une robinetterie garantie 5 ans

SERVICES COMMERCIAUX
75-77 Boulevard Victor Hugo 93 St Ouen
Tél. : 076-37-69

DOCUMENTATION GRATUITE

DEPOT : 08502 REVIN, rue Voltaire-Colonne - T. 34-61-69

(PUBLICITE)

A SEDAN, PREMIÈRE EUROPÉENNE POUR LA BRANCHE VERRE PLAT DE BSN-GERVAIS DANONE

UN NOUVEAU PROCÉDÉ ÉLARGIT LES POSSIBILITÉS D'UTILISATION DU VERRE DANS LE BATIMENT

FACE A L'ÉVOLUTION DES CONDITIONS D'HABITAT...

Les applications du verre deviennent universelles. Mais la sécurité de son emploi constitue, en même temps, l'une des préoccupations croissantes des utilisateurs. La consommation de verres trempés, assurant une plus grande protection contre les différents risques, n'a cessé de progresser ces dernières années en France dans le secteur de la construction (60 % entre 1969 et 1974).

En matière de sécurité, les professionnels du bâtiment se fixent des règles de plus en plus strictes. Ainsi, le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment a-t-il publié en juillet 1972 un additif aux Documents Techniques Unifiés (les D.T.U.), codes de la profession, qui constitue un pas important en faveur des vitrages de sécurité, en stipulant l'emploi de verres trempés ou feuilletés dans les locaux ouverts au Public ou les parties communes d'habitation. Certes, la Législation Française ne rend pas obligatoire, notamment comme aux États-Unis, l'emploi des vitrages de sécurité dans les locaux d'habitation, mais les dispositions prises marquent le début d'une évolution qui doit aller en s'accroissant car l'on ressent dans l'opinion une exigence croissante de protection contre les risques divers.

D'autre part, les produits « tout verre » se développent de plus en plus. Autrefois, le verre n'était utilisé qu'en remplissage ; la fonction d'encadrement était assurée par des matériaux traditionnels comme le bois ou le métal. Maintenant, les qualités physiques des verres trempés permettent au verre de se passer d'encadrement. Aussi est-il couramment utilisé pour les portes, les fenêtres, comme pour des agencements intérieurs variés tels que les écrans de douches, les plateaux de table, etc.

...BOUSSOIS RÉPOND PAR DE NOUVEAUX PROCÉDÉS...

Depuis plus de 40 ans, les verriers ont été fixés pour objectif de conférer au verre une qualité et

des performances toujours meilleures. Pour améliorer la protection thermique, Boussois a été la première société française à mettre sur le marché français un vitrage isolant sous la marque Thermopane. Elle dispose aujourd'hui d'une gamme très étendue qui permet de satisfaire tous

les besoins d'isolation thermique actuels.

En 1965, elle lançait des solutions d'ouvrants SECURIT en série « TOUT VERRE », véritable innovation dans le domaine du verre. Depuis, la gamme s'est étendue à différents modèles de portes et fenêtres (fenêtres FLO, PIVORAMA, portes DIADOR...).

AUJOURD'HUI, BOUSSOIS LANCE DANS SON USINE DE DONCHERY, PRES DE SEDAN, UN PROCÉDÉ DE

TREMPE A PLAT, NOUVELLE ÉTAPE TECHNOLOGIQUE MARQUANTE

Quels sont les avantages des produits verriers trempés tels que la glace SECURIT ?

Le principe de la trempe consiste à réchauffer les produits verriers découpés, façonnés, et éventuellement émaillés, jusqu'à une température d'environ 700°C, puis à les refroidir brusquement par des jets d'air soufflé.

Tout en conservant les qualités propres aux produits de base dont ils sont issus, (qualités optiques et acoustiques, transmission lumineuse), les produits verriers trempés offrent une résistance au choc thermique : la glace SECURIT résiste à un choc de 300 alors que la glace recuite casse à 70° environ. Par ailleurs, en cas de rupture, la glace SECURIT se fragmente en morceaux émoussés de petites dimensions qui évitent les blessures profondes. Ce traitement renforce considérablement la résistance du produit fini.

Le nouveau procédé de trempe à plat est cousin gazeux. Son originalité ?

Ce procédé est parfaitement bien adapté à la fabrication de séries. En effet, le système traditionnel de trempe, nécessitant un certain nombre de manipulations successives, est remplacé par un processus en continu. Les plaques de verre arrivent à plat, passent sur des rouleaux, puis sur un coussin gazeux qui les supporte dans la zone de chauffe. Elles défilent ensuite entre les calorifères de trempe, sont reprises en charge par des rouleaux puis passent devant des batteries de refroidissement.

La qualité optique des produits ainsi traités est parfaite. Ce procédé permet en effet d'obtenir dans d'excellentes conditions de planéité toutes les épaisseurs couramment utilisées, y compris les épaisseurs faibles, pour lesquelles les procédés classiques se révélaient insuffisants.

Une usine moderne dans une région dynamique.

BOUSSOIS a choisi un terrain de 13 hectares sur la zone industrielle près de Sedan pour implanter cette nouvelle usine de transformation. Le dynamisme de la région des ARDENNES et le rôle joué par la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE SEDAN ont contribué pour une large mesure à l'aboutissement de cette entreprise.

D'autre part, la vocation européenne du groupe BSN-Gervais Danone justifie la localisation privilégiée de cette unité de production au carrefour des marchés français, belges et allemands.

La plupart des travaux ont été confiés à des entreprises locales (électricité, routes, assainissements...). La première tranche de l'usine représente 13.000 mètres carrés couverts, les installations peuvent être dou-

blées ou triplées si la nécessité s'en fait sentir.

Un souci d'esthétique a présidé à la réalisation de cette usine très moderne. Les recherches associées de l'architecte et du coloriste conseil ont permis d'obtenir des bâtiments harmonieusement intégrés au paysage.

L'usine a démarré début septembre. Elle emploie actuellement environ 130 personnes.

BOUSSOIS QUI EXPLOITE SIX USINES EN FRANCE, DISPOSE D'UNE TECHNOLOGIE AVANCÉE. BOUSSOIS S.A. emploie 5.300 personnes dans ses usines de BOUSSOIS-SUR-SAMBRE, ANICHE, WINGLES, BOBIGNY, SEDAN, BORDEAUX.

Ses marques les plus connues sont les suivantes : DECORGLAS, DIALUX, FUMEGE, LUMINOR, PROFILIT, SOLTRAN, THERMOPANE, VERFLEX. En Europe, la production du verre plat du Groupe, concentrée sous l'égide de la holding Glaverbel-Mécanivar, est répartie entre une trentaine d'usines situées principalement en France (BOUSSOIS S.A.), en Belgique (GLAVERBEL S.A.) et en Allemagne (FLACHGLAS AG DELGO DETAG).

Ces différentes unités fabriquent tous les types de produits verriers : verres à vitre, ébrés selon les procédés classiques ; verres coulés, translucides et imprimés ; glace polie fabriquée suivant le procédé float glass.

Le Groupe accorde une orientation vers des techniques modernes de fabrication : 4 usines de float-glass sont actuellement en fonctionnement, l'une à BOUSSOIS en France, deux à MOUSTIERS en Belgique (dont l'une en cours de démarrage), une quatrième à GLADBECK en Allemagne, dont la production a démarré en juin dernier.

Ces usines fabriquent également des produits transformés, notamment :

- des vitrages de sécurité pour les marchés du bâtiment et de l'automobile ;
 - des vitrages isolants pour lesquels le Groupe est le premier fabricant européen.
- Les produits transformés représentent d'ailleurs une part croissante du chiffre d'affaires de la Branche (près de 50 % sur un montant de 3,3 milliards de francs en 1973) et connaissent des taux de croissance très élevés.

طريقنا من الإلهام

Des richesses touristiques intactes

EXPLOITER LE RETARD

DANS la tapageuse mythologie des héros, Bazilles est, pour l'infanterie de marine, le moment où naissent les réputations. « Derrière Cartouche », tirée à l'apogée d'une série à manger, consécra déjà l'invincible des dommages de guerre sur un ultime assaillant, installé définitivement les bases d'un esprit de corps. Pour l'imagerie populaire,

dans les Ardennes d'un appareil touristique moins rudimentaire que celui qui existait.

Du côté de la Belgique

Sur le fond, les responsables devront combattre une sorte de complexe d'isolement qui ferait assez facilement dire que bien peu de

de longues années, qu'on peut avec succès entreprendre ici des opérations touristiques payantes. Elles donnent aussi peut-être l'exemple de ce qu'il ne faut pas toujours faire. Les forêts sont fragiles et les paysages ne résistent pas longtemps à cette autre forme d'invasion qu'est le tourisme.

Les Ardennes pourraient donc « profiter » de leur retard et faire en sorte que le mouvement qui se dessine soit maîtrisé. Six cent quatre-vingt mille nuitées en 1973. C'était une bonne année. On ne souhaite pas dans la région jouer le chiffre, mais plutôt la qualité, et de ce fait l'avenir est envisagé avec calme et pondération.

Il le faut, car le danger, pourrait-on dire, est aux portes. En effet, les gens du plat pays — Lille est à 180 kilomètres de Charleville-Mézières — ont pris l'habitude de venir se mettre au vert dans cette campagne agréable et douce qui contraste avec leur horizon de nuages et de terrils. Les Ardennes, poumon pour le Nord, ce Nord qui n'aura plus guère de mal à attendre les bords de la Meuse s'il la réalisation achevée de l'autoroute Calais-Bâle, l'A-26. On peut également penser que Paris ne restera plus longtemps insensible à ces relativement proches réserves de nature, et qu'il conviendra de suivre avec attention et prudence les premières grandes vagues de touristes.

Les Ardennes touristiques, encore dans les limbes, seront os qu'en feront ses responsables. Le pays est trop beau pour le gâcher.

JEAN-PIERRE QUELIN.



« maison des dernières cartou- » immortalisée par Alphonse de laud, marque le point fort, sur le an artistique, des revers de 1870.

Bazilles, dans les Ardennes, pout à juste titre s'enorgueillir d'être mu de tous, ou du moins de tous eux qui avaient encore présentes la mémoire la figure de cris de officier blessé, accablé au buffet époque, et qui commandait du gard la définitive détonation : après sol épuisé, il entrerait dans statoire.

Il est des régions qui n'ont à vendre se la four-tou des palmiers, l'usage-ole avance des glaciers, le rythme se marées, ou la tranquille aubaine se villages aux pierres tendres. Il est d'autres... « Quelle configu- » mystérieuse impose depuis jours à ces collines douces, à forêts tranquilles [...] d'être sou- » à cette effroyable loi du sang laquelle les nations n'ont cessé en appeler, faisant Dieu juge de leur courage et de leur habileté guerrière (?) ? »

Il en est d'autres qui ne pourront se facilement se débarrasser de leur assé militaire, qui continuera long-mps encore à exercer une véritable fascination sur les voyageurs. Et, n effet, les Ardennes auraient pu se consacrer presque exclusivement à a tourisme des champs de bataille. site ronde des circuits des guerres, site image de marque, mais qui vrait attirer des dizaines de mili- » d'étrangers bien décidés à venir enconter le grand soufflé des inva- » sions et des conquêtes.

Tourisme dans les Ardennes... Il ait comprendre que les chocs qu'a vuba la région au cours de son his- » ire n'ont pas particulièrement porté as habitants à penser à l'accueil des siteurs, et à la meilleure manière de les recevoir. C'est une idée rela- » tivement récente ici, et il ne faudrait pas s'étonner de ne pas rencontrer de grandes structures d'accueil telles que depuis longtemps déjà elles exis- » tent dans d'autres provinces. Une certaine timidité pèse encore sur la région, où, depuis trois ou quatre ans seulement, un effort est entrepris, notamment par les hôteliers, pour

(1) Claude Mettra, Vireur en France. Editions Sün.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

District parisien

DANS LA FORÊT DE SAINT-GERMAIN

UNE AUTOROUTE POUR RIEN

« L'autoroute Paris-Orgeval (A-14) sera cons- » truite en tenant compte de l'environnement », a déclaré M. Robert Galley, ministre de l'équie- » ment, lors de sa récente visite dans les Yvelines. » Il faut renoncer à ce projet qui amputerait de 500 hectares la forêt de Saint-Germain-en-Laye », estime au contraire M. Michel Péricard, Le pré- » sident de l'Association pour la sauvegarde de l'environnement de Saint-Germain (1) a rappelé lors d'une conférence de presse réunie à Saint-

Germain, jeudi 26 septembre, la politique de « pré- » servation intégrale des espaces verts de la région parisienne — amorcée par M. Giscard d'Estaing. » Voilà un dossier dont le contenu semble belle- » ment anachronique que l'association de M. Péri- » card, l'homme de « La France désagurée », devrait sans trop de mal obtenir une victoire. D'autant » que le renoncement à ce projet ne coûterait pas un sou à l'Etat. Cela compte par les temps qui » courent.



A dix-sept minutes de l'Étoile, par le métro express, s'étend la plus vaste des forêts proches de Paris : celle de Saint-Germain-en-Laye, 3 466 hectares, un mil- » lion huit cent mille visiteurs chaque année. Or, dans cette région, explique M. Péricard, « dès qu'il y a un projet important on » pense — manque de terrain, man- » que d'argent — à la forêt ». Plus- » sieurs routes et le chemin de » de grande ceinture la traversent » déjà : une maison d'éducation de la Légion d'honneur y a été cons- » truite au dix-neuvième siècle ; un camp militaire, un stade, un terrain de golf, une piscine, y ont » été installés. Au détriment de plus » de 800 hectares d'espaces verts. » C'est à une nouvelle amputation de 500 hectares que conduirait — indirectement — la construction de l'autoroute A-14, prévue il y a plusieurs années pour relier la porte Maillot à Orgeval, par la Défense, afin de délester l'autoroute de Normandie.

Les emprises de l'autoroute, des autres voies qui seraient élargies, et d'un échangeur de 10 hectares, occuperaient au total plus de 80 hectares. En fait, c'est tout un pan de forêt de plus de 400 hec- » tares, au sud du massif, qui serait menacé de dépeuplement et livré, à terme, aux pressions de l'urba- » nisation, car « l'autoroute aura » semé tracer la nouvelle limite de la forêt », selon M. Péricard.

Les communes de Chambourcy et surtout de Saint-Germain, à l'étrier dans leur territoire, ne résisteraient pas longtemps à la tentation d'annexer des espaces devenus indigènes du nom de forêt.

On peut s'étonner, dans ces conditions, que M. Robert Galley, ministre de l'équipement, ait affirmé, lors de sa visite dans les Yvelines le 12 septembre, que « l'autoroute A-14 sera construite en tenant compte des besoins de l'environnement ». Le ministre a même cité en exemple la traver- » sée du bois de Boulogne par le boulevard périphérique !

Débouchant par un viaduc au bord de la terrasse de 2 kilomètres que le Mère aménagea au-dessus de la vallée de la Seine, l'autoroute doit, en principe, être construite en tranchées, couverte par enduits de dalles, puis, au- » delà de l'échangeur, la voie ven- » drait de 5 à 10 mètres de hauteur. Aucune protection efficace contre les bruits et les pollutions n'est prévue, selon l'association.

Le jeudi 26 septembre, M. Péri-

card a demandé qu'on renonce purement et simplement au projet d'autoroute A-14, déclaré d'utilité publique en 1967. Tout en lançant à la direction des routes l'« over- » lissement solennel que les popu- » lations voisines n'accepteront jamais ce projet », l'association ne propose pas d'autre tracé : « Les » ingénieurs sont là pour cela. » Ce qu'elle suggère est plus original.

Le métro express, fait-on re- » marquer, dessert exactement les mêmes secteurs que l'autoroute A-14 (la Défense et Saint-Germain). Son terminus est enclavé dans le centre ancien de la ville, difficilement accessible à tous ceux qui n'habitent pas à proxi- » mité. Cet équipement très coûteux ne remplit pas à plein son rôle régional. Pourquoi ne pas s'atta- » cher alors, estime l'association, à prolonger cette ligne plutôt qu'à investir encore des crédits dans des travaux autoroutiers ? — M. Ch.

(1) 45, rue Wauthier (78100), Saint-Germain-en-Laye.

A PROPOS DE...

La crise de l'énergie

Une maison anti-gaspillage

La première société de construction de logements « écologiques » vient de se créer en Grande-Bretagne. En France même, l'esquisse d'un pavillon « écologique » a été présentée au ministère de la qualité de la vie par de jeunes ingénieurs et archi- » tectes.

MM. Pierre Le Chapelier et Jean-Loup Walzel, les représen- » tants du « groupe d'études de la maison écologique », ont conçu un logement de 100 mètres carrés, construit en matériaux locaux, qui devrait disposer d'en- » viron 1 200 mètres carrés de ter- » rain.

L'électricité est fournie par une éolienne à hélice triphasée alimen- » tant des accus. L'eau serait mor- » lée du puits par une seconde

éolienne dotée d'un réservoir. Le gaz provient de la décomposition des ordures ménagères et d'algues spécialement cultivées sous serre. Des panneaux dispo- » sés sur les murs et les toits capent les rayons du soleil et assurent le chauffage. Un atelier permet à la fois des activités artisanales et l'entretien de la maison. Enfin verger et potager assurent une partie de la nour- » ture.

La « maison écologique » ne nécessite donc aucun branche- » ment sur les réseaux publics : eau, gaz, électricité, égouts. En ce sens, elle constitue une inté- » ressante contribution à la poli- » tique d'« anti-gaspillage ». Avec son équipement complet, elle coûterait aux environs de 300 000 francs. — M. A.-R.

ENVIRONNEMENT

Nouveaux remous à Marckolsheim

A une courte voix de ma- » jorité, le conseil municipal de Marckolsheim (Bas-Rhin) a approuvé dans la nuit de ven- » dredi à samedi 26 septembre le principe de l'installation sur son territoire de l'usine chi- » mique allemande Bayer. La commune de Marckolsheim fait partie de la zone industrielle de Marckolsheim sur laquelle une autre usine allemande, la Chemische Werke, doit s'ins- » taller.

La décision de la nuit dernière fait grand bruit en Alsace. Elle intervient au lendemain même de la visite de M. Jarrot, ministre de la qualité de la vie et parait en contradiction avec les souhaits qu'il avait exprimés à la préfec- » ture de Strasbourg. « Il faut, » avait-il dit, interdire tout nouvel empiètement industriel sur la forêt dans la région de Mar- » ckolsheim. Or, la firme Bayer convoite pour ses bâtiments 200 hectares de la précieuse forêt rhénane. Il est vrai qu'à Marckolsheim les choses n'ont pas été toutes seules. Une fraction du conseil municipal estimait le vote

prématuré puisqu'on ne connaît pas encore le dossier technique. Mais, sur l'intervention de la pré- » fecture, le maire mit l'affaire au vote et l'emporta par sept voix contre six.

Les villageois, dont plus de deux cents refusent l'usine Bayer, firent sonner le tocsin et voulu- » rent faire un mauvais parti à leur maire, qui ne put regagner sa maison que sous la protection de la gendarmerie.

Non loi de la, sur le terrain de la Chemische Werke toujours occupé par les contestataires du Giseim, les cultivateurs allemands sont revenus. Le passage en France qui leur avait été refusé vendredi, pen- » dant le voyage de M. Jarrot, leur est à nouveau permis. La déter- » mination des populations fait fuir d'autant moins qu'on vient de découvrir qu'une seconde entre- » prise traitant cette fois le tétra- » éthyl de plomb projette de s'ins- » taller à côté de la Chemische Werke, qui doit fabriquer du stéarate de plomb. Il s'agit d'une firme internationale, Ethyl Cor- » poration, qui a entrepris des tra- » vaux de prospection dans la forêt de la zone de Marckolsheim.

avec les trans-europ-express

PARIS → BRUXELLES
en 2 h 20
DE CENTRE A CENTRE

au 29 septembre 1974

6 TEE

dans chaque sens
dont
2 nouveaux

“MEMLING” et “RUBENS”

| MEMLING RUBENS | | RUBENS MEMLING | |
|----------------|-------|----------------|-------|
| 6.45 | 18.45 | 9.05 | 21.00 |
| 9.05 | 21.05 | 6.42 | 18.40 |

* sauf samedis, dimanches et fêtes.

renseignements : gares,
bureaux de tourisme SNCF et agences de voyages

SNCF

FONDERIE TOUSSAINT

08480 HAYBES-SUR-MEUSE. — Tél. : 34-92-09

Fonte grise perlitique - Fontes spéciales

Pièces en moyennes et grandes séries

Moulage sur 3 DISAMATIC

Fusion au CUBILOTT et au FOUR A INDUCTION

Contrôle permanent des analyses
par SPECTROMETRE à lecture directe

Label FONTFRANC - qualité C

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

APRÈS L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

L'équipage du « France » paraît hésiter à suivre les consignes syndicales

Réunis samedi matin 28 septembre en assemblée générale, les marins du paquebot « France », sur proposition du comité de coordination, auraient donné leur accord pour le port de Havre, lundi prochain, à condition de pouvoir laisser, une fois à quai, une équipe de sécurité composée exclusivement de grévistes volontaires qui pourraient être relevés régulièrement.

Cette décision, dont il n'était pas possible samedi en fin de matinée d'obtenir une confirmation formelle, aurait été prise après qu'une centaine de membres de l'équipage eurent manifesté leur intention de quitter le navire qu'ils occupaient depuis le 11 septembre. Pourtant, les représentants des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de marins et d'officiers avaient, le 27 septembre au soir, jugé inacceptables les propositions qui venaient de leur faire le secrétaire général à la marine

marchande, avec lequel ils s'étaient entretenus durant trois heures. Le gouvernement voulait que le « France » ne rentre au Havre qu'après la fin de la grève de quarante-huit heures organisée depuis vendredi dans la marine marchande (grève suivie de manifestants), qu'il ne demeurât sur le navire qu'une centaine de marins pour veiller à la sécurité, que l'autorité des officiers soit rétablie, qu'il n'y ait pas de manifestations à l'arrivée du navire et que les responsables syndicaux s'engagent à faire respecter ces conditions.

En tout état de cause, une grande manifestation de solidarité était organisée ce samedi après-midi au Havre. En outre, le conseil supérieur de la marine marchande se réunit le mardi 1^{er} octobre pour examiner, au-delà du conflit du « France », le plan de croissance de la marine marchande.

Le plan de croissance de la marine marchande : 2150 emplois nouveaux 8 milliards de devises économisés

Le plan de croissance de la flotte française, qui doit couvrir la période de 1976-1980, et faire suite au programme 1971-1975, est prêt depuis longtemps. M. Yves Guéna y avait mis une dernière main avant de quitter le ministère des transports, en février 1974.

On « sort » aujourd'hui le dossier, car il représente pour les pouvoirs publics une carte maîtresse dans la négociation difficile qu'ils mènent avec les syndicats de marins et d'officiers à propos du « France ». Mais au bout du compte, c'est le troisième partenariat, silencieux mais attentif, les armateurs — qui en sera le principal bénéficiaire.

De quoi s'agit-il ? La flotte

française est moderne (âgée de sept ans, en moyenne), mais elle n'occupe que le dixième rang au monde : cinq cents bateaux, totalisant près de 10 millions de tonnes (1), vingt-cinq mille officiers et marins : un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de francs en 1973, dont 700 millions de francs provenant des navires étrangers affrétés par la France. Résultat : alors que le commerce extérieur par voie maritime est en expansion rapide, les navires français ne transportent que 60 % du pétrole nécessaire et pour les marchandises « sèches » ce taux tombe à 40 %. Le déficit de la balance des frets et passagers s'élève à 3 milliards de francs cette année,

dont les hydrocarbures représentent environ les quatre cinquièmes. Autre faiblesse : la France ne « fait pas le poids » dans les grands consortiums d'armateurs internationaux. On l'a vu il y a deux ans dans la lamentable affaire du navire Korrigès pour la desserte par cargo porte-conteneurs de l'Extrême-Orient : la mésaventure entre les Chargeurs réunis et les Messageries maritimes a abouti à reléguer à un rang très médiocre le pavillon français.

C'est pour toutes ces raisons qu'un pas en avant est nécessaire, l'amélioration des moyens de transport internationaux devant « suivre » le commerce extérieur. Il serait anormal de se trouver démunis devant une concurrence étrangère soutenue par l'aide renouvelée des autres États, aussi bien en Grande-Bretagne, qu'en Norvège, aux États-Unis, en U.R.S.S. et au Japon.

Pour le pétrole et le gaz naturel liquéfié, le gouvernement suggère la mise en service d'ici à 1980 d'une capacité de 4,5 millions de tonnes supplémentaires, ce qui permettrait de faire face à la hausse constante des besoins français. Pour les marchandises « sèches », il faut que le taux de couverture soit au minimum de 40 à 50 %, ce qui implique un programme de constructions qui coûtera de 3 à 4 milliards de francs.

Mais sur les transports de passagers — qui sont pourtant au centre de l'actualité — le plan du gouvernement est étonnamment muet.

Un vide

à la rubrique paquebot

Pour faire passer le tonnage de 9 à 16,3 millions de tonnes, les armateurs devront investir environ 25 milliards de francs, mais les pouvoirs publics ne peuvent que leur offrir l'État. Celle-ci pourrait prendre la forme de subventions d'équipement (800 millions de francs en cinq ans) et de bonifications d'intérêt, mais les armateurs ne veulent pas de l'État. Celle-ci pourrait prendre la forme de subventions d'équipement (800 millions de francs en cinq ans) et de bonifications d'intérêt, mais les armateurs ne veulent pas de l'État.

Un barème des primes est prévu : 0,6 % pour les navires de 100 à 150 millions de francs, 0,8 % pour les navires de 150 à 200 millions de francs, 1 % pour les navires de 200 à 300 millions de francs, 1,2 % pour les navires de 300 à 400 millions de francs, 1,4 % pour les navires de 400 à 500 millions de francs, 1,6 % pour les navires de 500 à 600 millions de francs, 1,8 % pour les navires de 600 à 700 millions de francs, 2 % pour les navires de 700 à 800 millions de francs, 2,2 % pour les navires de 800 à 900 millions de francs, 2,4 % pour les navires de 900 à 1000 millions de francs, 2,6 % pour les navires de 1000 à 1100 millions de francs, 2,8 % pour les navires de 1100 à 1200 millions de francs, 3 % pour les navires de 1200 à 1300 millions de francs, 3,2 % pour les navires de 1300 à 1400 millions de francs, 3,4 % pour les navires de 1400 à 1500 millions de francs, 3,6 % pour les navires de 1500 à 1600 millions de francs, 3,8 % pour les navires de 1600 à 1700 millions de francs, 4 % pour les navires de 1700 à 1800 millions de francs, 4,2 % pour les navires de 1800 à 1900 millions de francs, 4,4 % pour les navires de 1900 à 2000 millions de francs, 4,6 % pour les navires de 2000 à 2100 millions de francs, 4,8 % pour les navires de 2100 à 2200 millions de francs, 5 % pour les navires de 2200 à 2300 millions de francs, 5,2 % pour les navires de 2300 à 2400 millions de francs, 5,4 % pour les navires de 2400 à 2500 millions de francs, 5,6 % pour les navires de 2500 à 2600 millions de francs, 5,8 % pour les navires de 2600 à 2700 millions de francs, 6 % pour les navires de 2700 à 2800 millions de francs, 6,2 % pour les navires de 2800 à 2900 millions de francs, 6,4 % pour les navires de 2900 à 3000 millions de francs, 6,6 % pour les navires de 3000 à 3100 millions de francs, 6,8 % pour les navires de 3100 à 3200 millions de francs, 7 % pour les navires de 3200 à 3300 millions de francs, 7,2 % pour les navires de 3300 à 3400 millions de francs, 7,4 % pour les navires de 3400 à 3500 millions de francs, 7,6 % pour les navires de 3500 à 3600 millions de francs, 7,8 % pour les navires de 3600 à 3700 millions de francs, 8 % pour les navires de 3700 à 3800 millions de francs, 8,2 % pour les navires de 3800 à 3900 millions de francs, 8,4 % pour les navires de 3900 à 4000 millions de francs, 8,6 % pour les navires de 4000 à 4100 millions de francs, 8,8 % pour les navires de 4100 à 4200 millions de francs, 9 % pour les navires de 4200 à 4300 millions de francs, 9,2 % pour les navires de 4300 à 4400 millions de francs, 9,4 % pour les navires de 4400 à 4500 millions de francs, 9,6 % pour les navires de 4500 à 4600 millions de francs, 9,8 % pour les navires de 4600 à 4700 millions de francs, 10 % pour les navires de 4700 à 4800 millions de francs, 10,2 % pour les navires de 4800 à 4900 millions de francs, 10,4 % pour les navires de 4900 à 5000 millions de francs, 10,6 % pour les navires de 5000 à 5100 millions de francs, 10,8 % pour les navires de 5100 à 5200 millions de francs, 11 % pour les navires de 5200 à 5300 millions de francs, 11,2 % pour les navires de 5300 à 5400 millions de francs, 11,4 % pour les navires de 5400 à 5500 millions de francs, 11,6 % pour les navires de 5500 à 5600 millions de francs, 11,8 % pour les navires de 5600 à 5700 millions de francs, 12 % pour les navires de 5700 à 5800 millions de francs, 12,2 % pour les navires de 5800 à 5900 millions de francs, 12,4 % pour les navires de 5900 à 6000 millions de francs, 12,6 % pour les navires de 6000 à 6100 millions de francs, 12,8 % pour les navires de 6100 à 6200 millions de francs, 13 % pour les navires de 6200 à 6300 millions de francs, 13,2 % pour les navires de 6300 à 6400 millions de francs, 13,4 % pour les navires de 6400 à 6500 millions de francs, 13,6 % pour les navires de 6500 à 6600 millions de francs, 13,8 % pour les navires de 6600 à 6700 millions de francs, 14 % pour les navires de 6700 à 6800 millions de francs, 14,2 % pour les navires de 6800 à 6900 millions de francs, 14,4 % pour les navires de 6900 à 7000 millions de francs, 14,6 % pour les navires de 7000 à 7100 millions de francs, 14,8 % pour les navires de 7100 à 7200 millions de francs, 15 % pour les navires de 7200 à 7300 millions de francs, 15,2 % pour les navires de 7300 à 7400 millions de francs, 15,4 % pour les navires de 7400 à 7500 millions de francs, 15,6 % pour les navires de 7500 à 7600 millions de francs, 15,8 % pour les navires de 7600 à 7700 millions de francs, 16 % pour les navires de 7700 à 7800 millions de francs, 16,2 % pour les navires de 7800 à 7900 millions de francs, 16,4 % pour les navires de 7900 à 8000 millions de francs, 16,6 % pour les navires de 8000 à 8100 millions de francs, 16,8 % pour les navires de 8100 à 8200 millions de francs, 17 % pour les navires de 8200 à 8300 millions de francs, 17,2 % pour les navires de 8300 à 8400 millions de francs, 17,4 % pour les navires de 8400 à 8500 millions de francs, 17,6 % pour les navires de 8500 à 8600 millions de francs, 17,8 % pour les navires de 8600 à 8700 millions de francs, 18 % pour les navires de 8700 à 8800 millions de francs, 18,2 % pour les navires de 8800 à 8900 millions de francs, 18,4 % pour les navires de 8900 à 9000 millions de francs, 18,6 % pour les navires de 9000 à 9100 millions de francs, 18,8 % pour les navires de 9100 à 9200 millions de francs, 19 % pour les navires de 9200 à 9300 millions de francs, 19,2 % pour les navires de 9300 à 9400 millions de francs, 19,4 % pour les navires de 9400 à 9500 millions de francs, 19,6 % pour les navires de 9500 à 9600 millions de francs, 19,8 % pour les navires de 9600 à 9700 millions de francs, 20 % pour les navires de 9700 à 9800 millions de francs, 20,2 % pour les navires de 9800 à 9900 millions de francs, 20,4 % pour les navires de 9900 à 10000 millions de francs, 20,6 % pour les navires de 10000 à 10100 millions de francs, 20,8 % pour les navires de 10100 à 10200 millions de francs, 21 % pour les navires de 10200 à 10300 millions de francs, 21,2 % pour les navires de 10300 à 10400 millions de francs, 21,4 % pour les navires de 10400 à 10500 millions de francs, 21,6 % pour les navires de 10500 à 10600 millions de francs, 21,8 % pour les navires de 10600 à 10700 millions de francs, 22 % pour les navires de 10700 à 10800 millions de francs, 22,2 % pour les navires de 10800 à 10900 millions de francs, 22,4 % pour les navires de 10900 à 11000 millions de francs, 22,6 % pour les navires de 11000 à 11100 millions de francs, 22,8 % pour les navires de 11100 à 11200 millions de francs, 23 % pour les navires de 11200 à 11300 millions de francs, 23,2 % pour les navires de 11300 à 11400 millions de francs, 23,4 % pour les navires de 11400 à 11500 millions de francs, 23,6 % pour les navires de 11500 à 11600 millions de francs, 23,8 % pour les navires de 11600 à 11700 millions de francs, 24 % pour les navires de 11700 à 11800 millions de francs, 24,2 % pour les navires de 11800 à 11900 millions de francs, 24,4 % pour les navires de 11900 à 12000 millions de francs, 24,6 % pour les navires de 12000 à 12100 millions de francs, 24,8 % pour les navires de 12100 à 12200 millions de francs, 25 % pour les navires de 12200 à 12300 millions de francs, 25,2 % pour les navires de 12300 à 12400 millions de francs, 25,4 % pour les navires de 12400 à 12500 millions de francs, 25,6 % pour les navires de 12500 à 12600 millions de francs, 25,8 % pour les navires de 12600 à 12700 millions de francs, 26 % pour les navires de 12700 à 12800 millions de francs, 26,2 % pour les navires de 12800 à 12900 millions de francs, 26,4 % pour les navires de 12900 à 13000 millions de francs, 26,6 % pour les navires de 13000 à 13100 millions de francs, 26,8 % pour les navires de 13100 à 13200 millions de francs, 27 % pour les navires de 13200 à 13300 millions de francs, 27,2 % pour les navires de 13300 à 13400 millions de francs, 27,4 % pour les navires de 13400 à 13500 millions de francs, 27,6 % pour les navires de 13500 à 13600 millions de francs, 27,8 % pour les navires de 13600 à 13700 millions de francs, 28 % pour les navires de 13700 à 13800 millions de francs, 28,2 % pour les navires de 13800 à 13900 millions de francs, 28,4 % pour les navires de 13900 à 14000 millions de francs, 28,6 % pour les navires de 14000 à 14100 millions de francs, 28,8 % pour les navires de 14100 à 14200 millions de francs, 29 % pour les navires de 14200 à 14300 millions de francs, 29,2 % pour les navires de 14300 à 14400 millions de francs, 29,4 % pour les navires de 14400 à 14500 millions de francs, 29,6 % pour les navires de 14500 à 14600 millions de francs, 29,8 % pour les navires de 14600 à 14700 millions de francs, 30 % pour les navires de 14700 à 14800 millions de francs, 30,2 % pour les navires de 14800 à 14900 millions de francs, 30,4 % pour les navires de 14900 à 15000 millions de francs, 30,6 % pour les navires de 15000 à 15100 millions de francs, 30,8 % pour les navires de 15100 à 15200 millions de francs, 31 % pour les navires de 15200 à 15300 millions de francs, 31,2 % pour les navires de 15300 à 15400 millions de francs, 31,4 % pour les navires de 15400 à 15500 millions de francs, 31,6 % pour les navires de 15500 à 15600 millions de francs, 31,8 % pour les navires de 15600 à 15700 millions de francs, 32 % pour les navires de 15700 à 15800 millions de francs, 32,2 % pour les navires de 15800 à 15900 millions de francs, 32,4 % pour les navires de 15900 à 16000 millions de francs, 32,6 % pour les navires de 16000 à 16100 millions de francs, 32,8 % pour les navires de 16100 à 16200 millions de francs, 33 % pour les navires de 16200 à 16300 millions de francs, 33,2 % pour les navires de 16300 à 16400 millions de francs, 33,4 % pour les navires de 16400 à 16500 millions de francs, 33,6 % pour les navires de 16500 à 16600 millions de francs, 33,8 % pour les navires de 16600 à 16700 millions de francs, 34 % pour les navires de 16700 à 16800 millions de francs, 34,2 % pour les navires de 16800 à 16900 millions de francs, 34,4 % pour les navires de 16900 à 17000 millions de francs, 34,6 % pour les navires de 17000 à 17100 millions de francs, 34,8 % pour les navires de 17100 à 17200 millions de francs, 35 % pour les navires de 17200 à 17300 millions de francs, 35,2 % pour les navires de 17300 à 17400 millions de francs, 35,4 % pour les navires de 17400 à 17500 millions de francs, 35,6 % pour les navires de 17500 à 17600 millions de francs, 35,8 % pour les navires de 17600 à 17700 millions de francs, 36 % pour les navires de 17700 à 17800 millions de francs, 36,2 % pour les navires de 17800 à 17900 millions de francs, 36,4 % pour les navires de 17900 à 18000 millions de francs, 36,6 % pour les navires de 18000 à 18100 millions de francs, 36,8 % pour les navires de 18100 à 18200 millions de francs, 37 % pour les navires de 18200 à 18300 millions de francs, 37,2 % pour les navires de 18300 à 18400 millions de francs, 37,4 % pour les navires de 18400 à 18500 millions de francs, 37,6 % pour les navires de 18500 à 18600 millions de francs, 37,8 % pour les navires de 18600 à 18700 millions de francs, 38 % pour les navires de 18700 à 18800 millions de francs, 38,2 % pour les navires de 18800 à 18900 millions de francs, 38,4 % pour les navires de 18900 à 19000 millions de francs, 38,6 % pour les navires de 19000 à 19100 millions de francs, 38,8 % pour les navires de 19100 à 19200 millions de francs, 39 % pour les navires de 19200 à 19300 millions de francs, 39,2 % pour les navires de 19300 à 19400 millions de francs, 39,4 % pour les navires de 19400 à 19500 millions de francs, 39,6 % pour les navires de 19500 à 19600 millions de francs, 39,8 % pour les navires de 19600 à 19700 millions de francs, 40 % pour les navires de 19700 à 19800 millions de francs, 40,2 % pour les navires de 19800 à 19900 millions de francs, 40,4 % pour les navires de 19900 à 20000 millions de francs, 40,6 % pour les navires de 20000 à 20100 millions de francs, 40,8 % pour les navires de 20100 à 20200 millions de francs, 41 % pour les navires de 20200 à 20300 millions de francs, 41,2 % pour les navires de 20300 à 20400 millions de francs, 41,4 % pour les navires de 20400 à 20500 millions de francs, 41,6 % pour les navires de 20500 à 20600 millions de francs, 41,8 % pour les navires de 20600 à 20700 millions de francs, 42 % pour les navires de 20700 à 20800 millions de francs, 42,2 % pour les navires de 20800 à 20900 millions de francs, 42,4 % pour les navires de 20900 à 21000 millions de francs, 42,6 % pour les navires de 21000 à 21100 millions de francs, 42,8 % pour les navires de 21100 à 21200 millions de francs, 43 % pour les navires de 21200 à 21300 millions de francs, 43,2 % pour les navires de 21300 à 21400 millions de francs, 43,4 % pour les navires de 21400 à 21500 millions de francs, 43,6 % pour les navires de 21500 à 21600 millions de francs, 43,8 % pour les navires de 21600 à 21700 millions de francs, 44 % pour les navires de 21700 à 21800 millions de francs, 44,2 % pour les navires de 21800 à 21900 millions de francs, 44,4 % pour les navires de 21900 à 22000 millions de francs, 44,6 % pour les navires de 22000 à 22100 millions de francs, 44,8 % pour les navires de 22100 à 22200 millions de francs, 45 % pour les navires de 22200 à 22300 millions de francs, 45,2 % pour les navires de 22300 à 22400 millions de francs, 45,4 % pour les navires de 22400 à 22500 millions de francs, 45,6 % pour les navires de 22500 à 22600 millions de francs, 45,8 % pour les navires de 22600 à 22700 millions de francs, 46 % pour les navires de 22700 à 22800 millions de francs, 46,2 % pour les navires de 22800 à 22900 millions de francs, 46,4 % pour les navires de 22900 à 23000 millions de francs, 46,6 % pour les navires de 23000 à 23100 millions de francs, 46,8 % pour les navires de 23100 à 23200 millions de francs, 47 % pour les navires de 23200 à 23300 millions de francs, 47,2 % pour les navires de 23300 à 23400 millions de francs, 47,4 % pour les navires de 23400 à 23500 millions de francs, 47,6 % pour les navires de 23500 à 23600 millions de francs, 47,8 % pour les navires de 23600 à 23700 millions de francs, 48 % pour les navires de 23700 à 23800 millions de francs, 48,2 % pour les navires de 23800 à 23900 millions de francs, 48,4 % pour les navires de 23900 à 24000 millions de francs, 48,6 % pour les navires de 24000 à 24100 millions de francs, 48,8 % pour les navires de 24100 à 24200 millions de francs, 49 % pour les navires de 24200 à 24300 millions de francs, 49,2 % pour les navires de 24300 à 24400 millions de francs, 49,4 % pour les navires de 24400 à 24500 millions de francs, 49,6 % pour les navires de 24500 à 24600 millions de francs, 49,8 % pour les navires de 24600 à 24700 millions de francs, 50 % pour les navires de 24700 à 24800 millions de francs, 50,2 % pour les navires de 24800 à 24900 millions de francs, 50,4 % pour les navires de 24900 à 25000 millions de francs, 50,6 % pour les navires de 25000 à 25100 millions de francs, 50,8 % pour les navires de 25100 à 25200 millions de francs, 51 % pour les navires de 25200 à 25300 millions de francs, 51,2 % pour les navires de 25300 à 25400 millions de francs, 51,4 % pour les navires de 25400 à 25500 millions de francs, 51,6 % pour les navires de 25500 à 25600 millions de francs, 51,8 % pour les navires de 25600 à 25700 millions de francs, 52 % pour les navires de 25700 à 25800 millions de francs, 52,2 % pour les navires de 25800 à 25900 millions de francs, 52,4 % pour les navires de 25900 à 26000 millions de francs, 52,6 % pour les navires de 26000 à 26100 millions de francs, 52,8 % pour les navires de 26100 à 26200 millions de francs, 53 % pour les navires de 26200 à 26300 millions de francs, 53,2 % pour les navires de 26300 à 26400 millions de francs, 53,4 % pour les navires de 26400 à 26500 millions de francs, 53,6 % pour les navires de 26500 à 26600 millions de francs, 53,8 % pour les navires de 26600 à 26700 millions de francs, 54 % pour les navires de 26700 à 26800 millions de francs, 54,2 % pour les navires de 26800 à 26900 millions de francs, 54,4 % pour les navires de 26900 à 27000 millions de francs, 54,6 % pour les navires de 27000 à 27100 millions de francs, 54,8 % pour les navires de 27100 à 27200 millions de francs, 55 % pour les navires de 27200 à 27300 millions de francs, 55,2 % pour les navires de 27300 à 27400 millions de francs, 55,4 % pour les navires de 27400 à 27500 millions de francs, 55,6 % pour les navires de 27500 à 27600 millions de francs, 55,8 % pour les navires de 27600 à 27700 millions de francs, 56 % pour les navires de 27700 à 27800 millions de francs, 56,2 % pour les navires de 27800 à 27900 millions de francs, 56,4 % pour les navires de 27900 à 28000 millions de francs, 56,6 % pour les navires de 28000 à 28100 millions de francs, 56,8 % pour les navires de 28100 à 28200 millions de francs, 57 % pour les navires de 28200 à 28300 millions de francs, 57,2 % pour les navires de 28300 à 28400 millions de francs, 57,4 % pour les navires de 28400 à 28500 millions de francs, 57,6 % pour les navires de 28500 à 28600 millions de francs, 57,8 % pour les navires de 28600 à 28700 millions de francs, 58 % pour les navires de 28700 à 28800 millions de francs, 58,2 % pour les navires de 28800 à 28900 millions de francs, 58,4 % pour les navires de 28900 à 29000 millions de francs, 58,6 % pour les navires de 29000 à 29100 millions de francs, 58,8 % pour les navires de 29100 à 29200 millions de francs, 59 % pour les navires de 29200 à 29300 millions de francs, 59,2 % pour les navires de 29300 à 29400 millions de francs, 59,4 % pour les navires de 29400 à 29500 millions de francs, 59,6 % pour les navires de 29500 à 29600 millions de francs, 59,8 % pour les navires de 29600 à 29700 millions de francs, 60 % pour les navires de 29700 à 29800 millions de francs, 60,2 % pour les navires de 29800 à 29900 millions de francs, 60,4 % pour les navires de 29900 à 30000 millions de francs, 60,6 % pour les navires de 30000 à 30100 millions de francs, 60,8 % pour les navires de 30100 à 30200 millions de francs, 61 % pour les navires de 30200 à 30300 millions de francs, 61,2 % pour les navires de 30300 à 30400 millions de francs, 61,4 % pour les navires de 30400 à 30500 millions de francs, 61,6 % pour les navires de 30500 à 30600 millions de francs, 61,8 % pour les navires de 30600 à 30700 millions de francs, 62 % pour les navires de 30700 à 30800 millions de francs, 62,2 % pour les navires de 30800 à 30900 millions de francs, 62,4 % pour les navires de 30900 à 31000 millions de francs, 62,6 % pour les navires de 31000 à 31100 millions de francs, 62,8 % pour les navires de 31100 à 31200 millions de francs, 63 % pour les navires de 31200 à 31300 millions de francs, 63,2 % pour les navires de 31300 à 31400 millions de francs, 63,4 % pour les navires de 31400 à 31500 millions de francs, 63,6 % pour les navires de 31500 à 31600 millions de francs, 63,8 % pour les navires de 31600 à 31700 millions de francs, 64 % pour les navires de 31700 à 31800 millions de francs, 64,2 % pour les navires de 31800 à 31900 millions de francs, 64,4 % pour les navires de 31900 à 32000 millions de francs, 64,6 % pour les navires de 32000 à 32100 millions de francs, 64,8 % pour les navires de 32100 à 32200 millions de francs, 65 % pour les navires de 32200 à 32300 millions de francs, 65,2 % pour les navires de 32300 à 32400 millions de francs, 65,4 % pour les navires de 32400 à 32500 millions de francs, 65,6 % pour les navires de 32500 à 32600 millions de francs, 65,8 % pour les navires de 32600 à 32700 millions de francs, 66 % pour les navires de 32700 à 32800 millions de francs, 66,2 % pour les navires de 32800 à 32900 millions de francs, 66,4 % pour les navires de 32900 à 33000 millions de francs, 66,6 % pour les navires de 33000 à 33100 millions de francs, 66,8 % pour les navires de 33100 à 33200 millions de francs, 67 % pour les navires de 33200 à 33300 millions de francs, 67,2 % pour les navires de 33300 à 33400 millions de francs, 67,4 % pour les navires de 33400 à 33500 millions de francs, 67,6 % pour les navires de 33500 à 33600 millions de francs, 67,8 % pour les navires de 33600 à 33700 millions de francs, 68 % pour les navires de 33700 à 33800 millions de francs, 68,2 % pour les navires de 33800 à 33900 millions de francs, 68,4 % pour les navires de 33900 à 34000 millions de francs, 68,6 % pour les navires de 34000 à 34100 millions de francs, 68,8 % pour les navires de 34100 à 34200 millions de francs, 69 % pour les navires de 34200 à 34300 millions de francs, 69,2 % pour les navires de 34300 à 34400 millions de francs, 69,4 % pour les navires de 34400 à 34500 millions de francs, 69,6 % pour les navires de 34500 à 34600 millions de francs, 69,8 % pour les navires de 34600 à 34700 millions de francs, 70 % pour les navires de 34700 à 34800 millions de francs, 70,2 % pour les navires de 34800 à 34900 millions de francs, 70,4 % pour les navires de 34900 à 35000 millions de francs, 70,6 % pour les navires de 35000 à 35100 millions de francs, 70,8 % pour les navires de 35100 à 35200 millions de francs, 71 % pour les navires de 35200 à 35300 millions de francs, 71,2 % pour les navires de 35300 à 35400 millions de francs, 71,4 % pour les navires de 35400 à 35500 millions de francs, 71,6 % pour les navires de 35500 à 35600 millions de francs, 71,8 % pour les navires de 35600 à 35700 millions de francs, 72 % pour les navires de 35700 à 35800 millions de francs, 72,2 % pour les navires de 35800 à 35900 millions de francs, 72,4 % pour les navires de 35900 à 36000 millions de francs, 72,6 % pour les navires de 36000 à 36100 millions de francs, 72,8 % pour les navires de 36100 à 36200 millions de francs, 73 % pour les navires de 36200 à 36300 millions de francs, 73,2 % pour les navires de 36300 à 36400 millions de francs, 73,4 % pour les navires de 36400 à 36500 millions de francs, 73,6 % pour les navires de 36500 à 36600 millions de francs, 73,8 % pour les navires de 36600 à 36700 millions de francs, 74 % pour les navires de 36700 à 36800 millions de francs, 74,2 % pour les navires de 36800 à 36900 millions de francs, 74,4 % pour les navires de 36900 à 37000 millions de franc

Après les particuliers, les industriels

réinsertion en les dirigeants
des ateliers de travail protégé
actuellement réservés aux handi-
cés).
Après avoir dégagé les grandes
lignes d'un projet de « loi
relative à la coordination du
secteur social et médico-éducatif »,
L. Lenoir a précisé, qu'une
commission nationale et des
commissions régionales com-
posées d'experts et de conseillers
devraient jeter leur avis sur
l'ouverture des établissements
selon qu'il s'agit de centres de
rééducation, d'ateliers de travail
protégé, de centres d'habitation
pour handicapés, etc. Les
établissements — centres de
jeunes travailleurs —
des centres d'accueil des
handicapés, des centres
d'habitation pour les
handicapés — seraient soumis
à la loi sur l'habitation
sociale et à la loi sur
l'enseignement technique
qui sera en même
temps une loi relative au
fonctionnement et dépendra, il
se trouve, de l'agrément de la

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA DÉCOMPOSITION DU SYSTÈME MONÉTAIRE

II. — Une fausse solution : le « recyclage »

Par PAUL FABRA

L'extraordinaire vague de spéculation, sur les terrains, sur les changes, etc., qui a déferlé sur le monde capitaliste depuis deux ou trois ans n'est pas sans rappeler ce qui s'est passé entre 1925 et 1929, époque au cours de laquelle il n'était également question, notamment aux États-Unis, que de prospérité, l'assemblée générale du Fonds monétaire international alors que le monde s'effondrait devant le manque de confiance des paiements et que la solidité de l'appareil bancaire se mettait en doute. Mais il n'est question que de nouveaux spéculateurs pour résoudre les difficultés à la petite semaine. (Le Monde du 27 septembre.)

Ce fut sans doute une très grave imprudence que de fonder le développement industriel de l'Europe occidentale, du Japon et même des États-Unis sur une source d'énergie sur laquelle l'Occident, pris au sens large du terme, avait perdu son contrôle politique. Au lieu de tirer une leçon de cette erreur stratégique, les mêmes nations sont en train d'en commettre une autre, sans doute plus déterminante encore. On est confronté devant le manque de confiance, de cynisme et d'imprévoyance que représentent les tentatives faites pour assécher le système international des paiements sur un « recyclage » permanent des capitaux conquis par les pays producteurs de pétrole vers les pays consommateurs.

Les pays créanciers des États-Unis (le Japon, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, etc.) ont décidé de ne plus soutenir le dollar, le Gold Exchange Standard (1) et ses mécanismes pervers restent le « modèle » auquel continuent à se référer les analyses officielles.

Selon ce système, on s'en souvient, les Américains pouvaient indéfiniment rester en déficit vis-à-vis du reste du monde, puisque les autres pays acceptaient d'accumuler les créances en dollars reçues en paiement sans jamais en réclamer le remboursement soit en or auprès de la Trésorerie des États-Unis, soit en biens et services réels auprès de

l'économie américaine tout entière. Les autorités de Washington n'ont pu user si longtemps de cette facilité que parce qu'elles avaient les moyens de pression politico-militaires pour convaincre leurs créanciers de constamment renouveler leur crédit. Cependant, l'expérience a prouvé aux plus incrédules que ce système finissait par présenter des inconvénients même pour ses bénéficiaires et qu'il n'était de toute façon pas soutenable à la longue, parce qu'il privait de toute espèce d'autonomie les banques centrales de l'Europe et du Japon, les transformant en simples organismes chargés de racheter sur le marché tous les dollars n'y trouvant pas acquiescence au cours officiel.

Acheter le pétrole à crédit

Imagine-t-on les Arabes — et les Israéliens — supporter longtemps de jouer en faveur des monnaies européennes et japonaises le rôle que ni la Bundesbank ni la Banque d'Angleterre, ni la Banque d'Italie, ni la Banque de France, ni la Banque du Japon, etc., n'ont voulu, en d'autres termes, jouer jusqu'au bout en faveur du dollar ? Dans son essence, le « recyclage » consiste à recourir, sur une échelle infiniment plus grande, au mécanisme s'apparentant au Gold Exchange Standard. On est d'autant plus autorisé à analyser son fonctionnement qu'il a déjà commencé à opérer sous nos yeux.

Il s'agit, en quelque sorte, d'acheter à crédit le pétrole pour l'exporter (on consomme tout de suite). Chaque année, les États producteurs mettraient par des moyens divers à la disposition de leurs clients les sommes nécessaires pour régler le solde négatif de leurs balances des paiements. Les formules ne manquent pas, la plus communément pratiquée actuellement étant celle qui engage le moins les deux parties, tout en créant la plus grande insécurité pour l'ensemble du système, à savoir les dépôts à court terme effectués par les titulaires de revenus pétroliers auprès des banques de New-York, de Londres, de Paris, etc.

Et si Marx écrivait que l'histoire des peuples et des sociétés humaines se résume souvent en une lutte entre créanciers et

débiteurs, l'issue la plus fréquente de l'affrontement étant la victoire absolue des créanciers (c'est ainsi que la pièce romaine a été soumise au pouvoir des patriciens, les paysans chinois à celui des usuriers, etc.). Pour qu'il en soit autrement, il faut que le débiteur dispose d'atouts exceptionnels. Ce la paraît particulièrement vrai à l'échelle des nations : ni les Européens ni les Japonais n'ont jamais eu la capacité de fait d'user de leur droit de créanciers vis-à-vis des États-Unis et, quand la France du général de Gaulle s'y est risquée en réclamant de l'or contre ses dollars, on sait la tempête qu'elle a déclenchée contre elle.

Mais, dans la nouvelle conjoncture qui nous occupe, tout semble-t-il, viendrait renforcer encore la prédominance dont jouit, sauf exception, le créancier. Les États arabes ne seraient-ils pas en mesure d'exercer sur leurs débiteurs une formidable pression politique, grâce à l'encerclement d'Iraque — et économique — grâce à l'arme du pétrole dont ils ont déjà montré l'efficacité ? S'ils devienrent durablement, comme on les invite à le faire, les créanciers des pays industrialisés en accumulant sans fin des créances en dollars, en livres sterling et demain en « unités de compte » européennes, ils ne seraient-ils pas réduits à espérer que leurs débiteurs voudront bien honorer leur signature. Les plus faibles de ces derniers, Européens et Japonais, seront presque entièrement à leur merci. Si, d'aventure, les pays consommateurs méditaient de se débarrasser un jour du fardeau de leur endettement grâce à l'inflation, on pourrait leur faire payer cher ce mauvais coup.

Pour l'instant, ces terribles inconvénients n'apparaissent pas encore au grand jour parce que le « recyclage », comme presque tout ce qui concerne les affaires financières de ce monde déréglé, se fait de façon anarchique et pour tout dire quasi clandestine. Les pays en mal de paiements couvrent leur déficit grâce à des appels au marché de l'euro-dollar. Ainsi l'État français invite-t-il les entreprises nationales et privées à emprunter auprès des « euro-banques », qui sont le plus souvent des filiales de banques américaines installées à Londres, des ressources dont il ne connaît l'origine, mais dont on sait qu'elles proviennent en partie des dépôts arabes, des fonds illégalement réfugiés en Suisse, etc. Les crédits ainsi consentis sont déjà considérables. Depuis le début de l'année, la France a emprunté au moins 5 milliards de dollars (sans compter l'emprunt de 1,5 milliard de dollars, non encore utilisé), la Grande-Bretagne a peu près autant, l'Italie et le Japon, chacun 7 à 8 milliards.

C'est grâce à ces opérations que le franc, la livre sterling, la lire italienne et le yen japonais ont pu maintenir leur valeur sur le marché libre des changes et même s'y raffermir. Ainsi la prétendue « stabilité » du système des changes flottants, dont on commençait à reparler (parce qu'il n'y a pas eu de « plongeon » spectaculaire sur le marché depuis neuf mois) est-elle entièrement imputable à l'endettement massif des pays industrialisés les plus touchés par l'inflation.

(1) Le « étalon de change-or » a remplacé l'étalon-or après la première guerre mondiale, pour répondre aux besoins et à l'insécurité. Dans ce système, le dollar et la livre, « monnaies de réserve », peuvent servir aussi bien que comme moyen de paiements internationaux.

Prochain article : UNE TRAGIQUE ERREUR

Les produits manufacturés en France ont augmenté de 18 % en un an

Augmentation des prix de détail en pourcentage

| | En 1 mois (Août 1974 comparé à juillet 1974) | En 6 mois (Août 1974 comparé à février 1974) | En 1 an (Août 1974 comparé à août 1973) |
|---|---|---|--|
| ENSEMBLE | + 0,8 | + 7,4 | + 14,3 |
| ALIMENTATION | + 0,9 | + 8,1 | + 12,4 |
| Produits à base de céréales | — | — | + 12,4 |
| Viande de boucherie | — | + 2,5 | + 7,4 |
| Volailles, produits à base de viande | — 0,5 | — 1,3 | + 10,9 |
| Produits laitiers | + 0,5 | + 0,5 | + 14,9 |
| Lait, fromages | + 0,5 | + 0,5 | + 14,9 |
| Oufs | — 1,7 | — 12,5 | + 12,5 |
| Corps gras et beurre | + 0,4 | + 2,2 | + 39,2 |
| Agumes et fruits | + 2,1 | + 3,5 | + 14,8 |
| Aliments non alcoolisés | + 1,5 | + 1,0 | + 10,3 |
| PRODUITS MANUFACTURÉS | + 1,0 | + 7,4 | + 14,3 |
| Habillement et textile | + 0,8 | + 7,5 | + 14,8 |
| Mobilier et tapis | + 1,1 | + 11,8 | + 17,5 |
| Appareils ménagers électroménagers et à gaz | + 0,9 | + 9,1 | + 22,4 |
| Autres articles d'équipement de ménage | + 1,3 | + 12,9 | + 20,4 |
| Tabacs et prod. d'entretien | + 1,5 | + 14,1 | + 20,2 |
| Articles de toilette et de soins | + 0,7 | + 6,2 | + 9,2 |
| Véhicules | + 1,1 | + 9,9 | + 12,9 |
| Papeterie, librairie, jouets | + 0,7 | + 9,9 | + 22,6 |
| Combustibles, énergie | + 1,2 | + 9,6 | + 11,5 |
| SERVICES | + 0,5 | + 5,5 | + 11,6 |
| Logement | + 0,3 | + 5,6 | + 9,3 |
| Salaires personnels de l'habitat | + 0,8 | + 10,5 | + 17,2 |
| Loisirs | — | + 4,1 | + 7,1 |
| Services de santé | + 0,6 | + 8,4 | + 12,7 |
| Transports publics | + 0,6 | + 8,4 | + 12,7 |
| États, café, restaurants, sauterie | + 0,6 | + 6,7 | + 13,6 |

Le rythme de hausse des prix de détail a fidèlement suivi, au cours de l'été, le rythme de la hausse des prix à la source. C'est la première fois depuis le début de l'année que le taux annuel d'augmentation des prix de détail a dépassé le taux de la consommation, établi par l'INSEE, s'est, en effet, établi à 13,8 en août, contre 13,7 en juillet, sur la base 100 en 1970. Après un an (août 1973 à août 1974), l'indice de consommation a augmenté de 15 %, et il a progressé, depuis le début de l'année, de 10,6 %.

Le rythme d'augmentation des prix des produits manufacturés a été dominé en août par l'augmentation de la hausse des prix de détail, passant de 1,6 à 1,1 %, mais il reste nettement supérieur au rythme de progression des produits agricoles (0,7 %) et des services (0,5 %).

Rien n'indiquait cependant que le résultat d'août annonce un enroulement de tendance durable, et les chiffres doivent être analysés avec la plus grande prudence. Le ministère de l'économie et des finances n'a pas manqué de le souligner dans un communiqué publié vendredi 27 septembre.

Pour des raisons diverses, elles que l'augmentation des

loyers en juillet, la fermeture de certains magasins en août, le rythme de la hausse des prix peut varier d'un mois à l'autre sans que la tendance profonde soit modifiée. Pour apprécier cette tendance, il est prudent de considérer des périodes plus longues, soit un trimestre, soit un semestre, soit un an. Ainsi, au cours du premier trimestre 1974, l'augmentation de la hausse des prix était de 4,2 %. Elle était encore de 4 % au deuxième trimestre. Pour les trois derniers mois connus, juin, juillet et août, elle s'établissait à 3,2 %.

Les premiers signes d'une décelération commencent à apparaître, mais le retour à un rythme de hausse modéré suppose une action en profondeur qui exige une certaine durée.

Le Bulletin officiel des services et des prix publics ce samedi 28 septembre les décrets modifiant la réglementation des prix dans les entreprises publiques, les entreprises à caractère industriel et commercial (la liberté de répercuter dans les prix de vente l'augmentation des matières premières est supprimée), décision qui avait été annoncée le 24 septembre (Le Monde du 25 septembre) par le comité des prix.

Pour freiner l'inévitable hausse des tarifs

L'ÉTAT PRÉVOIT D'ACCROÎTRE SES PRÊTS AUX ENTREPRISES PUBLIQUES EN 1975

Le conseil de direction du F.D.E.S. (Fonds de développement économique et social), qui vient de se réunir sous la présidence de M. Fourcade, a fixé à 12 % en 1975 la progression des dépenses d'investissement des entreprises nationales par rapport à cette année. Le financement de ces dépenses sera surtout assuré par la hausse des tarifs et des taxes. Cependant, le conseil de ne pas majorer trop fortement les tarifs publics a conduit M. Fourcade à fixer à 700 millions de francs en 1975 contre 600 millions de francs en 1974 (50 %) le montant des prêts de l'État aux entreprises nationales.

Au total, les prêts du F.D.E.S. au secteur public et au secteur privé atteindront 2,5 milliards de francs en 1975 contre 2,4 milliards de francs en 1974 (+ 37 %).

UN GROUPE DE TRAVAIL INTER-MINISTÉRIEL EXAMINERA LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ENTREPRISES

M. Jacques Chirac a décidé de créer auprès du ministère de l'économie et des finances un groupe de travail interministériel permanent dont la mission sera de coordonner l'action des ministères concernés par les difficultés rencontrées par les entreprises du fait des disciplines imposées dans le cadre de la lutte contre l'inflation et de l'effacement du gouvernement des solutions qui pourraient éventuellement y être apportées.

M. Jean-Pierre Fourcade a présidé le 26 septembre à l'installation de ce groupe de travail, qui sera présidé par un inspecteur général des finances, M. Montmarin, et comprendra des représentants du ministère de l'industrie et de la recherche, du ministère du travail, du ministère du commerce et de l'artisanat et de l'aménagement du territoire et de l'action régionale.

LE C.D.P. APPELLE À UNE PLUS GRANDE DISCIPLINE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Le Centre Démocratique et Progressiste, qui préside M. Jacques Duhamel, rend public, dans le dernier numéro de son bulletin *Factes et Causes*, le résultat des réflexions qu'il inspire à ses dirigeants (les membres du comité directeur des prix de vente l'augmentation des matières premières est supprimée), décision qui avait été annoncée le 24 septembre (Le Monde du 25 septembre) par le comité des prix.

M. Duhamel écrit notamment que le C.D.P. souhaite, en particulier, le retour à une politique de « discipline économique et financière » ou autrement — pour imposer à tous — y compris à l'État — le chemin de la discipline.

L'ancien ministre relève en outre « les éléments positifs des débats en matière monétaire, fiscale et budgétaire », mais suggère que soient prises des décisions « les sociétés qui déclarent dans une proportion d'un tiers, au moins, l'augmentation de leurs prix, sont défavorisées, tout en assurant, souvent confortablement, la survie de leurs dirigeants ».

Le C.D.P. réclame, d'autre part, « une véritable politique des revenus » pour freiner l'inflation, et une politique de l'épargne fondée sur l'indexation en capital des emprunts effectués.

M. ANDRÉ BOULLOCHE, député du Doubs, membre du comité directeur du P.S., a déclaré, vendredi 27 septembre, à propos de la création d'un conseil central de planification économique : « En tant que rapporteur spécial des crédits du commissariat au Plan à la commission des finances de l'Assemblée nationale, je prends note avec intérêt de cette conception subtile qui mérite de la planification, mais fait l'attention sur le fait que le projet de budget pour 1975 prévoit une régression en volume des crédits du commissariat, qui constitue cependant l'encadrement principal de l'action de l'État. Je souhaite que la discussion du budget permette au gouvernement d'expliquer sur cette contradiction ».

Une résurrection du Gold Exchange Standard

Dans son principe, cette vaste redistribution des jetons parait aller de soi. Voici d'un côté des États dont les revenus excédentaires doivent être élevés, dit-on, à quelque 60 milliards de dollars, et de l'autre la Grande-Bretagne, l'Italie, la France, le Danemark, pour ne parler que des pays les plus défectueux situés en Europe, dont le déficit global de la balance des paiements est lourdement grevé par les achats d'hydrocarbures. Le problème, dans le monde tel qu'il est (des raisonnements absurdes se parent souvent de réalisme), n'est-il pas d'organiser le transfert des fonds gagnés par ceux qui n'en ont pas l'emploi vers ceux qui en ont un besoin croissant ?

Comme les « experts », même en présence des données les plus explosives, ne font généralement pas autre chose qu'extrapoler le présent, sans envisager sérieusement les ruptures possibles, les voies de calcul de l'avenir, de ce qu'on appelle le rythme actuel des réserves de change accumulées par les membres de l'O.P.E.C. s'élèveront à « progressivement » — pourquoi ne pas dire « gentiment » ? — jusqu'à environ 300 milliards de dollars, vers 1980 (chiffre de l'O.C.D.E.), à moins que ce ne soit 600 milliards de dollars — un collier de quelle valeur du reste ?

La direction ne prévoit pas de licenciements collectifs

« Il n'y aura pas de licenciements collectifs », a déclaré M. Cristofini, président du conseil d'administration de la société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), au cours d'une conférence de presse, vendredi 27 septembre, à Paris. M. Cristofini, président du conseil d'administration de la société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), a déclaré que la direction ne prévoit pas de licenciements collectifs.

« Je n'ai pas prévu de réduction du comité central d'entreprise avant le 25 octobre, date à laquelle les comptes de la société pour 1973 seront examinés », a ajouté M. Cristofini, qui affirme qu'il ne présentera pas, à cette occasion, de communication sur d'éventuels licenciements. « On a parlé de six mille licenciements : c'est de la folie, à encore déclaré le président du conseil d'administration de la SNIAS, car c'est le tiers de nos effectifs chargés de la construction des avions ».

M. Cristofini n'écarter pas, toutefois, la perspective d'une diminution des effectifs par des mesures analogues à celles qui ont été prises depuis plusieurs mois (mises en pré-retraite à partir de soixante ans et réductions d'effectifs dans certains secteurs) ou par une limitation des heures de travail. A ce jour, le groupe de la SNIAS (filiales et groupements d'intérêt économique compris) emploie un peu moins de quarante-deux mille personnes, soit une diminution des effectifs de l'ordre de huit cents depuis le début de l'année.

La situation avait été confuse toute la journée de vendredi : considérant que ces transferts de quelques dizaines de membres du personnel de Toulouse (Le Monde du 27 septembre), à Paris, M. Charles Cristofini, président du conseil d'administration de la société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), a déclaré que la direction ne prévoit pas de licenciements collectifs.

La direction ne prévoit pas de licenciements collectifs

« Il n'y aura pas de licenciements collectifs », a déclaré M. Cristofini, président du conseil d'administration de la société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), au cours d'une conférence de presse, vendredi 27 septembre, à Paris. M. Cristofini, président du conseil d'administration de la société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), a déclaré que la direction ne prévoit pas de licenciements collectifs.

« Je n'ai pas prévu de réduction du comité central d'entreprise avant le 25 octobre, date à laquelle les comptes de la société pour 1973 seront examinés », a ajouté M. Cristofini, qui affirme qu'il ne présentera pas, à cette occasion, de communication sur d'éventuels licenciements. « On a parlé de six mille licenciements : c'est de la folie, à encore déclaré le président du conseil d'administration de la SNIAS, car c'est le tiers de nos effectifs chargés de la construction des avions ».

M. Cristofini n'écarter pas, toutefois, la perspective d'une diminution des effectifs par des mesures analogues à celles qui ont été prises depuis plusieurs mois (mises en pré-retraite à partir de soixante ans et réductions d'effectifs dans certains secteurs) ou par une limitation des heures de travail. A ce jour, le groupe de la SNIAS (filiales et groupements d'intérêt économique compris) emploie un peu moins de quarante-deux mille personnes, soit une diminution des effectifs de l'ordre de huit cents depuis le début de l'année.

« Si nous sommes mis dans l'incapacité d'assurer ce transfert, à alors attirer M. Cristofini nous serons obligés de débaucher à Toulouse pour recruter à Marignane, car le client de Super-Frelon a stipulé des délais de livraison que nous devons respecter. Du reste, il y aura de l'embauche nouvelle à Marignane, du fait que l'activité des chaînes de production va être relancée grâce à de nouvelles commandes ».

ENOEES
Ecole Nlle d'Org. Eco. et Soc.
Et. Privé d'Engt Techn. et Sup.
Préparation reconnue par l'Etat à l'EXPERTISE COMPTABLE
FORMATION A LA GESTION
D'ENTREPRISE
62 Rue de Mironneville
75008 PARIS Tél. 522.15.07

LA REVUE DES VALEURS

Bourse de Paris

SEMAINE DU 23 AU 27 SEPTEMBRE

Une semaine désastreuse

A PRES un mois et demi de baisse ininterrompue, l'on aurait pu penser que la chute des cours se serait ralentie d'elle-même. En bien non ! La semaine écoulée a été la plus désastreuse de toutes, avec un recul moyen supérieur à 7 % des cotations. Les investisseurs ont eu un pessimisme croissant qui s'est traduit par une vente massive de titres à la veille du week-end sans l'intervention massive des organismes de placements collectifs.

La tentative de reprise du vendredi précédent ayant fait long feu, il était prévisible que les valeurs françaises se replieraient le lundi, ce qu'elles firent avec ensemble, perdant plus de 3 % en moyenne. A la surprise générale, le marché se montra plus résilient mardi grâce aux hausses des achats de vendeurs à découvert plus nombreux que d'habitude. Mais le lendemain la déroute reprit pour s'accroître jeudi et prendre un tour véritablement catastrophique, faisant des gros titres des journaux du soir. Vendredi, l'on craignait la pire des choses : la chute des cours se poursuivait à l'ouverture. Mais il fut vite constaté que le phénomène avait été paré par l'abandon des achats massifs effectués par les investisseurs institutionnels, dont un coup d'arrêt à la baisse en assurant une contrepartie suffisante et en provoquant même une légère remonte des cours.

Mais les dommages infligés à la cote sont restés très graves. La cotation de nombreuses valeurs — et non des moindres (Michelin, L'Oréal, Moulinex) — a dû être retardée devant l'abandon des achats massifs effectués par les investisseurs institutionnels, dont un coup d'arrêt à la baisse en assurant une contrepartie suffisante et en provoquant même une légère remonte des cours.

Il faut bien dire que récemment un ensemble de facteurs aussi négatifs ont été réunis pour déprimer le marché. Sur le plan technique, le règlement d'une des liquidations les plus perdantes de l'histoire de la Bourse de Paris — plus de 120 millions de francs — a entraîné des ventes forcées, qui se sont ajoutées à un comptant le processus étant apparu par la poursuite de la baisse dans le début du nouveau trimestre d'octobre : certains titres ont encore baissé de 20 % sur leurs dernières cours de compensation, après avoir reculé d'autant le mois précédent.

Sur un plan plus général, le climat de crise dans lequel le pays est plongé, dramatisé par les déclarations parfois contradictoires des dirigeants politiques, a fait naître les plus vives inquiétudes. Les perspectives d'un ralentissement du taux de croissance de la production, la dégradation des marges, le ralentissement de l'activité dans le bâtiment et les travaux publics a provoqué un nouveau et vil recul des valeurs du compartiment, tandis que le durcissement de l'encadrement du crédit accélérera la déroute des banques spécialisées, entraînant cette fois-ci les banques de dépôt. Ne parlons pas de l'immobilier et du pneumatique, où Michelin descend dans les profondeurs.

A plus longue échéance, les milieux financiers et les investisseurs institutionnels redoutent une stagnation en valeur réelle — et dans de nombreux cas une récession — des marges bénéficiaires. On a bien vu cette semaine avec la violence la baisse de Pochon et de Moulinex sur des résultats semestriels décevants ou moins satisfaisants.

Est-ce à dire que la chute des valeurs françaises va se poursuivre ? Autour de la corbeille, l'on se montre sceptique sur la durée et l'importance du soutien officiel apporté vendredi. Mais ce soutien — même occasionnel — n'était-il pas indispensable pour « casser » la psychologie qui s'empara du marché et éviter la panique ? Au surplus, la conjonction des éléments négatifs cités ci-dessus est apparue assez exceptionnelle pour justifier une telle intervention. Ajoutons que des facteurs extérieurs ont joué : la véritable effondrement de la Bourse de Londres a accéléré la vente massive à Paris des valeurs françaises achetées non moins massivement en 1972 et en 1973 par des investisseurs étrangers. Quant à Wall Street, sa chute après l'abaissement du taux de base de certaines banques a dévalorisé l'impressionnisme.

Au cours d'un « septembre noir » marqué par une baisse de près de 20 %, la Bourse n'a-t-elle pas suffisamment anticipé les événements ? On ne saurait l'assurer. Mais ce ne serait pas la première fois qu'elle commettait de telles erreurs. On ne peut que se féliciter qu'elle ait sérieusement commencé. Que l'on pense simplement à un début de détente des taux d'intérêt, qui pourrait se produire dans quelques mois, alors que de nombreuses grandes valeurs sont encore en mesure de procurer des rendements de 12 % et plus l'année prochaine.

Aux valeurs étrangères, recueils des amercillantes, stabilité des allemandes et irrégularité des suisses d'or, très secouées la semaine précédente.

Sur le marché de l'or, recul du lingot et du kilo en barre à 22 150 F et 22 050 F contre 22 500 F et 22 750 F, et question de la napoleon à 220 20 F contre 220 20 F, très progressé de la vente à 1/2 %, 1973, qui a seule survécu dans le naufrage de la Bourse de Paris.

(1) Ex-droit d'attribution : 335 F.

Bâtiment et travaux publics

Le secteur a été l'un des plus éprouvés de la cote, avec des pertes atteignant parfois 15 à 20 %. Les professionnels des travaux publics estiment pouvoir réaliser en 1974 un chiffre d'affaires global de 35,8 milliards de francs, contre 34,5 milliards en 1973. Le chiffre d'affaires global de 1973 a été de 34,5 milliards de francs, avec des pertes atteignant parfois 15 à 20 %. Les professionnels des travaux publics estiment pouvoir réaliser en 1974 un chiffre d'affaires global de 35,8 milliards de francs, contre 34,5 milliards en 1973. Le chiffre d'affaires global de 1973 a été de 34,5 milliards de francs, avec des pertes atteignant parfois 15 à 20 %.

Matériel électrique, services

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Publics

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Industrie

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Commerce

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Transport

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Services

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Autres

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Financement

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Indice

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Conclusion

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Prospérité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Stabilité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Prospérité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Stabilité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Prospérité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Filatures, textiles, magasins

A fin mai 1974, après les douze premiers mois d'un exercice qui en comptera exceptionnellement dix-huit, la situation de SCOA...

Mines d'or, diamants

L'Anglo-American Corporation annonce un dividende intérimaire de 7,5 cents contre 6,5 cents. Pour le semestre, au 30 juin, le bénéfice net attribuable à la compagnie mère s'élève à 34,68 millions de francs contre 28,62 millions. La valeur boursière du portefeuille de titres cotés a été ramenée de 1216 millions de francs à 116 millions.

Produits chimiques

Pour le premier semestre 1974, le chiffre d'affaires consolidé de Pechiney-Alcan-Kuhlmann est en augmentation de 43 % avec des prix de vente en hausse importante par suite, notamment, de l'augmentation des cotations des matières premières et de l'énergie. Des signes de ralentissement d'activité apparaissent dans le secteur de la transformation de...

Pétroles

Petroland, opérateur du « groupe français » en mer du Nord néerlandaise, vient de mettre en évidence des imprégnations de gaz au cours d'un forage effectué sur le bloc 7-4, structure située à proximité des blocs 15-6 et 15-7. Des essais permettront de savoir si l'on se trouve en présence d'un gisement exploitable.

Valeurs diverses

B.S.S.A. a réalisé pendant le premier semestre de 1974 un chiffre d'affaires de 256 200 722 F (contre 209 878 936 F pendant la même période de 1973). Au 30 juin, le bénéfice net de l'exercice s'élevait à 6 330 102 F (après affectation d'une somme de 1 454 143 F).

Indice

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Prospérité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Stabilité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Prospérité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Stabilité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Prospérité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Stabilité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Prospérité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Stabilité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Prospérité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Stabilité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Prospérité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Stabilité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Prospérité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

Stabilité

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des P.T.T. ont été de 10 milliards, bien en deçà de l'augmentation prévue, ne permettant pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus.

LES MARCHES DES VALEURS

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

assement du dollar
Hausse du franc

